

**Comité des obstacles techniques au commerce**

**COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 10 AU 12 NOVEMBRE 2021**

PRÉSIDENTE: MME ELISA MARIA OLMEDA DE ALEJANDRO

*Note du Secrétariat<sup>1</sup>*

<b>1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR.....</b>	<b>1</b>
<b>2 MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD .....</b>	<b>1</b>
2.1 Préoccupations commerciales spécifiques .....	1
2.2 Neuvième examen triennal .....	134
2.3 Échange de données d'expérience .....	134
<b>3 OBSERVATEURS .....</b>	<b>135</b>
3.1 Renseignements actualisés .....	135
3.2 Demandes en attente.....	135
<b>4 RAPPORT ANNUEL (2021) DU COMITÉ AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES (CCM) .....</b>	<b>135</b>
<b>5 QUESTIONS DIVERSES .....</b>	<b>135</b>
<b>6 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION .....</b>	<b>135</b>

**1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

1.1. Le Comité a adopté l'ordre du jour figurant dans le document [WTO/AIR/TBT/21](#).

**2 MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD**

**2.1 PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES SPÉCIFIQUES**

La Présidente a indiqué que, s'agissant du compte-rendu de la réunion, c'était ce que les Membres disaient à l'oral qui servait de référence absolue pour la préparation du compte-rendu par le Secrétariat. Si les Membres souhaitaient résumer leurs interventions à l'oral tout en incluant des déclarations techniques détaillées dans le procès-verbal (compte-rendu), ils avaient toujours la possibilité de demander au Secrétariat de diffuser ces renseignements séparément, par exemple sous une cote "JOB" ou "W"; cette déclaration serait ajoutée en référence (et mise en hyperlien) dans le compte-rendu de la réunion.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> À titre d'exemple, voir le document indiqué en référence dans la déclaration des États-Unis au paragraphe 2.194 ci-après.

### 2.1.1 Préoccupations retirées

2.1. La Présidente a indiqué que les PCS ci-après avaient été retirées de l'ordre du jour à la demande du Membre concerné:

- République dominicaine – Norme générale sur les mesures de contrôle et de sécurité applicables aux fabricants, producteurs et importateurs de produits finis de l'alcool et du tabac
- Malaisie – Livret d'information concernant la Directive sur l'homologation des équipements électriques (Règlement sur l'électricité de 1994), édition 2018 (GP/ST/No.14/2017)
- République de Corée – Loi sur la gestion des eaux de ballast (ID 606)
- États-Unis – Efficacité des corps de gicleurs (ID 653)

### 2.1.2 Nouvelles préoccupations commerciales spécifiques

#### 2.1.2.1 Chili – Protocole d'analyse et/ou d'essai de l'efficacité d'un produit électrique, [G/TBT/N/CHL/525](#) (ID 704<sup>3</sup>)

2.2. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. Le gouvernement coréen profite de la présente occasion pour exposer ses observations au sujet du "Protocole d'analyse et/ou d'essai de l'efficacité d'un produit électrique: lave-linge/sèche-linge (PE n° 1/06-1/2:2020)" du Chili, notifié à l'OMC le 24 juillet 2020 sous la cote [G/TBT/N/CHL/525](#) et entré en vigueur en janvier 2022 (PE n° 1/06/3:2020). Nous respectons sincèrement les vigoureux efforts déployés par le gouvernement chilien en vue de protéger l'environnement et de fournir des renseignements pertinents aux consommateurs. En outre, les entreprises coréennes sont fermement résolues à se conformer aux réglementations. Toutefois, nous aimerions présenter les observations suivantes, qui traduisent les préoccupations soulevées par les entreprises coréennes au sujet des réglementations relatives au rendement énergétique des "lave-linge". Si la tolérance en matière de consommation d'énergie pour les "lave-linge/sèche-linge" est alignée sur la tolérance pour les "machines à laver le linge" et qu'elle est établie en incluant une tolérance inférieure, nous craignons que les lave-linge/sèche-linge qui sont encore plus performants en termes de rendement énergétique ne réussissent toujours pas l'essai de surveillance après mise sur le marché. Pour éviter cela, la plupart des pays, y compris l'UE, ont fixé la tolérance en matière de consommation d'énergie et d'eau pour les lave-linge/sèche-linge à "moins de +10%". Par conséquent, nous demandons au gouvernement chilien de bien vouloir envisager de fixer les tolérances en matière de consommation d'énergie et d'eau à "moins de +10%" pour les étiquettes indiquant le rendement énergétique sur les lave-linge/sèche-linge. Nous tenons à rappeler que, le 12 octobre 2020, le gouvernement coréen a présenté au point d'information OTC du Chili à l'OMC des observations similaires au sujet de la réglementation relative à l'efficacité pour les "machines à laver le linge", laissées sans réponse par les autorités chiliennes compétentes; pourtant, nous espérons recevoir également votre réponse à ce sujet au plus vite.

2.3. En réponse, le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. Le Chili remercie la Corée pour son intérêt à l'égard des notifications du Chili relatives aux protocoles en matière de rendement énergétique et de leur objectif de protéger l'environnement et de fournir des renseignements aux consommateurs. Les renseignements fournis dans cette préoccupation commerciale spécifique en lien avec les tolérances en matière de rendement énergétique pour les lave-linge/sèche-linge à usage domestique, notifiées par le Chili en juillet 2020 dans le document [G/TBT/N/CHL/525](#), et au sujet desquelles aucune observation n'a été formulée dans le délai de 60 jours, devront être transmis à la Direction générale de l'électricité et des combustibles, et nous espérons être en mesure de répondre à la Corée par l'intermédiaire du point d'information OTC de l'OMC comme par le passé.

---

<sup>3</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 704](#).

**2.1.2.2 Union européenne – Projet de Règlement délégué de la Commission modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, le Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, [G/TBT/N/EU/826](#) (ID 705<sup>4</sup>)**

2.4. Le représentant du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu aimerait exprimer ses craintes en ce qui concerne le document [G/TBT/N/EU/826](#) portant sur le Règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (Règlement CLP) de l'Union européenne. Nous reconnaissons l'intention de l'UE de protéger la santé publique et l'environnement en modifiant la classification des substances toxiques et des mélanges dans le cadre du Règlement CLP. La mesure proposée reclasse le triacrylate de triméthylolpropane (TMPTA, n° CAS 15625-89-5) comme cancérigène de catégorie 2. Cela provoque des préoccupations générales au sein de nos branches de production. Premièrement, le TMPTA offre de vastes possibilités d'utilisation dans divers produits, notamment pour les matériaux de revêtement, l'encre et les adhésifs. Une fois le règlement modifié, les fabricants devront réétiqueter et restructurer leurs produits, ce qui aura des conséquences considérables sur le commerce des TMPTA et des produits dérivés. Pire encore, il n'existe pas de solution de remplacement au TMPTA, et la recherche d'un substitut exigera beaucoup de temps et de ressources, ce qui causera un préjudice grave aux échanges mondiaux. Selon nous, la mesure proposée est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord OTC car elle crée des obstacles non nécessaires au commerce international.

2.5. Deuxièmement, nous aimerions exhorter l'UE à respecter les prescriptions relatives aux justifications scientifiques figurant à l'article 2.2 de l'Accord OTC. La décision prise par le Comité d'évaluation des risques de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) reposait sur les études du Programme national des États-Unis sur la toxicologie réalisées en 2012. Même si des tumeurs animales ont été observées dans ces études, il existe une opinion largement répandue selon laquelle ces études manquent de fiabilité et présentent d'importantes divergences techniques. Des experts ont aussi formulé des contestations à l'encontre de l'étude du Programme national sur la toxicologie, dans le cadre duquel l'acétone était utilisée comme promoteur d'absorption cutanée et ne reflétait pas une exposition "normale". Par conséquent, la décision d'adopter la mesure proposée compte tenu des preuves scientifiques limitées était peut-être trop précipitée et pourrait causer des obstacles non nécessaires au commerce s'agissant du TMPTA ou de ses produits dérivés. Par ailleurs, des recherches sont toujours en cours en vue de démontrer que l'acétone utilisée comme véhicule dans les études du Programme national sur la toxicologie n'est pas adaptée pour les études comparatives sur l'absorption, et des efforts ont été mis en œuvre afin d'acquérir une meilleure connaissance du métabolisme du TMPTA dans le corps des mammifères à travers des analyses toxicocinétiques. Nous pensons que ces dernières offriront à l'UE des renseignements plus détaillés afin qu'elle décide si les mesures proposées sont appropriées. Au vu de l'inadéquation de la base scientifique et de la possibilité que la décision soit révoquée par la recherche en cours, nous aimerions suggérer que l'UE envisage de suspendre la mesure proposée, réponde à la question posée et attende que davantage de résultats de recherches soient disponibles. Troisièmement, d'après cette notification, la modification sera adoptée au quatrième trimestre de 2021. Elle entrera en vigueur 20 jours après sa publication au Journal officiel de l'UE, soit environ deux mois après l'adoption. Étant donné que la mesure proposée ne correspond pas à une urgence impérieuse et que les branches de production ont besoin de plus de temps pour s'y préparer, nous aimerions prier l'UE de prolonger la période de transition afin de garantir la conformité à l'article 2.12 de l'Accord OTC. Nous avons présenté nos observations à l'UE le 30 septembre 2021; nous souhaiterions que celles-ci soient prises en compte et attendons avec intérêt une réponse écrite.

2.6. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne aimerait remercier le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu d'avoir soulevé cette question et présenté des observations écrites au sujet de la 18<sup>ème</sup> adaptation au progrès technique et scientifique du Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage (CLP).<sup>5</sup> Dans la présente déclaration, l'Union européenne répondra aussi

<sup>4</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 705](#).

<sup>5</sup> Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les Directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le Règlement (CE) n° 1907/2006 (J.O. L 353, 31.12.2008,

aux questions du Brésil relatives à la classification de l'acide 2-éthylhexanoïque (2-EHA) qui ont été téléchargées dans eAgenda sous la PCS n° 51<sup>6</sup>, parce qu'elles concernent le même projet de mesure. L'UE tient à préciser que les réponses écrites aux observations du Taipei chinois et du Brésil sont en cours de préparation et qu'elles seront communiquées dans les semaines à venir. Par conséquent, l'UE aimerait faire quelques remarques générales à ce stade et renvoyer aux réponses écrites pour plus de détails. Elle tient à souligner que la classification proposée pour le TMPTA et l'acide 2-éthylhexanoïque (2-EHA) repose sur l'avis scientifique du Comité d'évaluation des risques de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), qui examine toutes les preuves scientifiques fiables et adéquates disponibles. L'examen est réalisé sur la base des critères de classification du Règlement CLP, qui sont entièrement alignés sur les critères du SGH de l'ONU. Au cours de l'évaluation du Comité d'évaluation des risques, les parties prenantes ont eu la possibilité d'émettre des observations au sujet de la proposition, y compris des preuves scientifiques disponibles.

2.7. L'UE aimerait également indiquer que, si de nouvelles données scientifiques pertinentes, qui pourraient mener à un changement dans la classification harmonisée, sont publiées à l'avenir, elles pourraient être présentées à un État membre de l'UE conformément à l'article 37.6 du Règlement CLP afin qu'une réévaluation de la classification puisse éventuellement être entreprise. En outre, l'UE observe qu'une classification harmonisée dans le cadre du Règlement CLP suppose des obligations en matière d'étiquetage et d'emballage, mais n'entraîne pas en soi de limitations automatiques s'agissant de l'utilisation d'une substance. Il n'est pas exclu que d'éventuelles restrictions d'utilisation pour une substance classée fassent par la suite l'objet d'un examen dans le cadre d'autres législations spécifiques de l'UE, mais il n'est actuellement pas indiqué qu'il pourrait y avoir un impact sur le commerce des produits contenant du TMPTA et de l'acide 2-éthylhexanoïque. Enfin, au sujet du délai de carence, l'UE aimerait souligner que le projet notifié ne deviendra applicable que 18 mois après son entrée en vigueur, même s'il pourra être appliqué avant ce délai sur une base volontaire.

### **2.1.2.3 Chine – Norme nationale de la République populaire de Chine. Piles et accumulateurs au lithium-ion utilisés dans des équipements électroniques portatifs – Spécifications techniques en matière de sécurité, [G/TBT/N/CHN/1576](#) (ID 706<sup>7</sup>)**

2.8. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée respecte et soutient les efforts déployés à la Chine en vue d'introduire la "Norme nationale de la République populaire de Chine. Piles et accumulateurs au lithium-ion utilisés dans des équipements électroniques portatifs – Spécifications techniques en matière de sécurité" aux fins de la sécurité de la population. En outre, les entreprises coréennes sont fermement résolues à se conformer aux réglementations de la Chine. En mars 2021, la Chine a notifié à l'OMC son projet de modification de la norme nationale de sécurité pour les piles et accumulateurs au lithium-ion (GB 31241-20XX), dans le document [G/TBT/N/CHN/1576](#). En mai 2021, la Corée a présenté des observations au sujet de la notification et demandé à la Chine d'aligner son projet de modification sur sa réglementation GB 31241-2014 en vigueur et, plus largement, sur la norme internationale 62133-2:2017 de la CEI. Nous suggérons que la clause d'exception (5.3.1) "[s]ous réserve d'un accord entre le fabricant de piles et le fabricant du produit fini, il n'est pas nécessaire d'apposer un marquage sur les piles-éléments utilisées dans la fabrication d'un accumulateur" soit maintenue et qu'une norme identique relative aux essais d'écrasement (7.6) soit appliquée aux piles de tous types (cylindriques, prismatiques, à bouton et en sachet), comme le prévoit la réglementation actuelle (GB 31241-2014). En juillet 2021, la Chine a répondu qu'"[é]tant donné que les différentes normes en matière d'accumulateurs, y compris la GB 31241-2014 et la norme 62133-2 de la CEI, contenaient toutes des prescriptions en matière de marquage et d'essai d'écrasement, le projet de modification GB 31241-20XX proposait aussi des prescriptions équivalentes. Cela est nécessaire pour assurer le traçage et l'identification efficaces des piles et mieux évaluer la sécurité des piles en sachet". Malgré l'aimable réponse de la Chine, les entreprises coréennes rencontrent toujours des difficultés; c'est pourquoi nous aimerions revenir sur cette question.

2.9. Nous comprenons que la norme 62133-2 de la CEI contient une clause qui exempte clairement de la prescription relative au marquage sur les piles lorsque cela est convenu entre les fabricants, mais qu'il n'existe pas de clause exigeant uniquement que les piles en sachet passent un essai

page 1). Version consolidée disponible à l'adresse suivante: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A02008R1272-20211001>.

<sup>6</sup> Union européenne – Règlement (CE) n° 1272/2008 (Règlement CLP) (ID 539).

<sup>7</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence ID 706.

d'écrasement. Nous demandons à la Chine d'exposer les raisons motivant sa réponse antérieure et de les réexaminer. Si le pays exige un marquage des piles dans un but de traçage/d'identification des produits, cette prescription devrait être pour n'exiger que l'indication des renseignements minimaux, tels que la désignation de modèle et la date de fabrication. La pile étant un composant qui n'est pas directement utilisé par les consommateurs, la destination d'exportation est déterminée une fois la pile assemblée dans le bloc de batteries ou le produit final; il est donc difficile de la marquer séparément pour les ventes en Chine spécifiquement. Cela demandera beaucoup de temps et de frais liés aux changements des lignes de production et aux certifications supplémentaires, ce qui imposera des contraintes excessives et coûteuses aux branches de production concernées. La Corée aimerait demander de nouveau à la Chine de réviser la norme en question au regard des normes internationales pertinentes.

2.10. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. L'identification est très importante pour l'utilisation sûre des piles et accumulateurs. Les piles sont une composante importante des accumulateurs. Sans le marquage nécessaire à des fins d'identification, elles ne peuvent pas faire l'objet d'un traçage et d'une identification efficaces. Au cours des dernières années, il a été signalé à de nombreuses reprises que les piles dépourvues d'un marquage d'identification convenable créaient des confusions au niveau de la régulation du marché. Par conséquent, les nombreuses recherches et consultations publiques menées dans le cadre de la formulation de la nouvelle spécification ont conclu à la nécessité d'un marquage d'identification sur la pile. Nous n'envisagerons pas de retirer la décision consistant à supprimer les exceptions.

**2.1.2.4 Viet Nam – Projet de règlement technique national concernant le cinquième niveau d'émissions de polluants gazeux pour les véhicules automobiles neufs fabriqués, assemblés ou importés, [G/TBT/N/VNM/174](#) (ID 707<sup>8</sup>)**

2.11. Le représentant de la Thaïlande a communiqué la déclaration suivante. La Thaïlande souhaite adresser ses remerciements au Viet Nam pour les renseignements complémentaires qu'il a fournis au sujet de la mise en œuvre du QCVN 109:2021/BGTVT dans le cadre d'une consultation bilatérale tenue en janvier de l'année en cours et d'une réponse communiquée le 16 juillet 2021. Malgré le fait que le Viet Nam ait précisé qu'une disposition transitoire autorise les véhicules certifiés avant la date d'application obligatoire de la norme d'émission Euro 5 à continuer la production et l'assemblage selon la norme d'émission actuelle (Règlement QCVN 86:2015/BGTVT), qui correspond à l'Euro 4, jusqu'à la date d'expiration des certificats, la Thaïlande observe que cette règle a été appliquée uniquement aux fabricants et assembleurs automobiles nationaux. En parallèle, leurs homologues étrangers possédant des certificats valides doivent se conformer à la nouvelle norme d'émission à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Les pratiques susmentionnées discriminent les véhicules automobiles nationaux de ceux qui sont importés, ce qui provoque des inégalités au niveau des coûts de production par rapport aux entreprises vietnamiennes.

2.12. À la lumière des préoccupations exposées, la Thaïlande souhaite rappeler au Viet Nam son obligation au titre de l'article 2.1 de l'Accord OTC, consistant à faire en sorte, pour ce qui concerne les règlements techniques, qu'il soit accordé aux produits importés en provenance du territoire de tout Membre un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires d'origine nationale et aux produits similaires originaires de tout autre pays. Par conséquent, la Thaïlande demande instamment au Viet Nam de traiter les véhicules automobiles importés d'une manière non discriminatoire et d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. En outre, elle prie également le pays de notifier à l'OMC les réglementations pertinentes, en particulier le document n° 371/TTg-CN daté du 26 mars 2021 au sujet de la mise en œuvre du projet consistant à appliquer les normes en matière d'émissions conformément à la Décision n° 49/2011/QD-TTg, qui prévoit que les véhicules automobiles fabriqués, assemblés ou importés devront respecter les normes Euro 5 en matière d'émissions (QCVN 109:2021/BGTVT) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, et de donner aux Membres la possibilité de formuler des observations.

2.13. En réponse, le représentant du Viet Nam a communiqué la déclaration suivante. Le document n° 371/TTg-CN daté du 26 mars 2021 affirme le principe de non-rétroactivité des législations applicables à divers types de véhicules automobiles fabriqués ou assemblés qui ont reçu le certificat de sécurité technique et de protection de l'environnement avant le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Conformément à la Décision n° 49/2011/QD-TTg du Premier ministre de la République socialiste du Viet Nam, tous les types de véhicules automobiles neufs fabriqués, assemblés ou importés doivent

---

<sup>8</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 707](#).

être conformes à la norme relative au cinquième niveau d'émissions de polluants gazeux à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Par conséquent, il n'existe pas de discrimination dans l'application de la norme relative au cinquième niveau d'émissions de polluants gazeux pour les véhicules automobiles neufs fabriqués, assemblés ou importés. Le principe de non-rétroactivité est entièrement compatible avec l'article 28 de la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969 auquel le Viet Nam et la Thaïlande sont parties. En outre, le document n° 371/TTg-CN est essentiellement un document donnant des instructions en lien avec la Décision n° 49/2011/QĐ/TTg et il n'est pas nécessaire de le notifier dans le cadre de l'Accord OTC.

**2.1.2.5 Union européenne – Projet de Règlement de la Commission établissant des exigences en matière d'écoconception pour les sources lumineuses et les appareillages séparés, conformément à la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant les règlements de la Commission (CE) n° 244/2009, (CE) n° 245/2009 et (UE) n° 1194/2012, [G/TBT/N/EU/606](#) (ID 708<sup>9</sup>)**

2.14. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée saisit cette occasion pour présenter ses observations au sujet du "Règlement de la Commission établissant des exigences en matière d'écoconception pour les sources lumineuses et les appareillages séparés" (ci-après "le Règlement") notifié au Comité OTC de l'OMC le 8 octobre 2018 sous la cote [G/TBT/N/EU/606](#) et publié le 1<sup>er</sup> octobre 2019. Tout d'abord, le gouvernement coréen respecte et soutient entièrement les efforts déployés par l'UE pour protéger l'environnement. En outre, les entreprises coréennes sont déterminées à se conformer au Règlement. Toutefois, nous aimerions présenter les observations suivantes, qui traduisent les préoccupations soulevées par les entreprises coréennes au sujet de ce document. Aux termes du Règlement, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1<sup>er</sup> septembre 2021, les fabricants devraient mettre des pièces de rechange à la disposition des réparateurs professionnels pendant une période minimale spécifiée à compter de la mise sur le marché de la dernière unité du modèle. Par exemple, d'après le Règlement sur l'écoconception (2019/2019), annexe II, 3.1), les fabricants doivent approvisionner le marché de l'UE en pièces de rechange pour les sources lumineuses des réfrigérateurs pendant une période minimale de sept ans après l'application de ce Règlement. Il est impossible d'utiliser d'autres composants émettant une source lumineuse conformes au nouveau Règlement car certains appareils ménagers, tels que les modèles de réfrigérateur dont la production a cessé, ne sont pas compatibles avec les composants de substitution sans un changement de la structure interne des appareils. Nous croyons comprendre que les Règlements de l'UE relatifs à l'écoconception pour les sources d'alimentation externes et pour les moteurs prévoient des exceptions pour l'utilisation des pièces de rechange existantes à des fins de remplacement, mais il n'existe pas d'exception de ce type pour l'utilisation des pièces de rechange dans le Règlement en matière d'écoconception pour les sources lumineuses et les appareillages séparés. Par conséquent, nous demandons à l'UE d'ouvrir une exception en ce qui concerne les pièces de rechange pour les sources lumineuses d'appareils ménagers dont la production a cessé et qui ont été placés sur le marché avant la date d'exécution (1<sup>er</sup> septembre 2021), au même titre que dans les Règlements relatifs à l'écoconception pour les sources d'alimentation externes et pour les moteurs.

2.15. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Le Règlement (UE) 2019/2020 qui fixe des exigences en matière d'écoconception pour les sources lumineuses et les appareillages séparés ne prévoit pas d'exemption spécifique pour les produits qui sont des pièces de rechange d'appareils électroménagers dont la production a cessé. Nous aimerions souligner que le Règlement s'applique aux nouvelles unités de sources lumineuses et d'appareillages séparés placées sur le marché de l'UE pour la première fois à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021. Quant à celles qui ont été placées sur le marché de l'UE avant le 1<sup>er</sup> septembre 2021, elles peuvent rester dans les rayons et en stock indéfiniment.

**2.1.2.6 États-Unis – Programme d'économie d'énergie: procédures d'essai pour les lave-linge à usage domestique ou commercial, [G/TBT/N/USA/903](#), [G/TBT/N/USA/903/Rev.1](#) (ID 709<sup>10</sup>)**

2.16. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine demande aux États-Unis: 1. de préciser le lien entre l'appendice J et l'appendice J2 ainsi que le délai de mise en œuvre; 2. d'éclaircir le contenu du texte figurant à l'appendice J qui est incohérent: il est indiqué au

<sup>9</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 708](#).

<sup>10</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 709](#).



chapitre 2.12.1 d'utiliser un grand volume de linge pour l'évaluation de l'essai, tandis que le tableau 3.3 inclut des petits et des grands volumes. 3. d'étudier les suggestions suivantes au sujet du point "E. Questions sur lesquelles le Département de l'énergie recueille des observations": pour l'article 2, la Chine soutient la décision d'ajouter la méthode d'essai de la machine à arrivée d'eau unique et suggère d'ajouter des procédures d'évaluation spécifiques, telles que l'évaluation de la température de l'eau chauffée par différents procédés. S'agissant de l'article 9, les poids des grand et petit volumes sont tous les deux petits dans le nouvel appendice J, ce qui correspond aux sections moyenne et basse selon la capacité de la machine à laver. Par conséquent, dans ce cas, la consommation d'énergie pour une capacité moyenne et faible est évaluée, ce qui n'est pas conforme à l'usage effectif de la machine à laver. La performance de la machine à laver en charge pleine ne fait l'objet d'aucun essai. Il est recommandé d'augmenter le poids de la charge pleine pour évaluer la capacité maximale de la machine à laver. Pour ce qui est de l'article 15, si un séchage intensif est exigé pour chaque cycle d'essai, afin d'éviter que le linge qui n'a pas été refroidi à température ambiante soit utilisé aux fins de l'essai, il est suggéré d'exiger que le linge placé dans la machine à laver aux fins de l'essai soit refroidi à température ambiante.

2.17. S'agissant de l'article 17, pour la réalisation de l'essai relatif au volume du tambour, il devrait être clairement indiqué que le volume situé au niveau du creux du hublot ne doit pas être inclus dans le volume du tambour. Pour les articles 20 et 21, les coefficients d'eau froide, tiède et chaude sont basés sur les données issues des sondages des habitudes réelles des utilisateurs. En réalité, les appareils semi-automatiques puisent rarement de l'eau chaude pendant l'utilisation pratique. Par conséquent, il est suggéré de recueillir davantage de données utilisateurs afin d'ajuster le ratio de l'utilisation des températures (TUF). Pour l'article 59, il n'est pas acceptable de supprimer les définitions de "compact" et de "standard". Les modèles à grande capacité ont plus d'avantages en matière de calcul de la consommation d'énergie, et le niveau qu'ils peuvent atteindre en raison de la force de la structure mécanique est plus avantageux que celui des modèles à petite capacité (par exemple, la limite maximale de vitesse des modèles à grande capacité est plus élevée que celle des modèles à petite capacité). Il est suggéré d'établir différents niveaux d'accès à la consommation d'énergie pour les modèles de grande et de petite capacité; les modèles de plus de 45 L et ceux de moins de 45 L devraient être soumis à des niveaux d'accès différents.

2.18. En réponse, le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration qui suit. Les États-Unis remercient la Chine pour les observations qu'elle a présentées le 29 octobre 2021 en réponse à leur notification à l'OMC du 3 septembre 2021 pour la modification des procédures d'essai des lave-linge à usage domestique ou commercial. Les États-Unis tiendront compte de toutes les observations reçues durant la période ménagée pour la présentation d'observations et répondront à chaque observation de fond dans le prochain document de réglementation qui sera publié au sujet des procédures d'essai pour les lave-linge à usage domestique ou commercial.

#### **2.1.2.7 Inde – Instruction importante concernant le programme volontaire d'étiquetage (étoiles) pour les téléviseurs à très haute définition (4K, 8K) (ID 710<sup>11</sup>)**

2.19. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée souhaite exprimer ses préoccupations à l'égard de l'Instruction importante de l'Inde concernant le programme volontaire d'étiquetage (étoiles) pour les téléviseurs à très haute définition (4K, 8K) (ci-après "réglementation pour les téléviseurs à très haute définition"), qui n'a pas été notifiée au Comité OTC de l'OMC et qui a été publiée le 21 janvier 2021. Par le passé, la Corée avait présenté des lettres d'observation (issues d'entreprises coréennes) par l'intermédiaire du point d'information OTC de l'Inde à cinq reprises: en avril, juin, juillet, août et septembre 2021; elle n'a pas encore reçu de réponse de l'Inde. Premièrement, nous avons récemment appris que la réglementation sera appliquée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022. À cet égard, nous aimerions demander à l'Inde si la réglementation pour les téléviseurs à très haute définition sera appliquée à titre obligatoire ou non, et quel sera le calendrier pour sa mise en œuvre. Si l'Inde prévoit d'appliquer cette réglementation avec un caractère obligatoire, nous lui demandons de notifier le Comité OTC de l'OMC conformément à l'article 2.9 de l'Accord OTC, en ménageant une période d'au moins 60 jours pour la présentation d'observations par d'autres Membres de l'OMC ainsi qu'une période de transition d'au moins six mois après son adoption.

2.20. Deuxièmement, la plupart des pays, tels que l'UE et la Corée, appliquent les valeurs standard en matière de consommation d'énergie en veille, en distinguant le mode veille active et le mode

<sup>11</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 710](#).

veille passive, en fonction du fait que l'appareil est connecté à un réseau ou non. Toutefois, la réglementation pour les téléviseurs à très haute définition de l'Inde a fixé la somme de la consommation d'énergie en mode veille active et en mode veille passive comme la limite maximale pour déterminer la conformité de la consommation d'énergie en veille. Si la réglementation devient obligatoire, il est très probable que cette prescription excessive imposera un obstacle non nécessaire au commerce pour les exportateurs vers l'Inde. Par conséquent, nous demandons à l'Inde de réviser la prescription relative à la consommation d'énergie en veille contenue dans la réglementation pour l'aligner sur la pratique internationale et appliquer des valeurs raisonnables s'agissant des limites maximales pour le mode veille active et le mode veille passive séparément. Enfin, nous aimerions demander à l'Inde d'apporter des réponses à nos précédentes demandes de renseignements, qui ont été adressées au point d'information OTC de l'Inde plus tôt, en ce qui concerne le champ des produits soumis à la réglementation.

2.21. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Un programme de normalisation et d'étiquetage pour les téléviseurs couleurs d'une résolution allant jusqu'à 1920 x 1080 pixels (appelée résolution "full HD") a été lancé en 2009. Le programme a ensuite été rendu obligatoire à partir de 2016. Bien qu'une nouvelle technologie connue sous la dénomination commerciale de téléviseur à très haute définition soit disponible sur le marché depuis quelques années et ne rentre pas dans le champ d'application du programme existant du Bureau de l'efficacité énergétique pour les téléviseurs, les téléviseurs à très haute définition possédaient un nombre de pixels bien plus élevé que les téléviseurs ayant une résolution d'écran allant jusqu'à 1920 x 1080 pixels, et il a été constaté qu'ils consomment plus d'énergie que les téléviseurs HD ou "full HD". Le programme de notation selon un classement à étoiles pour les téléviseurs à très haute définition d'une résolution d'écran de 4K ou 8K repose sur la consommation d'énergie annuelle de l'appareil conformément à la norme CEI 62087:2015 Édition 1. Par ailleurs, le Bureau de l'efficacité énergétique a examiné le programme d'étiquetage international des téléviseurs à très haute définition pour d'autres pays et régions comme l'Union européenne, les États-Unis et la Chine avant de formuler les normes pour l'Inde. Le programme vise les téléviseurs à très haute définition avec un écran à cristaux liquides doté d'un rétroéclairage LED ainsi que les écrans OLED, QLED ou Micro-LED qui peuvent être utilisés pour fabriquer et vendre, sur le marché indien, des téléviseurs à très haute définition d'une résolution native de 3840 x 2160 pixels (4K) et 7680 x 4320 pixels (8K) qui fonctionnent seulement avec une source d'énergie extérieure, à un voltage ne dépassant pas 250V en courant alternatif, à 50 Hz, et qui sont fabriqués, importés et achetés ou vendus dans le commerce en Inde. Le programme prévoit une économie d'énergie cumulée de 9,75 TWh (milliards d'unités d'énergie) et une atténuation des émissions de CO<sub>2</sub> de 8 millions de tonnes d'ici à l'exercice budgétaire de 2030. Le programme pour les téléviseurs à très haute définition d'une résolution d'écran 4K et 8K a été lancé sur une base volontaire pour une période initiale d'un an, du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021.

#### **2.1.2.8 Sri Lanka – Règlement national n° 1 de 2021 sur l'environnement (normes d'identification des matières plastiques) (ID 711<sup>12</sup>)**

2.22. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Le 21 janvier 2021, le Ministère de l'environnement a publié au Journal officiel de la République socialiste démocratique de Sri Lanka le Règlement national n° 1 de 2021 sur l'environnement (normes d'identification des matières plastiques). Sri Lanka n'a pas encore notifié ce Règlement au Comité OTC de l'OMC. Nous comprenons que, tel qu'il est formulé actuellement, le Règlement introduit des prescriptions en matière d'étiquetage pour tous les articles en plastique manufacturés. Entre juin et août 2021, la branche de production et le gouvernement des États-Unis ont présenté des observations au sujet du Règlement sur l'environnement de Sri Lanka, en mettant en avant des préoccupations relatives à l'absence d'un champ d'application clair et d'un calendrier pour la mise en œuvre ainsi qu'au manque de clarté et à l'impraticabilité des prescriptions en matière d'étiquetage. Nous demandons à Sri Lanka de bien vouloir confirmer l'état d'avancement du Règlement en question. Plus précisément, ce Règlement est-il finalisé ou Sri Lanka poursuivra-t-elle les consultations avec les parties prenantes avant de le finaliser et de l'appliquer? Nous aimerions aussi obtenir des précisions de Sri Lanka sur la question de savoir si le Règlement sur l'environnement vise tous les articles et emballages en plastique, ou si les prescriptions en matière d'emballage ne s'appliquent qu'aux produits finis en plastique. Nous réitérons notre demande formulée en août 2021 et prions ainsi Sri Lanka d'utiliser les normes internationales pertinentes (ou leurs éléments pertinents) en matière d'identification des matières plastiques, y compris celles qui sont généralement utilisées pour réglementer les

<sup>12</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 711](#).



emballages en plastique, comme base pour toute mesure de mise en œuvre en lien avec ce Règlement. Par exemple, les normes ASTM D7611/D7611M et DIN 6120 sont largement acceptées pour les emballages en plastique utilisés par l'industrie à l'échelle mondiale.

2.23. La branche de production des États-Unis a noté que l'application de la prescription en matière d'emballage du Règlement à tous les éléments en plastique d'un produit ou emballage est irréalisable. D'innombrables produits contiennent de nombreux éléments en plastique différents et/ou des éléments en plastique qui peuvent être trop petits pour être étiquetés. Par exemple, les ordinateurs portables peuvent contenir jusqu'à 300 éléments en plastique, et les ordinateurs de bureau plus de 500. La branche de production des États-Unis a souligné que l'étiquetage de très petits éléments en plastique, par exemple, de ceux qui pèsent moins de 25 grammes ou ont une superficie inférieure à 50 cm<sup>2</sup>, serait non seulement illisible, coûteux et excessivement contraignant, mais pourrait aussi perturber le bon fonctionnement du produit. D'aussi petits éléments en plastique ne sont généralement pas collectés pour le recyclage. Sri Lanka envisage-t-il d'exempter les petits éléments en plastique de son régime d'étiquetage? Nous observons que, tel qu'il est rédigé actuellement, le Règlement sur l'environnement ne fournit pas d'orientations claires sur la manière dont les fabricants devraient étiqueter les produits ou emballages contenant du plastique. Par exemple, la mesure contient une liste des symboles de recyclage pour divers types de plastiques, mais elle ne fournit pas d'orientations concernant la taille, le placement, la couleur et le format à adopter pour l'impression ou l'apposition de ces symboles sur les produits et/ou emballages, ni de renseignements sur la méthode utilisée pour évaluer la conformité au Règlement. Sri Lanka a-t-elle l'intention de fournir ces orientations additionnelles? Nous demandons au pays de préciser la date d'entrée en vigueur du Règlement. Nous croyons comprendre que la branche de production des États-Unis a recommandé à Sri Lanka d'envisager une période transitoire de deux ans. Étant donné le vaste champ d'application du Règlement, nous encourageons Sri Lanka à fournir des périodes de transition raisonnables afin que la branche de production puisse se conformer aux nouvelles prescriptions, conformément aux engagements OTC pris par le pays dans le cadre de l'OMC.

2.24. En réponse, le représentant de Sri Lanka a communiqué la déclaration suivante. Nous avons dûment pris note des préoccupations exprimées par les États-Unis au sujet du Règlement de Sri Lanka, en particulier s'agissant du champ d'application, du calendrier de mise en œuvre ainsi que de la clarté et de la praticabilité des prescriptions en matière d'étiquetage et de la notification à l'OMC. Nous croyons comprendre que les États-Unis sont déjà entrés en contact avec nos autorités nationales, en particulier avec le point d'information OTC de Sri Lanka à l'OMC, pour signaler quelques-unes de ces préoccupations spécifiques. Ma délégation a déjà procédé à quelques échanges de renseignements avec la délégation des États-Unis afin de mieux comprendre les préoccupations en question. Nous souhaitons exprimer notre sincère gratitude à la délégation des États-Unis à Genève pour l'attention et la rapidité dont elle a fait preuve s'agissant de transmettre toute la documentation pertinente. Au cours de l'examen de la correspondance entre les deux points d'information OTC des États-Unis et de Sri Lanka, il est apparu qu'une faille de communication avait pu se produire, ce qui avait poussé la délégation des États-Unis à réitérer ses préoccupations.

2.25. En raison des très longs confinements imposés par Sri Lanka pour endiguer la diffusion de la pandémie de COVID-19, la plupart des institutions fonctionnaient avec des effectifs aussi réduits que possible, qui se concentraient, en général, seulement sur toutes les mesures de facilitation liées à la COVID-19. C'est probablement pour cela que nos autorités n'ont pas été en mesure de répondre en temps voulu. Toutefois, ma délégation a déjà porté à la connaissance des autorités nationales les préoccupations exprimées par les États-Unis, y compris en communiquant les copies de la correspondance tenue entre les deux points d'information OTC des États-Unis et de Sri Lanka, et nous attendons sous peu une demande formelle de notre capitale. Aussi, ma délégation poursuivra ses échanges avec les États-Unis au niveau bilatéral afin que nous répondions à leurs préoccupations, éventuellement en adressant au Comité OTC de l'OMC une notification des mesures qui vont être prises.

**2.1.2.9 Brésil – Arrêté MAPA n° 208 du 26 février 2021 – Révision du Décret n° 6.87 du 4 juin 2009 sur la normalisation, la classification, l'enregistrement, l'inspection, la production et la surveillance des boissons alcooliques, [G/TBT/N/BRA/1145](#) (ID 712<sup>13</sup>)**

2.26. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne aimerait s'enquérir auprès du Brésil de l'état d'actuel de la révision du

<sup>13</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 712](#).

Décret n° 6.87 sur les boissons alcooliques notifiée et faire remarquer qu'il n'a toujours pas reçu de réponse à ses observations écrites du 29 avril 2021. Les producteurs de l'UE sont particulièrement préoccupés par la fixation d'une teneur maximale en alcool pour les boissons alcooliques distillées, la définition de whisky, les prescriptions en matière de vieillissement et de sucrage du rhum, les exigences relatives à la vodka, aux liqueurs et aux ingrédients autorisés dans la production du gin, ainsi que l'utilisation générique des indications géographiques "Calvados" et "Cognac" de l'UE. Tous ces éléments constitueraient d'importants obstacles au commerce. L'Union européenne aimerait obtenir une réponse aux observations écrites et se tient prête à collaborer avec le Brésil dans un cadre bilatéral sur la révision en cours.

2.27. En réponse, le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. L'ordonnance n° 208 du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement alimentaire du Brésil, publiée le 26 février, est un appel à contributions au sujet de la révision du Décret n° 6.871 de 2009. Ce décret s'applique à la normalisation, la classification, l'enregistrement, l'inspection, la production et la surveillance des boissons alcooliques. Cet appel à contributions est l'étape qui précède une consultation publique. À ce titre, il n'y a pas encore de projet de texte à soumettre aux pays pour qu'ils formulent des observations. Le Brésil est disposé à recevoir les suggestions des Membres quant aux meilleures manières d'améliorer les mesures réglementaires actuellement applicables aux boissons alcooliques. Nous invitons toutes les parties intéressées à présenter des éléments techniques qui justifieront la rédaction d'un nouveau règlement qui sera ensuite soumis à une consultation publique, conformément à nos obligations dans le cadre de l'Accord OTC. Un appel à contributions est une étape supplémentaire vers la transparence et l'engagement des parties prenantes, conformément aux dispositions de l'article 2.9.1 de l'Accord OTC. Étant donné qu'il n'existe pour l'heure pas de proposition de texte, nous estimons que les préoccupations alléguées mentionnées par l'Union européenne sont, dans une certaine mesure, non fondées. Toutes les observations reçues dans le cadre de cet appel à contributions seront dûment prises en compte.

#### **2.1.2.10 Belgique – Projet de loi instituant des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services 5G mobiles, [G/TBT/N/BEL/44](#) (ID 713<sup>14</sup>)**

2.28. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine remercie la Belgique d'avoir présenté une notification à ce comité ainsi que l'Union européenne pour sa réponse aux observations de la Chine. Elle reconnaît que les Membres de l'OMC sont légitimement en droit de protéger la sécurité de leur réseau 5G. Toutefois, les lois, réglementations et normes techniques pertinentes doivent être adoptées et appliquées d'une manière conforme aux principes de non-discrimination, d'équité et de transparence et sur la base de faits et preuves objectifs. Les lois, réglementations et normes techniques relatives à la cybersécurité ne devraient en aucun cas constituer une discrimination injustifiée ou une restriction déguisée touchant le commerce international. En outre, toute partie affectée par le projet de loi devrait pouvoir bénéficier des voies de recours adéquates. 1. S'agissant du point 1.A de la réponse de l'UE relatif à l'article 105, paragraphe 4: "Il est recommandé d'utiliser des normes techniques objectives et axées sur les produits pour l'évaluation des risques", la Chine pense que ces critères ne sont pas purement techniques et qu'ils comportent en premier lieu des considérations (géopolitiques) discrétionnaires. Par ailleurs, la loi prévoit que la satisfaction d'un seul critère peut justifier une interdiction. Ainsi, le critère technique n'est pas décisif; la préoccupation n'a donc pas été résolue car la décision n'est pas fondée sur des normes techniques objectives et axées sur les produits. 2. En ce qui concerne le point 1.B de la réponse de l'UE: "Il est recommandé de clarifier certains concepts et de préciser l'étendue des sujets auxquels les critères d'évaluation des risques s'appliquent", la Chine n'a pas trouvé de définition de "fournisseur" au titre de l'article 105, paragraphe 1, sous-paragraphe 2 du projet notifié. Il est possible qu'il s'agisse d'une référence erronée, car il n'y a pas de définition de "fournisseur". À cet égard, il est recommandé à la Belgique de se conformer à l'article 2.4 de l'Accord OTC en utilisant des normes techniques qui sont fondées sur les normes internationales reconnues pour procéder à une évaluation objective de la sécurité du produit, ou en appliquant les méthodes de certification basées sur les normes internationales afin d'évaluer la sécurité du produit, au lieu d'appliquer un modèle de fournisseurs à haut risque fondé principalement sur des critères non techniques.

2.29. 3. Passons au point 1.C de la réponse de l'UE: "Il est recommandé de préciser les procédures destinées à révoquer l'identification des fournisseurs à haut risque". Cet article se contente d'interdire ou de restreindre l'usage par les opérateurs de réseaux mobiles (ORM) des équipements

<sup>14</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 713](#).

et services 5G dispensés par des fournisseurs à haut risque de manière globale. En revanche, la notification ne précise pas si ou comment l'identification des fournisseurs à haut risque peut être révoquée. Les réponses de l'UE n'ont pas permis de régler la question de savoir "comment lever le statut de fournisseur à haut risque" et, plus important encore, elles n'ont pas indiqué "dans quelle mesure et comment les fournisseurs à haut risque sont interdits". "À ce titre, l'UE tient à préciser qu'il est toujours possible de déposer une nouvelle demande si la situation a changé." Il ne s'agit pas d'une voie de recours mais, comme l'UE le signale, d'une nouvelle demande qui pourrait mener à une autre décision seulement si la situation a changé. Par contre, cette mesure ne permet pas d'obtenir une révision de la décision dans les mêmes circonstances. "Les Ministères concernés peuvent toujours décider de réexaminer l'affaire." Cela reste exclusivement à la discrétion des Ministères, il n'existe aucune voie de recours officielle pour le fournisseur ou l'ORM concerné. Cela n'est donc pas conforme à la primauté du droit qui exige des voies de recours efficaces.

2.30. S'agissant de l'article 105, § 4, alinéa 4, il est recommandé d'adopter des critères d'évaluation des risques justes, objectifs et fondés sur des faits. Les critères d'évaluation des risques fixés dans cet article de la loi notifiée sont discriminatoires et vagues, et certains d'entre eux constituent une discrimination à l'égard des fournisseurs hors UE. Par exemple, la première disposition relative à "l'ampleur des interférences pour le fournisseur d'un pays extérieur à l'UE" établit une discrimination s'agissant de la nationalité des équipements et fournisseurs de services de 5G issus d'États non membres de l'UE. Inclure "Que des accords en matière de protection des données ou de sécurité aient été conclus avec l'UE" comme facteur dans l'évaluation des risques des fournisseurs constitue une discrimination à l'égard des fournisseurs issus de Membres qui n'ont pas conclu d'accords en matière de protection des données ou de sécurité avec l'UE. La Chine estime que cela n'est pas compatible avec les prescriptions en matière de non-discrimination contenues dans l'Accord OTC. À cet égard, elle suggère une révision des critères d'évaluation des risques subjectifs applicables aux fournisseurs dans le projet de notification afin d'en faire des critères objectifs fondés sur des faits et un consensus de la branche de production, la mise en place d'une certification de sécurité de la chaîne d'approvisionnement (par exemple des certifications OEA, TAPA et C-TPAT), l'examen de l'historique des fournisseurs en matière de respect des normes de sécurité, la mise en place d'orientations à l'intention des fournisseurs et l'exigence que ceux-ci apportent des garanties en matière de sécurité.

2.31. Pour ce qui est de l'article 105, § 5, il est recommandé de donner des raisons justifiant l'identification comme fournisseur à haut risque et d'offrir des voies de recours raisonnables. Cet article autorise les opérateurs d'équipements pour réseaux 5G à contester les résultats préliminaires de l'évaluation des risques et prévoit également que l'IBPT peut participer à l'audience demandée par le requérant au sujet du résultat de l'évaluation, mais n'y est pas tenu. Le droit de demander une audience est octroyé uniquement aux ORM et il n'existe pas de possibilité pour les fournisseurs d'être formellement entendus même s'ils sont directement touchés. Par conséquent, il ne s'agit pas d'une voie de recours efficace. Les sujets de l'évaluation des risques étant les fournisseurs d'équipement ou de services de 5G, il est recommandé de fournir à ceux-ci des voies de recours, d'exiger que les autorités compétentes exposent les raisons et preuves liées aux résultats de l'évaluation des risques, et de permettre aux fournisseurs de se défendre contre ces résultats.

2.32. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. La Chine a présenté des observations écrites auxquelles l'UE a répondu le 8 novembre 2021. De manière générale, l'UE tient à préciser que les critères d'évaluation des risques figurant dans le projet notifié sont fondés sur les facteurs prévus au point 2.37 de l'évaluation coordonnée des risques au niveau de l'UE et recommandés dans la boîte à outils de l'UE pour la cybersécurité de la 5G, qui a été adoptée par tous les États membres de l'UE. La réponse écrite de l'UE à la Chine, communiquée le 8 novembre 2021, contient davantage de détails et d'explications. Le projet notifié devrait être adopté sous peu.

#### **2.1.2.11 États-Unis – Protection contre les menaces de sécurité nationale concernant la chaîne logistique des communications au moyen du Programme d'autorisation des appareils et du Programme d'appel d'offres, [G/TBT/N/USA/1771](#) (ID 714<sup>15</sup>)**

2.33. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine remercie les États-Unis d'avoir notifié ce document au Comité OTC. Elle a envoyé ses observations le 18 septembre et espère obtenir une réponse des États-Unis au plus vite. Le projet ne vise que cinq

<sup>15</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 714](#).

entreprises chinoises et désigne les produits chinois comme des menaces à la sécurité sans inclure de référence à des normes techniques et des indices de mesure, ce qui est contraire à l'Accord OTC. 1. S'agissant de la nouvelle disposition 47 CFR 2.903, il est recommandé de l'abroger. La disposition 47 CFR 2.903 ajoutée interdit l'autorisation de certains équipements et services de télécommunications au titre de la disposition 47 CFR 1.50002, qui ne mentionne que cinq entreprises chinoises. Cela constitue une violation des principes de non-discrimination de l'Accord OTC. La Chine recommande ainsi d'abroger cette disposition. 2. Pour ce qui est de la section III.A du projet de réglementation, il est recommandé de mentionner les normes techniques qui caractérisent les menaces à la sécurité nationale, et de demander à la FCC d'autoriser les produits conformes aux normes techniques en matière de sécurité. Le projet de réglementation interdit l'autorisation de certains équipements et services de télécommunications au titre de la disposition 47 CFR 1.50002, pour cause de menaces à la sécurité nationale. Sans une norme technique et un indice de mesure publics, le fait que les États-Unis considèrent que les produits d'entreprises chinoises présentent des menaces à la sécurité n'est pas conforme aux principes OTC en matière de transparence. Il est recommandé de fournir des normes techniques et un indice de mesure et, en outre, de notifier l'OMC afin de donner aux autres Membres la possibilité de présenter des observations. 3. La section III.A.3 du projet de réglementation vise à recevoir des observations sur la question de savoir s'il faut retirer les autorisations qui ont été accordées par le passé pour les équipements "visés" figurant dans la Liste des produits visés (47 CFR 1.50002). Il est proposé de ne pas retirer les autorisations. À l'heure actuelle, les autorisations d'équipements qui ont été délivrées par le passé sont rigoureusement conformes aux réglementations en vigueur jusque-là, certifiées par un organisme de certification en télécommunications conformément aux exigences de la FCC ou dans le cadre du processus de déclaration de conformité des fournisseurs prescrit par la FCC. Il n'y a pas de violation des situations mentionnées dans la disposition 2.939 de la section III.A.3.

2.34. En réponse, le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration ci-après. Les États-Unis ont notifié la règle proposée, "Protection contre les menaces de sécurité nationale concernant la chaîne logistique des communications au moyen du Programme d'autorisation des appareils et du Programme d'appel d'offres", à l'OMC le 3 septembre 2021. Cette mesure est un avis de proposition de réglementation (NPRM) de la Commission fédérale des communications des États-Unis (FCC) dans lequel celle-ci propose de réviser les règles liées à ses procédures d'autorisation des appareils afin d'interdire l'autorisation de tout appareil "visé" figurant dans la Liste des produits visés récemment établie et incluse dans la LOI GÉNÉRALE 116-124 de 2019 sur des réseaux de communications sûrs et fiables, promulguée par le Congrès des États-Unis le 12 mars 2020.<sup>16</sup> La FCC a accepté les observations formelles au sujet de la notification jusqu'au 18 octobre 2021, et les observations de la Chine ont été présentées le 18 septembre 2021. Au total, la FCC a reçu près de 250 observations, y compris de la part de la Chine. Toutes les observations sont à la disposition du public et peuvent être consultées sur le site Web de la FCC.<sup>17</sup> Les États-Unis remercient la Chine pour ses observations. La règle finale contiendra des renseignements au sujet de toutes les observations de fond reçues et de la manière dont celles-ci ont été prises en compte. Tout changement de la règle sera notifié à l'OMC sous la forme d'un addendum à la notification initiale.

#### **2.1.2.12 Pakistan – Sécurité des manèges et équipements pour fêtes foraines, [G/TBT/N/PAK/164](#), [G/TBT/N/PAK/165](#), [G/TBT/N/PAK/166](#) (ID 715<sup>18</sup>)**

2.35. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous saluons la notification présentée par le Pakistan le 9 février 2021 au Comité OTC de l'OMC au sujet des trois mesures relatives à la conception, la fabrication, le fonctionnement, l'utilisation et l'inspection des parcs d'attractions et des équipements pour fêtes foraines, sous les cotes [G/TBT/N/PAK/164](#), [G/TBT/N/PAK/165](#) et [G/TBT/N/PAK/166](#). En avril 2021, le gouvernement et la branche de production des États-Unis ont présenté des observations par l'intermédiaire du point d'information des États-Unis, en réaction à ces mesures. Le Pakistan a-t-il l'intention de répondre aux préoccupations de fond? Nous croyons comprendre que, dans le cadre de ces mesures, le Pakistan adoptera et appliquera des normes ISO aux manèges et équipements pour fêtes foraines. Nous réitérons nos observations antérieures, qui soulignaient les craintes de la part de la branche de production des États-Unis que ces mesures puissent mener à l'utilisation exclusive des normes ISO par le Pakistan, excluant ainsi le recours à d'autres normes internationales très courantes pour ce secteur en

<sup>16</sup> Loi générale n° 116-124 (03/12/2020) de 2019 sur des réseaux de communications sûrs et fiables.

<sup>17</sup> <https://www.fcc.gov/ecfs> (dossier (Docket) n° 21-232).

<sup>18</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 715](#).

particulier, telles que les normes internationales ASTM. D'après la branche de production des États-Unis, l'utilisation exclusive des normes ISO exigerait que les fabricants et fournisseurs réalisent des adaptations coûteuses et uniques pour le marché pakistanais, ce qui limiterait les possibilités en termes de prix et de conception. Comme nous l'avons fait remarquer dans nos observations, de nombreux fabricants et fournisseurs des États-Unis et d'autres pays se basent actuellement sur les normes ASTM du F24 pour la conception, celles-ci étant acceptées sur de nombreux marchés étrangers, mises à jour fréquemment et dotées de spécifications pour les articles gonflables, les trampolines, les manèges hybrides et les toboggans à eau, qui ne sont actuellement pas encadrés par les normes ISO.

2.36. Le Pakistan peut-il indiquer s'il reconnaît également les normes d'ASTM International pour l'importation des manèges, attractions ou équipements dans le secteur des manèges et autres équipements? Nous notons que rien n'empêche un Membre de l'OMC de prendre plus d'une norme internationale comme base pour un règlement technique. Nous encourageons le Pakistan à reconnaître les manèges, attractions ou équipements dont la conception, la fabrication, le fonctionnement et l'utilisation ont fait l'objet d'essais et d'inspections conformément aux normes du F24 d'ASTM International, et à ne pas soumettre ces produits à d'autres essais dans le pays. Enfin, nous exhortons le Pakistan à ménager une période de transition de six mois entre la publication des mesures adoptées et leur entrée en vigueur, conformément aux engagements OTC pris par le pays dans le cadre de l'OMC, afin de permettre à la branche de production de se conformer à ces mesures.

2.37. En réponse, le représentant du Pakistan a communiqué la déclaration suivante. Lors de son processus d'adoption des normes internationales, la Direction pakistanaise des normes et du contrôle de la qualité (PSQCA) a envisagé plus d'une norme internationale, et notamment celles de l'ISO, de la CEI, de l'OIML et d'ASTM International. Plus spécifiquement, le Comité technique pour les manèges et équipements de fêtes foraines a examiné les normes de l'ISO et d'ASTM International. Après une analyse soigneuse de ces deux normes internationales, le comité technique a conclu que les normes de l'ISO étaient les plus appropriées pour atteindre les objectifs visés, car elles régissaient à la fois les "Utilisations" et la "Sécurité" des manèges et équipements de fêtes foraines. En parallèle, nous souhaitons remercier les États-Unis pour leurs encouragements et tenons à faire savoir que le Pakistan continue d'étudier les normes du F24 d'ASTM International ainsi que d'autres normes relatives aux manèges et équipements de fêtes foraines dans le cadre du comité technique pertinent de la PSQCA. Ces normes seront intégrées dans le règlement technique chaque fois que cela sera jugé utile.

#### **2.1.2.13 États-Unis – Programme d'économie d'énergie: Procédures d'essai applicables aux appareils d'éclairage aux halogénures métalliques, [G/TBT/N/USA/1748](#) (ID 716<sup>19</sup>)**

2.38. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La mesure de la consommation de courant en mode veille des lampes aux halogénures métalliques devrait être conforme à la norme CEI 63103:2020 et non plus à la norme CEI 62301:2011.

2.39. En réponse, le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration ci-après. Les États-Unis saluent les observations présentées par la Chine le 13 septembre 2021, en réponse à notre notification du 15 juillet 2021 à l'OMC au sujet de la modification des procédures d'essai du programme d'économie d'énergie du Département de l'énergie applicables aux appareils d'éclairage aux halogénures métalliques. Les États-Unis tiendront compte de toutes les observations reçues durant la période ménagée pour la présentation d'observations et répondront à chaque observation de fond dans le prochain texte réglementaire qui sera publié au sujet des procédures d'essai applicables aux appareils d'éclairage aux halogénures métalliques.

---

<sup>19</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 716](#).



**2.1.2.14 Inde – Ordonnances de 2020 (contrôle de la qualité) sur les fibres et fils chimiques suivants: fils de polyester filés, fils industriels, fils complètement étirés, fils partiellement orientés, fibres discontinues de polyester et microfibres synthétiques pour utilisation dans les matrices à base de ciment, [G/TBT/N/IND/185](#), [G/TBT/N/IND/188](#), [G/TBT/N/IND/189](#), [G/TBT/N/IND/190](#), [G/TBT/N/IND/192](#), [G/TBT/N/IND/194](#) (ID 717<sup>20</sup>)**

2.40. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. S'agissant des six ordonnances de l'Inde en matière de contrôle de la qualité pour les fibres et fils chimiques suivants: fils de polyester filés, fils industriels, fils complètement étirés, fils partiellement orientés, fibres discontinues de polyester et microfibres synthétiques, notifiées à l'OMC en février 2021 sous les cotes [G/TBT/N/IND/185](#), [G/TBT/N/IND/188](#), [G/TBT/N/IND/189](#), [G/TBT/N/IND/190](#), [G/TBT/N/IND/192](#) et [G/TBT/N/IND/194](#), la Corée a présenté des observations au sujet des dates d'application en août 2021. En réponse, le gouvernement indien a fourni un délai de grâce supplémentaire jusqu'à avril 2022, résolvant ainsi en partie les difficultés des entreprises coréennes, et la Corée le remercie chaudement pour ses aimables efforts. Nous respectons les efforts entrepris par l'Inde pour introduire une ordonnance sur le contrôle de la qualité pour les fibres et fils chimiques en faveur de la santé et de la sécurité de la population indienne. En outre, les entreprises coréennes sont déterminées à appliquer les réglementations de l'Inde. Toutefois, nous aimerions formuler des demandes, car les sociétés coréennes rencontrent toujours des difficultés techniques en lien avec les six ordonnances sur le contrôle de la qualité. Premièrement, nous avons des difficultés à nous mettre en conformité avec les réglementations car les procédures d'essai détaillées et l'emplacement où doit être apposé le marquage ISI n'ont pas été notifiées. Par conséquent, nous demandons à l'Inde de fournir des renseignements clairs sur les réglementations techniques.

2.41. Deuxièmement, les réglementations du BIS notifiées s'éloignent des normes internationales. À la différence d'autres pays, comme les États-Unis et l'Allemagne, qui ont unifié les systèmes de délivrance des certificats à l'issue d'essais dans les laboratoires locaux, les réglementations de l'Inde exigent que les produits subissent deux essais, à savoir des audits locaux et des essais dans des laboratoires désignés, ce qui accroît la charge liée à la certification pour la branche de production. Par conséquent, nous demandons à l'Inde d'unifier les procédures d'essai des produits appliquées aux essais menés par les agences de certification du BIS et d'autoriser une exemption des audits locaux sur place. Troisièmement, malgré l'existence d'une seule classification pendant le processus de fabrication, les fils partiellement orientés, les fils complètement étirés et les fils industriels sont soumis à des régulations distinctes, ce qui entraîne des contraintes non nécessaires en matière de certification. Étant donné que ces trois produits partagent les mêmes propriétés et la même composition de matières premières, nous demandons à l'Inde d'envisager de les regrouper sous un seul article réglementaire unifié, les filaments de polyester. Enfin, après la certification du BIS, des procédures administratives redondantes existent lors du processus d'apposition du marquage ISI, ce qui donne lieu à des coûts de certification excessifs par rapport à d'autres certifications en général. Par conséquent, nous demandons à l'Inde de réduire l'ampleur des procédures concernées en reconnaissant les numéros de certification du BIS déclarés dans les documents d'envoi au lieu de demander l'apposition du marquage ISI.

2.42. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'extension des Ordonnances de 2020 en matière de contrôle de la qualité pour les fils de polyester filés, fils industriels, fils complètement étirés, fils partiellement orientés, fibres discontinues de polyester et microfibres synthétiques pour utilisation dans les matrices à base de ciment a été publiée le 8 octobre 2021 et entrera en vigueur six mois après la date de sa publication au Journal officiel de l'Inde.

**2.1.2.15 Égypte – Mesure relative à la certification halal, fondée sur la norme égyptienne ES 4249/2014 (Prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia) (ID 718<sup>21</sup>)**

2.43. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis croient comprendre que l'Égypte met en place des modifications de ses prescriptions relatives à la certification halal mais n'a pas communiqué de documentation écrite au sujet de ces modifications ni notifié de modifications à l'OMC. D'après la note diplomatique reçue du Ministère des affaires

<sup>20</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 717](#).

<sup>21</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 718](#).

étrangères de l'Égypte le 12 septembre 2021, le pays n'autorise plus, à compter du 1<sup>er</sup> août 2021, les organismes de certification halal autres qu'une seule entreprise égyptienne à certifier les produits halal aux fins de l'exportation vers l'Égypte. Les États-Unis aimeraient faire remarquer que, depuis de nombreuses années, eux-mêmes ainsi que d'autres Membres ont recours à de multiples organismes de certification halal de manière satisfaisante pour se conformer aux prescriptions en matière d'évaluation de la conformité halal. Le gouvernement égyptien pourrait-il expliquer pourquoi il n'est plus disposé à accepter ces organismes de certification? Nous croyons comprendre que lorsque, en 2019, le Ministère de l'agriculture a radié tous les organismes de certification basés sur le territoire des États-Unis de la liste des organismes autorisés à certifier le bœuf et le poulet, l'unique organisme de certification égyptien a augmenté ses frais de certification de 1000%, ce qui a provoqué une hausse des coûts pour les exportateurs des États-Unis et une augmentation du prix des produits alimentaires pour les consommateurs égyptiens. Les États-Unis ont aussi été informés verbalement par le gouvernement égyptien que celui-ci prévoyait d'élargir le champ des produits pour lesquels une certification halal est exigée aux fins de l'importation, malgré le fait que l'Égypte importait actuellement des produits halal sans certification. À ce jour, les États-Unis n'ont pas reçu d'avis écrit de proposition de réglementation indiquant les produits visés ou le calendrier proposé pour le règlement technique halal que l'Égypte pourrait présenter. Faute d'avis officiels écrits du gouvernement égyptien, la confusion résultant de ces propositions de modification opaques et non officielles a déjà causé des perturbations considérables au commerce des États-Unis vers l'Égypte. Si les États-Unis reconnaissent le droit de l'Égypte d'exiger une certification halal appropriée, ils attendent du pays qu'il respecte pleinement ses obligations dans le cadre de l'OMC. Les États-Unis demandent instamment à l'Égypte de suspendre immédiatement la mise en œuvre de toutes nouvelles prescriptions en matière de certification halal jusqu'à qu'elle se soit acquittée de toutes ses obligations dans le cadre de l'OMC.

2.44. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne aimerait exprimer ses préoccupations à l'égard des nouvelles prescriptions relatives à la certification halal mises en place à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021 et fondées sur la norme halal égyptienne 4249/2014. La branche de production de l'UE s'inquiète de l'incidence négative que cette mesure aurait sur les importations de produits alimentaires et de boissons vers l'Égypte. L'UE déplore que l'Égypte n'ait pas notifié la mesure à l'état de projet au présent Comité et n'ait pas donné aux Membres de l'OMC l'occasion de présenter des observations. Elle tient à remercier l'Égypte pour leurs discussions bilatérales fructueuses et se félicite de certaines des mesures envisagées pour atténuer l'impact négatif des prescriptions, telles que le délai de grâce accordé jusqu'au 15 décembre 2021, qui ménage une période pendant laquelle la certification par IS EG Halal sera volontaire et gratuite. Néanmoins, cette facilitation ne serait que temporaire, et les entreprises n'auraient pas suffisamment de temps pour s'adapter aux nouvelles prescriptions en matière de certification et d'étiquetage. C'est pourquoi l'UE encourage l'Égypte à reporter la mise en œuvre de la mesure en question et à fournir une période d'adaptation raisonnable, d'au moins six mois, conformément à l'article 2.12 de l'Accord OTC.

2.45. L'UE aimerait aussi inviter l'Égypte à revoir la décision d'accorder à une seule entreprise, IS EG Halal, le droit de certifier le respect des prescriptions halal, et à fournir un système de certification halal qui reconnaîtrait plusieurs entités de certification bien établies, conformément aux meilleures pratiques internationales. La recertification par IS EG Halal de produits issus d'établissements déjà certifiés par d'autres entreprises allongerait les délais de mise sur le marché et augmenterait les coûts pour les consommateurs, alors que l'Égypte souffre de problèmes de sécurité alimentaire, aggravés par la pandémie de coronavirus. L'UE aimerait aussi demander à l'Égypte d'envisager de maintenir le caractère volontaire de la certification et de l'étiquetage halal, afin de remplir l'objectif légitime consistant à garantir des renseignements fiables sans entraver indûment les flux commerciaux. Les consommateurs devraient être en mesure de décider s'ils souhaitent ou non acheter des produits alimentaires certifiés halal en s'appuyant sur un étiquetage clair. Enfin, l'UE invite l'Égypte à fournir plus de renseignements au sujet de la nouvelle mesure, y compris une description détaillée de la procédure de certification, de sa durée et de son coût, ainsi que des produits qu'elle vise, et à se conformer aux obligations en matière de notification prévues dans le cadre de l'Accord OTC de l'OMC.

2.46. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada s'associe aux États-Unis, à l'Union européenne et aux autres Membres qui sont intervenus pour exprimer ses préoccupations à l'égard des nouvelles prescriptions en matière de certification halal pour tous les produits alimentaires et boissons importés, qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2021. Le Canada soutenait l'objectif de l'Égypte consistant à assurer que les consommateurs égyptiens soient

certaines d'acheter et de consommer des produits certifiés halal, mais il était profondément préoccupé par le fait que l'Égypte n'ait pas notifié cette nouvelle mesure au Comité OTC de l'OMC afin de fournir aux Membres et parties prenantes la période requise d'au moins 60 jours pour examiner la mesure et formuler des observations. En outre, conformément aux obligations de l'Égypte dans le cadre de l'Accord OTC, un délai raisonnable, interprété comme une période d'au moins six (6) mois, doit être ménagé entre la publication d'un règlement et son entrée en vigueur, afin de laisser à la branche de production et aux Membres le temps d'examiner et de mettre en œuvre les nouvelles prescriptions. À l'évidence, ce n'avait pas été le cas pour cette mesure. Le Canada est également préoccupé par le fait que le manque de précisions et/ou de documentation relatives à la mise en œuvre de la mesure ait créé un environnement commercial imprévisible pour ses exportateurs. À partir des renseignements très limités recueillis à ce jour, il semblait que les prescriptions en matière de certification halal imposées par l'Égypte pourraient être excessivement contraignantes, injustifiées, coûteuses et plus restrictives pour le commerce qu'il n'était nécessaire afin d'atteindre l'objectif de l'Égypte. Nous encourageons vivement l'Égypte à avoir des discussions ouvertes et transparentes avec ses partenaires commerciaux afin de communiquer des renseignements, de préciser les prescriptions prévues par cette nouvelle mesure et de réfléchir aux conséquences que celle-ci pourrait avoir sur les échanges avant de l'appliquer. En particulier, nous demandons à l'Égypte de notifier cette mesure à l'OMC, conformément à ses obligations en matière de transparence, et de donner à ses partenaires commerciaux et aux parties prenantes la possibilité d'examiner la mesure et de formuler des observations. D'ici là, nous demandons respectueusement à l'Égypte de suspendre la mise en œuvre de la mesure.

2.47. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande saisit l'occasion pour appuyer les préoccupations soulevées par l'Union européenne, la Canada et les États-Unis. Nous remercions l'Égypte pour son engagement bilatéral sur cette question jusqu'à présent. La Nouvelle-Zélande croit comprendre que l'Égypte met en œuvre des modifications au titre du Décret du Premier ministre (n° 35/2020) en vue d'exiger que la certification de la ou des norme(s) halal pertinentes soit assumée uniquement par IS EG Halal. La certification par d'autres organismes garantissant les produits halal ne sera pas acceptée pour les produits importés en Égypte. La Nouvelle-Zélande comprend aussi que les mesures seront appliquées à un large éventail de produits alimentaires et de boissons importés en Égypte, qu'un étiquetage halal ait été apposé sur ces produits ou non, et même si ces produits étaient considérés comme halal par le passé, par exemple dans le cas des fruits frais, des légumes, du lait et d'autres produits laitiers, qui ne contiennent aucun autre ingrédient ou additif. La Nouvelle-Zélande est gravement préoccupée par ces mesures. Elle aimerait attirer l'attention de l'Égypte sur ses obligations dans le cadre de l'OMC, notamment sur ses obligations au titre de l'Accord OTC en matière d'utilisation des évaluations de la conformité, y compris les articles 5 et 6 et la prescription selon laquelle les mesures ne devraient pas être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Elle souhaiterait mieux comprendre dans quelle mesure l'Égypte a envisagé d'autres solutions moins restrictives pour le commerce. Nous aimerions également savoir quels facteurs ont poussé l'Égypte à introduire une mesure qui n'autorise qu'un seul organe commercial à déterminer la conformité avec la ou les norme(s) halal pertinentes et qui exige la certification halal pour des produits qui étaient habituellement traités comme halal. La Nouvelle-Zélande note également que l'Égypte n'a pas encore notifié la procédure de certification au Comité OTC conformément à l'article 5.6.2 de l'Accord OTC. Nous demandons la suspension des nouvelles mesures jusqu'à ce que toutes les obligations contractées dans le cadre de l'OMC, y compris celles qui exigent la tenue de consultations avec les autres Membres, aient été remplies.

2.48. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. Le Chili soutient la PCS soulevée récemment par les pays qui ont pris la parole avant lui. Il est préoccupé par la communication de l'Égypte indiquant qu'IS EG Halal est le seul établissement autorisé à délivrer des certificats halal. Un autre motif de préoccupation est l'absence de solution de remplacement pour la certification des produits, tels que des accords entre IS EG Halal et des organismes de certification dans les pays tiers, le Chili abritant des centres de certification reconnus à l'échelle internationale qui pourraient être reconnus par l'Égypte; cela éviterait la création d'obstacles non nécessaires au commerce qui, en définitive, restreignent les échanges internationaux.

2.49. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît le droit de l'Égypte de mettre en œuvre des prescriptions religieuses afin de s'assurer que les consommateurs puissent identifier et acquérir des produits conformes à leurs besoins. Elle note que l'Égypte a l'obligation de mettre en œuvre des mesures qui ne sont pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire et de notifier aux Membres les mesures proposées qui pourraient

avoir un effet notable sur le commerce des autres Membres et qui ne sont pas fondées sur les normes internationales pertinentes. L'Australie salue et remercie l'Égypte pour sa communication et son engagement au niveau bilatéral en ce qui concerne la mise en œuvre des nouvelles exigences de certification halal, mais elle aimerait que les détails au sujet des nouvelles prescriptions soient notifiés au Comité OTC, et que les Membres aient la possibilité de formuler des observations. En particulier, l'Australie demande des indications claires au sujet des délais de mise en œuvre et du champ des produits visés. Elle est favorable aux discussions en cours au sujet de la mise en œuvre par l'Égypte de nouvelles mesures en matière de certification halal et à la possibilité de formuler de nouvelles observations dans le cadre d'un processus formel de notification OTC.

2.50. Le représentant de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. L'Argentine souhaite faire part de sa préoccupation concernant l'élargissement de la portée de la norme égyptienne ES 4249/2014 (Prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia) et les nouvelles prescriptions, qui étaient destinés à élargir, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021, la certification IS EG Halal à tous les produits alimentaires et boissons importés, et non plus seulement aux produits déclarés halal. Il est important de souligner que l'élargissement de cette mesure n'a pas été officiellement publié en temps voulu et de manière adéquate, ni dûment notifié à l'OMC, étant donné que cette réglementation crée des contraintes plus importantes et une hausse des frais pour les exportateurs. À cet égard, les pays exportateurs ne disposent pas de renseignements clairs et précis au sujet des mesures et prescriptions qui doivent être respectées. Ils ne possèdent pas non plus de renseignements sur les coûts et périodes de mise en œuvre correspondants. Cette situation provoque de l'incertitude chez les entreprises exportatrices de produits alimentaires et de boissons, ce qui mène, en pratique, à la création d'obstacles injustifiés au commerce international. En outre, si l'on tient compte du fait que le Décret du Premier ministre (n° 35/2020) donnait la responsabilité exclusive de la certification halal de tous les produits d'origine animale importés en Égypte et exportés par celle-ci à IS EG Halal, ainsi que des courts délais qui semblaient avoir été fixés, des retards considérables dans les échanges avaient déjà été causés par les processus poussés de vérification des produits appliqués dans les ports. Nous demandons à l'Égypte d'examiner la mesure, tout en espérant qu'elle se conforme à l'exigence de soumettre la mesure à l'OMC, de manière à ce que les Membres puissent avoir un accès rapide et officiel à la réglementation adoptée, notamment à tous les renseignements relatifs aux prescriptions, à leur champ d'application, aux délais fixés, aux coûts ainsi qu'à tout autre détail.

2.51. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay partage le souci de l'Égypte d'apporter aux consommateurs une certitude quant à l'achat et à la consommation de produits certifiés halal; toutefois, en tant qu'exportateur de produits alimentaires vers l'Égypte, il continue de suivre de près la mise en œuvre de cette mesure et les renseignements que le pays peut lui fournir à ce sujet. À cet égard, nous remercions l'Égypte pour la réunion bilatérale tenue récemment à Genève et nous espérons que le pays puisse nous fournir plus de renseignements afin que nous puissions les étudier et analyser leurs implications pour le Paraguay soigneusement. Outre la viande et d'autres produits d'origine animale, le Paraguay exporte des produits d'origine végétale vers l'Égypte, tels que des fruits, céréales et produits dérivés; il est extrêmement improbable que ces produits fassent l'objet d'un ajout de denrées alimentaires considérées comme illicites par la loi islamique ou qu'ils soient en contact avec ces denrées, et une certification et un étiquetage halal de ces produits impliqueront également une contrainte considérable et des coûts additionnels. L'exigence apparente d'une certification pour tous les produits alimentaires et boissons, même pour ceux qui ne sont pas déclarés halal, et le processus qui pourrait être exigé pour obtenir cette certification rendent la mesure en question plus restrictive et coûteuse qu'il n'est nécessaire pour atteindre l'objectif de l'Égypte. Le Paraguay demande donc à l'Égypte de bien vouloir notifier la mesure conformément à ses obligations en matière de transparence dans le cadre de l'OMC et de poursuivre le processus transparent d'échange de renseignements et de dialogue avec les Membres concernés, afin de fournir les données nécessaires et de répondre aux observations des Membres, pour faire en sorte que cette mesure ne soit pas plus contraignante et restrictive qu'il n'est nécessaire. S'agissant de l'obligation en matière de certification et d'étiquetage, même pour les produits qui ne sont pas déclarés halal, nous demandons à l'Égypte de confirmer cette prescription et d'envisager de maintenir le caractère volontaire de la certification afin de répondre à l'exigence légitime consistant à fournir des renseignements précis aux consommateurs sans imposer une restriction au commerce.

2.52. En réponse, le représentant de l'Égypte a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions les Membres avec lesquels nous avons eu des échanges bilatéraux fructueux. Au vu des nombreuses observations présentées hier, je regrette profondément le fait que nous examinons

encore ces questions en concertation avec la capitale. Nous prenons note de toutes les observations reçues aujourd'hui et les transmettrons à la capitale, et nous reviendrons vers les délégations concernées avec des réponses concrètes en temps utile.

#### **2.1.2.16 Inde – Règles de 2021 relatives à la gestion des déchets plastiques (modification) (ID 719<sup>22</sup>)**

2.53. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée respecte et soutient vivement les efforts déployés par l'Inde en vue d'introduire les Règles relatives à la gestion des déchets plastiques pour la protection de l'environnement et la sécurité de sa population. En outre, les entreprises coréennes sont fermement résolues à se conformer aux réglementations de l'Inde. Toutefois, les entreprises coréennes ayant des préoccupations au sujet des "Règles de 2021 relatives à la gestion des déchets plastiques (modification)" publiées au Journal officiel de l'Inde le 12 août 2021, la Corée tient à présenter les observations suivantes. Premièrement, s'agissant de cette modification, elle demande à l'Inde de notifier l'OMC afin de fournir à ses Membres une période de plus de 60 jours pour la formulation d'observations, et d'accorder un délai de grâce suffisant pour que la branche de production touchée puisse se mettre en conformité avec la réglementation en question. Cette modification aurait dû être notifiée aux Membres de l'OMC et un délai suffisant aurait dû leur être accordé pour la présentation d'observations. Mais, étant donné que la modification était entrée en vigueur sans notification OTC à l'OMC et sans délai de grâce, les nouvelles prescriptions s'avèrent très contraignantes pour les industries touchées. Deuxièmement, nous demandons la mise en place d'une exception à la prescription relative aux emballages en plastiques de la réglementation pour le cas de l'utilisation d'emballages en plastiques importés, qu'ils soient utilisés pour les produits importés ou nationaux. Les matériaux d'emballage importés ne possèdent pas de numéro d'enregistrement en Inde; il est par conséquent impossible de respecter les prescriptions en matière d'étiquetage relatives au nom du fabricant, au nom du producteur, au numéro d'enregistrement, etc. Pour les équipements électriques et électroniques (produits EEE) en particulier, il est difficile de se conformer aux prescriptions en matière d'étiquetage et de gérer le numéro d'enregistrement du matériel d'emballage lui-même, en raison de l'utilisation de matériaux d'emballage issus de diverses entreprises, même pour le même modèle, de changements fréquents des emballages utilisés par les entreprises et du fait que l'emballage est parfois réalisé en Inde avec des emballages en plastiques importés. Au titre des règles de modification, "les emballages multicouches utilisés pour les produits importés" sont exclus de la prescription en matière d'étiquetage. En conséquence, nous demandons à l'Inde de bien vouloir envisager d'exempter également "les emballages en plastiques importés".

En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Étant donné que la déclaration a été mise en ligne assez tard et que nous ne possédions pas toutes les données sur la question, la présente réponse est la meilleure que nous soyons en mesure de fournir. Les Règles de 2016 relatives à la gestion des déchets plastiques fixent le cadre statutaire pour la gestion des déchets plastiques en Inde. La règle 4 des Règles de 2016 relatives à la gestion des déchets plastiques prescrit une épaisseur minimale pour les sacs et feuilles en plastique utilisés dans les emballages, et la règle 9 impose une responsabilité élargie du producteur aux producteurs, importateurs et titulaires de marques pour une gestion écologiquement rationnelle des emballages en plastiques introduits sur le marché avec les produits. La prescription en matière de marquage et d'étiquetage pour les emballages en plastiques prévue dans les Règles de 2021 relatives à la gestion des déchets plastiques n'est pas discriminatoire et ne constitue pas un obstacle au commerce international. Les prescriptions s'appliquent uniformément aux entreprises nationales et internationales. Ce type de prescription en matière de marquage et d'étiquetage a aussi été mis en place par d'autres pays/groupements régionaux tels que l'Union européenne.

#### **2.1.2.17 Sri Lanka – Règlement de 2017 concernant les importations (normalisation et contrôle de la qualité), G/TBT/N/LKA/36 (ID 720<sup>23</sup>)**

2.55. Le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. Le gouvernement indonésien a l'intention de demander de nouvelles précisions au gouvernement de Sri Lanka au sujet de la politique d'interdiction des importations d'huile de palme figurant dans l'instruction opérationnelle n° 08/2021 du Département de surveillance des exportations et importations qui a été mise à jour par l'instruction opérationnelle n° 9/2021 du 12 avril 2021. Dans le cadre de cette

<sup>22</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 719](#).

<sup>23</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 720](#).



politique, les produits à base d'huile de palme brute sont classés dans une liste de produits dont l'importation est interdite parce que le gouvernement sri-lankais ne sait pas comment traiter la question de la contamination par les micro-toxines résultant des actions des importateurs qui sont considérés comme ayant agi de manière non éthique parce qu'ils ont mis sur le marché de l'huile de palme brute en la faisant passer pour de l'huile de palme raffinée et en la mélangeant avec de l'huile de coco. Sri Lanka est un important producteur de produits à base d'huile de coco et, ces dernières années, il y a eu une augmentation des importations et de la consommation d'huile de palme, ce qui est considéré comme préjudiciable aux producteurs et aux petits exploitants nationaux. Le gouvernement sri-lankais a donc émis une politique d'interdiction pour que Sri Lanka soit exempt de plantations d'huile de palme et de consommation d'huile de palme. La mise en œuvre de cette politique d'interdiction a eu une incidence directe sur l'exportation de produits à base d'huile de palme vers Sri Lanka, notamment depuis l'Indonésie, ce qui affecte les moyens de subsistance des petits producteurs d'huile de palme en Indonésie et a une incidence systémique sur le commerce mondial de l'huile de palme. L'Indonésie est d'avis que cette politique d'interdiction est une forme de discrimination, qu'elle n'est pas autorisée par les dispositions de l'OMC et qu'elle est susceptible de créer des obstacles inutiles au commerce international.

2.56. Le gouvernement indonésien se félicite de la démarche du gouvernement sri-lankais consistant à notifier cette politique au Comité des obstacles techniques au commerce (OTC) de l'OMC par le biais du document [G/TBT/N/LKA/36](#) et l'Indonésie a demandé à cet égard des précisions, sa demande a été transmise au point d'information de Sri Lanka et n'a à ce jour pas reçu de réponse. À cet égard, l'Indonésie espère que le gouvernement sri-lankais pourra fournir immédiatement des réponses à la demande de précisions et que, s'il y a un renouvellement de la politique, il pourra en informer immédiatement le Comité OTC de l'OMC et donner des explications supplémentaires concernant la rationalité, l'administration, les objectifs, la durée de la mise en œuvre et le fondement scientifique de la politique. Le gouvernement indonésien espère que Sri Lanka sera en mesure de réexaminer la mise en œuvre de la politique d'interdiction des importations d'huile de palme et d'utiliser d'autres instruments politiques qui sont autorisés et conformes aux dispositions applicables de l'OMC, tels que la mise en œuvre de normes/réglementations techniques pour assurer la qualité des produits à base d'huile de palme importés.

2.57. En réponse, le représentant de Sri Lanka a communiqué la déclaration suivante. Ma délégation souhaite noter que cette question a également été soulevée devant le Comité des licences d'importation qui s'est tenu le 8 octobre, le Comité de l'accès aux marchés qui s'est tenu le 11 octobre et le Conseil du commerce des marchandises qui s'est tenu le 1<sup>er</sup> novembre, devant lesquels Sri Lanka a répondu de manière substantielle aux préoccupations exprimées par l'Indonésie. Aujourd'hui, nous comprenons que l'Indonésie a des préoccupations spécifiques concernant la notification OTC de Sri Lanka distribuée sous la cote [G/TBT/N/LKA/36](#) du 28 mai 2018. Par cette notification, Sri Lanka a notifié son règlement de 2017 concernant les importations (normalisation et contrôle de la qualité) qui a été promulgué par le Journal officiel de Sri Lanka n° 2064/34 du 29 mars 2018. Ce règlement régit le régime d'inspection obligatoire des importations de Sri Lanka, mis en œuvre par l'Institut de normalisation de Sri Lanka. Dans le cadre du régime d'inspection obligatoire des importations, les importateurs ne sont pas autorisés à importer les 122 articles énumérés dans l'Annexe I du Règlement, y compris l'huile de palme, dans le pays, à moins que ceux-ci ne soient conformes aux normes sri-lankaises pertinentes et autres normes SPS connexes.

2.58. Les normes de Sri Lanka relatives aux principaux produits à base d'huile de palme sont les suivantes: Huile de palme: SLS 720; Oléine de palme: SLS 961; Stéarine de palme: SLS 960. Ces normes connexes ont été publiées pour la première fois en 1985 et soumises aux restrictions imposées par la Loi n° 26 de 1980 de Sri Lanka sur les produits alimentaires (et aux révisions en découlant) et ont ensuite fait l'objet de révisions, les dernières ayant été effectuées en 2016 et 2017. Dans ces révisions, les exigences relatives à la qualité ont été mises à jour, y compris l'exigence relative à la détection des métaux lourds et des mycotoxines comprenant les dernières méthodes d'essai. Lors de la révision de ces normes, la Commission du Codex Alimentarius, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et les méthodes d'analyse officielles de l'Association des chimistes analytiques officiels (AOAC), y compris les institutions de normalisation pertinentes de certains pays exportateurs d'huile de palme, ont été consultées. En ce qui concerne le Règlement de 2021 sur les produits alimentaires (mycotoxines) pertinent, qui indique les types de mycotoxines et les limites maximales de résidus (LMR) y correspondant pour toutes les huiles comestibles, y compris tous les types d'huile de palme, il a été élaboré sur la base du Règlement (CE) n° 1881/2006 de la Commission du 19 décembre 2006, et de ses révisions ultérieures, portant fixation de teneurs maximales pour certains contaminants dans les denrées alimentaires. Les

règlements de l'UE étaient apparemment conformes aux informations et éléments nouveaux de la Commission du Codex Alimentarius. Les produits à base d'huile de palme relevant des codes du SH 1511.90.10, 1511.90.30 et 1511.90.90 peuvent être importés à Sri Lanka moyennant l'obtention d'une licence d'importation auprès du Département du contrôle des importations et des exportations, sur paiement d'une redevance de 0,4% de la valeur CAF. Les principales procédures relatives aux licences automatiques et non automatiques figurent dans le Règlement publié dans le Journal officiel n° 1739/03 du 2 janvier 2012. Sri Lanka a aussi déjà notifié ce règlement à l'OMC en 2014. Elle souhaite dialoguer davantage avec l'Indonésie pour répondre à ses préoccupations.

#### **2.1.2.18 Guatemala – Norme technique 84-2021 relative à l'enregistrement sanitaire des produits répulsifs destinés à un usage externe chez les humains et des produits répulsifs atmosphériques (ID 721<sup>24</sup>)**

2.59. Le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Mexique renvoie à la Norme technique 84 – Enregistrement sanitaire des produits répulsifs destinés à usage externe chez les humains et des produits répulsifs atmosphériques, dont la version finale a été publiée le 28 août de cette année sur le site Web du Département de la réglementation et du contrôle des produits pharmaceutiques et apparentés de la Direction générale de la réglementation, de la surveillance et du contrôle de la santé du Ministère de la santé publique et de la protection sociale. Les préoccupations concernant ce règlement portent principalement sur les principes de proportionnalité, d'utilisation des normes internationales et de transparence en vertu de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. La Norme technique en question exige des études de toxicité pour l'enregistrement sanitaire des produits répulsifs destinés à un usage externe chez les humains. Cependant, elle ne précise pas s'il sera possible de se servir des études toxicologiques existantes ou de transition sur les formulations ou si de nouvelles études doivent être réalisées pour chaque formulation, même s'il existe un précédent. La flexibilité permettant l'utilisation d'informations existantes contribue à réduire le nombre d'études à réaliser et, par conséquent, les coûts d'enregistrement pour les importateurs, en limitant l'obligation de réaliser des études de toxicité aux seuls cas dans lesquels la formule contient un nouvel ingrédient.

2.60. En outre, en ce qui concerne les études de toxicité figurant dans l'article 5:1 de la Norme technique, nous notons que les études exigées par le Guatemala pour l'enregistrement sanitaire pourraient inclure des essais sur les animaux, ce qui tend à être interdit dans le monde entier. Par conséquent, nous serions reconnaissants à la délégation du Guatemala de partager avec nous les preuves techniques et scientifiques sur lesquelles le Guatemala a fondé la version finale de cette norme technique afin que nous puissions en savoir plus sur la raison d'être de cette norme. En outre, contrairement aux exigences en matière de transparence du présent comité, la norme technique n'a pas été notifiée aux membres du présent comité ni soumise à une consultation publique internationale, ce qui a empêché le gouvernement du Mexique de présenter ses observations et préoccupations concernant ce règlement technique par les voies officielles. Le Mexique a contacté le Guatemala et a fait part en détail de ses préoccupations aux responsables du programme de travail sur les obstacles techniques au commerce, par courrier électronique et lors d'une réunion bilatérale en ligne, respectivement en juillet et en septembre de cette année. Ces préoccupations n'ont pas été prises en compte dans la version finale de la norme technique en question. Compte tenu de ce qui précède, la délégation du Mexique demande à celle du Guatemala de suspendre les procédures réglementaires liées à la Norme technique 84 afin de permettre des consultations publiques sur ce règlement et de faciliter et de promouvoir un dialogue entre le secteur public et le secteur privé auquel l'industrie et le gouvernement du Mexique peuvent participer et dans le cadre duquel ils peuvent exprimer leurs préoccupations. La délégation du Mexique est reconnaissante de l'occasion qui lui est donnée de faire cette déclaration et de la prise en compte des demandes qui y sont formulées.

2.61. En réponse, le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Le Guatemala se félicite de la déclaration faite par le Mexique; nous attendons une réponse de l'autorité compétente. Toutefois, nous transmettrons les détails de la déclaration du Mexique aux autorités compétentes de notre capitale afin d'obtenir une réponse rapide.

---

<sup>24</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 721](#).

### **2.1.2.19 Canada – Prescriptions réglementaires relatives à l'importation et à la commercialisation de cannabis et de produits à base de cannabis destinés à un usage médical (ID 722<sup>25</sup>)**

2.62. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie souhaite exprimer sa préoccupation quant aux difficultés constatées en ce qui concerne l'importation au Canada de cannabis et de produits à base de cannabis destinés à un usage médical. Nous nous félicitons de la volonté des autorités canadiennes de répondre aux doutes et aux préoccupations de ma délégation dans le cadre d'un dialogue bilatéral. Le Canada montre la voie à suivre en ce qui concerne l'établissement de règlements progressistes sur l'utilisation du cannabis à des fins médicales. Les entreprises canadiennes sont des acteurs clés de ce marché en pleine croissance et évolution. Le Canada possède de fait l'un des marchés de cannabis à usage médical les plus développés au monde et est un exportateur reconnu de ces produits. Il est également un investisseur important dans ce secteur et la Colombie est l'un des pays où des investissements considérables dans le développement de ce secteur ont été enregistrés. Néanmoins, les entreprises colombiennes ont rencontré des difficultés pour exporter au Canada du cannabis et des produits à base de cannabis destinés à un usage médical et non récréatif. Outre les restrictions générales sur l'importation commerciale de cannabis à usage médical et les difficultés à obtenir des licences de commercialisation au titre de la législation canadienne, les entreprises colombiennes se sont heurtées à des obstacles lorsqu'elles ont cherché à obtenir la certification exigée pour commercialiser leurs produits sur ce marché.

2.63. D'après la partie 5 des règlements sur le cannabis au titre de la Loi sur le cannabis, les autorités canadiennes exigent le respect de leurs propres normes de fabrication, appelées "bonnes pratiques de production". Le respect de ces normes n'est exigé qu'au Canada et les exportateurs colombiens n'ont pas eu accès à celles-ci. À cet égard, nous souhaiterions interroger les autorités canadiennes au sujet des exigences sanitaires du Canada relatives à l'octroi de la certification en matière de bonnes pratiques de production, tant aux entreprises canadiennes qu'aux entreprises étrangères: quelles sont exactement ces exigences? Nous souhaiterions obtenir des précisions sur le point de savoir si toute entreprise étrangère répondant aux exigences du "Guide des bonnes pratiques de production du cannabis", publié par les autorités canadiennes en juin 2019, peut obtenir cette certification. Nous souhaiterions également demander aux autorités canadiennes si elles sont en mesure de reconnaître ou d'approuver les certificats de bonnes pratiques de fabrication (certificats BPF) délivrés par les autorités nationales de Colombie. Enfin, nous souhaitons obtenir des précisions sur le point de savoir si un certificat BPF délivré par les autorités d'un autre pays de référence, tel qu'un membre de l'Union européenne, pourrait être reconnu ou accepté pour les exportations vers le Canada.

2.64. En réponse, le représentant du Canada a fait la déclaration suivante. Le contrôle international des drogues est régi par les trois conventions des Nations Unies relatives au contrôle des drogues. Le cannabidiol (CBD) est une substance placée sous contrôle international en vertu de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 (la Convention unique), en tant que préparation ou extraits/teinture de cannabis. En vertu de la Convention unique, seule la Commission des stupéfiants (CND) peut décider d'inscrire sur la liste ou de retirer de celle-ci une substance contrôlée, après avoir reçu l'avis de l'OMS et/ou des États membres. La CND est une commission fonctionnelle de l'ECOSOC et constitue l'organe central d'élaboration des politiques en matière de drogues au sein du système des Nations Unies. Fin 2020, la CND a examiné et voté les recommandations de l'OMS relatives au cannabis. Cependant, la majorité des recommandations, y compris celles relatives au CBD, n'ont pas été adoptées. Par conséquent, le statut du CBD en tant que substance contrôlée en vertu des conventions des Nations Unies relatives au contrôle des drogues n'a pas changé. Conformément à son statut de substance contrôlée à l'échelle internationale, le CBD est une substance contrôlée au Canada et est réglementé par la Loi sur le cannabis. La Loi sur le cannabis et ses règlements d'application établissent les restrictions relatives à l'importation et à l'exportation de cannabis. Seuls les titulaires de licences délivrées par Santé Canada en vertu du Règlement sur le cannabis peuvent importer ou exporter du cannabis, et uniquement à des fins médicales ou scientifiques. En vertu de la Loi sur le cannabis et de ses règlements d'application, l'importation et l'exportation de cannabis à toute autre fin (comme la distribution ou la vente à des fins non médicales) sont strictement interdites. Comme cela est indiqué dans le Bulletin canadien d'information sur les importations et exportations de cannabis, l'autorisation d'importer ou d'exporter du cannabis à des fins médicales ou scientifiques n'est accordée que dans des

---

<sup>25</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 722](#).

circonstances très limitées, d'une manière qui est conforme aux objectifs de santé et de sécurité publiques de la Loi sur le cannabis et aux obligations du Canada en vertu des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues, auxquels le Canada est partie. Avant de délivrer une autorisation d'importation, Santé Canada vérifie s'il existe des risques pour la santé et la sécurité publiques. De plus amples renseignements sur l'importation de cannabis et de produits du cannabis à des fins médicales sont disponibles sur le site Web de Santé Canada.

#### **2.1.2.20 France – Loi n° 2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGECE) (ID 723<sup>26</sup>)**

2.65. Le représentant de la République de Corée a fait la déclaration suivante. La Corée respecte et soutient fermement les efforts de la France visant à inscrire l'"interdiction d'utiliser des huiles minérales sur des emballages" dans le cadre de la "Loi n° 2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire" (la "Loi AGECE") afin de protéger l'environnement et de faciliter les procédures de recyclage. En outre, les entreprises coréennes s'engagent pleinement à se conformer à la réglementation française. Les entreprises coréennes croient comprendre que l'utilisation d'huiles minérales dans les encres d'impression sur les matériaux d'emballage sera interdite à partir de janvier 2022, mais il n'y a pas assez de renseignements détaillés sur la réglementation, ce qui leur complique la tâche pour se mettre en conformité. Par conséquent, nous souhaiterions présenter les demandes suivantes. Premièrement, nous demandons à la France de préciser la liste des substances réglementées en fournissant le nom de la substance chimique et le numéro CAS et de spécifier en détail la gamme de matériaux d'emballage visés par la réglementation (encre, boîte, sac plastique, etc.) afin d'en savoir plus sur l'éventail des substances réglementées. Deuxièmement, nous demandons un délai de grâce d'un an après l'annonce pour appliquer la réglementation. En effet, pour les fabricants de produits finis, un délai de réponse réglementaire de plus d'un an est nécessaire pour examiner l'utilisation des substances réglementées par les fabricants d'encre et les imprimeries, ainsi que pour apporter des améliorations et expédier les substances nécessaires. Pour cette raison, nous demandons qu'un délai de grâce de 12 mois ou plus soit appliqué après que la France aura fourni les renseignements essentiels à la mise en conformité réglementaire.

2.66. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. La Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 est une loi-cadre et la base de plusieurs décrets d'application, qui ont été notifiés à l'OMC par des notifications OTC distinctes. Les questions et demandes formulées par la Corée semblent se rapporter à l'article 112 de la Loi n° 2020-105, qui exige l'adoption d'un décret d'application. Ce décret est encore à l'état de projet. Le point d'information OTC de la France a l'intention de notifier le décret à l'OMC conformément à l'Accord OTC, ce qui laissera suffisamment de temps pour discuter des questions soulevées par la Corée.

#### **2.1.2.21 Indonésie – Règlement gouvernemental 28 de 2021 – Règlement d'application (pour le secteur manufacturier et l'industrie) de la Loi n° 11 de 2020 (Loi sur la création d'emplois) (ID 724<sup>27</sup>)**

2.67. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis sont préoccupés par le Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 de l'Indonésie qui est le Règlement d'application (pour le secteur manufacturier et l'industrie) de la Loi n° 11 de 2020 (Loi sur la création d'emplois) (GR28/2021). Nous demandons à l'Indonésie d'arrêter la mise en œuvre de la mesure, de la notifier au présent comité, de ménager une période de 60 jours pour la présentation des observations aux parties prenantes et de prendre ces observations en considération avant de publier à nouveau la mesure. Les préoccupations spécifiques comprennent le fait que la mesure semble exiger que les organismes d'évaluation de la conformité aient recours à des citoyens indonésiens domiciliés en Indonésie pour toute évaluation de la conformité. Une telle exigence annulerait effectivement le recours à tout organisme d'inspection ou d'essais étranger actuel. Nous demandons à l'Indonésie de justifier l'inclusion de la nationalité et du domicile du personnel comme exigence préalable aux essais de conformité des produits. De nombreux secteurs obtiennent certification relative aux normes nationales indonésiennes (SNI) en soumettant des échantillons de produits pour chaque expédition. Cette prescription en matière de nationalité et de domicile s'applique-t-elle également à l'échantillonnage de produits sur un territoire étranger de telle façon que si une expédition doit faire l'objet d'essais de la part d'un organisme indonésien d'évaluation de la

<sup>26</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 723](#).

<sup>27</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 724](#).

conformité, l'échantillonnage doit être effectué par des ressortissants indonésiens domiciliés en Indonésie se rendant sur le site de fabrication pour prélever les échantillons? Le cas échéant, compte tenu des restrictions de voyage qui touchent encore une grande partie du monde, comment l'Indonésie envisage-t-elle que les entreprises se conforment à ces prescriptions? Étant donné que l'Indonésie n'autorise pas les inspections d'usine à distance, les entreprises qui comptent sur les inspections d'usine pour obtenir la certification SNI seront également touchées si elles doivent faire l'objet d'essais avant expédition. Nous craignons donc que le fait d'exiger que le prélèvement d'échantillons sur des produits soit effectué par des ressortissants indonésiens domiciliés en Indonésie n'ait pour effet d'interrompre les importations, ce qui semble d'ailleurs déjà être le cas.

2.68. Nous apprécierions également que l'Indonésie clarifie l'article 38 de la GR28/2021, qui exige que les organismes d'évaluation de la conformité exploitent également leurs propres laboratoires d'essais pour tous les produits devant être certifiés SNI. Les prescriptions SNI s'appliquent à un large éventail de catégories de produits et les organismes d'évaluation de la conformité ne sont pas tous susceptibles d'exploiter des installations d'essai pour toutes les catégories. Les parties prenantes du secteur ont signalé qu'en l'absence de règlements d'application du Ministère de l'industrie clarifiant les prescriptions de la GR 28/2021, de nombreux organismes d'évaluation de la conformité avaient interrompu la certification des produits étrangers, entraînant l'arrêt des exportations nécessitant des essais SNI par expédition. À l'expiration des certifications SNI des entreprises fondées sur l'inspection d'usine, ces exportations seront également affectées car il n'existe actuellement aucun moyen pour les fabricants étrangers de répondre à l'une ou l'autre des prescriptions (inspections d'usine ou échantillonnage de produits avant expédition). Nous demandons que l'Indonésie communique de toute urgence aux organismes indonésiens d'évaluation de la conformité que la certification des expéditions de produits étrangers peut, et doit, se poursuivre pendant que le Ministère de l'industrie élabore les règlements d'application. Nous demandons en outre à l'Indonésie de notifier les règlements d'application au présent comité sous forme de projet et de permettre aux parties prenantes de formuler des observations pour qu'elle les prenne en compte avant la finalisation.

2.69. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne est préoccupée par le Règlement n° 28 de 2021 et les nouvelles prescriptions en matière de certification relative aux normes nationales indonésiennes (SNI). En février 2021, le gouvernement indonésien a publié le Règlement gouvernemental n° 28/2021. Ce règlement est l'un des règlements d'application de la Loi générale sur la création d'emplois (Loi n° 11 de 2020) adoptée l'année dernière, et aucun des deux n'a été notifié. Le Règlement gouvernemental n° 28/2021 vise à accroître la compétitivité de la branche de production nationale indonésienne et énonce principalement les mesures relatives aux matières premières. Il établit également de nouvelles prescriptions en ce qui concerne les organismes de certification des produits (LSpro). Nous croyons comprendre que les nouvelles prescriptions affectent en principe tous les produits soumis à la certification SNI. Certains secteurs semblent être particulièrement concernés. C'est le cas, par exemple, du secteur des jouets. En ce qui concerne ce secteur, les articles 38 et 39 engendrent des difficultés considérables. L'article 38 interdit aux LSpro d'utiliser des installations d'essai tierces, tandis que l'article 39 établit que les organismes de certification de produits (LSpro) doivent être des entités indonésiennes et employer des citoyens indonésiens résidant en Indonésie pour pouvoir évaluer la conformité des produits aux normes nationales indonésiennes. Les organismes de réglementation donnent à présent à cet article une interprétation littérale trop stricte, selon laquelle chaque étape de la certification SNI doit être menée par des ressortissants indonésiens résidant en Indonésie et tous les critères qui viennent d'être mentionnés doivent être respectés. Nous croyons comprendre que cela est exigé à la fois pour le dispositif n° 1 (essais par lot et inspection avant expédition) et le dispositif n° 5 (certification d'usine). Cette nouvelle approche semble être mise en œuvre malgré l'absence de règlement ministériel d'application, normalement exigé dans le processus réglementaire indonésien pour mettre en œuvre une réglementation gouvernementale.

2.70. En termes d'incidence, cela signifie que pour les essais par lot et les inspections avant expédition, les échantillons doivent être prélevés par un employé de l'organisme de certification/résident indonésien. En raison des restrictions liées à la COVID-19, il est très difficile pour les LSpro d'envoyer du personnel à l'étranger pour prélever des échantillons de produits ou effectuer des audits d'usine. En conséquence, tous les LSpros ont soit arrêté l'échantillonnage à l'étranger, soit arrêté complètement la certification à l'étranger. En outre, même lorsque les voyages à l'étranger seront plus faciles, les nouvelles prescriptions entraîneront des coûts et des retards importants. En ce qui concerne un autre secteur, l'industrie des pneumatiques, nous croyons comprendre qu'elle est également confrontée à des problèmes majeurs. D'après les renseignements



dont nous disposons, l'Indonésie applique un système de certification obligatoire pour certaines pièces détachées (originales et non originales), notamment les pneus, les vitrages de sécurité, les jantes, les batteries de piles et les composants audio et vidéo. Cela suppose l'audit de l'usine dans laquelle les pièces de rechange sont produites (conformément à la norme ISO 9001) ainsi qu'une analyse des produits effectuée par un laboratoire d'essai indonésien. S'ensuivent des contrôles de conformité de la production programmés. Actuellement, le laboratoire d'essai indonésien a suspendu à la fois les audits des usines permettant d'obtenir les nouvelles certifications et les inspections d'évaluation de la conformité. Il en résulte que les produits nécessitant de nouvelles certifications ne peuvent pas être importés en Indonésie et que les produits déjà certifiés seront également interdits d'importation en Indonésie lorsque leurs certifications respectives expireront.

2.71. L'Union européenne souhaiterait comprendre quelles mesures l'Indonésie met en place pour garantir que les pièces de rechange de l'UE puissent être importées sans difficultés en Indonésie. En outre, nous aimerions souligner que les produits de l'UE certifiés conformément aux règlements des Nations Unies dans le cadre de l'Accord de 1958 donnent des performances en matière de sécurité routière et de protection de l'environnement similaires ou supérieures à celles des produits certifiés conformément aux règlements indonésiens. Par conséquent, l'Union européenne souhaite inviter l'Indonésie à accepter les pièces de rechange de l'UE portant un marquage des Nations Unies ou étant accompagnées d'un certificat des Nations Unies. L'Union européenne souhaiterait proposer de prolonger la validité des certificats indonésiens délivrés jusqu'à ce que l'Indonésie puisse rétablir la conformité des activités de production. L'Indonésie pourrait également envisager d'autoriser l'importation de pièces d'origine de l'UE, étant donné que les pièces d'origine ont déjà prouvé qu'elles étaient performantes sur les véhicules utilisés en Indonésie. Enfin, nous voudrions souligner que les nouvelles prescriptions des normes SNI ont également une incidence négative sur la branche de production des machines de l'UE. L'Union européenne souhaite inviter l'Indonésie à prendre en compte les préoccupations qui viennent d'être mentionnées. Nous restons bien sûr disponibles pour discuter de la question de manière bilatérale, comme nous l'avons déjà fait.

2.72. En réponse, le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. Cette loi générale a permis de réviser un certain nombre d'articles importants de 77 lois existantes dans le but principal de créer des emplois en améliorant la "facilité de faire des affaires". Les règlements d'application de cette loi générale visent, entre autres, à simplifier et à harmoniser les réglementations en matière d'investissement, à en finir avec les formalités et à réformer les procédures d'autorisation des investissements grâce au système amélioré de soumission unique en ligne (OSS) fondé sur le risque. L'Indonésie souhaite informer du fait que le Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 vise à clarifier et à compléter les prescriptions précédentes figurant dans le Règlement gouvernemental (PP) n° 2/2017 sur le développement des installations et des infrastructures industrielles. En ce qui concerne les dispositions permettant aux organismes d'évaluation de la conformité de procéder à la certification SNI, réglementée dans le Règlement gouvernemental n° 28 de 2021, l'Indonésie est d'avis que ces dispositions constituent une prescription générale et qu'elles ne créeront aucun obstacle technique au commerce. L'adoption de normes et de procédures d'évaluation de la conformité dans les règlements techniques est régie par des règlements ministériels individuels. Les organismes étrangers d'évaluation de la conformité verront également leur tâche simplifiée par l'existence d'un accord bilatéral de reconnaissance mutuelle, conformément à la réglementation obligatoire des SNI. La procédure d'évaluation de la conformité est menée sur la base du mécanisme d'évaluation de la conformité indiqué dans le règlement correspondant. Pour les fabricants étrangers, l'inspection sur place et/ou les visites d'usine peuvent toujours être effectuées tant que les pays de destination ouvrent leurs frontières aux représentants de l'organisme indonésien d'évaluation de la conformité pour qu'ils effectuent l'inspection sur place. Au fil des ans, l'Indonésie s'est pleinement engagée à notifier au Comité OTC les règlements ministériels pertinents concernant l'adoption de normes dans le cadre de la réglementation technique pour les secteurs industriels.

**2.1.2.22 République de Corée – Proposition de révision des règles de mise en œuvre de la Loi sur le contrôle de la sécurité des appareils électriques et des biens de consommation ainsi que de la notification concernant son fonctionnement, [G/TBT/N/KOR/950](#) (ID 725<sup>28</sup>)**

2.73. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine espère que la Corée 1) précise les différences entre les normes de sécurité KC 60570 et CEI 60570; 2) supprime

<sup>28</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 725](#).

la classification du "système de rails pour l'alimentation électrique de l'éclairage" figurant dans la catégorie 5, point 11, annexe 2 de la Proposition de modification du Règlement d'application de la Loi sur le contrôle de la sécurité des appareils électriques et des produits de consommation, afin d'éviter les obstacles non nécessaires au commerce.

2.74. En réponse, le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. Cette notification OTC à l'OMC concerne la modification du "Règlement d'application et de la Circulaire sur la mise en œuvre de la Loi sur le contrôle de la sécurité des appareils électriques et des produits de consommation" visant à faire des systèmes d'alimentation électrique par rail pour luminaires des appareils électriques soumis à la gestion de la sécurité. Cette modification a pour but de gérer la sécurité des systèmes d'alimentation électrique par rail pour luminaires, dont la demande a récemment augmenté. En raison de la facilité avec laquelle on peut se livrer à la décoration intérieure, le recours à ce produit augmente dans les centres commerciaux et les maisons. Par conséquent, afin de prévenir les accidents et de protéger les consommateurs, nous prévoyons de contrôler la sécurité des systèmes d'alimentation électrique par rail pour luminaires en désignant le produit comme un appareil électrique soumis à certification et en appliquant la norme KC 60570 qui est harmonisée avec la norme internationale CEI 60570. Elle est en cours de modification et devrait être achevée d'ici 2022. Toutefois, après avoir recueilli les avis des parties prenantes, notamment lors d'auditions publiques, elle sera officiellement mise en œuvre après l'octroi d'un délai de grâce de six mois. Les observations formulées aujourd'hui par la Chine seront transmises à notre autorité de réglementation compétente et une réponse sera donnée à la Chine prochainement.

#### **2.1.2.23 États-Unis – Prescriptions en matière d'efficacité énergétique applicables aux lampes pour usage général, [G/TBT/N/USA/1734](#) (ID 726<sup>29</sup>)**

2.75. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Nous souhaiterions faire les suggestions suivantes concernant les prescriptions en matière d'efficacité énergétique applicables aux lampes pour usage général. 1) Une période de transition d'au moins trois ans devrait être accordée pour que les lampes à incandescence pour usage général puissent répondre aux exigences minimales d'efficacité de 45 lm/W. 2) Pour les musées, les galeries d'art, les salles de cours d'art, etc. qui ont des exigences plus élevées pour l'indice de rendu des couleurs ( $RA \geq 90$  et  $R9 \geq 60 \sim 80$ ), l'utilisation de lampes halogènes au tungstène devrait être autorisée. 3) Le membre de phrase "et toutes autres lampes qui, d'après le Secrétaire, sont utilisées dans le cadre de fonctions d'éclairage habituellement exercées par les lampes à incandescence pour usage général" donne au Secrétaire un trop grand pouvoir discrétionnaire. Il est recommandé que les nouvelles catégories de produits entrant dans les produits visés soient clairement énumérées dans les règlements et que, s'agissant des nouvelles catégories de produits, une période de transition de trois ans soit accordée.

2.76. En réponse, le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis se félicitent des observations formulées par la Chine le 24 juin 2021, concernant leur notification à l'OMC du 27 mai 2021 d'une demande de renseignements concernant les lampes pour usage général. Les États-Unis prendront en considération toutes les observations reçues pendant le délai fixé pour la présentation d'observations et répondront à chaque observation de fond dans le prochain texte réglementaire publié au sujet des lampes pour usage général.

#### **2.1.2.24 Espagne – Modification du Décret royal n° 1521/1984 par le Secrétariat de la pêche d'Espagne (ID 727<sup>30</sup>)**

2.77. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. Le Chili se félicite de l'occasion qui lui est donnée de formuler des observations au sein du présent comité sur le projet de loi du Secrétariat général de la pêche de l'Espagne, qui vise à modifier l'Annexe IV au Décret royal n° 1521 du 1<sup>er</sup> août 1984 du Secrétariat de la pêche de l'Espagne en ce qui concerne les noms commerciaux nationaux acceptés dans ce pays et les noms des aliments cuisinés et en conserve applicables aux produits de la pêche et de l'aquaculture. En vertu de la législation espagnole actuelle, toute la famille de l'espèce *Mytilus* est connue commercialement sous le nom de "Mejillón" (moule). Le projet de modification propose le nom commercial "Mejillón" pour les espèces *Mytilus edulis* et *Mytilus galloprovincialis*, l'espèce *Mytilus chilensis* étant exclusivement décrite comme "Mejillón Chileno" ou "Chorito" (moule chilienne). Les preuves scientifiques montrent que les espèces européennes (*Mytilus galloprovincialis* et *Mytilus edulis*) sont du même genre que l'espèce endémique *Mytilus*

<sup>29</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 726](#).

<sup>30</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 727](#).

*chilensis*. La famille des *Mytilidae* est un groupe varié de bivalves marins avec une large distribution antitropicale. Au Chili, au moins trois espèces du genre *Mytilus* sont présentes dans le sud du pays. L'étude "Caractérisation génétique et répartition géographique du genre *Mytilus* au Chili", menée par l'Universidad Austral de Chile (Université du Sud du Chili), a réalisé des travaux sur différentes espèces du genre *Mytilus* en utilisant des marqueurs moléculaires. Les résultats de cette étude indiquent que les trois espèces *Mytilus edulis*, *Mytilus galloprovincialis* et *Mytilus chilensis* sont étroitement liées tant sur le plan taxonomique (structure physique descriptive) que phylogénétique (évolution moléculaire). Cette étude a donc démontré, grâce à une solide bibliographie, tout comme les plates-formes taxonomiques numériques spécialisées dans les registres d'espèces marines (Registre mondial des espèces marines (WoRMS)), que les trois espèces du genre *Mytilus* partagent de nombreuses caractéristiques structurelles, sexuelles, physiologiques et moléculaires qui font qu'elles sont sans aucun doute classées dans le même genre taxonomique. Par conséquent, au sein de ce groupe, toute exclusion du niveau qui regroupe ces espèces (le genre) peut être considérée comme discriminatoire, car elle ne correspond pas aux preuves scientifiques présentées.

2.78. En septembre 2019, le Chili a contacté le point de contact officiel OTC/OMC de l'Espagne au sujet de la date de notification au Comité de la modification réglementaire proposée, afin que soient formulées les observations pertinentes, et n'a pas reçu de réponse. Le Chili a continué d'essayer par voie diplomatique en 2020 et 2021. La réponse donnée était que le projet de modification du Décret royal faisait l'objet de discussions au niveau interne et pouvait donc faire l'objet de modifications qui, le cas échéant, devraient être soumises à la Commission européenne, et c'est la raison pour laquelle le projet de texte réglementaire n'a pas encore été transmis à l'OMC. Pour notre délégation, il est important de noter que, dans les activités industrielles et commerciales du Chili, la mytiliculture est la deuxième activité aquacole après l'élevage du saumon, avec 377 000 tonnes de moules en mer, 11 000 hectares cultivés en mer, 550 PME productrices, 17 000 emplois directs et formels, plus de 5 000 emplois indirects et 20 usines de transformation qui contribuent au PIB pour plus de 250 millions d'USD par an. C'est pourquoi une modification du règlement en question, compte tenu des obligations de l'Espagne au titre de l'Accord OTC de l'OMC, devrait être notifiée au Comité, ce qui permettrait de ménager un délai pour la formulation d'observations et l'admission des preuves scientifiques fournies afin d'éviter l'émission de règlements ayant une incidence négative sur l'importation de ce produit en provenance du Chili, sans aucune justification. Le Chili espère que cette préoccupation commerciale spécifique sera dûment prise en compte par le Ministère espagnol de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation, raison pour laquelle cette délégation serait reconnaissante si elle obtenait une réponse rapide par le biais du point de contact officiel OTC/OMC.

2.79. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration ci-après. La modification du Décret a été notifiée le 18 septembre 2020 à la Commission européenne conformément aux procédures prévues par la Directive (UE) 2015/1535 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information. Le dialogue qui s'en est suivi entre la Commission européenne et l'Espagne s'est achevé en juillet 2021. Les modifications proposées du Décret sont encore à l'état de projet. Le point de contact OTC de l'Espagne a l'intention de notifier la mesure à l'OMC conformément à l'Accord OTC, ce qui laissera suffisamment de temps pour examiner les questions soulevées par le Chili.

#### **2.1.2.25 Indonésie – Contingents d'importation et prescriptions concernant la certification relative aux normes nationales indonésiennes (ID 728<sup>31</sup>)**

2.80. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne les prescriptions en matière de certification SNI de l'Indonésie, nous souhaitons proposer à l'Indonésie de reconnaître les institutions de certification et d'accréditation SNI et les laboratoires d'essai situés en dehors de l'Indonésie. En outre, le système OC et autres données d'essai provenant de tiers doivent également être reconnus.

En réponse, le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration ci-après. L'Indonésie a respecté ses obligations internationales dans le cadre de l'Accord OTC. Elle souhaite rappeler que les prescriptions en matière de certification SNI obligatoires pour certains produits ont toutes été notifiées au Comité OTC et que les Membres disposent d'un délai de 60 jours pour formuler des observations sur le projet de règlement. Le processus de certification pour les SNI obligatoires dans le secteur industriel est effectué conformément à la pratique courante indiquée dans les règlements

<sup>31</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 728](#).

ministériels correspondants. L'Indonésie est disposée à poursuivre ses échanges bilatéraux et invite la Chine à clarifier de manière détaillée ses préoccupations sur le système de certification SNI.

### **2.1.3 Préoccupations soulevées précédemment**

#### **2.1.3.1 Chine – Prescriptions applicables aux produits relatifs à la sécurité de l'information, y compris, entre autres, le Règlement de 1999 sur les produits de cryptage commercial de l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) et sa révision en cours et le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) (ID 294<sup>32</sup>)**

2.82. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé par le "Règlement sur les produits de cryptage commercial" et le "Dispositif de protection à niveaux multiples de la cybersécurité" de la Chine. Il souhaite renvoyer à la déclaration qu'il a prononcée à la dernière réunion du Comité OTC, en juin 2021. Lors de cette réunion, la Chine a expliqué qu'elle publierait les réglementations à des fins de consultation publique. Nous savons que la consultation publique a duré jusqu'au 19 septembre 2020. Le Japon souhaite demander à la Chine de fournir les renseignements pertinents concernant le processus de révision en cours et d'appliquer la réglementation de manière transparente.

2.83. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. S'agissant du Dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS), l'UE aimerait renvoyer aux observations qu'elle a formulées au cours des précédentes réunions du Comité OTC, notamment aux préoccupations relatives: i) à la nature de l'examen par des experts prescrit dans les Lignes directrices; ii) au manque de clarté de certaines définitions et iii) aux restrictions importantes et injustifiées à venir en matière d'accès aux marchés. L'UE recommande d'améliorer la proportionnalité et la transparence dans la mise en œuvre du MLPS en matière de cybersécurité. Elle demande aussi à la Chine de confirmer si le projet sera notifié à l'OMC pour observations, afin que les parties intéressées puissent participer de manière adéquate.

2.84. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. S'agissant de la gestion des produits de cryptage commercial, la Chine a annulé l'homologation des variétés et modèles de produits de cryptage commercial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, et établi un système national de certification unifié pour la cryptographie commerciale. Le système de gestion des produits de cryptage commercial respecte pleinement les principes de non-discrimination et de concurrence loyale. Il traite les produits ainsi que les entreprises nationales et étrangers sur un pied d'égalité. La Chine met en place l'obligation de mener des essais et d'obtenir une certification pour les produits de cryptage commercial liés à la sécurité nationale, à l'économie nationale, aux sources de revenus de la population et à l'intérêt général, et établit des essais et une certification à titre volontaire pour les autres produits de cryptage commercial. En ce qui concerne le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) relatif à la sécurité de l'information, compte tenu du développement technologique et de la situation de plus en plus complexe dans le domaine de la cybersécurité, ce dispositif doit être amélioré en Chine. Sur la base de l'expérience acquise au cours des années précédentes et pour répondre à l'évolution récente, la Loi sur la cybersécurité dispose que la Chine mettra en œuvre le MLPS relatif à la cybersécurité, qui est fondé sur le MLPS relatif à la sécurité de l'information. Pour satisfaire aux exigences de la Loi sur la cybersécurité, le règlement sur le MLPS relatif à la cybersécurité est en cours d'élaboration. Il a été publié pour observations et il remplacera les anciennes mesures administratives sur le MLPS relatif à la sécurité de l'information.

#### **2.1.3.2 Union européenne – Approche fondée sur les dangers pour les produits phytopharmaceutiques et la fixation de limites de tolérance pour les importations (ID par393<sup>33</sup>)**

2.85. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Une fois de plus et comme à de précédentes occasions, le Costa Rica réaffirme son soutien à la préoccupation commerciale soulevée par l'Australie. Il est préoccupé par l'approche fondée sur les dangers adoptée par l'Union européenne, étant donné que, en vertu des obligations du système multilatéral, toutes les prescriptions techniques doivent être fondées sur la norme internationale de référence pertinente ou sur une évaluation des risques fournissant les preuves scientifiques à l'appui de la mesure. Le Costa Rica demande une nouvelle fois à l'Union européenne de veiller à ce que la mise en œuvre de

<sup>32</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 294](#).

<sup>33</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 393](#).

sa réglementation soit fondée sur le recours à des évaluations des risques par l'application de critères reposant sur des preuves scientifiques suffisantes, conformément aux engagements établis dans l'Accord OTC.

2.86. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie souhaite remercier l'UE d'avoir précisé, au cours des réunions précédentes, que les demandes de tolérances à l'importation pour les substances non autorisées au sein de l'UE seront traitées conformément aux principes d'évaluation des risques, au cas par cas. Toutefois, elle note que l'UE envisage de tenir compte des effets environnementaux lors de l'examen des demandes de tolérances à l'importation pour les substances actives qui ne sont plus approuvées dans l'UE. L'Australie n'est pas favorable à cette approche car celle-ci part du principe que l'UE est mieux placée pour évaluer l'impact environnemental des substances actives dans les pays tiers que les autorités de réglementation des substances chimiques de ces pays. Elle tient à réaffirmer qu'elle possède un cadre réglementaire solide pour les substances chimiques à usage agricole ou vétérinaire, qui fournit aux agriculteurs australiens un accès sûr aux pesticides dont ils ont besoin pour conserver leur productivité et leur rentabilité tout en préservant l'environnement unique de l'Australie. Le pays aimerait demander de nouveau à l'UE de respecter les conclusions des autorités de réglementation de ses partenaires commerciaux s'agissant de l'impact environnemental des substances chimiques et de limiter son évaluation des demandes de tolérances à l'importation à l'examen des risques alimentaires. S'écarter de cette approche provoquerait des perturbations commerciales importantes et injustifiées. Nous attendons avec intérêt de poursuivre notre coopération constructive avec l'UE sur cette question.

2.87. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. Comme elle l'a indiqué à de précédentes occasions, la Colombie partage et soutient la préoccupation commerciale relative à l'approche adoptée par l'Union européenne (UE) pour identifier les substances ayant des effets perturbateurs endocriniens ou cancérigènes. Comme nous l'avons précédemment indiqué devant ce comité, nous réaffirmons la nécessité d'utiliser l'analyse des risques comme outil méthodologique pour la prise de décisions dans le cadre de l'évaluation, la gestion et la communication. Avec l'action de l'UE, l'évaluation des risques semble perdre sa pertinence, car la décision d'accepter ou d'autoriser l'utilisation des substances suit une approche fondée sur les dangers, sans tenir compte des conditions d'utilisation et des scénarios de risque qui permettent de prendre des décisions sur une base scientifique. Étant donné que cette préoccupation commerciale a été soulevée à maintes reprises au sein du présent comité, nous demandons à l'UE de nous expliquer comment elle prend en compte ces observations et nous souhaiterions obtenir des renseignements actualisés sur la manière dont les décisions relatives à l'utilisation des substances phytopharmaceutiques sont prises et sur la méthodologie employée pour définir les limites maximales de résidus des produits.

2.88. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Concernant la PCS n° 393, le Brésil souhaite renvoyer à ses déclarations précédentes. Il souligne que les règlements relatifs aux perturbateurs endocriniens devraient être fondés sur des principes scientifiques solides et tenir compte de toutes les données disponibles. Des évaluations sérieuses doivent permettre de distinguer les substances chimiques susceptibles de causer des préjudices en raison de leur mode d'action endocrinien de celles qui ne présentent aucune menace pour la santé humaine. Une solide analyse des risques, conforme aux directives du Codex, est importante pour garantir la transparence et la prévisibilité des processus réglementaires concernant les produits phytopharmaceutiques et les LMR. Le Brésil estime que l'approche de l'UE visant à limiter l'utilisation des pesticides est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre ses objectifs légitimes dans le cadre de l'Accord OTC. Elle ne tient pas non plus compte des analyses de risques dans l'établissement de mesures réglementaires qui peuvent avoir de graves répercussions sur le commerce.

2.89. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay réitère sa position et renvoie à ses précédentes déclarations en soulignant l'importance d'adopter, en matière de réglementation, une approche scientifique des produits phytosanitaires fondée sur les risques et non pas seulement sur les dangers découlant des propriétés intrinsèques d'une substance chimique. À cet égard, il demande de nouveau à l'Union européenne de tenir compte des renseignements relatifs aux pesticides fournis par les agences spécialisées reconnues par l'OMC, telles que le Codex Alimentarius; de revoir son approche et fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et des pondérations de risque réel, conformément aux normes et principes internationaux; de garantir des tolérances à l'importation; et, le cas échéant, de prévoir des périodes de transition adéquates.



2.90. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada aimerait saisir cette occasion pour reprendre à son compte, une fois de plus, les préoccupations soulevées par de nombreux autres Membres au sujet du Règlement de l'UE fondé sur les dangers pour les substances actives utilisées dans les produits phytopharmaceutiques. Le Canada ne favorise pas et n'encourage pas l'utilisation d'une méthode de production par rapport à une autre. Au lieu de cela, nous aidons les producteurs à bénéficier d'un accès à un large éventail de produits phytopharmaceutiques efficaces qui peuvent être utilisés sans danger conformément aux instructions figurant sur l'étiquette et à procéder à leur propre évaluation des conditions de croissance, de la demande du marché et d'autres facteurs. Les produits phytopharmaceutiques ne sont homologués pour être utilisés au Canada qu'à l'issue d'évaluations scientifiques rigoureuses confirmant que les risques sont acceptables et que les produits présentent un avantage avéré s'agissant de la prévention des parasites. À ce titre, ces produits permettent de favoriser la diversité des méthodes de production et donnent au secteur la possibilité de fournir l'ensemble des différents produits exigés par les consommateurs canadiens et internationaux. Nous encourageons l'UE à ne pas limiter ou décourager l'utilisation de ces outils agricoles et à fonder sa prise de décisions dans le domaine réglementaire à la fois sur les dangers et les risques pour toutes les substances actives. L'UE a indiqué que les tolérances à l'importation étaient fixées sur la base des évaluations des risques telles que définies dans le Règlement (CE) n° 396/2005 et elle a commencé à donner des précisions au sujet du processus. Si nous apprécions ces efforts, le Canada n'est pas rassuré et doit encore être convaincu de la faisabilité concrète, de la viabilité commerciale et de la conformité aux obligations internationales de l'approche de l'UE en matière de fixation de tolérances à l'importation lorsqu'un produit phytopharmaceutique répond aux critères "d'exclusion" fondés sur les dangers. Nous restons préoccupés par la prévisibilité des résultats. Le Canada serait intéressé de connaître toute évolution de la situation ayant eu lieu depuis le dernier séminaire tenu en janvier 2021, notamment s'agissant de savoir si l'UE donnera de nouvelles occasions d'en apprendre davantage au sujet du processus.

2.91. Lors de la séance d'information tenue par la DG Santé le 20 janvier 2021, il a été mentionné que la Commission "tiendra compte des aspects environnementaux pour évaluer les demandes de tolérances à l'importation relatives aux substances pesticides qui ne sont plus approuvées dans l'UE, tout en respectant les normes et obligations au titre de l'OMC". Qui, au sein de la Commission, sera chargé d'évaluer l'impact environnemental? Afin d'éliminer la nécessité des demandes de tolérances à l'importation pour certaines substances et de réduire au minimum les perturbations des échanges, le Canada demande de nouveau que l'UE envisage de maintenir des LMR pour les substances qui ne présentent pas de risques alimentaires inacceptables. Nous sommes conscients qu'une évaluation des risques alimentaires dans le cadre du processus de réautorisation serait probablement nécessaire, quels que soient les résultats de l'examen des dangers. Nous nous réjouissons de poursuivre le dialogue à ce sujet et invitons l'UE à communiquer tout renseignement pertinent sur les changements réglementaires ou politiques à venir pour faire en sorte que les obstacles non nécessaires au commerce soient réduits au minimum et que les mesures soient conformes aux obligations commerciales internationales.

2.92. Le représentant de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. L'Équateur partage les préoccupations formulées par les Membres qui se sont exprimés avant lui. Mon pays reconnaît l'importance de la protection de la santé humaine et de l'environnement; toutefois, nous considérons que les décisions réglementaires prises sur la base de critères fondés sur les dangers sont incompatibles avec les pratiques internationales en matière d'évaluation des risques. L'Équateur invite instamment l'UE à prendre en considération les données scientifiques émanant des organismes internationaux spécialisés reconnus par l'OMC, comme le Codex Alimentarius, qui dispose de données pertinentes sur les pesticides. L'Équateur demande également à l'UE de tenir compte des recommandations du Comité des obstacles techniques au commerce relatives aux bonnes pratiques réglementaires, notamment en ce qui concerne la réalisation d'une analyse d'impact de la réglementation avant la publication de propositions réglementaires afin d'examiner tous les impacts sociaux, économiques, environnementaux et sanitaires possibles. Cela permettra de garantir le respect de l'obligation de ne pas être plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime, conformément à l'article 2.2 de l'Accord OTC. Enfin, mon pays demande une nouvelle fois à l'UE de veiller à ce que, en cas de manque de données scientifiques, l'EFSA ne formule pas de recommandation sur la LMR, car les décisions relatives aux mesures réglementaires doivent être fondées sur des analyses de risques concluantes qui assurent une réelle protection de la santé et ne constituent pas un obstacle technique au commerce.

2.93. Le représentant de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. L'Argentine réitère une fois encore sa préoccupation sur cette question et souligne l'importance de veiller à ce que tous les

Membres mettent en œuvre des mesures SPS fondées sur des évaluations des risques, en tenant compte des techniques d'évaluation des risques mises au point par les organes internationaux de référence. Ces techniques comptent notamment les principes pour l'établissement des LMR relatives aux pesticides ainsi que les nombreuses analyses des risques qui ont été menées, au fil des décennies, par le Codex Alimentarius afin d'assurer la sécurité en termes de recommandations relatives aux LMR pour diverses substances et cultures.

2.94. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. Le Chili s'associe aux déclarations de l'Australie, du Costa Rica, de la Colombie, du Brésil, du Paraguay, du Canada et de l'Équateur, ce règlement de l'UE ayant des effets commerciaux considérables pour le secteur d'exportation du Chili vers cette destination.

2.95. Le représentant de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Nous nous associons aux observations formulées précédemment par les Membres et rappelons notre préoccupation commerciale et systémique liée à l'utilisation par l'Union européenne d'une approche fondée sur les dangers plutôt que sur des évaluations scientifiques complètes des risques lorsqu'elle prend des décisions en matière de réglementation concernant l'autorisation accordée pour les substances actives utilisées dans les produits phytopharmaceutiques et qu'elle établit des limites de tolérance pour les importations de substances qui relèvent des critères d'exclusion dans le Règlement n° 1107/2009. Nous soulignons de nouveau la nécessité de fonder ces déterminations sur des preuves scientifiques concluantes, recueillies à partir d'une évaluation des risques réels, afin d'éviter que l'autorisation de certaines de ces substances actives, qui restent des composantes importantes des systèmes de lutte contre les parasites, soit retirée malgré leur utilisation sans danger. En effet, une approche fondée sur les dangers et non sur les risques réels pourrait avoir une incidence négative et disproportionnée sur la production, tout en ne contribuant pas ou que très peu à la réalisation de l'objectif de protection de la santé publique dont il est question. Comme d'autres Membres, nous aimerions obtenir plus de détails sur la manière dont l'Union européenne prévoit de tenir compte des effets environnementaux lors de son examen des demandes de tolérances à l'importation pour les substances actives qui ne sont plus autorisées sur son territoire. L'Uruguay continue à soutenir les travaux multilatéraux entrepris par le Codex Alimentarius en vue de l'élaboration d'une approche harmonisée fondée sur les risques, qui permette de garantir la protection de la santé tout en facilitant le commerce international des produits alimentaires. Dans l'intervalle, nous appelons une fois de plus l'Union européenne à écouter et à prendre en compte les préoccupations exprimées par un certain nombre de Membres et à reconsidérer son approche réglementaire en vue d'empêcher la prolifération injustifiée des obstacles au commerce international des produits agricoles et les conséquences sociales et économiques importantes qu'elle peut avoir pour d'autres Membres, en particulier les pays en développement et les pays les moins avancés.

2.96. Le représentant du Panama a communiqué la déclaration suivante. Le Panama reprend à son compte les déclarations formulées par les Membres qui ont déjà pris la parole. Ma délégation est préoccupée par l'approche fondée sur les dangers, et non sur les risques, adoptée par l'Union européenne pour identifier les substances de protection sanitaire et phytosanitaire. Le Panama demande une nouvelle fois à l'Union européenne de se conformer aux critères reposant sur des preuves scientifiques suffisantes, comme le prévoit l'Accord OTC. Nous apprécions tout renseignement que l'Union européenne peut nous donner sur la manière dont cette question est actuellement traitée.

2.97. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE rappelle que les critères scientifiques visant à identifier les perturbateurs endocriniens pour les produits phytopharmaceutiques au sens de la définition de l'OMS sont applicables depuis le 10 novembre 2018 et sont inclus dans le Règlement (UE) n° 2018/605. Nous sommes conscients des préoccupations générales concernant la politique de l'UE en matière de produits phytopharmaceutiques pour ce qui est de la définition des critères scientifiques permettant d'identifier les perturbateurs endocriniens et de la mise en place de tolérances à l'importation pour des substances qui ne sont pas autorisées dans l'UE, en raison du critère dit "d'exclusion" figurant dans le Règlement (CE) n° 1107/2009. Comme expliqué précédemment, l'Union européenne a décidé de suivre les procédures définies dans le Règlement (CE) n° 396/2005 pour la gestion des demandes de tolérances à l'importation concernant les substances actives répondant à ces critères d'exclusion, qui comprennent une évaluation des risques par un État membre de l'UE et un avis scientifique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'octroi d'une tolérance à l'importation est alors examiné conformément aux principes d'analyse des risques, au cas par cas

et compte tenu de tous les éléments pertinents. L'UE répète qu'elle est déterminée à agir en toute transparence et qu'elle tiendra les Membres dûment informés de l'évolution future.

### **2.1.3.3 Chine – Administration chinoise du cyberspace – Projet de mesures d'application de l'examen de la cybersécurité des produits et services de réseaux (ID 533<sup>34</sup>)**

2.98. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon est intéressé et préoccupé par l'examen de la cybersécurité et souhaite renvoyer à la déclaration qu'il a faite précédemment lors de la réunion du Comité OTC de juin 2021. La Chine a publié pour consultation publique la modification des mesures d'examen de la cybersécurité en juillet 2021. En examinant la proposition modifiée, nous avons cru comprendre que la portée des mesures a été élargie, passant de viser les "exploitants d'infrastructures d'informations importantes" au "développement des activités de traitement des données menées par les opérateurs de traitement des données". Nous aimerions demander à la Chine de préciser les définitions d'"opérateur de traitement des données" et d'"activité de traitement des données". Par ailleurs, la proposition modifiée impose à ceux qui ont ou pourraient avoir un impact sur la sécurité nationale de se soumettre à l'examen de la cybersécurité. Le Japon prie la Chine de mener cet examen en se basant sur la neutralité technique et d'une manière qui n'établisse pas de discrimination à l'égard des produits étrangers. Il aimerait demander à la Chine d'étudier soigneusement l'intégralité des observations présentées par le gouvernement japonais dans le cadre de la consultation publique.

2.99. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE a soulevé à plusieurs reprises auprès du Comité la question de l'examen de sécurité des produits et services de réseaux, y compris les mesures d'examen de la cybersécurité, qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2020, et ce en soulignant ses préoccupations au sujet de ces mesures. Elle reste préoccupée par le fait que les mesures sont assez générales et que de très grands pouvoirs discrétionnaires sont laissés aux autorités chargées de l'examen de sécurité, ce qui provoque l'inquiétude des opérateurs des TIC étrangers. Les mesures visent les activités d'achat des opérateurs d'infrastructures d'information essentielles en les encourageant à demander un examen dans le cas où ils jugent que leur achat ou acquisition peut présenter un risque pour la sécurité nationale de la Chine. La plupart des entreprises européennes établies en Chine deviendraient des fournisseurs ou des sous-traitants de ces opérateurs et seraient donc aussi concernées par ces examens. L'UE demande instamment à la Chine de garantir la clarté, la transparence et l'objectivité de l'examen de sécurité afin que cette mesure ne devienne pas un nouvel obstacle à l'accès aux marchés. L'UE demande également à la Chine qu'elle fournisse des renseignements actualisés sur cette mesure.

2.100. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. En avril 2020, l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) et 12 autres autorités ont publié conjointement les mesures d'examen de la cybersécurité, axées sur les risques de sécurité nationale associés à l'acquisition de produits et services de réseaux par des exploitants d'infrastructures d'informations essentielles. Grâce à l'examen de la cybersécurité, les éventuels risques et dangers associés à l'achat de produits et services pour le fonctionnement des infrastructures d'information essentielles pourraient être détectés à l'avance et évités, assurant la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des infrastructures d'information essentielles et préservant la sécurité nationale. Les mesures sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2020, et l'"Examen de la cybersécurité des produits et services de réseaux" (mis en œuvre à titre d'essai) antérieur, publié en mai 2017, a été abrogé en même temps. En juillet 2021, la CAC a soumis le projet révisé de mesures d'examen de la cybersécurité au public pour observations. Les mesures sont en cours de révision.

### **2.1.3.4 Inde – Décret de 2019 sur le contrôle de la qualité des climatiseurs et leurs parties, [G/TBT/N/IND/110](#), [G/TBT/N/IND/74](#) (ID 598<sup>35</sup>)**

2.101. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée profite de la présente occasion pour présenter de nouveau ses observations au sujet du "Décret de 2018 sur le contrôle de la qualité des climatiseurs et leurs parties", notifié au Comité OTC de l'OMC le 4 avril 2018 sous la cote [G/TBT/N/IND/74](#) et le 28 octobre 2019 sous la cote [G/TBT/N/IND/110](#). Les entreprises coréennes rencontrant des difficultés en lien avec la réglementation relative aux climatiseurs, le gouvernement coréen souhaiterait formuler les demandes qui suivent. Tout d'abord, les inspections des installations par le BIS (Bureau indien de

<sup>34</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 533](#).

<sup>35</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 598](#).

normalisation) ne sont pas du tout réalisées en dehors de l'Inde, de sorte que les usines de fabrication situées dans d'autres pays que l'Inde éprouvent des difficultés en lien avec l'inspection des installations. Par conséquent, nous aimerions demander à un délai de grâce additionnel, ou un plan d'inspection des usines à distance pour les installations situées à l'étranger qui ont besoin d'une certification du BIS. En outre, lors de la réunion du Comité OTC de l'OMC de novembre 2018, le gouvernement indien a répondu que la prescription relative à la période d'essai à haute tension contenue dans la clause 15.3.4 de la norme IS 1391 (partie 2):2018 serait révisée au regard de la norme internationale CEI 60335-1. Nous aimerions savoir où en sont actuellement les efforts de l'Inde pour harmoniser cette norme avec la norme internationale.

2.102. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Premièrement, il suggère que l'Inde procède à des inspections en ligne à distance par vidéo et que des échantillons pour essais soient dûment scellés dans une zone sécurisée pendant la période de la COVID-19. Deuxièmement, il suggère à l'Inde d'accepter les échantillons et les résultats d'essais fournis par des laboratoires tiers accrédités par elle et situés en Chine. Troisièmement, il propose de repousser la date effective de la certification du BIS relative au décret sur le contrôle de la qualité des climatiseurs au neuvième mois après que l'inspection a pu être vérifiée par les fonctionnaires indiens du BIS.

2.103. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les visites d'inspection à l'étranger sont suspendues du fait des restrictions en vigueur des déplacements internationaux imposées par le gouvernement indien, mais aussi dans certains cas par les gouvernements d'autres pays en raison de la pandémie de COVID-19 en cours. Dès que la situation s'améliorera à ce niveau et que la restriction sera levée, l'Inde planifiera les inspections (visite d'usine). Le Règlement de 2018 relatif à l'évaluation de la conformité du BIS ne contient pas de dispositions pour l'évaluation à distance ou pour toute autre forme d'inspection.

#### **2.1.3.5 Colombie – Teneur en sodium des aliments prioritaires, prescriptions en matière de certification (ID 609<sup>36</sup>)**

2.104. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica réitère sa préoccupation concernant le règlement technique colombien proposé qui établit la teneur maximale en sodium pour une liste prioritaire d'une large gamme d'aliments tels que le thon, les saucisses de poulet, le chorizo, les biscuits salés, le jambon, les arachides, le beurre, la mayonnaise, les pains, les pâtes alimentaires, les produits à base de farine de blé, le fromage à la crème, les soupes, les sauces et les saucisses. Le Costa Rica croit fermement en l'application de stratégies visant à protéger la santé publique grâce à la réduction des facteurs sous-jacents de l'hypertension artérielle ainsi que des maladies non transmissibles qui y sont associées. Toutefois, il est inquiétant de constater que les limites maximales de sodium proposées pour les produits en question ne sont pas étayées par des preuves scientifiques. Le Costa Rica estime également qu'elles ne sont pas fondées sur les normes de référence internationales établies dans le cadre du Codex Alimentarius. Nous demandons à la Colombie de communiquer au Costa Rica les données scientifiques et l'évaluation des risques qui étayaient les limites de sodium établies pour chaque produit, afin de faciliter notre analyse de la législation. Nous serions reconnaissants à la délégation colombienne de nous fournir des renseignements sur l'état d'avancement de ce règlement et la date possible de son entrée en vigueur.

2.105. En réponse, le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie remercie le Costa Rica pour ses observations et souhaite présenter les considérations suivantes à ce sujet. Elle répète que la Résolution n° 2013 de 2020 a été publiée pour des raisons de santé publique et qu'elle s'inscrit dans une stratégie nationale globale qui vise non seulement la teneur en sodium des aliments transformés, mais aussi d'autres sources de sodium, telles que le sel ajouté aux mets préparés dans les restaurants, à la maison et dans les établissements. Cette stratégie vise à réduire le nombre de morts dues à l'hypertension artérielle et aux maladies cardiovasculaires en réduisant progressivement la consommation de sel d'origine alimentaire jusqu'à ce que le niveau recommandé par l'OMS pour 2021 soit atteint: 5 grammes de sel ou 2 grammes de sodium par personne et par jour. S'agissant des préoccupations relatives au rôle technique et fonctionnel du sodium dans la production d'aliments prioritaires, la Colombie souhaite rappeler que cet aspect a été analysé pour les 12 catégories d'aliments à toutes les réunions techniques, avec des représentants de l'industrie, des universités et du gouvernement, et que ces réunions ont abouti à un accord sur le projet de règlement et à la diffusion du texte. Les documents suivants transmis

<sup>36</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 609](#).

par la Colombie ont été rédigés par le Ministère de la santé et de la protection sociale et fournissent un appui pour les mesures prises dans le cadre de la Résolution n° 2013 de 2020 sur la teneur maximale en sodium pour les aliments transformés.<sup>37</sup> La Colombie tient aussi à signaler que les autorités concernées ont exprimé leur volonté d'organiser des discussions techniques avec les autorités costariciennes en vue de résoudre les préoccupations soulevées et de garantir le respect du règlement technique sur la teneur maximale en sodium pour les aliments transformés. Nous attendons donc avec grand intérêt l'organisation d'une réunion.

#### **2.1.3.6 Union européenne – Non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, [G/TBT/N/EU/712](#) (ID 627<sup>38</sup>)**

2.106. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica souhaite exprimer son soutien à la préoccupation soulevée par le Paraguay, le Brésil, l'Australie, la Colombie et l'Équateur au sujet du projet de règlement d'exécution notifié par l'Union européenne, en vertu duquel l'approbation de l'utilisation du mancozèbe ne serait pas renouvelée. Comme il l'a déjà indiqué, il reconnaît que les Membres ont le droit de déterminer le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux et préserver les végétaux, ainsi que d'établir des mesures à cet effet. Nous rappelons aux Membres que ces mesures doivent être fondées sur la science et ne devraient pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce, en particulier à un moment où la pandémie continue à peser sur la reprise économique des marchés internationaux. Pour évaluer à quel point le mancozèbe est fondamental pour la production agricole costaricienne, il suffit de noter que cette substance est actuellement utilisée dans plus de 20 cultures destinées à l'exportation et à la consommation intérieure; elle est donc essentielle pour garantir l'approvisionnement alimentaire. Le mancozèbe est également utilisé pour lutter contre les parasites ayant une importance économique, en particulier dans le secteur de la production de bananes.

2.107. Le Costa Rica est le deuxième exportateur mondial de bananes et le premier pays à avoir obtenu une indication géographique pour ce produit. La principale destination des exportations est l'Union européenne, vers laquelle sont expédiés plus de 50% des fruits produits au Costa Rica. Actuellement, il n'existe pas dans le pays de produits phytosanitaires autorisés pouvant être considérés comme des substituts ou des produits similaires au mancozèbe. Cela illustre les conséquences qu'auraient l'interdiction de l'utilisation du mancozèbe et la réduction ultérieure des LMR pour cette substance dans les bananes. Malgré nos nombreuses réserves concernant les motivations à l'origine du règlement de l'UE, le secteur costaricien de la banane continue de chercher des substituts au mancozèbe. Toutefois, un délai sera nécessaire pour achever les procédures d'approbation et les essais pertinents pour les produits de remplacement identifiés. Par conséquent, le Costa Rica demande de nouveau à l'UE de reporter le processus de non-renouvellement et la réduction ultérieure des LMR pour le mancozèbe, de façon à accorder un délai raisonnable aux autorités sanitaires et phytosanitaires nationales pour répondre aux nombreux défis liés à la pandémie de COVID-19 et trouver une substance de remplacement afin que les agriculteurs costariciens puissent continuer à produire des bananes et à exporter les volumes nécessaires pour répondre à la demande du marché de l'UE.

2.108. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie fait de nouveau part de sa préoccupation concernant la mesure notifiée par l'Union européenne (UE) dans le document [G/TBT/N/EU/712](#) d'avril 2020, qui a trait au non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe. Comme nous l'avons déjà expliqué, l'UE a adopté des mesures qui conduisent à la non-approbation de l'utilisation de produits phytosanitaires, ce qui affecte les exportations de la Colombie. Des mesures relatives à la suspension ou à la non-approbation de la commercialisation de nombreuses substances actives, ainsi qu'à la réduction ultérieure des LMR y relatives au niveau minimum de détection, sont prises sans fondement scientifique solide et sans qu'il soit démontré que ces mesures constituent effectivement le moyen le moins restrictif pour le

<sup>37</sup> Stratégie nationale pour la réduction de la consommation de sodium/sel 2012-2021. Disponible à l'adresse:

<https://www.minsalud.gov.co/sites/rid/Lists/BibliotecaDigital/RIDE/VS/PP/SNA/Estrategia-reduccion-sal-2012-2021.pdf>.

Analyse d'impact de la réglementation du projet de résolution fixant la teneur maximale en sodium pour les aliments prioritaires. Disponible à l'adresse:

<https://www.minsalud.gov.co/sites/rid/Lists/BibliotecaDigital/RIDE/VS/PP/SNA/analisis-impacto-normativo-sodio.pdf>.

<sup>38</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 627](#).

commerce d'assurer un niveau approprié de protection. Nous avons déjà mentionné l'importance de cette substance phytosanitaire pour l'industrie colombienne à de précédentes occasions. Aujourd'hui, nous souhaitons demander à l'UE de fournir des précisions au sujet de la relation entre la notification portant la cote [G/TBT/N/EU/712](#) sur le mancozèbe et la notification contenue dans le document [G/TBT/N/EU/797](#) au sujet du règlement REACH, pour ce qui est des substances cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction.

2.109. Nous tenons également à rappeler que, dans ce cas et à d'autres occasions, nous avons demandé à l'UE de fournir des renseignements quant au délai pour l'adoption de la norme et à l'application des limites maximales de résidus, mais elle n'a pas répondu à ces demandes. Nous lui demandons de bien vouloir répondre à ces préoccupations. Nous rappelons que l'article 2.12 de l'Accord OTC prévoit que "les Membres ménageront un délai raisonnable entre la publication des règlements techniques et leur entrée en vigueur, afin de laisser aux producteurs dans les Membres exportateurs, en particulier dans les pays en développement Membres, le temps d'adapter leurs produits ou leurs méthodes de production ...". Dans ce contexte, les données disponibles indiquent que l'EFSA a entrepris une procédure en vue de réviser les LMR pour le mancozèbe. À cet égard, nous demandons à l'UE comment nous pouvons, en tant que partenaires commerciaux intéressés, participer à ce processus d'examen et comment nos observations seront prises en compte, et nous souhaitons connaître les délais auxquels l'EFSA envisage de rendre une décision. Enfin, nous invitons de nouveau l'UE à suivre les recommandations relatives aux bonnes pratiques réglementaires, selon lesquelles les normes doivent être fondées sur des données claires et objectives, et le dialogue ouvert avec les parties prenantes, la transparence et la réduction au minimum des distorsions du marché doivent être favorisés.

2.110. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil voudrait faire part une fois de plus de ses préoccupations concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, d'après la notification OTC de l'UE portant la cote [G/TBT/N/EU/712](#). Le mancozèbe est une substance dont l'utilisation est approuvée par l'Agence brésilienne de surveillance sanitaire pour un grand nombre de cultures différentes, y compris le soja. Les LMR pour les fèves de soja au Brésil sont fixées à 0,3 mg/kg. Environ 11% du soja produit dans le pays est exporté vers l'UE. Par conséquent, les restrictions concernant le mancozèbe auront une incidence notable sur les revenus des agriculteurs brésiliens. La disponibilité d'un substitut au mancozèbe à court et à moyen terme est également limitée par le fait que d'autres substances à usage similaire, comme le chlorothalonil, ont déjà été interdites sur le marché européen. Le mancozèbe est une substance importante dans la gestion de la résistance aux fongicides pour lutter contre la rouille du soja. Il est utilisé en tant qu'additif pour la protection des cultures, en vue d'accroître l'efficacité d'autres fongicides, en réduisant au minimum la résistance et en prolongeant le cycle de vie d'autres molécules. Au vu de la période de transition insuffisante accordée par l'UE, les traitements utilisés pour ces cultures ne peuvent être modifiés à temps pour l'exportation vers le marché de l'UE avant l'entrée en vigueur du Règlement. Le Brésil exhorte les autorités européennes à envisager d'établir des périodes de transition adaptées au cycle de production des cultures affectées. Il demande aussi à l'UE de bien vouloir aligner les LMR sur les limites établies dans le cadre du Codex Alimentarius et d'envisager d'autres solutions moins restrictives pour le commerce qui lui permettraient de maintenir son objectif politique légitime.

2.111. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît le droit de l'Union européenne (UE) de réglementer la fabrication et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques en agriculture pour faire face aux risques qui lui sont propres. Toutefois, elle réitère ses préoccupations relatives à la proposition de non-renouvellement du mancozèbe et à son incidence potentielle sur les limites maximales de résidus (LMR) ainsi qu'à ses effets éventuels sur le commerce, y compris sur les exportations de vin à destination de l'UE. Elle aimerait savoir précisément si les stocks placés sur le marché avant la période prévue pour l'entrée en vigueur de ce règlement continueront de pouvoir être vendus dans l'UE. L'Australie note aussi que l'UE a récemment pris des décisions de non-renouvellement des autorisations pour des produits phytopharmaceutiques et apporté des modifications ultérieures aux LMR pertinentes qui ont une incidence sur le commerce de l'Australie avec l'Europe. Elle aimerait en savoir plus sur l'impact que cette décision aura sur les futures décisions relatives aux LMR. Elle prend note de l'information communiquée précédemment par l'UE selon laquelle celle-ci procède actuellement à une révision des LMR existantes pour les dithiocarbamates. Nous serions heureux de recevoir un rapport de situation à ce sujet. L'Australie tient en outre à souligner que son autorité nationale compétente (Direction australienne des pesticides et médicaments vétérinaires) ainsi que le Codex ont fixé des



LMR pour les dithiocarbamates qui garantissent la protection continue de la santé des personnes et des animaux, ainsi que de l'environnement, tout en permettant la poursuite des échanges.

2.112. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Cette préoccupation et le non-renouvellement de l'autorisation des substances restantes ont déjà fait l'objet de longues discussions dans le cadre du présent comité et du Comité SPS en raison de la réduction des LMR en résultant. Le Paraguay renvoie donc à ses précédentes déclarations et réitère sa préoccupation transversale à l'égard de la décision de l'UE de ne pas renouveler l'autorisation de ces substances sans procéder à une analyse des risques convenable et sans respecter les principes scientifiques. Il répète que, sur son territoire et celui d'autres Membres, les conditions climatiques et les niveaux de pression liée aux parasites sont très différents de ceux de l'Union européenne, et que des substances comme le mancozèbe constituent des outils sûrs et efficaces pour les contrôler. Dans le cas de cette substance, notre position est partagée par certains Membres de l'UE qui, à la différence du Paraguay et d'autres Membres de l'OMC, peuvent bénéficier d'autorisations d'urgence. L'article 53 du Règlement (CE) n° 1107/2009 prévoit que "dans des circonstances particulières, un État membre peut autoriser, pour une période n'excédant pas 120 jours, la mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques en vue d'un usage limité et contrôlé, lorsqu'une telle mesure s'impose en raison d'un danger qui ne peut être maîtrisé par d'autres moyens raisonnables". D'après des données issues de pays de l'UE tels que l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie et la Suède, ceux-ci ont bénéficié d'autorisations d'urgence pour cette substance; ainsi, il est bien établi qu'elle est nécessaire pour contrôler des dangers "qui ne peu[ven]t être maîtrisé[s] par d'autres moyens raisonnables".

2.113. Comme nous l'avons déjà entendu dans cette salle, le composé mancozèbe a été mis au point en Europe il y a presque 60 ans afin de protéger les cultures. À l'heure actuelle, il est enregistré pour plus de 70 cultures et plus de 400 utilisations approuvées dans le monde entier. Il s'agit d'un des principes actifs les plus résistants, car il n'y a eu aucun signalement, depuis son enregistrement, d'une perte de sensibilité, d'une résistance ou d'un quelconque effet néfaste sur les cultures traitées. Cela est dû aux propriétés multisites de la substance, qui lui permettent d'attaquer différentes parties du champignon sans créer de résistance. Par conséquent, lorsqu'il est utilisé conformément aux instructions figurant sur l'étiquetage, il est considéré comme un outil essentiel des programmes de lutte contre les champignons. L'autorisation d'urgence la plus récente de la base de données publique de l'UE (BE-Be-2021-13), par exemple, cite des études relatives à la nécessité d'utiliser cette substance pour lutter contre un champignon qui exige une température comprise entre 25 °C et 30 °C ainsi qu'un taux d'humidité relativement élevé, conditions que le pays concerné ne voit qu'à de rares occasions. Imaginez, Mme la Présidente, à quelle fréquence ces seuils sont atteints dans les pays tropicaux et subtropicaux comme le nôtre, et pour combien de champignons. La même autorisation souligne l'importance de ce produit car il ne crée pas de résistance.

2.114. Le Paraguay partage les objectifs que l'UE cherche à atteindre avec ces politiques, mais pas la méthode adoptée pour y parvenir. En effet, celle-ci n'est pas fondée sur des preuves scientifiques concluantes et ne tient pas compte des options moins restrictives pour le commerce ou de solutions de remplacement valides pour contrôler des dangers dont nous pouvons présumer que l'UE convient qu'ils n'existent pas dans ce cas, au vu des exigences qu'elle applique en matière d'autorisations d'urgence et du nombre d'autorisations de ce type qu'elle accorde pour le mancozèbe. L'UE a indiqué à de précédentes occasions que les autorisations d'urgence ne sont données que pour 120 jours et que 90% d'entre elles concernent des substances approuvées. Toutefois, il convient de rappeler à ce sujet qu'il n'y a pas de limite à ces autorisations, même pour les 10% de substances non approuvées, et que compte tenu de l'absence de solutions de remplacement viables, les renouvellements continueront d'être accordés. Nous reprenons à notre compte la question de la Colombie qui voulait savoir comment les Membres préoccupés par le processus pouvaient participer à l'analyse menée par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) sur les LMR pour le mancozèbe et comment les observations présentées par les Membres seront prises en compte.

2.115. Le représentant de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. Le mancozèbe est un fongicide utilisé dans le monde entier sur un grand nombre de cultures stratégiques, dont une grande partie est produite en Équateur. Ces cultures sont par exemple les bananes, le cacao, le brocoli, l'ananas, la pitahaya, la mangue et le coqueret du Pérou, entre autres. Le composé en question est important pour la lutte contre les parasites dans les pays au climat tropical, comme l'Équateur, dans lesquels le comportement des parasites suit des schémas très différents de celui constaté dans les pays ayant quatre saisons; à ce titre, les pesticides chimiques à usage agricole contenant le principe actif mancozèbe sont essentiels pour la production agricole. Interdire l'utilisation du mancozèbe sans

disposer de solution de remplacement efficace pourrait avoir de très graves conséquences économiques pour les petits, moyens et grands producteurs équatoriens ainsi que pour les consommateurs de l'UE, car cela affecterait l'offre de nos produits. Je me dois de préciser que, dans la production de bananes, l'utilisation du mancozèbe est la méthode de contrôle phytosanitaire la plus efficace et respectueuse de l'environnement pour lutter contre la cercosporiose noire. Cette dernière est considérée comme la maladie foliaire la plus destructrice pour les cultures de bananes et de bananes plantains; on pense que c'est elle qui constitue le plus grand risque économique pour ces cultures et qu'elle peut provoquer des pertes allant jusqu'à 50%. Il est préoccupant de constater qu'il n'existe actuellement aucune solution de rechange approuvée et dûment enregistrée à cette substance qui soit aussi efficace que le mancozèbe.

2.116. L'Équateur invite instamment l'UE à prendre en considération les données scientifiques pertinentes émanant des organismes internationaux spécialisés reconnus par l'OMC, comme le Codex Alimentarius, qui dispose de renseignements sur cette substance. Nous souhaitons rappeler que l'Équateur fait partie d'un groupe de 39 Membres de l'OMC qui, en 2020, a appelé l'UE à suspendre temporairement les processus relatifs à l'examen des autorisations de mise sur le marché et de l'utilisation des substances phytopharmaceutiques ainsi que leur entrée en vigueur, dans le contexte de la COVID-19, une maladie qui continue de coûter la vie à des milliers de personnes dans le monde entier. C'est pourquoi l'Équateur appelle l'UE à envisager d'autres mesures moins restrictives pour le commerce, à identifier d'autres substances qui permettraient aux échanges existants de se poursuivre, à fonder ses mesures sur des études concluantes et non pas seulement sur le principe de précaution, et à établir des périodes de transition d'au moins 36 mois pour l'enregistrement de substances de remplacement, compte tenu de la pénurie actuelle d'outils disponibles pour lutter contre les parasites.

2.117. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Chili salue les déclarations antérieures relatives au non-renouvellement par l'UE de l'approbation de la substance active mancozèbe et reprend à son compte la préoccupation commerciale soulevée au cours de la présente réunion et des réunions précédentes du Comité.

2.118. Le représentant du Panama a communiqué la déclaration suivante. Le Panama soutient cette PCS et réitère sa préoccupation au sujet du non-renouvellement du mancozèbe. Nous craignons que l'inclusion de ce point dans l'ordre du jour de chaque réunion soit considérée comme une simple question de procédure, ce qui suggérerait que notre préoccupation n'a pas été résolue de manière satisfaisante. La substance active mancozèbe revêt une importance vitale pour les principales cultures du pays. Son mode d'action spécifique la rend irremplaçable dans la lutte contre la cercosporiose noire, qui est le principal parasite des cultures tropicales. À l'heure actuelle, il n'existe pas d'autres principes actifs disponibles pour remplacer le mancozèbe, ce qui laisse l'industrie sans outils phytosanitaires, avec de lourdes conséquences pour les exportations du Panama vers l'Union européenne et pour le mode de vie de nombreux agriculteurs de mon pays qui dépendent des exportations agricoles. Le Panama reconnaît le droit des Membres de déterminer le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux et préserver les végétaux; toutefois, cette détermination doit être fondée sur des preuves scientifiques concluantes et ne doit pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce. Compte tenu de ce qui précède, le Panama demande une fois de plus à l'UE de reporter le processus de non-renouvellement relatif aux limites maximales de résidus pour le mancozèbe.

2.119. Le représentant de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Le mancozèbe est une substance active autorisée et largement utilisée de manière sûre en Uruguay pour lutter contre les maladies et parasites touchant divers produits du secteur national des fruits et légumes, notamment les pommes, les poires et les agrumes. Il est particulièrement important pour lutter contre la tavelure de la pomme et de la poire, qui est la principale maladie touchant la production de ces deux fruits, et qui est causée par un champignon du genre *Venturia* spp. À cet égard, nous soutenons les préoccupations et les demandes émises par d'autres délégations, particulièrement en ce qui concerne la possibilité que, à l'issue du processus d'examen en cours, l'UE réduise notablement les limites maximales de résidus correspondantes, même en les abaissant à la limite de détermination, sans disposer de preuves scientifiques concluantes qui étayeraient une telle décision conformément à l'Accord SPS de l'OMC. Dans ce contexte, l'Uruguay rappelle, comme d'autres Membres, l'importance de tenir dûment compte des normes, directives et recommandations internationales ainsi que des données scientifiques produites par les organismes internationaux de normalisation reconnus à l'OMC, tels que le Codex Alimentarius.

2.120. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Nous avons fourni des explications détaillées sur cette question lors de précédentes réunions du Comité. Le 17 avril 2020, l'Union européenne a notifié au Comité OTC un projet de règlement d'exécution de la Commission concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, conformément au Règlement (CE) n° 1107/2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques. Le Règlement d'exécution (UE) 2087/2020 est entré en vigueur le 4 janvier 2021. Le non-renouvellement était fondé sur une évaluation scientifique réalisée au titre du Règlement (CE) n° 1107/2009 par des experts des États membres de l'UE et l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'EFSA ayant conclu que le mancozèbe ne satisfait pas aux critères d'approbation énoncés à l'article 4 du Règlement (CE) n° 1107/2009, l'approbation de cette substance n'a pas été renouvelée. Les États membres de l'UE devaient retirer les autorisations existantes accordées pour les produits phytopharmaceutiques contenant du mancozèbe dans un délai maximal de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du règlement d'exécution (d'ici au 4 juillet 2021). Conformément à l'article 46 du Règlement n° 1107/2009, le délai de carence arrivera à son terme dans un délai maximal de 12 mois à partir de l'entrée en vigueur du règlement d'exécution (d'ici au 4 janvier 2022). Le délai ménagé pour le retrait des autorisations existantes ainsi que le délai de carence ont été allongés par rapport à la proposition initiale, afin de répondre aux demandes. Suite au non-renouvellement et à l'expiration de tous les délais de carence pour les stocks de produits contenant la substance en question, une mesure distincte pourra être prise concernant les limites maximales de résidus (LMR) et une notification distincte sera alors présentée conformément aux procédures SPS.

2.121. L'UE aimerait informer les Membres que l'EFSA a récemment entrepris un examen des LMR existantes pour les dithiocarbamates (groupe dont le mancozèbe fait partie). Les parties intéressées sont invitées à contribuer activement à l'examen des LMR en apportant des renseignements pertinents par l'intermédiaire du principal titulaire d'une autorisation, comme cela est indiqué dans le document [G/SPS/GEN/1494/Rev.1](#).<sup>39</sup> Pour obtenir des conseils sur les solutions de remplacement au mancozèbe, la base de données de l'UE sur les pesticides<sup>40</sup> est à la disposition du public et contient des renseignements au sujet de toutes les substances actives, l'état de leur approbation et leur principal but (par exemple fongicide, insecticide ou herbicide). S'agissant de la Demande conjointe de suspension des processus de réduction des LMR de produits phytosanitaires et de l'entrée en vigueur des réductions de ces LMR compte tenu de la pandémie de COVID-19, contenue dans les documents [G/SPS/GEN/1778-G/TBT/GEN/296](#) et leurs révisions ultérieures, la position de l'UE figure dans le document du 28 mai 2021 portant la double cote [G/SPS/GEN/1814/Rev.2-G/TBT/GEN/315](#), distribué dans les deux Comités.

**2.1.3.7 Inde – Ordonnances sur le contrôle de la qualité de substances chimiques et pétrochimiques,** [G/TBT/N/IND/150](#), [G/TBT/N/IND/151](#), [G/TBT/N/IND/152](#), [G/TBT/N/IND/153](#), [G/TBT/N/IND/154](#), [G/TBT/N/IND/116](#), [G/TBT/N/IND/121](#), [G/TBT/N/IND/122](#), [G/TBT/N/IND/123](#), [G/TBT/N/IND/124](#), [G/TBT/N/IND/125](#), [G/TBT/N/IND/126](#), [G/TBT/N/IND/127](#), [G/TBT/N/IND/128](#), [G/TBT/N/IND/129](#), [G/TBT/N/IND/130](#), [G/TBT/N/IND/132](#), [G/TBT/N/IND/133](#), [G/TBT/N/IND/134](#), [G/TBT/N/IND/135](#), [G/TBT/N/IND/136](#), [G/TBT/N/IND/137](#), [G/TBT/N/IND/138](#), [G/TBT/N/IND/139](#), [G/TBT/N/IND/140](#), [G/TBT/N/IND/141](#), [G/TBT/N/IND/142](#), [G/TBT/N/IND/144](#), [G/TBT/N/IND/175](#), [G/TBT/N/IND/176](#), [G/TBT/N/IND/177](#), [G/TBT/N/IND/186](#), [G/TBT/N/IND/187](#), [G/TBT/N/IND/191](#), [G/TBT/N/IND/193](#), [G/TBT/N/IND/199](#), [G/TBT/N/IND/201](#), [G/TBT/N/IND/202](#), [G/TBT/N/IND/203](#), [G/TBT/N/IND/204](#), [G/TBT/N/IND/205](#), [G/TBT/N/IND/206](#), [G/TBT/N/IND/208](#)  
(ID 630<sup>41</sup>)

2.122. Le représentant du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu tient à faire part de ses préoccupations concernant l'ordonnance du Ministère indien des produits chimiques et des engrais sur l'anhydride phtalique, l'acrylate de n-butyle et l'acide téréphtalique, qui a été notifiée dans les documents [G/TBT/N/IND/116](#), [G/TBT/N/IND/123](#) et [G/TBT/N/IND/124](#). Nous tenons à remercier l'Inde d'avoir reporté la date d'application de l'ordonnance sur les produits concernés jusqu'au 20 décembre 2021. Toutefois, étant donné que la pandémie ne devrait pas cesser dans l'immédiat, nous comprenons qu'il soit difficile de mener des

<sup>39</sup> [https://ec.europa.eu/food/sites/food/files/plant/docs/pesticides\\_mrl\\_guidelines\\_mrl-review\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/food/sites/food/files/plant/docs/pesticides_mrl_guidelines_mrl-review_en.pdf)

<sup>40</sup> [https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-db\\_en](https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-db_en)

<sup>41</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 630](#).

procédures régulières d'évaluation de la conformité dans la situation actuelle, surtout pour ce qui concerne les inspections d'usine "sur place". Nous suggérons néanmoins à l'Inde de prendre pendant la pandémie des mesures alternatives pour tous les produits visés, par exemple en autorisant les laboratoires d'essais et les organismes d'inspection d'autres Membres de l'OMC à participer aux procédures d'évaluation de la conformité et en acceptant leurs rapports ou l'inspection d'usines à distance, afin de remédier aux difficultés rencontrées pour procéder à des inspections physiques du fait des restrictions des voyages internationaux.

2.123. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. En novembre 2021, le Ministère indien des produits chimiques et des engrais (MoCF) avait notifié 44 ordonnances de contrôle de la qualité (OCQ) au Comité OTC de l'OMC. Chacune de ces ordonnances semble s'appliquer à des substances qui correspondent directement ou indirectement aux 72 produits chimiques et pétrochimiques que l'Inde a désignés comme devant être conformes aux normes établies par le Bureau indien de normalisation (BIS). Nous comprenons également qu'en avril 2021, le MoCF a publié au Journal officiel les versions finales de 7 des ordonnances notifiées, les mesures devant entrer en vigueur le 15 octobre 2021. Compte tenu des répercussions sur le commerce et de la difficulté d'accéder aux normes référencées, nous demandons à nouveau que, pour les ordonnances déjà notifiées et pour toutes les ordonnances qui seront notifiées à l'avenir, l'Inde communique des liens Web et/ou des copies intégrales de la norme proposée par le BIS. S'agissant des ordonnances de contrôle de la qualité déjà notifiées, nous recommandons que ces liens et/ou copies soient notifiés sous la forme d'addenda. Sans accès aux normes BIS, les Membres et les acteurs de l'industrie ne seront pas en mesure de se familiariser pleinement avec les ordonnances ou de formuler des observations pertinentes.

2.124. Nous accueillons avec satisfaction la modification que l'Inde a apportée le 8 octobre 2021 à l'OCQ concernant le polyéthylène, qui reporte la date de mise en œuvre de 180 jours, et nous comprenons, d'après ce que nous indiquent les acteurs de la branche de production, que les autorités indiennes les consulteront pendant cette période. Malgré cette évolution, nous notons que les fabricants des États-Unis se sont inquiétés du fait que le projet d'OCQ concernant le polyéthylène (notifié sous la cote [G/TBT/N/IND/191](#)), qui impose le marquage des emballages individuels de produits en polyéthylène avec des "codes de désignation" contenant un ensemble d'indications techniques (par exemple, le point de fusion du produit, sa densité et sa destination), pourrait poser des problèmes aux exportateurs. Plus précisément, alors que l'Inde entame des consultations sur l'OCQ relative au polyéthylène, nous souhaitons relayer les préoccupations de la branche de production des États-Unis selon laquelle le code de désignation des produits en polyéthylène, tel qu'il est proposé, aurait une utilité limitée pour les utilisateurs finaux, compte tenu des nombreuses propriétés physiques et applications que peut avoir une catégorie de produits en polyéthylène. Nous encourageons l'Inde à envisager le recours à d'autres méthodes, comme les codes QR, pour appliquer les prescriptions relatives à l'étiquetage obligatoire de l'OCQ concernant le polyéthylène. Nous souhaitons souligner que l'OCQ sur le polyéthylène pourrait perturber de manière imprévue les importations de l'Inde et son accès à des matériaux essentiels utilisés dans le secteur des soins de santé et des produits pharmaceutiques et d'autres secteurs revêtant un intérêt critique pour le pays à l'exportation tels que le secteur automobile. L'Inde pourrait-elle envisager d'exempter les produits en polyéthylène utilisés comme intrants intermédiaires des prescriptions d'étiquetage figurant à ces fins dans l'OCQ concernant le polyéthylène?

2.125. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne voudrait rappeler ses déclarations précédentes sur cette question. Elle reste préoccupée par la tendance visible à l'adoption en Inde de normes nationales obligatoires qui s'écartent des normes internationales dans un nombre croissant de secteurs. En l'occurrence, elles concernent toute une série de produits chimiques relevant des chapitres 28 et 29 du SH. L'UE a pris note des récentes notifications OTC de l'Inde concernant les ordonnances de contrôle de la qualité relatives à des substances chimiques. Nous constatons qu'aucune date d'entrée en vigueur n'a été fixée pour les mesures notifiées sous les cotes [G/TBT/N/IND/201-206](#), [G/TBT/N/IND/208](#) et [G/TBT/N/IND/215](#). Concrètement, la date d'entrée en vigueur dépend de la date d'adoption, qui n'est pas indiquée. L'Inde peut-elle fournir des renseignements concernant la date prévue d'adoption de ces mesures? D'autre part, l'UE a remarqué qu'un nombre croissant d'OCQ indiennes faisant l'objet de notifications OTC sur les substances chimiques et pétrochimiques ne sont pas mises en œuvre. L'Union européenne souhaiterait que l'Inde explique les raisons pour lesquelles la mise en œuvre des mesures notifiées dans ce secteur a été plusieurs fois reportée. Compte tenu de la confusion qui résulte de cette situation, l'Inde peut-elle fournir une liste des substances chimiques et

pétrochimiques concernant lesquelles des mesures ont déjà été mises en œuvre, ainsi que les copies des ordonnances correspondantes?

2.126. L'Union européenne souhaite rappeler la demande qu'elle fait à l'Inde de préciser les raisons pour lesquelles elle établit des ordonnances spécifiques de contrôle de la qualité alors que les produits chimiques visés sont déjà conformes aux normes internationalement reconnues. L'UE tient à rappeler aux autorités indiennes que, conformément à l'Accord OTC, les normes sont considérées comme facultatives et que, lorsqu'elles sont obligatoires, il s'agit de règlements techniques. Elle souhaite rappeler l'article 2.2 de l'Accord OTC, selon lequel les Membres doivent faire en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. L'UE aimerait également encourager l'Inde à aligner les normes du BIS sur les approches internationales.

2.127. Le représentant de Singapour a communiqué la déclaration suivante. Singapour se fait l'écho des préoccupations exprimées par d'autres Membres et souhaite réitérer les inquiétudes qu'il a formulées lors des précédentes réunions, et qui figurent dans le document [G/TBT/M/84](#). Nous restons préoccupés par les nombreux problèmes opérationnels que nous avons précédemment exposés concernant les prescriptions relatives à l'étiquetage des matériaux en polyéthylène utilisés pour le moulage et l'extrusion. Nous demandons à l'Inde de bien vouloir considérer positivement les autres solutions proposées par le secteur pour répondre aux besoins de renseignements prévus par l'OCQ sur les produits en polyéthylène et éviter que les prescriptions d'étiquetage obligatoire ne soient trop onéreuses et difficiles à respecter pour les fabricants. S'agissant des OCQ concernant l'éthylène glycol et le monomère de styrène, nous comprenons que l'Inde cherche à autoriser les inspections virtuelles dans le cadre du processus de certification. Nous continuons de souhaiter et d'espérer travailler avec l'Inde pour lancer ces inspections, soit virtuellement soit en personne, dès que possible, afin de faciliter les progrès du processus de certification pour l'industrie. Pour toute nouvelle OCQ, Singapour souhaiterait demander à nouveau à l'Inde de communiquer en temps opportun des liens Web spécifiques et/ou des copies des normes BIS proposées en même temps que la notification à l'OMC, afin que les parties intéressées puissent se familiariser avec les nouvelles prescriptions et adresser à l'Inde des observations dignes d'intérêt. Enfin, nous demandons respectueusement à l'Inde, conformément aux obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord OTC, d'harmoniser les normes des OCQ avec les normes internationales qui existent déjà, de réduire les coûts de mise en conformité pour l'industrie, et de veiller à ce que les mesures imposées ne soient pas plus restrictives pour le commerce que nécessaire.

2.128. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. La publication par l'Inde d'une ordonnance de contrôle de la qualité visant à rendre obligatoires les normes indiennes pour des produits chimiques et pétrochimiques relevant des chapitres 28 et 29 du SH est conforme aux pratiques internationales. L'Inde a fixé des normes individuelles qui concernent des produits particuliers, qui sont accompagnées de numéros spécifiques et distincts correspondant à la Loi sur le BIS, et qui précisent les caractéristiques techniques et les méthodes d'essai. Étant donné que chaque produit chimique a un numéro de norme BIS différent, possède des caractéristiques différentes et fait l'objet de méthodes d'essai différentes, l'Inde a préféré ne pas déposer une seule notification globale pour toutes les normes obligatoires. Le Département des produits chimiques et pétrochimiques a notifié les projets d'ordonnance de contrôle de la qualité des produits chimiques et pétrochimiques aux termes des dispositions de la Loi de 2016 sur le BIS et des règles et règlements qui en découlent, notamment le système I du Règlement 2018 du BIS sur l'évaluation de la conformité. Selon les projets d'OCQ, le produit visé doit être conforme à la norme indienne applicable et doit porter le label de conformité correspondant à la licence délivrée par le BIS au titre du système 1 mentionné ci-dessus. Ces OCQ sont applicables aux fabricants nationaux comme aux fabricants étrangers qui ont l'intention d'exporter leurs produits en Inde. Aux termes des dispositions de la Loi de 2016 sur le BIS, sans le label de conformité, il est interdit de fabriquer, d'importer, de distribuer, de vendre, de louer, de stocker ou d'exposer à la vente des produits chimiques et pétrochimiques visées par les notifications relatives aux OCQ, sauf si l'on est détenteur d'une licence valide. Les contrevenants tombent souvent sous le coup des dispositions pénales de la Loi de 2016 sur le BIS. Les prescriptions relatives à l'utilisation du label de conformité au titre du système I sont indiquées dans le Règlement 2018 du BIS (évaluation de la conformité). On trouvera une copie de ce règlement sur le site Web du BIS ([www.bis.gov.in](http://www.bis.gov.in)).

2.129. Conformément aux dispositions du système I du Règlement 2018 du BIS (évaluation de la conformité), la licence peut être accordée pour une durée minimale d'un an pouvant être prolongée jusqu'à deux ans et peut ensuite être renouvelée pour une période minimale d'un an pouvant être

prolongée jusqu'à cinq ans. En vertu de ces dispositions, le BIS accorde une licence au fabricant sur la base d'une évaluation satisfaisante de l'infrastructure de fabrication, du processus de fabrication, du contrôle de la qualité et des capacités d'essai, réalisée dans le cadre d'une visite de ses installations de fabrication. La conformité du produit avec la norme pertinente est aussi établie par la réalisation d'essais dans des laboratoires tiers situés en Inde, dans les installations de fabrication, ou une combinaison des deux. Le système I du Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) ne contient pas de disposition prévoyant l'acceptation des évaluations du contrôle de la qualité menées par des entreprises et laboratoires étrangers. En application des ordonnances sur le contrôle de la qualité concernant les produits chimiques et pétrochimiques, chaque produit doit être conforme aux normes indiennes correspondantes qui y sont énoncées et porter le label de conformité prévu au titre de la licence délivrée par le BIS ainsi qu'en dispose le système I du Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) du BIS. Les normes concernant des produits chimiques et pétrochimiques qui ont été notifiées par le Département des produits chimiques et pétrochimiques ont été examinées par le BIS, et les normes internationales, comme la norme ISO/ASTM, lorsqu'elles étaient disponibles, ont été dûment prises en considération. Aux termes de l'article 2.2 de l'Accord sur les OTC, les Membres peuvent établir des règlements techniques pour atteindre des objectifs légitimes, entre autres la sécurité nationale, la prévention de pratiques de nature à induire en erreur, la protection de la santé ou de la sécurité des personnes, de la vie ou de la santé des animaux, la préservation des végétaux ou la protection de l'environnement. Conformément à la procédure établie, les projets d'OCQ ont été notifiés au Comité OTC de l'OMC, ce qui a permis aux Membres de formuler des observations dans un délai de 60 jours.

2.130. Le caractère obligatoire de ces normes vise à protéger la santé humaine et l'environnement. Pendant longtemps, les normes indiennes relatives aux produits chimiques et pétrochimiques ont revêtu un caractère volontaire. Pour le commerce des produits chimiques et pétrochimiques, ce sont généralement les spécifications convenues entre le fabricant et l'acheteur qui sont suivies, sans tenir compte de celles stipulées dans la norme BIS, ce qui entraîne parfois le rejet de produits chimiques de mauvaise qualité en Inde. De nombreux produits chimiques sont toxiques et dangereux. Les impuretés telles que les métaux lourds, les cyanures, les isocyanates, les halogénures, etc., pénètrent dans la chaîne humaine et végétale, nuisant à la vie humaine et animale. Avec un régime de normes obligatoires, les produits chimiques disponibles devraient être sûrs, fiables et de qualité. Les règlements techniques applicables aux produits chimiques et pétrochimiques n'ont pas été formulés pour créer des obstacles inutiles au commerce international. Les normes sont devenues obligatoires après examen des normes existantes et après consultation des parties prenantes, notamment divers fabricants de premier plan, pour faire en sorte que les nouvelles méthodes d'essai soient bien prises en compte. Cette mesure ne nuit pas à la capacité des fabricants étrangers de pénétrer et atteindre le marché indien des produits chimiques.

#### **2.1.3.8 Bangladesh – Règles relatives à la gestion des déchets dangereux (déchets électroniques), 2019, [G/TBT/N/BGD/3](#), [G/TBT/N/BGD/3/Add.1](#) (ID 620<sup>42</sup>)**

2.131. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Le 10 juin 2021, le Bangladesh a publié un projet actualisé de ses Règles relatives à la gestion des déchets dangereux de 2021 (règles relatives aux déchets électroniques). Le Bangladesh peut-il notifier ce projet actualisé au Comité OTC de l'OMC? La branche de production des États-Unis a adressé sa dernière observation sur le projet révisé le 20 septembre 2021. Auparavant, elle avait soulevé des préoccupations concernant l'inclusion de seuils limites et de restrictions de certaines substances qui, s'ils étaient mis en œuvre, auraient perturbé ou empêché la vente de nombreux produits électriques et électroniques importants au Bangladesh, y compris certains appareils médicaux, des machines à laver et des téléphones cellulaires. Selon une traduction non officielle que nous avons obtenue du précédent projet de règlement sur les déchets électroniques, nous croyons comprendre que le projet révisé répond aux préoccupations relatives à certaines substances en supprimant les seuils limites pour les substances suivantes: trioxyde d'antimoine, béryllium métal, alliages de cuivre au béryllium, nickel, cristaux liquides, et polychlorure de vinyle (PVC).

2.132. Veuillez confirmer que le projet de règlement sur les déchets électroniques de juin 2021 ne contient plus de seuils limites pour ces substances. Veuillez également confirmer que le Bangladesh ne prévoit pas d'inclure des seuils limites pour ces substances dans de futures versions des règles sur les déchets électroniques. D'autre part, les États-Unis demandent au Bangladesh de fournir des détails supplémentaires sur ses plans concernant la mise en œuvre des règles relatives aux déchets

<sup>42</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 620](#).



électroniques, y compris les calendriers de mise en œuvre, les dates limite d'enregistrement et les points de contact. Compte tenu du vaste champ d'application des règles sur les déchets électroniques, nous encourageons le Bangladesh à prévoir une période de transition raisonnable, dans l'idéal d'une année, pour que l'industrie adapte ses produits ou méthodes de production aux nouvelles prescriptions. Enfin, nous demandons au Bangladesh de notifier le projet de texte révisé des règles relatives aux déchets électroniques au Comité OTC de l'OMC, de ménager au moins 60 jours pour la présentation d'observations par le public et de tenir compte de ces observations avant de finaliser les règles.

2.133. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. Bien que les règles soient en vigueur à compter de cette année, plusieurs de leurs dispositions demeurent ambiguës. Nous demandons au Bangladesh de préciser ces renseignements afin d'aider les fabricants coréens à se mettre en conformité avec les règles de gestion des déchets électroniques.

2.134. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada soutient les efforts que déploie le Bangladesh pour protéger l'environnement en introduisant les règles de gestion des déchets et en facilitant le recyclage des ressources. Le Canada salue la notification que le Bangladesh a faite à l'OMC concernant les règles de gestion des déchets dangereux (déchets électroniques) de 2019 et se réjouit de l'occasion qui est donnée aux Membres de l'OMC de faire part de leurs observations. Le Canada a déjà soulevé les préoccupations de l'industrie concernant l'absence de clarté de cette mesure et demande au Bangladesh de communiquer le texte intégral des règles de gestion aux Membres de l'OMC. D'autre part, le Canada encourage vivement le Bangladesh à veiller à ce que les règles de gestion ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il est nécessaire pour atteindre ses objectifs environnementaux. À la dernière réunion du Comité OTC, le Bangladesh a indiqué avoir répondu à la plupart des préoccupations soulevées par les Membres de l'OMC, et il est à souhaiter que des réponses seront notifiées en temps opportun. Le Canada croit comprendre que le 10 juin 2021, le Bangladesh a publié un projet actualisé de ses règles de gestion des déchets dangereux (déchets électroniques) de 2021 (règles relatives aux déchets électroniques). Quels plans le Bangladesh a-t-il pour notifier ce projet actualisé au Comité OTC de l'OMC? Le Bangladesh accordera-t-il une période de 60 jours aux Membres pour qu'ils formulent leurs observations, ainsi qu'une période de transition raisonnable pour que l'industrie adapte ses produits ou ses méthodes de production aux nouvelles prescriptions? D'autre part, les Membres intéressés recevront-ils le texte intégral de la mesure et les documents d'accompagnement? Le Canada apprécierait que le Bangladesh fournisse aux Membres des indications théoriques sur le calendrier de mise en œuvre du projet actualisé de règles de gestion des déchets dangereux (déchets électroniques) de 2021 (règles relatives aux déchets dangereux).

2.135. Le représentant de the Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne est préoccupée par les règles relatives à la gestion des déchets dangereux. Elle a envoyé des observations écrites au Bangladesh en avril 2020 et attend avec intérêt de recevoir les réponses écrites avant l'adoption des projets notifiés. Sa principale observation est que le projet notifié limite l'utilisation de substances qui ne sont soumises à restriction dans aucune législation internationale existante et qu'il crée donc plus de restrictions au commerce qu'il n'est nécessaire. Le 10 juin 2021, le Bangladesh a publié un projet actualisé des règles relatives aux déchets électroniques. Ce projet révisé devrait être notifié au Comité OTC de l'OMC en ménageant une période d'au moins 60 jours pendant laquelle les Membres pourront formuler leurs observations.

2.136. En réponse, Le représentant de Bangladesh a communiqué la déclaration suivante. Le Bangladesh tient à renvoyer à sa communication du 22 juin 2021, parue sous la cote [G/TBT/W/759](#), qui répond aux préoccupations soulevées par les Membres. Le Bangladesh voudrait également saisir cette occasion pour indiquer qu'il a révisé le calendrier conformément à la directive 2015/863 de l'Union européenne, et qu'il estime donc avoir répondu à toutes les préoccupations soulevées par les Membres. La règle proposée entrera en vigueur dans cinq ans et le Bangladesh a fourni les renseignements et notifications nécessaires. Il estime que les Membres, surtout ceux qui ont soulevé des préoccupations, n'ont pas à craindre qu'il fasse quoi que ce soit en contradiction avec l'Accord OTC de l'OMC. Si les Membres ont d'autres questions ou préoccupations, le Bangladesh souhaite tenir des réunions bilatérales avec eux pour y répondre.

**2.1.3.9 Inde – Normes indiennes et restrictions à l'importation dans le secteur automobile (Ordonnances en matière de contrôle de la qualité): jantes, vitrages de sécurité, casques, [G/TBT/N/IND/118](#), [G/TBT/N/IND/147](#), [G/TBT/N/IND/167](#) (ID 649<sup>43</sup>)**

2.137. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Inde a défini et introduit des normes spécifiques et des exigences de certification pour un certain nombre de produits dans des secteurs pour lesquels des audits sur place et en personne sont requis. C'est le cas de ce qu'il est convenu d'appeler les Ordonnances en matière de contrôle de la qualité (OCQ), qui prescrivent un audit physique par un contrôleur du Bureau indien de normalisation (BIS) pour que les produits fabriqués dans des pays tiers puissent recevoir l'approbation de leur exportation en Inde. Toutefois, depuis deux ans, les contrôleurs indiens ne sont pas en mesure de conduire des audits internationaux en raison du contexte lié à la COVID-19. Malheureusement, l'Inde a refusé d'envisager des solutions alternatives constructives, comme des audits virtuels. En conséquence, les entreprises de l'Union européenne, bien qu'elles aient fait tout ce qu'il fallait pour se conformer aux prescriptions indiennes, ne peuvent pas obtenir la certification ou le marquage indien requis. De ce fait, tandis que les entreprises de l'UE et les autres entreprises étrangères ne peuvent pas accéder au marché indien en raison de l'absence d'audits virtuels du côté indien, les contrôleurs indiens conduisent des audits en Inde, qui permettent aux entreprises nationales de recevoir la certification ou le marquage et de placer leurs produits sur le marché. C'est un cas manifeste de discrimination à l'égard des entreprises de l'UE et d'autres entreprises étrangères. Dans ce contexte, l'UE se félicite des mesures prises par le BIS pour permettre à ses contrôleurs de mener des audits dans des usines de fabrication étrangères. S'agissant des OCQ indiennes, autoriser les inspections hors d'Inde constituerait une mesure importante pour résoudre la difficile situation actuelle et pour mettre fin aux discriminations entre entreprises locales et étrangères. Cependant, l'UE craint que les contrôleurs du BIS ne conduisent ces audits que dans un certain nombre de pays, et selon certains critères stricts établis par l'Inde pour l'audit des usines étrangères.

2.138. Le BIS a pris attache avec certains États membres de l'UE sur ces questions, en demandant leur contribution, qui lui permettrait de planifier ses audits internationaux sur place. Toutefois, ces audits, s'ils sont relancés, pourraient certes soulager les entreprises de l'UE mais la réponse du BIS devrait être beaucoup plus large, car de nombreux produits tombant dans le champ des OCQ sont produits en Chine ou en Asie du Sud-Est qui – autant que l'UE le sache – ne se trouveront pas sur les itinéraires de voyage des contrôleurs du BIS pour le moment. L'UE souhaite rappeler que les OCQ en question ont une orientation protectionniste et envoient des signaux inquiétants à l'industrie, aux investisseurs et aux États membres de l'UE. Une fois en vigueur, ces mesures feront peser un coût économique et une charge supplémentaires sur le secteur automobile, qui devra se soumettre à des procédures fastidieuses afin d'obtenir les permissions et/ou licences nécessaires pour les produits déjà certifiés dans le cadre des normes internationales établies. Dans ce contexte, les OCQ présenteraient peu d'utilité pour les consommateurs indiens, ôtant toute évidence aux raisons qui justifient leur introduction. En outre, la mise en œuvre des OCQ par les entreprises étrangères ayant des installations de production hors d'Inde pourrait continuer de s'avérer difficile du fait des restrictions encore en vigueur en raison de la pandémie en cours de COVID-19. C'est pourquoi l'UE voudrait faire une nouvelle fois état de ses préoccupations concernant les OCQ sur les vitrages de sécurité et les jantes automobiles.

2.139. Si l'UE apprécie le report de ces deux OCQ – sur les vitrages de sécurité au printemps 2022 et sur les jantes de roues jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2022, des inquiétudes demeurent car la poursuite de la pandémie de COVID-19 et des restrictions sur les voyages internationaux pourraient en pratique ne pas permettre leur mise en œuvre, d'où le risque que le 1<sup>er</sup> avril et le 1<sup>er</sup> septembre 2022, lorsque les OCQ concernant les vitrages de sécurité et les jantes de roues doivent entrer en vigueur, les lignes de production pourraient s'arrêter en raison de l'absence de disponibilité de vitrages de sécurité et de jantes de roues conformes aux OCQ indiennes. Une telle situation pourrait porter préjudice à l'économie indienne et aux consommateurs indiens, et doit être évitée. L'UE souhaite donc suggérer que l'Inde envisage un nouveau report, d'au moins six mois, de l'entrée en vigueur de l'OCQ sur les vitrages de sécurité, afin d'assurer la continuité des importations de vitrages de sécurité en Inde. L'UE souhaite également exhorter l'Inde à envisager des audits virtuels ou des audits effectués par des tiers experts de la certification reconnus sur le lieu des usines de fabrication. L'UE tient aussi à rappeler que les vitrages de sécurité et les jantes de rouages de l'UE sont certifiés dans le cadre des normes internationales, qui ne sont pas très différentes des normes indiennes,

<sup>43</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 649](#).

introduites par les OCQ en question. Dans ce contexte, les OCQ sur les vitrages de sécurité et les jantes de roues, comme mentionné, entraîneront des coûts additionnels pour les fabricants d'automobiles européens sans ajouter une quelconque valeur qualitative pour les consommateurs indiens. L'UE demande donc à l'Inde de réexaminer l'introduction des OCQ sur les vitrages de sécurité et les jantes de roues automobiles. En outre, l'UE souhaite rappeler sa suggestion consistant à conserver le marquage du BIS à titre facultatif pour les composants, qui sont déjà conformes avec les prescriptions actuelles en matière de marquage.

2.140. Le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie remercie l'Inde d'avoir notifié le 25 mai 2020 aux Membres du Comité OTC de l'OMC, dans le document [G/TBT/N/IND/147](#), le projet d'ordonnance 2020 sur les jantes de roues automobiles (contrôle de la qualité). En vertu de ces mesures, les jantes doivent être conformes à la norme IS 16192 et porter le marquage India Standard sous licence du Bureau indien de normalisation (BIS). L'Indonésie a exposé ses préoccupations de manière approfondie par l'intermédiaire des points d'information OTC de l'OMC le 25 août 2020, lors d'une réunion bilatérale en février 2021 et même auprès de la Mission permanente de l'Inde à Genève. L'Indonésie regrette que l'Inde n'ait pas encore répondu sur le fond à sa préoccupation. Selon la notification, cette ordonnance entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2020, mais l'Inde n'a pas présenté d'addendum à la notification concernant les aspects précis du règlement. L'Indonésie demande des précisions sur l'état de mise en œuvre de la réglementation qui, selon elle, a affecté les exportateurs, pour qui elle constitue une barrière commerciale car le mécanisme qu'elle prévoit n'est pas clair. L'Indonésie demande donc à l'Inde de reporter la mise en œuvre du règlement ou de laisser un temps de transition suffisant pour permettre aux industries de s'y conformer. L'Indonésie reste préoccupée par le fait que la procédure d'évaluation de la conformité requise dans le document est plus restrictive que nécessaire. Elle prévoit que l'audit et la certification ne peuvent être réalisés que par le BIS et qu'une visite d'usine doit être effectuée. L'Indonésie regrette que l'Inde n'ait pas pris en compte la crise sanitaire actuelle qui a rendu les visites d'usine impossibles en raison des interdictions de voyager et de la politique de distanciation physique. Elle demande donc instamment à l'Inde d'envisager de recourir à l'évaluation à distance, notamment pour ce qui est de la visite d'usine, ou de réfléchir à toute politique d'assouplissement qui permettrait de faciliter le commerce et de minimiser les obstacles techniques à celui-ci, en particulier dans cette période difficile.

2.141. D'autre part, l'Indonésie a également réglementé les jantes de roues distribuées sur le marché afin de se conformer à une norme nationale en vigueur depuis 2012, qui renvoie à une norme internationale. La procédure de certification est fondée sur une norme internationale d'évaluation de la conformité, en l'espèce le type 5 de la norme ISO CEI 17067, qui est proche du mécanisme de certification indien. L'Indonésie encourage donc l'Inde à reconnaître et à accepter les résultats des évaluations de la conformité effectuées par des organismes d'évaluation de la conformité accrédités en Indonésie et dans d'autres pays qui sont membres du Forum international de l'accréditation et de la Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais. L'Indonésie comprend également qu'avant la mise en œuvre obligatoire de la norme IS 16192, l'Inde exigera de tous les fabricants de jantes automobiles souhaitant entrer sur le marché indien qu'ils respectent la norme du Centre international pour l'évaluation des technologies (ICAT). Elle aimerait donc demander des éclaircissements à l'Inde concernant la mise en œuvre des normes ICAT une fois que le règlement en question entrera en vigueur. L'Indonésie reste préoccupée par le risque de duplication de la procédure d'évaluation de la conformité. Elle invite en conséquence l'Inde à harmoniser les deux prescriptions pour ne garder qu'une seule procédure d'évaluation de la conformité et à continuer d'utiliser le mécanisme d'évaluation à distance comme cela a été le cas pour la mise en œuvre de la norme ICAT.

2.142. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. La pandémie de COVID-19 et les restrictions de déplacement échappent à notre contrôle. Les visites d'inspection intérieures sont suspendues en raison des restrictions en vigueur sur les voyages du fait de la pandémie en cours. L'Inde l'a déclaré officiellement et nous le répétons: dès que la situation s'améliorera et que les restrictions seront levées, l'Inde planifiera les inspections (visites d'usine). En outre, le BIS ne prévoit aucune disposition concernant l'évaluation à distance ou tout autre moyen d'inspection. Jantes: l'Inde souhaite renvoyer à ses précédentes réponses sur la question et les réitérer. Le système d'essai et de certification en vigueur en Inde est conforme au régime mondial. La certification des composants est un prérequis important de l'homologation de l'ensemble du véhicule et ces deux processus sont complémentaires. Cette pratique est solidement établie dans le monde entier et assez bien harmonisée au titre de l'homologation de l'ensemble du véhicule. Contrairement à l'Union européenne, où les jantes ne sont pas considérées comme un composant

essentiel de sécurité distinct par la CEE-ONU, en Inde, les jantes sont reconnues comme telles dans le cadre des Règles centrales concernant les véhicules automobiles. Cette décision est justifiée par l'infrastructure routière locale, la variété des pneus utilisés et le comportement des conducteurs en Inde. La jante est un élément essentiel qui influence la sécurité de la conduite. Les normes indiennes ont été élaborées afin de garantir la qualité, la fiabilité et la conformité requises, en tenant compte de la sécurité des personnes et de la protection des consommateurs. Ces normes prescrivent les exigences générales et en matière de performance pour les jantes destinées à être utilisées sur des véhicules automobiles à 2, 3 et 4 roues. L'ordonnance en matière de contrôle de la qualité (jantes d'automobiles) est de nature non discriminatoire, tant au niveau de l'assemblage initial des automobiles qu'en ce qui concerne le service après-vente/de réparation, afin d'assurer l'approvisionnement du marché indien en produits de qualité dûment certifiés et approuvés par l'organisme indien chargé de la mise en œuvre. L'OCQ prévoit aussi une surveillance des marchés destinée à contrôler l'entrée de produits de qualité inférieure aux normes sur le marché indien. Cette mesure était nécessaire pour protéger la vie des personnes et les intérêts des consommateurs. L'ordonnance a été publiée à la suite de consultations menées en bonne et due forme avec les parties prenantes. En outre, comme ces dernières l'avaient souhaité, un délai d'application suffisant d'un an à compter de la date de publication de la notification de l'ordonnance en matière de contrôle de la qualité au Journal officiel a été ménagé afin de permettre à la branche de production de se préparer. Vitres de sécurité: la mise en œuvre de l'OCQ relative aux vitres de sécurité a été à nouveau prolongée d'un an au-delà du 1<sup>er</sup> avril 2021, c'est-à-dire que la nouvelle date de mise en œuvre est le 1<sup>er</sup> avril 2022. Comme je l'ai dit, les visites d'inspection à l'étranger sont suspendues en raison des restrictions dont font l'objet les voyages internationaux dans le contexte de la pandémie de COVID-19 en cours. Dès que la situation sanitaire s'améliorera et que les restrictions seront levées, l'Inde planifiera les inspections (visite d'usine).

#### **2.1.3.10 Chine – Règlement administratif sur le cryptage commercial (ID 644<sup>44</sup>)**

2.143. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis sont préoccupés par le projet de règlement administratif sur le cryptage commercial de la Chine, publié par l'Administration nationale de la cryptographie le 20 août 2020, et nous avons communiqué des observations à la Chine en septembre 2020. Les États-Unis craignent que ce projet de mesure n'impose des contraintes relatives à la cryptographie potentiellement vastes et très restrictives pour le commerce des produits TIC étrangers. La Chine a-t-elle l'intention de notifier cette mesure au Comité OTC et de permettre aux parties prenantes de faire part d'observations additionnelles? Les dispositions figurant dans le projet de mesure peuvent susciter de graves préoccupations au regard des accords de l'OMC et elles semblent être en conflit avec les pratiques acceptées au niveau mondial pour l'évaluation du cryptage dans les applications des TIC commerciales. Nous croyons comprendre que la Chine a reçu de nombreuses observations au sujet de ce projet. Nous espérons qu'elle étudiera attentivement les observations de toutes les parties prenantes, y compris celles du gouvernement des États-Unis et des acteurs de notre industrie, et qu'elle apportera des modifications et des clarifications substantielles au projet de mesures avant sa mise en œuvre. Le projet de mesure prévoit un régime de licences pour toutes les importations et exportations de cryptographie commerciale dans les cas où "les intérêts sociaux et publics" sont concernés. La Chine peut-elle expliquer comment elle compte mettre en œuvre ce régime en respectant ses engagements en matière de traitement national? Quelles mesures la Chine prend-elle pour faire en sorte que le régime ne constitue pas un obstacle non nécessaire au commerce?

2.144. Quelles mesures prend-elle pour que son système d'accréditation, d'essai et de certification de la cryptographie fonctionne de manière conforme à ses obligations au titre de l'article 5 de l'Accord OTC? Plus précisément, comment la Chine veillera-t-elle à ce que les conditions pour les produits étrangers ne soient pas moins favorables que pour les produits nationaux? Même si, en apparence, le projet de mesure encourage la participation à "l'élaboration des normes internationales sur la cryptographie commerciale", les articles 10 à 12 semblent exiger le respect des normes chinoises, lesquelles peuvent s'écarter des normes internationales. En outre, le projet de mesure comprend un processus de normalisation pour la cryptographie commerciale qui semble prévoir un degré d'ouverture différent pour les participants nationaux et étrangers. Les États-Unis estiment que la Chine devrait adopter et utiliser les normes internationales applicables en l'espèce et harmoniser ses pratiques avec les meilleures pratiques internationales pertinentes. Nous apprécierions tout

<sup>44</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 644](#).

renseignement actualisé que la Chine pourrait fournir au sujet de l'état de la mesure projetée et aimerions savoir comment la Chine entend tenir compte des observations publiques qu'elle a reçues.

2.145. Le représentant de the Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE est préoccupée par cette mesure d'application partielle de la Loi sur le cryptage et elle a communiqué des observations à l'Administration nationale de la cryptographie de la République populaire de Chine en septembre. Plus spécifiquement, nos préoccupations concernent: i) le champ d'application de la loi; ii) le manque de clarté des concepts et de précision des procédures; iii) la protection de la propriété intellectuelle; iv) l'imposition de contrôles avant la mise sur le marché et à l'exportation; v) les prescriptions en matière d'essais et de certification; vi) l'imposition d'"examens aux fins de la sécurité nationale" supplémentaires; et vii) l'utilisation de normes nationales, combinée à l'absence de véritable accès aux organismes chinois de normalisation compétents. L'UE exhorte l'Administration nationale de la cryptographie à répondre à ces préoccupations dans les prochaines étapes de l'élaboration du projet de règlement afin de veiller à ce que les prescriptions légales et réglementaires soient appliquées d'une manière non discriminatoire, qu'elles ne favorisent pas une technologie en particulier, qu'elles ne limitent pas l'accès au marché et qu'elles ne conduisent pas à un transfert forcé de propriété intellectuelle. En outre, elle l'encourage à ouvrir, en pratique, le Comité technique de normalisation dans le secteur de la cryptographie aux entreprises à participation étrangère établies en Chine. L'UE apprécierait que ses observations soient prises en compte et elle invite la Chine à notifier le projet de règlement à l'OMC.

2.146. Le représentant de Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada note que la Chine cherche à établir un système national unifié de certification du cryptage commercial. En septembre 2020, le Canada a présenté par écrit à la Chine ses observations au sujet du projet révisé de règlement administratif sur le cryptage commercial de l'Administration nationale de la cryptographie de la Chine, et il attend toujours avec intérêt de recevoir une réponse. À la dernière réunion du Comité OTC en juin 2021, ainsi qu'à la réunion de février 2021, la Chine a fait savoir qu'une révision du règlement était encore à l'étude et qu'elle solliciterait les avis et contributions du public au moment approprié. La Chine peut-elle indiquer quand le règlement sera notifié au Comité OTC de l'OMC et quand les Membres de l'OMC et les parties prenantes pourront l'examiner et faire connaître leurs contributions? Lors des précédentes réunions du Comité, le Canada a demandé à la Chine d'envisager de modifier le règlement afin d'apporter davantage de clarté, de transparence et de prévisibilité. Le Canada demande par exemple que des termes soient définis, qu'il soit précisé que les normes internationales seront utilisées et que d'autres précisions soient apportées concernant le champ d'application des mesures. Le Canada apprécierait que la Chine prenne ses observations en considération et l'invite à notifier le projet de règlement au Comité.

2.147. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Le règlement révisé sur l'administration du cryptage commercial est inscrit dans le Plan législatif du Conseil d'État pour 2021. La révision du règlement suivra des principes démocratiques, scientifiques et fondés sur le droit. Et elle sera ouverte, transparente, fondée sur des bases scientifiques, afin d'assurer la participation des parties intéressées au processus de révision.

#### **2.1.3.11 Royaume-Uni – Prescriptions en matière d'étiquetage et de documentation pour le vin à l'issue de la période de transition du Brexit (ID 663<sup>45</sup>)**

2.148. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie souhaite à nouveau faire part des préoccupations qu'elle a soulevées lors de précédentes réunions. Nous saluons la réponse que le Royaume-Uni a apportée à la précédente réunion du Comité, selon laquelle l'étiquetage du vin commercialisé en Grande-Bretagne peut faire apparaître un importateur soit du Royaume-Uni soit de l'Union européenne jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2022. Comme nous l'avons indiqué lors de la précédente réunion, nous recherchons de la flexibilité permettant la mention d'importateurs sur l'étiquette des bouteilles de vin importées au Royaume-Uni et pour plusieurs destinations, en particulier après l'expiration de cette période de grâce. Nous croyons qu'il est possible, et moins restrictif pour le commerce, de mentionner les renseignements relatifs à l'importateur concerné du Royaume-Uni ainsi que ceux relatifs aux importateurs d'autres marchés tiers sur la même étiquette, sans nuire à l'objectif politique affiché par le Royaume-Uni. L'Australie souhaite que le Royaume-Uni précise si, à la fin de la période de grâce, il considérera acceptable que les bouteilles de vin comportent une étiquette faisant mention de l'importateur pour un pays tiers, pour autant que l'étiquette indique aussi clairement les renseignements relatifs à l'importateur

<sup>45</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 663](#).



au Royaume-Uni, et que l'importateur du pays tiers ne soit pas l'importateur du Royaume-Uni. Par exemple: "Pour le Royaume-Uni, importé par x:" et "Pour l'UE, importé par y:". Si le Royaume-Uni ne considère pas cela acceptable, peut-il expliquer les raisons de cette position et en quoi elle est compatible avec ses obligations au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC? L'Australie se félicite du dialogue bilatéral que nous avons eu sur cette question.

2.149. Le représentant de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Nous souhaitons renvoyer à nos précédentes déclarations sur ce sujet et indiquer une nouvelle fois que nous souhaitons rester informés des prescriptions et conditions réglementaires qui s'appliqueront à l'importation de vin sur le marché du Royaume-Uni à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2022, en particulier en ce qui concerne la documentation et l'étiquetage, et que ces prescriptions soient aussi peu restrictives que possible pour le commerce.

2.150. En réponse, le représentant du Royaume-Uni a communiqué la déclaration suivante. Le Royaume-Uni remercie l'Australie et l'Uruguay pour leur intérêt continu envers ses prescriptions en matière d'étiquetage et de documentation pour le vin, et du dialogue bilatéral constructif que nous avons eu jusqu'ici avec l'Australie sur ce sujet. Comme indiqué dans nos précédentes déclarations, pour le vin importé en Grande-Bretagne, notre réglementation permet la mention d'un importateur installé soit dans l'Union européenne soit en Grande-Bretagne sur l'étiquette des produits vinicoles commercialisés en Grande-Bretagne jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2022. Après cette date, les étiquettes des produits vinicoles commercialisés en Grande-Bretagne devront mentionner les renseignements relatifs à un importateur situé en Grande-Bretagne. Nous réaffirmons que nous avons élaboré des arrangements de transition en consultation et en coopération étroite avec la branche de production afin de réduire au minimum les effets sur le commerce. Le Royaume-Uni s'emploiera à travailler en collaboration avec la branche de production à mesure que nous élaborons notre régime réglementaire afin de faciliter le commerce mondial du vin, en tenant compte de notre objectif de protection des consommateurs. Nous restons disponibles pour d'autres discussions bilatérales avec l'Australie et l'Uruguay afin de présenter notre approche réglementaire. Le site Web du gouvernement britannique<sup>46</sup> comporte davantage de détails sur les mesures relatives à l'étiquetage qui s'appliquent.

#### **2.1.3.12 Union européenne – Prescriptions relatives à l'étiquetage du vin – liste des importateurs pour diverses destinations (ID 659<sup>47</sup>)**

2.151. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie remercie l'UE d'avoir clarifié ses prescriptions relatives à l'étiquetage du vin lors de la précédente réunion du Comité OTC en juin. À cette réunion, l'UE a indiqué que mentionner "l'entité qui a fait venir le vin dans un autre pays tiers avant l'importation dans l'Union ne pourrait être acceptable qu'en tant qu'indication facultative, pour autant qu'elle ne soit pas associée aux mots "importateur" ou "importé par (...)" et n'induit pas les consommateurs en erreur au sujet de l'exploitant du secteur alimentaire". Comme nous l'avons déclaré lors de précédentes réunions du Comité, nous maintenons que le fait de permettre une "indication facultative" sur les étiquettes pour couvrir les importateurs dans d'autres pays tiers serait compatible avec les objectifs de l'UE, tout en permettant tout de même d'identifier clairement l'importateur et la personne responsable dans l'UE. Par exemple: les mentions telles que "Pour l'UE, importé par:" et "Pour le Royaume-Uni, importé par:" n'induiront pas les consommateurs en erreur au sujet de l'exploitant du secteur alimentaire. L'Australie demande que soient précisées les raisons pour lesquelles l'UE ne permet pas une indication facultative d'apparaître en plus des mots "importateur" ou "importé par (...)". Comme nous l'avons dit à la précédente réunion de ce Comité, nous demandons également à l'UE de préciser si, dans le cadre de sa réglementation actuelle, il est possible de recenser les importateurs pour des destinations multiples sur la même étiquette de bouteille de vin. Il est important de donner davantage d'orientations et de précisions pour fournir une certaine sécurité aux négociants et éviter toute interruption des échanges. Si l'UE ne considère pas cela acceptable, peut-elle expliquer les raisons de cette position, et en quoi elle est compatible avec ses obligations au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC? Nous espérons travailler en lien étroit avec l'UE sur ce sujet afin d'aboutir à un résultat mutuellement satisfaisant, alors que nous poursuivons des discussions similaires avec le Royaume-Uni pour résoudre la question du vin importé dans ce pays.

<sup>46</sup> <https://www.gov.uk/guidance/importing-and-exporting-wine>.

<sup>47</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 659](#).



2.152. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme expliqué aux précédentes réunions du Comité OTC, la mention de l'"importateur" est une indication obligatoire pour le vin importé dans l'UE et l'importateur est une personne physique ou morale ou un groupement de ces personnes établi dans l'UE. Toute autre indication sur l'étiquette mentionnant l'entité qui a fait venir le vin dans un autre pays tiers avant l'importation dans l'Union ne pourrait être acceptable qu'en tant qu'indication facultative, pour autant qu'elle ne soit pas associée aux mots "importateur" ou "importé par (...)" et n'induisse pas les consommateurs en erreur au sujet de l'exploitant du secteur alimentaire (à savoir la personne prenant la responsabilité de mettre le vin en circulation dans l'UE).

**2.1.3.13 Inde – Projet de règlement modificatif de 2020 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation), [G/TBT/N/IND/180](#) (ID 667<sup>48</sup>)**

2.153. Le représentant du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu respecte les efforts que déploie l'Inde pour assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés par ce projet de mesure. Étant donné que la mesure proposée ne donne que des renseignements limités sur les détails relatifs à sa mise en œuvre, nous avons transmis nos observations le 30 décembre 2020 et soulevé la PCS à deux reprises pour obtenir des éclaircissements de la part de l'Inde. Cependant, nous n'avons à ce jour reçu aucune réponse de l'Inde. Nous la prions instamment de respecter le principe de transparence dans les mesures d'application pertinentes de ce règlement et souhaitons lui demander de fournir des précisions sur les points suivants: 1. Catégories spécifiques de produits alimentaires soumis à l'enregistrement obligatoire mentionné dans ce projet. 2. Renseignements sur les articles soumis à inspection visés au 3) b) de l'article 18 du projet. 3. Format de la licence/de l'enregistrement visé au 1) c) de l'article 18 du projet. 4. Échantillons de documents recensés à l'Annexe I. 5. Frais induits par le processus d'enregistrement dans son ensemble. 6. Documents d'orientation pour les fabricants situés hors d'Inde afin qu'ils accomplissent les procédures d'enregistrement requises. Nos fabricants se trouveront dans une situation désavantageuse s'ils ne savent pas comment se préparer à respecter les prescriptions. Nous serions reconnaissants si nos préoccupations pouvaient être prises en compte et espérons recevoir une réponse écrite.

2.154. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis demeurent préoccupés par le projet de modification de l'Inde intitulé "Enregistrement et inspection des établissements étrangers de fabrication d'aliments" relatifs à son Règlement modificatif de 2020 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation), notifié au Comité OTC de l'OMC dans le document [G/TBT/N/IND/180](#) le 25 novembre 2020. En réponse à la notification de l'Inde, nous avons présenté des observations le 22 janvier 2021. Ce projet de règlement laisse de nombreuses questions sans réponse pour les établissements étrangers de fabrication d'aliments, les autorités compétentes et les autres parties prenantes. Les États-Unis ont soulevé cette question aux réunions du Comité OTC de février et juin 2021 et l'Inde a répondu qu'elle était en train d'examiner les observations reçues. Les États-Unis souhaitent réitérer leurs principales préoccupations et demandent à l'Inde de fournir une réponse plus détaillée ainsi que de faire le point sur l'état d'avancement du règlement proposé. Le projet de règlement dispose que l'Inde peut identifier des catégories de "risque" pour les produits alimentaires "de temps à autre ... pour lesquelles l'inspection ou la vérification des établissements étrangers de fabrication d'aliments qui fabriquent ces catégories d'aliments sera obligatoire". Nous sommes préoccupés par le peu de renseignements détaillés disponibles à propos du champ d'application de ce projet de règlement technique et par les renseignements techniques que l'Inde utilisera pour déterminer le "risque" spécifique pour les catégories de produits alimentaires. Nous demandons une fois de plus à l'Inde de fournir davantage de renseignements sur cette mesure et sur son plan de mise en œuvre.

2.155. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite exprimer ses vives préoccupations au sujet de cette mesure indienne. De nombreuses questions intéressant les fabricants de produits alimentaires étrangers et les autorités compétentes restent sans réponse, ce qui pourrait créer un environnement commercial imprévisible. Qui plus est, les normes proposées semblent être beaucoup plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre les objectifs affichés en matière de sécurité sanitaire des aliments. Nous vous avons envoyé des observations par écrit et nous attendons toujours une réponse écrite.

<sup>48</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 667](#).

Je tiens à souligner nos principales sources de préoccupation. La période de transition est trop courte et devrait être portée à 18 mois. L'Inde devrait clarifier davantage le champ des produits/catégories d'aliments. Une liste de produits à faible risque devant être exemptés devrait être définie, comprenant par exemple les vins et les spiritueux en raison de leur nature stable intrinsèque. Les inspections et les vérifications des établissements de fabrication d'aliments situés à l'étranger ainsi que l'enregistrement doivent être clarifiés et simplifiés. Nous croyons comprendre que la FSSAI a adopté et publié très récemment, le 10 novembre 2021, une version révisée et définitive qui entrera en vigueur en juin 2022. Le texte révisé dispose que l'obligation d'enregistrement ne s'appliquera aux produits alimentaires (et boissons) présentant un risque spécifique, mais les règles elles-mêmes ne contiennent aucune liste des produits en question. L'Inde peut-elle préciser que les produits qui sont intrinsèquement stables et qui ne présentent pas de risques sanitaires, comme les vins et spiritueux, seront exclus du champ de ces nouvelles obligations?

2.156. Le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Mexique renvoie au projet de règlement modificatif concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires, que le gouvernement indien a notifié aux Membres de ce comité le 25 novembre 2020 dans le document [G/TBT/N/IND/180](#). Elle a demandé davantage de renseignements et de précisions concernant le champ de cette mesure lors des deux précédentes réunions de ce comité et se trouve aujourd'hui dans l'obligation de réitérer cette demande. La mesure est très importante pour la branche de production et le gouvernement du Mexique et c'est pourquoi, étant donné que la délégation indienne a indiqué dans sa déclaration à la réunion du Comité en juin que les observations adressées par les parties prenantes étaient en cours d'examen, la délégation mexicaine demande des renseignements à jour concernant l'état d'avancement de cet examen, et aimerait savoir comment les préoccupations qui ont été soulevées dans cette enceinte seront prises en compte et quelles suites leur seront données. La délégation du Mexique remercie la délégation indienne de prêter attention à cette déclaration et réaffirme l'importance de maintenir des canaux de communication transparents pour permettre de répondre aux préoccupations de manière efficace.

2.157. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît le droit du gouvernement indien à prendre les mesures nécessaires pour protéger la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la santé publique. Elle remercie l'Inde pour les récents échanges sur cette question lors d'une discussion technique bilatérale avec l'Australie. L'Australie recommande respectueusement de modifier le règlement afin de clarifier les catégories de produits alimentaires couvertes. Les mesures proposées devraient être liées aux risques que présentent les produits alimentaires importés. L'Australie se réjouit de travailler avec l'Inde pour favoriser une approche de la sécurité sanitaire des produits alimentaires qui soit davantage fondée sur les risques.

2.158. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite réitérer les préoccupations soulevées aux réunions du Comité OTC de février et juin 2021 concernant le projet d'amendement du Règlement modificatif concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation) de l'Inde en ce qui concerne l'enregistrement, l'inspection et/ou la vérification des établissements étrangers de fabrication d'aliments qui fabriquent des aliments destinés à l'Inde. Tout en reconnaissant le droit du pays à prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et la sécurité publiques, le Canada estime qu'un certain nombre d'éléments contenus dans les propositions de modifications de l'Inde demeurent ambigus. Comme indiqué précédemment, on ne voit pas clairement quels critères seraient utilisés pour déterminer le niveau de risque que peuvent présenter les produits alimentaires importés en Inde, quelles circonstances donneraient lieu à une vérification ou à une inspection d'un établissement de fabrication étranger ou comment de telles mesures seront prises compte tenu des restrictions de voyage actuelles résultant de la pandémie. En outre, le Canada reste préoccupé par les produits visés, les pays sources, le plan de mise en œuvre, les taux de vérification, les mesures de mise en conformité et les appels. Nous estimons que l'approche adoptée par l'Inde dans ces domaines risque de créer des obstacles non nécessaires au commerce. Le Canada est déçu que l'Inde n'ait pas encore répondu aux observations adressées à son point d'information le 21 janvier 2021. Nous apprécierions qu'elle indique quand elle prévoit de fournir les détails demandés. Enfin, le Canada réitère sa demande à l'Inde de notifier ces modifications au Comité SPS car le règlement proposé couvre des mesures de sécurité sanitaire des produits alimentaires qui sont destinées à protéger la santé et la sécurité publiques.

2.159. Le représentant de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. L'Argentine souhaite réaffirmer les préoccupations exprimées lors de la précédente réunion du Comité. Comme nous

l'avons déjà indiqué, notre pays a un certain nombre de doutes quant à la mise en œuvre et la mise en application des dispositions contenues dans le projet de norme notifié figurant dans le document [G/TBT/N/IND/180](#), notamment en ce qui concerne les produits visés et les dispositions relatives à l'enregistrement, l'inspection et la vérification des établissements exportateurs. Toutes nos questions ont été dûment présentées par l'intermédiaire du point d'information OTC de l'Inde et nous n'avons pas encore reçu les explications correspondantes. Nous espérons les recevoir dans les meilleurs délais et souhaitons également que cette nouvelle norme ne se transforme pas en restriction injustifiée, afin que les échanges avec l'Inde, un partenaire commercial très important pour le secteur agricole de notre pays, ne soient pas affectés.

2.160. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon souscrit aux préoccupations exprimées au sujet du projet de règlement modificatif concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires. Tandis que le règlement imposerait des charges supplémentaires aux opérateurs qui exportent vers l'Inde, de nombreux points peu clairs doivent encore être adéquatement expliqués par l'Inde, notamment la notion d'"établissement de fabrication de produits alimentaires", l'éventail des "produits alimentaires" visés par le projet de règlement et la procédure d'enregistrement pour l'inspection et l'audit des établissements. Le Japon souhaite que l'Inde présente des notifications OTC et SPS et donne aux Membres de l'OMC la possibilité de formuler des observations sur certains points de détails du règlement tels que l'éventail des produits alimentaires visés, la procédure d'enregistrement des établissements, etc. En outre, il souligne l'importance de ménager une période de transition suffisamment longue avant la mise en œuvre des nouvelles règles. Le Japon considère que la période de transition de 180 jours à compter de la publication au Journal officiel n'est toujours pas suffisante et recommande qu'elle soit prolongée au-delà de 18 mois. Le Japon prie instamment l'Inde de répondre sincèrement aux préoccupations et aux observations formulées par les pays Membres afin que la nouvelle réglementation proposée ne crée pas de barrières commerciales inutiles.

2.161. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. À ce stade, les observations adressées par les différentes parties prenantes sont en cours d'examen. Lorsque l'examen aura été mené à bien de manière approfondie, nous reviendrons vers les Membres intéressés.

**2.1.3.14 Mexique – Procédure d'évaluation de la conformité à la Norme officielle mexicaine NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018, "Fromages – Dénomination, spécifications, information commerciale et méthodes d'essai", publiée le 31 janvier 2019, [G/TBT/N/MEX/465](#) (ID 678<sup>49</sup>)**

2.162. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis remercient le Mexique pour la réunion bilatérale organisée la veille sur cette question. Nous présentons notre déclaration faite à la précédente réunion car la norme et la procédure d'évaluation de la conformité sont en cours d'examen par le système mexicain; par conséquent, en guise de référence, nous communiquons notre précédente déclaration<sup>50</sup> et espérons poursuivre la discussion avec le Mexique au sein du Comité.

2.163. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite s'associer à cette préoccupation commerciale, car certains aspects de la procédure d'évaluation de la conformité à la Norme officielle mexicaine NOM-223 créeraient des difficultés pour les exportateurs de l'UE. L'UE remercie le Mexique des renseignements qu'il a communiqués dans le cadre bilatéral et souhaite l'interroger sur l'état d'avancement de la révision en cours de la procédure d'évaluation de la conformité (PEC) de la Norme officielle mexicaine NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018 relative au fromage, en particulier le calendrier de notification au Comité OTC de l'OMC et le processus de consultation publique. Nous apprécierions d'avoir la possibilité de travailler avec le Mexique dans un cadre bilatéral afin de trouver une solution satisfaisante.

2.164. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie souhaite réitérer ses préoccupations liées au fait que la mesure notifiée par le Mexique sous la cote [G/TBT/N/MEX/465](#) semble discriminatoire et plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Nous faisons observer que nous n'avons pas encore reçu de réponse du Mexique aux observations

<sup>49</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 678](#).

<sup>50</sup> [G/TBT/M/84](#), paragraphes 4.135 à 4.139.

que nous avons adressées sur sa notification, qui détaillent nos préoccupations, et nous espérons que le Mexique pourra les prendre en considération et y répondre dans un avenir proche. L'Australie espère poursuivre sa relation commerciale fructueuse avec le Mexique.

2.165. En réponse, le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. Comme le gouvernement mexicain l'a rappelé dans cette enceinte et au Conseil du commerce des marchandises de l'Organisation, cette mesure a été élaborée pour répondre à des questions et préoccupations relatives à l'authenticité de produits dénommés "fromages" qui sont commercialisés sur le territoire mexicain et à l'information fournie aux consommateurs à leur sujet, et pour empêcher les pratiques trompeuses. Quant à l'état d'avancement de cette mesure, les autorités mexicaines conduisent encore une analyse approfondie de cette procédure à la lumière de leurs engagements internationaux, afin de trouver un équilibre dans le règlement tout en atteignant l'objectif légitime qui est fixé. Dans ces conditions, une nouvelle version de la procédure sera notifiée dans les prochains mois aux Membres de ce comité aux fins d'une consultation publique. La délégation du Mexique réaffirme sa volonté de maintenir des canaux de communication transparents ouverts pour lever tous les doutes que les Membres de ce comité pourraient nourrir et de fournir des renseignements sur les progrès réalisés par l'intermédiaire des points de contact concernés.

**2.1.3.15 Thaïlande – Règlement ministériel portant sur la description, la production et les méthodes d'apposition des marques de conformité aux normes sur les produits industriels, [G/TBT/N/THA/577](#), [G/TBT/N/THA/577/Add.1](#) (ID 672<sup>51</sup>)**

2.166. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis se félicitent que la Thaïlande ait de nouveau reporté la date d'application de son Règlement ministériel portant sur la description, la production et les méthodes d'apposition des marques de conformité aux normes sur les produits industriels. La branche de production des États-Unis a présenté plusieurs observations par l'intermédiaire des points d'information étasunien et thaïlandais, d'octobre 2020 à janvier 2021. Nous nous félicitons des échanges faits par l'intermédiaire de ce mécanisme. Toutefois, les États-Unis ont des préoccupations persistantes concernant les prescriptions en matière de code QR. Nous encourageons la Thaïlande à envisager d'autres approches susceptibles de respecter les objectifs en matière de protection des consommateurs d'une manière qui perturbe moins le commerce. En particulier, une approche volontaire en matière d'étiquetage électronique conforme aux meilleures pratiques et normes internationales devrait être envisagée. Un programme d'étiquetage électronique peut permettre aux consommateurs de trouver des renseignements importants sans augmenter inutilement les coûts de mise en conformité ni ralentir la mise sur le marché. Nous croyons comprendre que le TISI a indiqué que l'inspection documentaire n'était valable que pour une seule expédition. Nous encourageons la Thaïlande à reconsidérer cette approche redondante et contraignante qui imposerait une nouvelle inspection et une nouvelle redevance pour chaque expédition sans que la sécurité ou la qualité des produits en soit améliorée. Nous croyons également comprendre que le prix d'une inspection documentaire est presque trois fois plus élevé que le prix de l'inspection habituelle des installations, l'inspection sur place. Le TISI peut-il fournir plus d'explications sur cette structure des coûts et expliquer la différence de portée et d'objectifs entre ces deux processus d'inspection?

2.167. Nous nous félicitons de la flexibilité dont le TISI fait preuve concernant la prescription en matière d'étiquetage pour les petites batteries. Toutefois, nous lui demandons également de simplifier les prescriptions pour le logo du TISI et le code QR apposés sur les petits produits audiovisuels. Nous lui demandons également de supprimer la prescription exigeant que le nom de l'importateur soit imprimé sur le cordon d'alimentation. Si cette prescription était maintenue, il faudrait s'efforcer d'en minimiser l'incidence logistique et le coût, par exemple en la simplifiant de sorte que le nom de l'importateur soit inscrit sur une étiquette en papier plutôt que moulé ou étiqueté sur le cordon d'alimentation. Les États-Unis demandent à la Thaïlande de poursuivre l'examen du règlement et d'envisager des prescriptions en matière d'évaluation de la conformité et d'étiquetage perturbant moins le commerce, afin de respecter son objectif légitime qui est de protéger les consommateurs.

2.168. En réponse, le représentant de la Thaïlande a fait la déclaration suivante. La Thaïlande tient à remercier les États-Unis pour leurs observations concernant le Règlement ministériel portant sur la description, la production et les méthodes d'apposition des marques de conformité aux normes sur les produits industriels B.E.2563 (2020), ainsi que sur des questions connexes. Nous réaffirmons

---

<sup>51</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 672](#).

que le Règlement ministériel portant sur la description, la production et les méthodes d'apposition des marques de conformité aux normes sur les produits industriels B.E.2563 (2020) doit être promulgué pour atteindre un objectif légitime au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC, qui est de prévenir les pratiques de nature à induire en erreur et de protéger les consommateurs. Le Règlement ministériel prévoit que les renseignements électroniques doivent figurer de manière visible, évidente et indélébile sur les produits industriels. Si ces renseignements ne peuvent être apposés sur les produits industriels, le Règlement permet qu'ils figurent sur l'emballage, le paquet, le papier d'emballage ou le colis renfermant ces produits afin de faciliter le processus de fabrication. Le Règlement est entré en vigueur le 20 juillet 2021, après un report de 180 jours pour permettre aux fabricants de se préparer. Depuis son entrée en vigueur, la Thaïlande a reçu de nombreuses observations, tant de la part des fabricants que des consommateurs, qui montrent que l'apposition de renseignements électroniques atteint son objectif d'empêcher les pratiques trompeuses et de protéger les consommateurs. Toutefois, si les États-Unis ont besoin que nous clarifions le Règlement ministériel et des questions connexes, nous aimerions leur proposer de dialoguer de façon constructive afin de mieux comprendre la situation.

#### **2.1.3.16 Inde – Décret de 2020 relatif aux appareils de réfrigération (Contrôle de la qualité), [G/TBT/N/IND/173](#) (ID 671)<sup>52</sup>**

2.169. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée souhaite remercier l'Inde d'avoir répondu aux observations concernant son Décret de 2020 relatif aux appareils de réfrigération (Contrôle de la qualité) aux réunions du Comité OTC de l'OMC de février et juin 2021. Toutefois, la Corée souhaite faire les observations additionnelles suivantes concernant le Décret de contrôle de la qualité des appareils de réfrigération. Tout d'abord, le BIS n'effectue aucune inspection d'usine en dehors de l'Inde, si bien que les usines de fabrication situées dans d'autres pays rencontrent des difficultés avec les inspections d'usine. En conséquence, la Corée souhaite demander une période de grâce supplémentaire ou un plan d'inspection non physique des usines situées à l'étranger qui doivent obtenir une certification du BIS. Ensuite, nous avons déjà demandé de ramener de deux secondes à une seconde la durée des essais à haute tension prévus par la clause 14.8 de la norme indienne IS 1476 (Partie 1): 2000 et par la clause 19.8 de la norme IS 15750:2006. Lors de la réunion du Comité de juin 2021, nous avons reçu une réponse de l'Inde selon laquelle la branche de production pourrait s'adapter aux normes indiennes parce que la période entre la date de notification des règles et leur date d'entrée en vigueur est suffisamment longue. Cependant, hormis la question de la période d'adaptation, des difficultés persistent pour répondre aux règles parce que les essais à haute tension prévus par la clause 14.8 de la norme indienne IS 1476 (Partie 1):2000 et par la clause 19.8 de la norme IS 15750:2006 s'écartent de la norme internationale correspondante (IEC 60335-1). Nous réitérons donc notre demande que l'Inde révise ses normes pour les harmoniser avec la norme internationale. En outre, la Corée demande à l'Inde d'appliquer le Décret de 2020 relatif aux appareils de réfrigération (Contrôle de la qualité) une fois que la norme indienne pertinente aura été révisée et qu'une période de transition suffisante aura été ménagée.

2.170. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les normes sont choisies après que les parties prenantes, y compris les associations professionnelles, ont été dûment consultées. Comme indiqué dans l'avis accompagnant la publication de l'Ordonnance sur le contrôle de la qualité au Journal officiel, "la dernière version des normes indiennes, y compris les modifications qui y ont été apportées, telles que notifiées périodiquement par le Bureau indien de normalisation, entre en vigueur à compter de la date notifiée par le Bureau". L'Ordonnance sur le contrôle de la qualité a été notifiée le 10 décembre 2020 et sa date de mise en œuvre fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2022, ce qui laisse suffisamment de temps à la branche de production pour se préparer.

#### **2.1.3.17 Union européenne – Projet de règlement de l'UE relatif aux batteries (mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe), [G/TBT/N/EU/775](#) (ID 685)<sup>53</sup>**

2.171. Le représentant de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. La Fédération de Russie fait part de sa profonde préoccupation au sujet du projet de règlement de l'UE relatif aux batteries et aux déchets de batteries, qui est élaboré afin de mettre en œuvre le Pacte vert pour l'Europe. Il établit des prescriptions relatives aux batteries neuves qui conditionnent leur entrée sur le marché de l'UE ainsi que des objectifs de valorisation des déchets de batteries. Pour

<sup>52</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 671](#).

<sup>53</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 685](#).

les batteries neuves, le projet de règlement établit spécifiquement des prescriptions concernant le niveau maximum de l'empreinte carbone au cours du cycle de vie des batteries et le niveau minimum de matières recyclées comme le cobalt, le lithium et le nickel. Il semble que les prescriptions relatives au niveau minimum de matières recyclées dans les batteries visent à réduire l'utilisation de métaux de première fusion dans l'UE pour la fabrication de batteries. Nul n'ignore que l'UE ne dispose pas des capacités de métaux non ferreux suffisantes sur son territoire pour répondre à la demande intérieure. En introduisant une disposition qui discrimine les matières de première fusion importées par rapport aux matières remanufacturées dans l'UE, le projet de règlement vise à remplacer les métaux de première fusion importés par des métaux similaires recyclés localement. Il s'agit d'un objectif protectionniste que nous ne considérons pas légitime. L'article 2.2 de l'Accord OTC prescrit aux Membres de ne pas élaborer, adopter ou mettre en œuvre des règlements techniques plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser des objectifs légitimes. Cet article dispose aussi que les règlements techniques ne doivent pas créer d'objectifs non nécessaires au commerce international. Dans ce contexte, nous nous demandons si l'Union européenne a envisagé d'adopter des mesures moins restrictives pour le commerce pour stimuler le recyclage du nickel, du lithium, du cobalt et du plomb, plutôt qu'une mesure administrative établissant un niveau minimum de matières recyclées dans les batteries. Le cas échéant, nous demandons à l'UE de préciser les mesures envisagées et les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été utilisées ou proposées pour la mise en œuvre.

2.172. Les dispositions actuelles du projet de règlement concernant les rendements de recyclage et le niveau minimum de matières recyclées visent cinq métaux: le cobalt, le cuivre, le plomb, le lithium et le nickel. Nous nous demandons sur quels critères la Commission européenne s'est fondée pour choisir ces cinq métaux spécifiques. En ce qui concerne la prescription relative au niveau maximum de l'empreinte carbone au cours du cycle de vie des batteries, aucune méthode exhaustive n'existe pour calculer ce paramètre. En outre, le projet de règlement ne précise pas comment les parties prenantes non originaires de l'UE peuvent présenter leurs données et les calculs réalisés au titre de protocoles reconnus au niveau international, qui sont susceptibles d'être différents des normes de l'UE. En conséquence, le manque de clarté méthodologique ainsi que la question non résolue de la reconnaissance pénalisent injustement les opérateurs économiques extérieurs à l'UE sur la chaîne de valeur des batteries et constituent un obstacle technique au commerce. Enfin, la Fédération de Russie est préoccupée par de nombreux éléments du Pacte vert pour l'Europe et des actes juridiques d'application. L'un des objectifs du Pacte, la substitution des importations, va à l'encontre de l'esprit de l'OMC. La Russie exhorte l'UE à respecter le droit de l'OMC et à élaborer toutes les mesures climatiques et écologiques en coopération avec ses partenaires commerciaux et d'autres Membres de l'Organisation.

2.173. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. Au titre de l'article 7 et de l'annexe II, des renseignements sur l'empreinte carbone des batteries industrielles rechargeables et des batteries de véhicules électriques dont la capacité de stockage est supérieure à 2 kWh sont requis. Néanmoins, il n'existe pas de critères ou de fondements internationaux unifiés pour calculer l'empreinte carbone de ces produits, et il est difficile de mener une évaluation scientifique juste. En outre, comme les batteries industrielles sont communément utilisées et peuvent être de divers types, il est difficile d'appliquer une méthode de calcul unifiée de l'empreinte carbone. En conséquence, la Chine estime que le moment est mal choisi pour mener ces travaux. 2. En ce qui concerne le contenu recyclé des matières actives des batteries (article 8), il est suggéré qu'au stade actuel l'expression "proportion minimale de contenu recyclé" soit éliminée et que cette disposition soit réexaminée après que la méthode de calcul et de vérification sera établie. Le règlement établit une proportion minimale de cobalt, de plomb, de lithium ou de nickel recyclé dans les matières actives des batteries industrielles, des batteries de véhicules électriques et des batteries automobiles pour 2030 et 2035, mais la méthode de calcul et de vérification des matières recyclées ne sera pas définie avant la fin de l'année 2025. En outre, les entreprises chinoises considèrent que la proportion de cobalt recyclé est relativement élevée. 3. Nous suggérons que l'UE supprime la prescription relative à la divulgation des documents techniques contenant des secrets commerciaux des entreprises car cet objectif réglementaire a déjà été atteint. Les articles 7 et 8 et les appendices 2 et 13 exigent de fournir des renseignements techniques, mais les renseignements techniques sur le contenu des batteries, les matières et le processus de transformation comprennent des secrets essentiels, comme la teneur en cobalt, en nickel et en lithium des batteries, et des données sur les émissions de carbone des matières dans le cadre du processus de production, ce qui augmente le risque de divulgation.



2.174. 4. La Chine suggère à l'Europe de réévaluer ces indices de performance avant d'élaborer des prescriptions scientifiques et raisonnables concernant les indices de performance des produits. 5. La Chine suggère que lorsqu'elle conduit une enquête en matière de devoir de vigilance dans la chaîne d'approvisionnement, l'UE commence par consulter les autorités de régulation du marché concernées ou d'autres parties, puis qu'elle conduise l'enquête uniquement après accord conclu par les deux parties au terme de la consultation. 6. La Chine estime qu'il n'est pas raisonnable de fixer la date d'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022, parce que la date de publication de ce règlement est incertaine et qu'en outre il faut davantage de temps pour achever le processus législatif général dans l'UE. De surcroît, les nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage impliquent d'apporter des modifications au matériel et il faut du temps pour préparer les documents techniques connexes, ce qui fait peser de fortes contraintes sur les fabricants; il est donc recommandé que l'UE accorde aux fabricants une période de transition d'au moins 12 mois afin de leur permettre d'assurer la continuité de l'activité des entreprises.

2.175. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite rappeler que la proposition de Règlement relatif aux batteries a été présentée le 10 décembre 2020 et notifiée à l'OMC le 26 janvier 2021, avec une période de 90 jours prévue pour la formulation d'observations. Pendant cette période, l'UE a reçu des observations écrites de la part de la Chine, du Japon et du Canada, auxquelles elle a répondu le 18 octobre 2021. En ce qui concerne certaines des questions générales soulevées par les délégations de la Chine et de la Russie, l'UE tient à rappeler que les batteries sont une importante source d'énergie et l'un des principaux facteurs du développement durable, de la mobilité verte, de l'énergie propre et de la neutralité climatique. Pour que les politiques relatives aux produits de l'UE contribuent à la réalisation de ces objectifs, il convient de veiller à ce que les batteries commercialisées et vendues dans l'UE soient obtenues et fabriquées de manière durable. Ainsi, les batteries sont essentielles à la transition énergétique et contribuent à atteindre la neutralité climatique. Toutefois, dans le même temps, l'acquisition des matières premières, la prétransformation, la fabrication, la distribution et le recyclage des batteries entraînent des émissions de gaz à effet de serre et annulent dans une certaine mesure les avantages des batteries. L'UE a examiné avec attention les solutions pouvant être apportées à ce problème et le projet de règlement introduit des prescriptions progressives visant à minimiser l'empreinte carbone des batteries tout au long de leur cycle de vie. En conséquence, l'UE a opté pour une approche par étapes consistant à commencer par détailler les règles de calcul fondées sur la méthode de l'empreinte environnementale de produit (EEP), puis à imposer la présentation de renseignements, après cet étiquetage comparatif, et au dernier stade seulement, à appliquer un seuil maximal d'empreinte carbone sur l'ensemble du cycle de vie. L'UE a choisi la méthode de l'EEP parce que parmi les différentes approches existantes d'évaluation du cycle de vie, c'est celle dont l'UE considère qu'elle garantit le niveau le plus élevé de reproductibilité, de comparabilité et de vérifiabilité des résultats. En outre, elle a subi une phase d'essai de plusieurs années (2013-2018) impliquant plus de 300 entreprises de tailles différentes et situées dans différentes régions du monde.

2.176. L'introduction de teneurs minimales de cobalt, de plomb, de lithium et de nickel recyclés dans les batteries s'inscrit dans le cadre des efforts que déploie l'UE pour encourager l'économie circulaire et pour assurer le fonctionnement efficace des marchés de matières premières secondaires. L'UE a estimé la disponibilité en 2030 et en 2035 de ces matières récupérées à partir de déchets sur la base des meilleurs renseignements et données disponibles. L'UE a inclus la possibilité d'ajuster les objectifs en 2027 au cas où l'évolution de la disponibilité diffère sensiblement de ces estimations. En outre, l'UE souhaite donner l'assurance qu'elle aura assez de temps pour examiner les observations relatives au projet notifié avant son adoption. Les actes d'exécution et les actes délégués qui seront élaborés en lien avec le projet notifié incluront des consultations avec les parties prenantes, bien que la manière exacte de procéder reste à déterminer au cas par cas. Les projets de ces mesures d'exécution et de ces actes délégués seront notifiés à l'OMC conformément à l'Accord OTC. Les dates d'application de certaines des dispositions du projet notifié sont relativement proches. Cela s'explique par les évolutions importantes qui vont avoir lieu dans le secteur des batteries dans un avenir proche. Néanmoins, l'UE tient à préciser que les dates d'application indiquées sont provisoires, car elles dépendront de la durée du processus réglementaire d'adoption du projet notifié. En conclusion, l'UE souligne que le projet notifié vise à atteindre plusieurs objectifs interconnectés, notamment la protection de l'environnement et la protection de la santé et de la sécurité des personnes, qui sont autant d'objectifs politiques légitimes en vertu de l'article 2.2 de l'Accord OTC. Pour les motifs exposés ci-dessus, l'UE considère que le projet notifié n'est pas plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser ces objectifs légitimes, compte tenu des risques que leur non-réalisation entraînerait. En ce qui concerne l'article 2.1 de

l'Accord OTC, l'UE n'est pas d'avis que la mesure notifiée donne lieu à un risque de discrimination au sens où l'entend cette disposition. Le projet notifié est donc pleinement conforme aux dispositions de l'Accord OTC.

#### **2.1.3.18 UE – Phosmet, [G/TBT/N/EU/790](#) (ID 703<sup>54</sup>)**

2.177. Le représentant du [Chili](#) a communiqué la déclaration suivante. Le Chili apprécie la possibilité qui lui est donnée de formuler des observations devant ce comité sur la notification que l'Union européenne a présentée au Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC dans le document [G/TBT/N/EU/790](#), qui concerne le non-renouvellement de l'approbation de la substance active de pesticide phosmet, conformément au Règlement (UE) n° 1107/2009 sur la réduction ou la suppression définitive des limites maximales de résidus (LMR) pour cette substance dans les produits alimentaires et sur les réponses que l'UE a transmises par l'intermédiaire du point d'information OTC de l'OMC suite à la réunion de juin, au cours de laquelle cette PCS a été soulevée. Gowan Chile, l'entreprise agrochimique qui demande la tolérance à l'importation et qui est l'interlocuteur sur le phosmet par l'intermédiaire de l'Association des exportateurs de fruits du Chili, a indiqué que le processus d'examen des LMR par l'UE prendrait environ une année et que les LMR devraient être ramenées au seuil de détection à la fin 2022. Nous avons été informés que les LMR relatives au phosmet ou les tolérances à l'importation ne pourraient être maintenues dans l'UE que si les paramètres toxicologiques, la dose journalière admissible (DJA) et la dose de référence aiguë (DRA) changent. Gowan dispose de données toxicologiques qui n'ont pas été examinées par l'État membre rapporteur ni par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), ces données démontrant qu'on peut, pour la DJA et pour la DRA, établir des valeurs plus élevées, ce qui permettrait l'approbation de l'évaluation du risque alimentaire pour le phosmet. Gowan a déjà demandé à la Commission de donner à l'EFSA instruction d'examiner toutes les données toxicologiques disponibles, comme elle l'a fait pour d'autres substances actives dans l'UE mais, jusqu'ici, la Commission a refusé de le faire. Le Chili continuera de suivre l'évolution de cette PCS dans l'UE et serait reconnaissant si notre délégation pouvait être tenue informée par l'intermédiaire du point d'information OTC.

2.178. Le représentant du [Brésil](#) a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil souhaite s'associer à la PCS soulevée par le Chili à l'encontre de l'Union européenne au sujet du projet de règlement d'exécution de la Commission concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active phosmet, notifié sous la cote [G/TBT/N/EU/790](#). Le phosmet est enregistré au Brésil comme substance active pour les insecticides et les acaricides utilisés sur les agrumes, les pommes et les pêches. Il est reconnu comme un outil important de protection des cultures par les cultivateurs d'agrumes brésiliens pour traiter le foreur des agrumes, les mouches des fruits et les psylles des agrumes. Le non-renouvellement de l'approbation de cette substance active, conjugué avec la réduction subséquente de sa LMR, aura des effets considérables sur le commerce et sera particulièrement préjudiciable pour le secteur des agrumes au Brésil, où les agrumes constituent la principale source de revenus pour des milliers d'agriculteurs vivant à la campagne. L'Union européenne est la première destination des agrumes brésiliens, dont les exportations ont atteint une valeur de 1,13 milliard de dollars EU lors de la campagne de commercialisation 2019/20. Le Brésil souhaite également demander à l'UE de bien vouloir adopter de nouvelles LMR compatibles avec les limites définies par le Codex Alimentarius.

2.179. En réponse, le représentant de l'[Union européenne](#) a communiqué la déclaration suivante. Le 29 juin 2021, l'Union européenne a répondu aux observations écrites présentées par le Chili après la notification par l'UE au Comité OTC du non-renouvellement de l'approbation du phosmet. Comme l'UE l'explique dans sa réponse écrite, à la suite d'une évaluation complète et transparente des renseignements fournis par le requérant par l'État membre désigné rapporteur, évaluation qui a subi un examen par les pairs de tous les autres États membres et de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), de graves risques et préoccupations en lien avec la santé des personnes et l'environnement ont été identifiés. Il est donc considéré que le demandeur n'a pas démontré que les produits phytopharmaceutiques contenant du phosmet peuvent être utilisés en toute sécurité. Nous pouvons vous informer que le vote des États membres sur la proposition de la Commission de ne pas renouveler l'approbation du phosmet se tiendra lors de la réunion des 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2021 du Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux. L'UE fait observer que le non-renouvellement de l'approbation du phosmet n'entraîne aucune perturbation immédiate des échanges, puisque la mesure en tant que telle ne modifie pas

---

<sup>54</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 703](#).

les limites maximales de résidus (LMR). Le non-renouvellement de l'approbation du phosmet se traduira par le retrait des autorisations de produits phytopharmaceutiques contenant du phosmet dans les États membres de l'UE et par la réduction des LMR actuelles jusqu'à la limite de quantification. La procédure d'abaissement des LMR ne commencera qu'à l'issue des périodes de grâce concernant les produits qui contiennent du phosmet (neuf mois après la date d'entrée en vigueur de l'acte de non-renouvellement). En outre, comme l'explique déjà le formulaire de notification OTC, toute mesure future visant à réduire les LMR sera soumise à une notification distincte au titre de la procédure OMC/SPS.

2.180. La modification ou non des LMR actuelles, établies sur la base de demandes de tolérance à l'importation antérieures ou fondées sur les LMR du Codex, dépendra des conclusions de l'examen à venir des LMR par l'EFSA, qui sera lancé au début de 2022. Au cas où les autorités chiliennes ou brésiliennes estiment nécessaire que les LMR concernant le phosmet dans les cultures concernées soient conservées ou qu'elles soient fixées à un nouveau niveau suffisant pour faciliter les échanges, elles pourront déposer une demande d'établissement de tolérances à l'importation conformément à l'article 6 du Règlement (CE) n° 396/2005<sup>55</sup> concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale, en l'accompagnant des données requises. Si la demande est présentée assez tôt, l'EFSA l'examinera de manière approfondie en même temps qu'elle procédera à l'examen des LMR mentionné ci-dessus et, si les données fournies sont complètes et s'il n'y a aucun risque pour les consommateurs, une telle tolérance à l'importation pourra être établie. Si elles le souhaitent, les autorités chiliennes et brésiliennes sont invitées à contacter l'Espagne, qui est l'État membre rapporteur, et à s'assurer que les renseignements nécessaires seront disponibles en temps voulu pour être évaluées par l'État membre rapporteur et par l'EFSA.

#### **2.1.3.19 Union européenne – Retrait de l'approbation de la substance active alpha-cyperméthrine, [G/TBT/N/EU/770](#) (ID 694)<sup>56</sup>**

2.181. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil voudrait faire part de ses préoccupations concernant la notification [G/TBT/N/EU/770](#) relative à la proposition de Règlement d'exécution de la Commission, qui suspend l'approbation de la substance active alpha-cyperméthrine. L'alpha-cyperméthrine est enregistrée au Brésil comme un insecticide contre des parasites nuisibles qui portent atteinte à diverses cultures, y compris le soja, le coton, le maïs, les agrumes, les pastèques, les arachides et le café, entre autres produits exportés vers l'Union européenne. Si l'enregistrement de cette substance est suspendu et les LMR sont automatiquement réduites, cela affecterait considérablement les revenus des agriculteurs brésiliens, en particulier les producteurs d'agrumes. Cette substance est essentielle pour lutter contre le verdissement, une maladie qui affecte les vergers d'agrumes du monde entier. Le verdissement a été reconnu par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) elle-même comme un parasite dont le contrôle est prioritaire, conformément au Règlement délégué de la Commission (UE) 2019/1702. Le secteur brésilien des agrumes joue un rôle important dans la création d'emplois dans les campagnes. L'exportation de jus d'orange vers le marché européen a représenté près de 1 milliard d'USD pendant la campagne de commercialisation 2019/20. L'alpha-cyperméthrine est aussi un élément important pour la gestion intégrée des parasites, à condition qu'elle puisse être combinée avec d'autres insecticides pour contribuer à prolonger leur vie utile, afin d'assurer un contrôle efficace des parasites et de maintenir la durabilité de la production végétale. Compte tenu de ce qui précède, le Brésil encourage l'UE à adopter pour les produits importés des LMR conformes aux limites fixées par le Codex Alimentarius.

2.182. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay remercie le Brésil et partage la préoccupation qu'il a soulevée concernant le retrait de l'approbation de la substance active alpha-cyperméthrine par l'Union européenne. Comme l'explique une déclaration antérieure<sup>57</sup>, cette substance est utilisée comme insecticide systémique pour contrôler les parasites qui s'attaquent aux cultures qui présentent une grande importance économique, comme le maïs, le soja, le tournesol et le coton. À cet égard, le Paraguay insiste sur l'importance de disposer de

<sup>55</sup> Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la Directive 91/414/CEE du Conseil (JO L 70, 16 mars 2005, page 1).

<sup>56</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 694](#).

<sup>57</sup> Union européenne – Non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe ([ID 627](#)).

substances dûment contrôlées et autorisées qui satisfont aux prescriptions techniques et scientifiques qui s'appliquent à leur usage, sont efficaces pour contrôler ces parasites et sont indispensables pour la rotation des ingrédients actifs, ce qui permet d'éviter la résistance des insectes dans le cadre de la gestion intégrée des parasites. Le retrait de cette substance par l'Union européenne pourrait considérablement limiter les substances technologiques disponibles pour la gestion appropriée des cultures, ce qui aurait une incidence directe sur l'économie nationale. Dans ce cas comme dans d'autres, l'absence d'évaluation des risques continue de limiter de plus en plus l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de baisser les LMR à des niveaux restrictifs pour le commerce. Le Paraguay considère que l'approche adoptée par l'Union européenne pour limiter l'utilisation des pesticides est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre ses objectifs légitimes au titre de l'Accord OTC, tout en empêchant les autorisations d'urgence pour les membres de l'Union européenne.

2.183. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme il a été expliqué à la réunion du Comité OTC de juin, l'approbation de l'alpha-cyperméthrine a dû être suspendue car le Règlement d'exécution de la Commission renouvelant son approbation en 2019 conditionnait ce renouvellement à la présentation par le demandeur des informations confirmatives concernant le profil toxicologique de certains métabolites d'ici au 30 octobre 2020. En outre, des informations confirmatives avaient été demandées concernant trois autres points sous des délais différents. Néanmoins, en octobre 2020, le demandeur a informé la Commission qu'il ne communiquerait aucune donnée confirmative. En conséquence, étant donné que les informations requises au titre de l'article 6 f) du Règlement (CE) n° 1107/2009 sur les produits phytopharmaceutiques n'ont pas été communiquées et que le demandeur a clairement indiqué qu'il ne respecterait pas ses obligations réglementaires, l'approbation de l'alpha-cyperméthrine a dû être retirée en application de l'article 21:3 du Règlement (CE) n° 1107/2009. Une fois prise la décision de retrait, l'UE établira un projet de règlement abaissant les limites maximales de résidus (LMR) pour l'alpha-cyperméthrine à la limite de quantification et le notifiera au Comité SPS de l'OMC. La procédure d'abaissement des LMR actuelles de l'UE ne commencera pas avant l'expiration des délais de grâce pour l'utilisation des produits contenant de l'alpha-cyperméthrine.

2.184. La modification ou non des LMR actuellement établies en fonction de demandes de tolérances à l'importation antérieures ou des LMR du Codex dépendra de l'issue du prochain examen des LMR pour le groupe des cyperméthrines par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), qui a commencé au printemps 2021. Si le Brésil ou le Paraguay estiment qu'il est nécessaire de faire en sorte que les LMR pour l'alpha-cyperméthrine dans les cultures en question soient maintenues ou établies à des niveaux plus élevés/différents, ils sont invités à présenter une demande de tolérance à l'importation, conformément à l'article 6 du Règlement (CE) n° 396/2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale. L'UE invite le Brésil et le Paraguay à contacter les autorités pertinentes en Belgique, l'État membre rapporteur, et à s'assurer que les renseignements nécessaires sont disponibles en temps voulu pour être évalués par l'État membre rapporteur et par l'EFSA.

#### **2.1.3.20 Union européenne – Stratégie relative aux produits chimiques pour la durabilité (mise en œuvre du pacte vert) (ID 690<sup>58</sup>)**

2.185. Le représentant de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. Le 14 octobre 2020, l'Union européenne a publié la Stratégie relative aux produits chimiques pour la durabilité. La Stratégie fait partie du pacte vert pour l'Europe. La mise en œuvre de la Stratégie peut avoir d'importants effets de distorsion des échanges mondiaux dans un large éventail de secteurs économiques. La Fédération de Russie aimerait soulever les préoccupations suivantes concernant cette stratégie et son incidence sur le commerce extérieur. La législation de l'UE, en particulier les Règlements REACH et CLP, applique le principe de précaution, ce qui suppose des décisions rigoureuses en matière de classification, en l'absence de données de laboratoire ou épidémiologiques. Un exemple récent de cette pratique est la classification du cobalt dans le cadre de la quatorzième adaptation au progrès technique du Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage de l'UE. La Stratégie implique l'interdiction de l'utilisation des "substances chimiques les plus dangereuses", classées dans cette catégorie au titre du Règlement CLP. Cette situation donnera lieu à des restrictions et à des prohibitions de substances sûres classées abusivement dans cette catégorie du fait d'une application stricte du principe de

<sup>58</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 690](#).

précaution. L'UE s'en tient à la position selon laquelle la décision de classement peut être révisée une fois que les données scientifiques pertinentes sont disponibles. Cette révision aura, cependant, une faible incidence dans la pratique, étant donné que les fabricants des produits prohibés auront suspendu leur production et modifié leurs processus technologiques, voire cessé leurs activités.

2.186. Dans ce contexte, nous demandons à l'UE de répondre aux questions suivantes. L'UE pourrait-elle expliquer comment elle entend remédier à la situation décrite? L'UE pourrait-elle préciser en quoi cette approche est conforme aux dispositions de l'Accord OTC, compte tenu des prescriptions relatives à la justification scientifique figurant à l'article 2.2 de cet accord? L'UE interdira-t-elle des substances uniquement si leur utilisation présente effectivement des risques? Nous demandons instamment à l'UE de respecter les obligations qui lui incombent dans le cadre de l'OMC au titre de l'Accord OTC au moment de l'élaboration des instruments juridiques visant à mettre en œuvre la Stratégie.

2.187. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne tient à rappeler que la Stratégie relative aux produits chimiques pour la durabilité a été adoptée le 14 octobre 2020 et qu'elle n'a pas été notifiée au Comité OTC, car il ne s'agit pas d'une proposition législative énonçant des règlements techniques ou des procédures d'évaluation de la conformité. Elle ne contient pas non plus d'orientations concernant la législation européenne existante. Néanmoins, l'Union européenne a fourni des renseignements complets à la Fédération de Russie et aux autres Membres à la dernière réunion du Comité OTC en juin 2021. De plus, les parties prenantes et les Membres de l'OMC ont eu amplement l'occasion de dialoguer dans le cadre de plusieurs consultations publiques. En outre, l'Union européenne tient à rappeler que toute proposition législative présentée dans le cadre de sa Stratégie relative aux produits chimiques pour la durabilité, y compris les propositions de révision des règlements CLP et REACH, sera notifiée conformément à l'Accord OTC. Par conséquent, l'Union européenne considère que le Comité OTC n'est pas l'instance appropriée pour examiner la préoccupation commerciale spécifique soulevée par la Russie, étant donné qu'elle ne porte pas sur des textes législatifs énonçant des règlements techniques, des procédures d'évaluation de la conformité, ou des orientations concernant les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité existants dans l'UE.

#### **2.1.3.21 Fédération de Russie – Sécurité des véhicules à roue (TR CU 018/2011), G/TBT/N/RUS/100 (ID 687<sup>59</sup>)**

2.188. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée respecte les efforts déployés par l'UEE pour protéger la sécurité des consommateurs par le biais de la révision de la réglementation applicable aux véhicules. En outre, les entreprises coréennes se sont pleinement engagées à se conformer à la réglementation de l'UEE. La Corée a présenté des observations concernant le Règlement de l'UEE sur la sécurité des véhicules à roue (TR CU 018/2011), notifié à l'OMC le 20 mars 2020 sous la cote [G/TBT/N/RUS/100](#), à trois reprises, à savoir en décembre 2020, en février 2021 et en mai 2021, par l'intermédiaire du point d'information sur les OTC de l'UEE. Nous avons également organisé deux colloques d'entreprises entre la Corée et l'UEE en 2020 et 2021. Cela a permis de résoudre un certain nombre de difficultés rencontrées par les entreprises coréennes, telles que la suppression des prescriptions relatives aux erreurs de base de temps et la communication de renseignements sur les prescriptions relatives aux centres de réception des appels d'urgence (PSAP); la Corée apprécie pleinement les efforts déployés par la Commission de l'UEE. La branche de production coréenne rencontre néanmoins encore quelques difficultés avec la réglementation de l'UEE sur les véhicules, et nous aimerions donc présenter ses demandes à la présente réunion.

2.189. Premièrement, s'agissant de la pièce jointe n° 2, point 57a, qui traite de la mesure de la vitesse maximale, le Règlement CEE-ONU R-68 a été adopté par peu de pays à part la Russie du fait de la prescription imposant des avancées techniques et de la charge financière découlant de l'imposition d'essais dans des conditions réelles de conduite pour chaque combinaison de moteur et de transmission. Compte tenu de la faible incidence du Règlement si on la compare aux charges techniques et financières qu'il entraîne, nous demandons à l'UEE de supprimer cette prescription. Dans le cas contraire, nous demandons que les véhicules existants bénéficient d'une exemption. Deuxièmement, en ce qui concerne la pièce jointe n° 2, point 27, qui traite du réservoir de carburant et de la collision latérale arrière, le Règlement actuel de l'UEE concernant la stabilité du réservoir de carburant – partie 1 porte application du Règlement CEE-ONU R-34.02, mais la modification

<sup>59</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 687](#).

introduite par l'UEE portera application de la réglementation de rang supérieur, à savoir le Règlement CEE-ONU R-34.03. En l'occurrence, deux certificats additionnels seront requis en plus du certificat existant au titre de la partie 1, et le champ d'application sera différent de celui des règlements actuels de la Russie. Par conséquent, lorsqu'elle appliquera le Règlement CEE-ONU R-34.03 en vertu de la modification proposée, nous demandons à l'UEE de préciser si la demande sera ou non limitée à la partie 1. Si elle l'est, il faudrait préciser que "la demande est limitée à la partie 1 (ou 4)" ou bien indiquer que "la demande n'est pas requise dans la partie 2", comme le fait l'UE. Dans le cas contraire, concernant la partie 2-2 (relative à la collision latérale arrière), nous demandons à la Fédération de Russie d'adopter le Règlement CEE-ONU R-153 (Collision latérale arrière) et de spécifier que le Règlement "R-34.03 concerne uniquement la partie 1".

2.190. En réponse, le représentant de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. Concernant l'aspect procédural des observations de la Corée, nous faisons observer que le projet de modification n° 3 du Règlement technique sur la sécurité des véhicules à roues a été notifié par la Fédération de Russie à l'OMC en mars 2020, une période de 60 jours ayant été ménagée pour la présentation d'observations conformément aux dispositions de l'Accord OTC. Toutes les observations présentées dans les délais ont été rassemblées et prises en compte. Les observations de la Corée ont été reçues avec beaucoup de retard, bien au-delà du délai établi pour la présentation d'observations. En ce qui concerne la teneur des suggestions, nous notons que celles-ci sont extrêmement techniques et que nombre d'entre elles sont soumises au Comité pour la première fois. Nous les transmettrons donc à Moscou pour examen et action appropriée.

**2.1.3.22 Brésil – Projet d'arrêté n° 374 du 27 novembre 2014 (Portaria SDA/MAPA 374/2014). Établit des prescriptions en matière de qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin, [G/TBT/N/BRA/613](#), [G/TBT/N/BRA/613/Add.1](#), [G/TBT/N/BRA/613/Rev.1](#), [G/TBT/N/BRA/675](#), [G/TBT/N/BRA/613/Add.2](#), [G/TBT/N/BRA/613/Add.3](#) (ID 470<sup>60</sup>)**

2.191. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne tient à remercier le Brésil d'avoir notifié le projet de règlement technique sur les normes d'identité et de qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin et à apprécier l'occasion qui lui est donnée de présenter des observations écrites. Par le passé, à de nombreuses réunions du Comité OTC, l'Union européenne avait fait part de ses préoccupations concernant la réglementation brésilienne sur les vins, qui crée des obstacles non nécessaires au commerce international. Il ressort de l'analyse préliminaire du projet notifié que la révision en cours élargira encore, semble-t-il, la liste déjà longue des paramètres analytiques, dont un grand nombre s'écartent des recommandations de l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), et ne résoudra pas la question déjà ancienne de la classification des vins mousseux en fonction de la teneur en sucre. Dans ce contexte, l'Union européenne souhaiterait encourager le Brésil à rechercher un consensus international dans le cadre de l'OIV sur les questions pertinentes pour nos échanges bilatéraux, telles que les catégories de vins mousseux en fonction de la teneur en sucre, les preuves documentaires relatives à l'importation et la liste des paramètres analytiques concernant les importations. L'Union européenne salue les efforts dont a précédemment fait preuve le Brésil pour faciliter la mise en œuvre de sa réglementation sur les vins par les importateurs. Cependant, le Brésil est invité à utiliser autant que possible les recommandations de l'OIV lors de la révision des réglementations techniques pertinentes et à supprimer les prescriptions actuelles qui ne sont pas conformes aux normes de l'OIV relatives à l'identité et à la qualité des vins et aux teneurs maximales fixées. L'Union européenne est prête à travailler sur la révision en cours avec le Brésil dans un cadre bilatéral et fait observer que des observations écrites détaillées sur le projet notifié sont en voie d'élaboration.

2.192. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis remercient le Brésil d'avoir notifié à l'OMC le projet d'arrêté révisé qui établit les normes d'identité et de qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin. Les États-Unis attendent avec impatience de recevoir une réponse de fond aux observations formulées dans un cadre bilatéral. Les États-Unis sont préoccupés par les paramètres analytiques du vin énoncés dans le projet d'arrêté et le Règlement technique n° 75. Ils sont particulièrement préoccupés par les analyses requises pour le sulfate de potassium et le méthanol, qui sont inutiles et dont le coût est prohibitif pour les exportateurs. En outre, les États-Unis demandent au Brésil d'expliquer les raisons pour lesquelles il a fixé une teneur maximale en sulfites pour certains vins à un niveau inférieur à celui qui a été

<sup>60</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 470](#).



adopté par le Codex. En ce qui concerne le Règlement technique n° 75, les États-Unis demeurent préoccupés par les prescriptions redondantes en matière d'essais. Nous espérons que le Brésil tiendra compte de nos observations sur le projet d'arrêté et réduira ses prescriptions en matière d'analyse afin de faciliter le commerce du vin.

2.193. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Chili se félicite d'avoir la possibilité de formuler des observations sur les notifications du Brésil. Le Chili reconnaît l'importance de protéger les objectifs légitimes de sûreté et de sécurité pour assurer la santé des personnes dans le commerce du vin, ainsi que de chercher à éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce. Le Chili a ainsi accompli des progrès dans la reconnaissance des pratiques œnologiques de la majorité des pays producteurs et exportateurs et a également simplifié les prescriptions en matière de certification, en particulier en ce qui concerne la réduction du nombre d'analyses de laboratoire non liées à des considérations tenant à la santé et à la sécurité, étant entendu que les vins doivent satisfaire aux normes nationales exigeant le respect préalable de paramètres de qualité et de sécurité détaillés avant d'être autorisés aux fins de production et d'exportation. Le Chili dispose de tels paramètres de qualité, par exemple pour ce qui est de la sécheresse du vin, et d'un certain nombre d'autres, et c'est pourquoi il suggère au Brésil d'harmoniser ses normes avec les normes internationales, en particulier pour ce qui est de la teneur en sucre, et de saisir l'occasion de moderniser sa réglementation sur ces questions. Le Chili se félicite d'avoir eu la possibilité de faire des observations sur les notifications présentées au Comité OTC par le Brésil et attend avec intérêt de suivre attentivement l'évolution des projets de règlements contenus dans ces notifications.

2.194. En réponse, le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. L'arrêté n° 346 du MAPA, publié le 1<sup>er</sup> juillet 2021, a ouvert les consultations au public sur un projet de règlement portant établissement des normes d'identité et de qualité et de règles complémentaires concernant l'étiquetage et le processus de production du vin et des vins dérivés du raisin. En réponse aux demandes formulées par de nombreuses parties prenantes, le Brésil a décidé de prolonger jusqu'au 7 décembre le délai prévu pour la présentation d'observations en tenant une nouvelle consultation publique sur ce même projet de règlement, qui a ultérieurement été notifié sous la cote [G/TBT/N/BRA/613/Add.3](#). Nous comprenons que la définition des paramètres de qualité du vin est une préoccupation que nos partenaires commerciaux expriment depuis longtemps devant le Comité OTC. Toutes les prescriptions résultant de ce processus réglementaire s'appliqueront de la même manière aux producteurs nationaux et aux producteurs étrangers, conformément aux obligations de transparence et de non-discrimination établies par l'Accord OTC. Le Brésil est disposé à dialoguer dans un cadre bilatéral avec chacun des Membres afin de comprendre leurs préoccupations spécifiques à l'égard de ce projet de règlement et en vue de son harmonisation avec les normes internationales pertinentes.

**2.1.3.23 Indonésie – Loi n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et ses règlements d'application, [G/TBT/N/IDN/123](#), [G/TBT/N/IDN/131](#), [G/TBT/N/IDN/131/Add.1](#), [G/TBT/N/IDN/134](#) (ID 502<sup>61</sup>)**

2.195. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis se félicitent de l'importante réunion tenue la veille au soir dans un cadre bilatéral avec l'Indonésie et ils présenteront leurs observations dans un document de la série W.<sup>62</sup>

2.196. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne tient à exprimer de nouveau ses vives préoccupations concernant la Loi indonésienne n° 33 de septembre 2014 sur la garantie des produits halal et ses dispositions d'application qui prévoient une certification halal et un étiquetage obligatoires pour un très large éventail de produits afin qu'ils puissent être mis sur le marché indonésien, ce qui crée d'importants obstacles au commerce entre l'UE et l'Indonésie. L'UE déplore que, contrairement à ce que prévoit l'article 2.9 de l'Accord OTC, l'Indonésie n'ait pas notifié au Comité OTC la Loi sur la garantie des produits halal et qu'elle n'ait notifié le Règlement n° 57/2021 sur les droits de certification halal que le 3 novembre 2021, après son adoption et son entrée en vigueur, le 3 juin 2021. L'UE encourage l'Indonésie à notifier toutes les mesures techniques correspondantes lorsqu'elles sont encore à l'état de projet et à prévoir un délai suffisant pour la formulation d'observations, conformément à l'Accord OTC de l'OMC. L'UE prie l'Indonésie de répondre aux observations qu'elle a formulées au

<sup>61</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 502](#).

<sup>62</sup> [G/TBT/W/761](#).

sujet de plusieurs dispositions d'application. L'Indonésie n'a pas répondu aux observations de l'UE du 12 mai 2020 concernant le Règlement n° 31/2018 relatif à l'étiquetage des aliments transformés (G/TBT/N/IDN/124), ni à celles présentées le 20 avril 2021 concernant le projet de règlement gouvernemental (RPP) n° 39/2021 sur la garantie des produits halal dans le cadre de l'application de la Loi générale sur la création d'emplois (G/TBT/N/IDN/131) ou à celles formulées récemment par l'UE, le 31 août 2021, sur le projet de décret concernant les types de produits et de biens de consommation pour lesquels la certification halal est obligatoire (G/TBT/N/IDN/134). En ce qui concerne cette dernière mesure, l'UE déplore que l'Indonésie ait publié le 29 juin 2021 le décret n° 748 de 2021 concernant les types de produits pour lesquels la certification halal est obligatoire, avant qu'il ait été notifié au Comité OTC le 2 juillet 2021, et avant l'expiration du délai de deux mois prévu pour la présentation d'observations. Ce décret prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

2.197. L'UE souligne l'effet restrictif excessif des mesures en question sur le commerce et invite l'Indonésie à envisager des solutions moins restrictives en matière de certification et d'étiquetage halal afin de réaliser l'objectif légitime consistant à garantir des renseignements fiables sans entraver indument les flux commerciaux. Les principaux sujets de préoccupation de l'UE vis-à-vis de la Loi halal et des mesures d'application sont, entre autres, la mention "non halal" requise pour les produits non halal ou l'extension des prescriptions halal à des produits autres que des produits alimentaires et des boissons. En outre, afin de garantir la viabilité du système pour les opérateurs étrangers, davantage de précisions sur les prescriptions applicables en vue de la reconnaissance par l'Indonésie des certificats halal étrangers ainsi qu'une approche pragmatique à ce sujet sont nécessaires. En particulier, nous considérons que la signature d'un accord de reconnaissance mutuelle de gouvernement à gouvernement comme condition préalable à la reconnaissance par l'Indonésie des certificats halal étrangers représente une charge excessive pour la branche de production et les opérateurs économiques et ne permet pas de relations commerciales harmonieuses. L'obligation supplémentaire imposant l'enregistrement des certifications halal de certains produits délivrées par des organismes étrangers semble également injustifiée et coûteuse et faire double-emploi. En outre, l'UE est préoccupée par le fait que des droits de certification halal beaucoup plus élevés pourront être imposés pour les biens et les services des entreprises étrangères (150% plus élevés que les droits de base pour les services), comme établi à l'article 8 du Règlement indonésien n° 57/2021 sur les droits de certification halal. L'UE souligne l'importance de maintenir la possibilité de placer des produits "non halal" sur le marché indonésien et demande instamment à l'Indonésie de réexaminer ces mesures afin d'adopter une approche plus favorable au commerce. Notamment, l'UE invite instamment l'Indonésie à : – limiter les prescriptions halal aux produits alimentaires et aux boissons; – ne pas imposer l'obligation excessivement contraignante d'apposer la mention "non halal" sur les produits non halal; et – faire preuve de souplesse en ce qui concerne la reconnaissance des organismes de certification halal étrangers et l'acceptation des certificats étrangers. L'UE réaffirme qu'elle est prête à débattre plus avant de la question des produits halal avec l'Indonésie et à coopérer avec elle à ce sujet dans le but de trouver un moyen pratique d'aller de l'avant et de répondre aux préoccupations commerciales.

2.198. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie se félicite des discussions en cours sur la Loi indonésienne n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal (Loi halal) et continue de demander que cette loi soit mise en œuvre de manière transparente et en étroite communication avec les entreprises et les partenaires commerciaux. Nous encourageons l'Indonésie à continuer de faciliter un dialogue ouvert avec ses partenaires commerciaux pour permettre aux entreprises étrangères et à leurs précieux importateurs indonésiens de rester correctement informés des règlements d'application de la Loi halal. L'Australie tient à s'assurer que ses procédures de garantie halal existantes continueront d'être reconnues lorsque la période de grâce prévue par la Loi n° 33/2014 prendra fin en 2024 et souhaiterait obtenir des précisions de la part de l'Indonésie à ce sujet. L'Australie se félicitait de l'occasion qui lui était donnée de présenter des observations officielles sur le dernier décret de l'Indonésie concernant les types de produits et de biens de consommation pour lesquels la certification halal est obligatoire, notifié au Comité OTC le 2 juillet 2021 (G/TBT/N/IDN/134). L'Australie attend avec intérêt la réponse de l'Indonésie à sa communication et souhaiterait obtenir des précisions au sujet de la méthode selon laquelle les produits et services figurant sur la liste ont été sélectionnés. L'Australie remercie l'Indonésie pour sa réponse à ses observations sur la notification relative au Règlement gouvernemental n° 39/2021 concernant la mise en œuvre de la garantie des produits halal, publiée sous la cote [G/TBT/N/IDN/131](#). Il est cependant préoccupant que ce règlement soit entré en vigueur avant que lesdites observations aient été prises en compte par l'Indonésie. L'Australie tient à souligner l'importance de l'adhésion au processus de l'OMC fondé sur des règles pour un environnement du commerce international productif et équitable. L'Australie souhaiterait que l'Indonésie en dise plus

au sujet de l'approche suivie pour élaborer les règlements additionnels de mise en œuvre de la Loi halal et se félicite de la poursuite du dialogue sur cette loi afin de veiller à ce qu'elle ne soit pas mise en œuvre de façon plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

2.199. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande tient à remercier l'Indonésie de poursuivre le dialogue à ce jour sur cette question. Nous souhaiterions obtenir des éclaircissements de la part du Conseil islamique indonésien concernant le statut des organismes de certification halal dont la certification expirera bientôt ou a déjà expiré et savoir s'il existe des arrangements transitoires en vigueur permettant à ces organismes de continuer à certifier avant la conclusion d'arrangements de reconnaissance mutuelle ou d'autres accords. Nous serions reconnaissants à l'Indonésie de bien vouloir nous indiquer si d'autres règlements traitant de la question des produits halal sont en cours d'élaboration. Nous croyons comprendre que les droits de certification halal devront être fixés dans le cadre d'un règlement établi par le Ministère des finances et nous serions heureux d'avoir davantage de précisions à ce sujet. S'agissant du règlement n° 748/2021 récemment publié par le Ministère des affaires religieuses, l'Indonésie peut-elle préciser comment des marchandises sont ajoutées à l'appendice où figure la liste des types des produits pour lesquels la certification halal est obligatoire? Ce règlement prévoit que le responsable du BPJPH est tenu d'inclure un produit dans cette liste si un acteur commercial a demandé la certification halal pour un produit qui n'y figure pas. Y aura-t-il un délai de grâce après l'ajout de produits à la liste afin de donner suffisamment de temps aux autres acteurs commerciaux pour demander la certification halal? L'Indonésie peut-elle donner des précisions sur le mécanisme par lequel la liste mise à jour sera rendue publique?

2.200. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Bien que le Canada soutienne l'objectif de l'Indonésie de garantir l'accès de la population à des produits de haute qualité certifiés halal, il demeure préoccupé par le fait que plusieurs dispositions des règlements d'application de la Loi sur la garantie des produits halal sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre cet objectif. De nombreux aspects liés à la façon dont la garantie des produits halal sera mise en œuvre dans le cadre de la réglementation halal n'ont pas été précisés. Par exemple, il sera important pour les exportateurs d'obtenir des précisions concernant la manière dont les organismes de certification halal étrangers seront reconnus ou accrédités ainsi que sur des points techniques, comme par exemple ce que recouvre la notion de "transformation", qui déclenche l'obligation de certification halal. Nous encourageons l'Indonésie à publier des lignes directrices détaillées dès que possible afin de permettre aux produits canadiens d'être certifiés halal et d'être ensuite exportés vers l'Indonésie. Les producteurs canadiens tiennent à continuer à mettre sur le marché indonésien des produits de haute qualité certifiés halal ainsi que des produits naturellement halal. Le Canada demande instamment à l'Indonésie d'examiner le caractère inapproprié de la prescription exigeant la signature d'un mémorandum d'accord de gouvernement à gouvernement avant que les certifications halal étrangères ne soient reconnues dans le cas de pays comme le Canada, où les autorités publiques n'ont pas pour mandat de superviser la certification halal. Cette exigence donne un avantage commercial évident aux pays dans lesquels cette supervision est exercée par les autorités. En conséquence, le Canada demande à l'Indonésie d'envisager d'adopter d'autres possibilités raisonnables que la prescription relative à la signature d'un mémorandum d'accord. Le Canada souhaite dialoguer au niveau bilatéral avec l'Indonésie, en particulier avec l'Organisme responsable de la garantie des produits halal (BPJPH), afin de préciser la prescription relative à la signature d'un mémorandum d'accord et attend avec intérêt une discussion constructive.

2.201. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. Le Chili s'associe à la PCS soulevée par les États-Unis et l'UE, car il est préoccupé par la lenteur du processus de reconnaissance des organismes chiliens de certification auprès de l'Organisme responsable de la garantie des produits halal (BPJPH) ainsi que par l'incidence que cela a sur le commerce de produits certifiés du Chili vers l'Indonésie.

2.202. En réponse, le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie souhaite renvoyer à la déclaration qu'elle a faite à la précédente réunion du Comité OTC, en juin. L'Indonésie est consciente de ses obligations de transparence au titre de l'Accord OTC. Ce de fait, elle a notifié le Règlement gouvernemental n° 39 de 2021 concernant la mise en œuvre de la garantie des produits halal moyennant la notification d'un addendum publié sous la cote [G/TBT/N/IDN/131](#), ainsi que le texte sur les types de produits pour lesquels la certification halal est obligatoire qui a défini les types de produits et de biens de consommation pour lesquels la certification halal est obligatoire, dont la notification a été publiée sous la cote [G/TBT/N/IDN/134](#), et celui sur le tarif des services publics fournis par l'organisme responsable de la garantie des produits

halal, par la notification portant la cote [G/TBT/N/IDN/138](#). Nous aimerions une fois de plus également rappeler que la certification halal obligatoire sera mise en œuvre par phases ou par étapes et qu'elle sera effective pour les produits alimentaires et les boissons le 17 octobre 2024 et pour les produits autres que les aliments et les boissons le 17 octobre 2026. En outre, l'Indonésie a établi une disposition transitoire afin de tenir compte des parties prenantes et des entreprises ayant obtenu la certification halal sur la base de mécanismes antérieurs, disposition qui prévoit ce qui suit: toutes les formes de coopération établies avec des organismes étrangers de certification et d'accréditation halal dans des pays tiers antérieurement au Règlement gouvernemental en question restent valides jusqu'à l'expiration de la période de coopération; le certificat halal étranger reconnu par le Conseil islamique indonésien antérieurement au Règlement gouvernemental reste valide jusqu'à l'expiration de la durée de validité du certificat halal étranger. L'Indonésie souhaite réaffirmer son ouverture en matière de coopération internationale sur le système de garantie halal sur la base des principes de reconnaissance mutuelle et d'acceptation mutuelle conformément aux réglementations et aux pratiques internationales.

**2.1.3.24 Union européenne – Règlement (CE) n° 1272/2008 (relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage) [G/TBT/N/EU/629](#), [G/TBT/N/EU/826](#) (ID 539<sup>63</sup>)**

2.203. Le représentant de la Fédération de Russie a fait la déclaration suivante. La Fédération de Russie répète les déclarations faites lors de précédentes réunions du Comité OTC et du Conseil du commerce des marchandises au sujet de la classification du cobalt comme cancérigène 1 b pour toutes les voies d'exposition. Premièrement, la Fédération de Russie souligne que l'UE n'a fourni aucune justification scientifique de la classification aussi stricte du cobalt. Nous notons qu'il n'existe aucune donnée de laboratoire ou donnée épidémiologique permettant de classer le cobalt en tant que substance cancérigène pour toutes les voies d'exposition autres que par exposition par inhalation. Deuxièmement, l'étude de laboratoire sur la cancérigénicité du cobalt pour l'exposition par voie orale est réalisée conformément au Règlement REACH. Cette étude devrait être achevée au plus tard en 2026. Cependant, en raison de la stigmatisation dont ils font l'objet et/ou de nouvelles restrictions concernant leur utilisation, le cobalt et les produits contenant du cobalt subiront un dommage même si d'autres études scientifiques concluent à sa non-cancérigénicité. À cet égard, nous demandons instamment l'UE de tenir compte de ces répercussions et d'élaborer un plan d'action pour corriger cette situation. Enfin, la Russie salue les progrès accomplis en vue de l'homologation de la bioévaluation gastrique au niveau de l'UE et de l'OCDE. Nous apprenons avec satisfaction que les discussions au niveau de l'UE sont sur le point de s'achever. Dans le même temps, nous saurions gré à l'UE de bien vouloir indiquer au Comité comment la bioévaluation gastrique sera incorporée dans la législation européenne. De plus, nous aimerions savoir si l'UE a l'intention de notifier la méthode qu'elle a utilisée afin de respecter ses obligations en matière de transparence au titre de l'Accord OTC.

2.204. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. En août, l'Union européenne a notifié un projet de règlement proposant d'apporter des modifications à la partie 3 de l'annexe VI du Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, qui prévoient une classification plus stricte de l'acide 2-éthylhexanoïque (2-EHA) en termes de toxicité pour la reproduction, qui passerait de la catégorie Repr. 2 à Repr. 1B. Si elle était adoptée, cette modification prendrait effet au premier semestre de 2022. Le processus de réévaluation a été entamé en 2014, lorsque l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) a demandé que de nouvelles études soient réalisées, plus précisément une étude étendue de toxicité pour la reproduction sur une génération (EOGRS). Un processus d'évaluation des substances a ensuite été mené par l'Espagne, à l'issue duquel il a été recommandé de maintenir la classification antérieure relativement à la toxicité pour la reproduction (Repr.2, H361d). À l'époque, la seule modification qui avait été suggérée était d'ajouter une note explicative précisant les fondements de la classification en question. Les autorités compétentes ont ensuite ouvert un délai pour la présentation d'observations par le public sur le dossier constitué à partir du processus d'évaluation des substances et de renseignements complémentaires fournis par les autorités d'autres États membres et de représentants du secteur privé. Au cours de cette période, l'Allemagne et la France ont présenté une proposition de reclassification dans la catégorie Repr. 1B, sur le fondement d'une analyse par analogie (également appelée méthode "des références croisées") avec l'acide valproïque. L'utilisation de la méthode des références croisées repose sur l'hypothèse selon laquelle, du fait d'aspects chimiques similaires, les substances en question auront des effets similaires lorsqu'elles seront soumises aux mêmes essais et manifesteront la même toxicité. Le

<sup>63</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 539](#).

secteur privé brésilien estime que cela ne semble pas être le cas. Les études de toxicité pour la reproduction axées spécifiquement sur la substance 2-EHA, qui contredisent l'applicabilité de la méthode des références croisées à l'acide valproïque, sont les meilleurs renseignements techniques dont on dispose en faveur de la classification selon la toxicité pour la reproduction, étant donné qu'elles analysent directement la substance sans s'appuyer sur des hypothèses de similitude. Les études portant spécifiquement sur la substance 2-EHA montrent que la catégorie Repr. 2 serait la classification la plus appropriée et que la classification plus restrictive adoptée par l'UE n'est pas justifiée.

2.205. Outre les coûts plus élevés liés à la procédure d'enregistrement des produits chimiques classés dans la catégorie 1B, on estime que la reclassification aura une incidence négative sur les préférences des importateurs de la substance, qui disposeront d'indications erronées concernant son niveau réel de risque. Si elles étaient adoptées, ces modifications de la réglementation seraient selon nous plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre les objectifs légitimes de l'UE en matière de protection de la santé. Compte tenu de ce qui précède, l'UE pourrait-elle expliquer pourquoi elle a choisi d'adopter la méthode des références croisées alors qu'il existe des études de toxicité pour la reproduction se rapportant spécifiquement au 2-EHA qui n'étaient pas la conclusion sous-tendant le projet de règlement [G/TBT/N/EU/826](#)? L'UE pourrait-elle indiquer si elle pourrait envisager de ne pas modifier la classification de ladite substance? L'UE envisage-t-elle de surseoir à l'adoption de la nouvelle classification de la toxicité pour la reproduction pour la substance 2-EHA, jusqu'à ce que les autorités compétentes aient pu examiner les observations du secteur privé concernant les études réalisées selon la méthode des références croisées et les normes du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH) concernant cette substance?

2.206. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne les observations du Brésil, l'UE aimerait renvoyer à la déclaration qu'elle a faite au titre de la PCS n° 2<sup>64</sup> concernant la dix-huitième APT. S'agissant des observations formulées par la Fédération de Russie, l'UE rappelle que le règlement délégué de la Commission modifiant le Règlement CLP a été publié au Journal officiel de l'UE au début de l'année 2020 et que la classification du cobalt est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2021. Comme indiqué dans les précédentes déclarations, la classification du cobalt est fondée sur l'avis scientifique indépendant du Comité d'évaluation des risques (CER) de l'ECHA, qui tient compte de tous les renseignements scientifiques disponibles, y compris les renseignements provenant du dossier présenté par un État membre de l'UE (les Pays-Bas), et de la consultation publique. En outre, toutes les observations envoyées au Comité OTC ont été dûment prises en considération par la Commission et les États membres dans le processus de prise de décisions. De plus, la Commission a estimé que la méthode utilisée pour déterminer la limite de concentration spécifique de 0,01% devait être évaluée afin de savoir si elle est pertinente pour les composés inorganiques comme le cobalt. Pour cette raison, l'ajout du cobalt à l'annexe VI du Règlement CLP ne prévoit pas de limite spécifique de ce type et la limite générique de 0,1% s'applique donc.

2.207. L'UE tient à rappeler que, conformément au SGH des Nations Unies (Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques des Nations Unies), la classification des substances repose sur une évaluation des dangers et non sur une évaluation des risques. La classification dans le cadre du Règlement CLP repose uniquement sur l'évaluation scientifique des dangers provenant des propriétés intrinsèques d'une substance et non de ses utilisations, tandis que les éventuelles considérations juridiques et socioéconomiques en aval ne font pas partie des principes utilisés pour la classification des dangers. Néanmoins, la classification au titre du Règlement CLP ne restreint pas en soi la mise sur le marché du ou de produits contenant du cobalt. Lorsqu'une substance fait l'objet d'une classification harmonisée, les prescriptions relatives à l'étiquetage et à l'emballage s'appliquent uniquement à cette substance et aux mélanges contenant cette substance, mais non aux produits (par exemple les articles de coutellerie ou d'autres articles en acier inoxydable). Comme annoncé précédemment, l'UE a effectué des progrès dans l'élaboration d'une approche harmonisée au niveau international de l'utilisation de la méthode de la bioéclution. Le Comité scientifique consultatif du Laboratoire de référence de l'Union européenne pour la promotion des méthodes de substitution à l'expérimentation animale (EURL EVCAM) a rendu un avis favorable sur la validité scientifique d'une méthode d'essai de bioéclution. Sur la base de cet avis

---

<sup>64</sup> Union européenne – Projet de Règlement délégué de la Commission modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, le Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges [ID 705](#).



favorable, la méthode a été proposée par la Commission européenne en novembre 2019, au niveau de l'OCDE en vue de son approbation en tant que lignes directrices techniques. En mai 2020, le groupe de travail de l'OCDE composé des coordonnateurs nationaux du Programme sur les Lignes directrices pour les essais a accepté la proposition de la Commission et un sous-groupe de l'OCDE a été établi pour travailler sur cette orientation technique. Ce groupe d'experts s'est réuni à plusieurs et a bien progressé mais les discussions se poursuivent. La Commission européenne se joindrait à toute initiative favorisant la participation active de pays tiers à l'élaboration de la méthode d'essai de l'OCDE en matière de bioélu­tion.

2.208. Les branches de production concernées utilisent déjà les résultats de l'essai expérimental sur la bioélu­tion pour classer leurs alliages conformément à l'article 12 b) du Règlement CLP. Aucune modification juridique de cet article n'est nécessaire pour employer cette méthode. La classification des alliages n'est pas soumise à la classification harmonisée, mais elle relève de la seule responsabilité des branches de production. Il est fort probable que les entreprises produisant des alliages métalliques et des composés contenant des traces de cobalt utilisent ces données sur la bioélu­tion pour classer leurs alliages. Cependant, comme annoncé précédemment, afin d'examiner plus avant cette approche et de garantir une utilisation appropriée des données expérimentales obtenues à partir de la méthode de la bioélu­tion, un groupe d'experts européen a été créé, réunissant des experts des États membres et des industries métallurgiques. Ce groupe d'experts s'est déjà réuni à deux reprises et devrait achever ses discussions en novembre. En ce qui concerne la classification du cobalt en tant que substance cancérigène dans le cadre de toutes les voies d'exposition, y compris la voie orale, l'UE souhaiterait réaffirmer que l'approche adoptée est conforme aussi bien au SGH des Nations Unies qu'au Règlement CLP. En particulier, le tableau 3.6.2 figurant dans le SGH des Nations Unies, intitulé "Éléments d'étiquetage attribués aux matières à pouvoir cancérigène", comporte la mention suivante: "indiquer la voie d'exposition s'il est formellement prouvé qu'aucune autre voie d'exposition ne conduit au même danger." Dans le cas du cobalt, ces éléments de preuve n'étaient pas disponibles; plus précisément, les données scientifiques disponibles n'étaient pas suffisantes pour exclure de façon certaine que l'exposition par voie orale était à l'origine du danger. Un éventuel réexamen de la classification concernant les voies d'exposition peut uniquement être envisagé si de nouvelles données pertinentes provenant d'études scientifiques, qui démontrent de façon incontestable l'absence d'effets cancérigènes pour les voies d'exposition orale et cutanée, sont révélées. Comme précédemment indiqué, compte tenu du temps nécessaire pour l'obtention des résultats de ces essais, il n'existait aucune raison scientifique ni juridique d'exclure l'exposition par voie orale. Dans le cas où de nouvelles informations scientifiques seraient disponibles à l'avenir, une modification pourrait être envisagée uniquement si le Comité d'évaluation des risques (CER) changeait d'avis.

#### **2.1.3.25 Union européenne – Périodes de transition pour les LMR et les consultations internationales (ID 580<sup>65</sup>)**

2.209. Le représentant du Costa Rica a fait la déclaration suivante. De même que lors des réunions précédentes, le Costa Rica s'associe à la préoccupation exprimée par les États-Unis, la Colombie et le Guatemala, ainsi qu'à la demande de prolongation de la période de mise en conformité avec les nouvelles tolérances établies pour diverses substances, compte tenu de leurs graves répercussions sur la production agricole de nos pays. Il est impossible pour la production agricole au Costa Rica de s'adapter à de nouvelles prescriptions ou tolérances dans un délai de six mois, alors que l'enregistrement de nouvelles molécules doit à lui seul faire l'objet d'un processus d'évaluation complexe dont la durée est beaucoup plus longue que la période en question. Cela concerne le processus de l'Union européenne visant à réviser les limites de tolérance pour différentes substances utilisées dans la production agricole. Dans le contexte historique actuel dans lequel se trouve la communauté internationale en raison de la crise liée à la COVID-19, la mise en œuvre de mesures plus restrictives ou d'une charge supplémentaire pour le commerce international des produits agricoles constitue un défi qui entrave les efforts de relance économique à l'échelle mondiale, en particulier dans les pays en développement. À cet égard, nous souhaitons rappeler à l'UE la demande formulée dans les documents [G/SPS/GEN/1778](#) et [G/TBT/GEN/296](#) – Demande de suspension des processus de réduction des limites maximales de résidus (LMR) de produits phytosanitaires et de l'entrée en vigueur des réductions de ces LMR compte tenu de la pandémie de COVID-19.

2.210. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous continuons à exprimer nos préoccupations au sujet des mesures de transition établies par l'UE sur les limites

<sup>65</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 580](#).



maximales de résidus (LMR) pour les pesticides. Nous demandons de nouveau à l'UE de prolonger les périodes de transition afin de laisser suffisamment de temps aux producteurs des États-Unis et des pays tiers pour modifier leurs programmes de lutte intégrée contre les organismes nuisibles et permettre à leurs produits de circuler dans les circuits commerciaux, y compris les produits à longue durée de conservation. Nous rappelons les préoccupations exprimées depuis longtemps selon lesquelles les partenaires commerciaux ne connaissent pas avec certitude l'incidence des décisions de non-renouvellement concernant les substances actives sur les futures LMR. Nous aurons de graves préoccupations commerciales si la suppression ultérieure des LMR et des tolérances à l'importation est disproportionnée par rapport au niveau de risque pour la santé humaine. En outre, nous faisons une nouvelle fois part de notre préoccupation face à l'examen par l'UE des demandes de tolérance à l'importation. L'examen de données additionnelles n'est souvent envisagé qu'après que l'UE a fait part de son intention de publier un avis de non-renouvellement. Les partenaires commerciaux se sont retrouvés à faire la course pour faire passer les expéditions aux douanes assez rapidement afin d'éviter les rejets ou le renvoi des commandes, car un produit conforme à une norme existante de l'UE en matière de LMR au moment de la production sera exposé à un refus aux frontières de l'UE. Les producteurs de l'UE ne sont pas soumis à des échéances aussi courtes au titre des dispositions réglementaires actuelles. Une fois de plus, les États-Unis demandent que l'UE maintienne les niveaux de LMR existants pendant que les tolérances à l'importation sont à l'étude, qu'elle procède à des évaluations complètes des risques avant de fixer de nouvelles LMR et qu'elle prolonge ses mesures transitoires en matière de LMR afin de tenir compte de délais de production et de transformation réalistes pour les produits alimentaires et agricoles. Nous demandons également à nouveau que les LMR des produits importés soient prises en compte sur le marché de l'UE au moment de la production, de la même manière que pour les produits européens.

2.211. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie rappelle sa préoccupation concernant les procédures de consultation internationale adoptées par l'Union européenne (UE) et les périodes de transition accordées avant l'entrée en vigueur des dispositions en vertu desquelles l'UE cesse d'approuver la commercialisation de certaines substances phytopharmaceutiques et modifie les limites maximales de résidus (LMR). Nous exprimons de nouveau ces préoccupations, car l'UE n'a jusqu'à présent répondu à aucune des demandes visant à accorder des périodes de transition plus longues ni pris en considération les observations formulées pendant les périodes de consultation internationale. L'UE n'a pas non plus répondu à l'appel lancé par un certain nombre de pays en développement, dont la Colombie, en faveur de la suspension temporaire, pendant les phases les plus critiques de la pandémie, des procédures d'examen des autorisations de mise sur le marché des substances phytopharmaceutiques. Ces procédures se poursuivent, tout comme la définition des LMR. En outre, nous réaffirmons qu'il n'existe pas d'autre solution permettant de résoudre les difficultés et l'incertitude engendrées par de courtes périodes de transition. Cela crée des difficultés pour les pays producteurs de fruits et légumes. La situation est particulièrement complexe pour les produits dont les cycles de production et de récolte sont longs, car, tout en se conformant aux normes européennes au moment de l'ensemencement, les producteurs peuvent être confrontés à des changements réglementaires qui empêchent les exportations au moment de la récolte et de la distribution du produit. Les mêmes difficultés, ainsi que celles évoquées par les États-Unis, se posent pour les produits alimentaires transformés et congelés et pour les produits des filières longues.

2.212. En outre, la Colombie maintient que la notification à l'OMC du non-renouvellement ou des LMR à appliquer ne devrait pas être effectuée par l'UE comme une simple formalité. Comme le prévoient les articles 2.9.2 et 2.9.4, la notification doit être présentée dans un délai permettant aux Membres concernés de présenter des observations et des remarques qui seront réellement prises en compte par la personne chargée d'élaborer le règlement technique. Dans le cadre du Comité, il n'est pas acceptable pour la Colombie que l'Union européenne déclare que, dès que la recommandation de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) serait connue, les pays devraient pouvoir "mettre les ajustements appropriés en œuvre", étant donné que cette information doit d'abord être notifiée à l'OMC et que la période de consultation publique doit avoir lieu. Il n'est pas non plus acceptable que l'UE publie le règlement final le jour suivant immédiatement la fin de la période de consultation internationale, car cela montre que les observations présentées n'ont pas été prises en compte. Nous invitons l'UE à suivre les recommandations concernant les bonnes pratiques réglementaires, selon lesquelles les normes doivent être fondées sur des informations claires et objectives et qui promeuvent un dialogue ouvert avec les parties prenantes. La Colombie se félicite une fois de plus de l'occasion qui lui est donnée d'exprimer ses préoccupations sur cette question et attend avec intérêt une réponse de l'Union européenne.

2.213. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Nous rappelons notre intérêt pour cette question et notre préoccupation à l'égard de la façon dont ces décisions affectent les pays exportateurs de produits agricoles comme le Guatemala, car elles ne garantissent pas la sécurité juridique des exportations. Les décisions qui ont une incidence sur les exportations agricoles devraient être modulées en fonction de la durée du processus de production de chaque produit. Il est également important de souligner que les périodes de culture et de post-récolte ne sont pas les mêmes pour tous les produits et c'est pourquoi la période de six mois, et l'incertitude qu'elle créera pour les LMR de pesticides, affecteront les processus de production. Une suspension temporaire a été demandée, à laquelle l'Union européenne a cependant répondu par la négative, malgré la grave crise provoquée à l'époque par l'épidémie de COVID 19, ce qui n'a pas empêché l'Union européenne de maintenir ses procédures. Nous aimerions demander à l'Union européenne de bien vouloir examiner notre demande.

2.214. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil partage les préoccupations soulevées au sujet de la PCS n° 580 et voudrait renvoyer aux déclarations qu'il a faites précédemment au titre de ce point de l'ordre du jour. Nous attirons respectueusement l'attention de l'UE sur ses obligations au titre de l'article 2.12 de l'Accord OTC, qui ont trait à l'instauration d'un intervalle raisonnable entre la publication des règlements techniques et leur entrée en vigueur, sauf en cas de problèmes urgents concernant la sécurité, la santé, la protection de l'environnement ou la sécurité nationale. Il est primordial que l'UE prévoie des périodes adéquates de transition, surtout dans les cas où les avis scientifiques de l'EFSA sur la toxicité des substances sont "non concluants" ou n'indiquent que l'existence d'une "suspicion de risque". Ces périodes de transition doivent en outre être compatibles avec les processus de production, de manière à permettre aux producteurs – et notamment aux petits agriculteurs – de s'adapter aux nouveaux règlements.

2.215. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay réaffirme sa position et son soutien à cette préoccupation et renvoie à ses déclarations précédentes, dans lesquelles il a demandé à l'UE de ménager une période d'adaptation appropriée afin de tenir compte des réalités des processus de production et de la situation géographique des partenaires commerciaux de l'UE, y compris sur le plan des distances, car la période de six mois est trop courte pour pouvoir adapter les systèmes de production. Le Paraguay souligne également qu'il importe d'adopter une approche scientifique basée sur le risque et pas seulement sur le danger provenant des propriétés intrinsèques d'une substance chimique. L'approche suivie par l'Union européenne pour limiter l'utilisation de substances est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour lui permettre de réaliser ses objectifs légitimes au titre de l'Accord OTC. De même, la réduction des LMR, fondée sur l'argument selon lequel il est impossible de déterminer si l'utilisation de nombreuses substances est sans danger et en l'absence de preuves scientifiques concluantes, même dans les cas où le Codex Alimentarius a identifié certaines substances comme étant sans danger, n'est pas conforme aux obligations des Membres au titre de l'Accord SPS. Nous insistons sur le fait que la poursuite de telles politiques aura pour effet de causer des dommages commerciaux importants aux économies des pays en développement et de compromettre leur capacité à atteindre les objectifs de développement durable, y compris ceux qui sont liés à la sécurité alimentaire. À l'instar des autres Membres ayant exprimé des préoccupations similaires, nous demandons instamment à l'UE de réévaluer son approche; de fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et des pondérations de risque réel, conformément aux normes et principes internationaux pertinents; de garantir des tolérances à l'importation; et, le cas échéant, de prévoir des périodes de transition adéquates.

2.216. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada tient à exprimer de nouveau les préoccupations que lui inspire l'approche suivie par l'UE en matière de périodes de transition pour les limites maximales de résidus. Selon nous, la suppression soudaine des LMR et des tolérances à l'importation semble disproportionnée par rapport au niveau de risque pour la santé humaine et est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Actuellement, les périodes de transition rendent très difficile l'adaptation des exportateurs aux nouvelles exigences, compte tenu de la distance parcourue depuis la source. Bien que le Canada accueille favorablement les précisions fournies par l'UE au cours de la récente réunion du Comité OTC de l'OMC, l'UE ne tient toujours pas compte des réalités des chaînes d'approvisionnement agricoles telles que l'inventaire pluriannuel et la durée de conservation extensive, y compris dans les pays tiers. Le Canada demande à l'UE de confirmer qu'elle accordera des périodes de transition applicables aux LMR plus raisonnables dans les cas où les risques d'exposition alimentaire sont acceptables. Les périodes de transition permettront d'assurer la continuité des échanges tout en donnant suffisamment de temps

aux producteurs et aux exportateurs pour s'adapter aux nouvelles exigences de l'UE. À un moment où il est primordial de garantir la sécurité alimentaire, le Canada demande instamment à l'UE de prolonger les périodes de transition accordées aux pays tiers pour les LMR en tenant compte de la nécessité pour les exportateurs de s'adapter aux nouvelles exigences, comme elle l'a fait pour ses propres producteurs.

2.217. Le représentant de l'Équateur a fait la déclaration suivante. L'Équateur est extrêmement préoccupé par les "périodes de transition" accordées par l'UE pour la mise en œuvre de ses mesures relatives au non-renouvellement de l'utilisation des substances et à la réduction des tolérances. Pour établir des périodes de transition raisonnables, les périodes de récolte et les moments où les produits agrochimiques sont appliqués doivent être pris en considération. Les agriculteurs dans tous les pays, et en particulier dans les pays en développement, ont besoin de plus de temps pour s'adapter aux prescriptions en matière de LMR, car il faut en moyenne 36 mois pour mettre au point ou enregistrer un nouveau produit phytosanitaire de lutte contre les parasites. L'Équateur sait que l'UE permet à ses agriculteurs de demander des autorisations d'urgence afin que, dans certaines situations particulières, ils puissent utiliser des substances actives qui ont déjà été interdites sur le marché européen. L'Équateur considère qu'il est important de savoir si, lorsque des autorisations d'urgence sont délivrées en vue de l'utilisation de ces substances, les pays membres de l'UE ont notifié et justifié l'application de LMR qui diffèrent de celles établies dans la réglementation existante de l'UE sur les LMR. Nous aimerions également savoir comment l'UE s'assure que l'État membre qui a reçu une autorisation d'urgence pour l'utilisation de substances prohibées respecte la réglementation existante sur les LMR et comment elle s'assure, en cas de non-respect de celle-ci, que les produits contenant les substances prohibées n'ont pas été commercialisés dans d'autres États membres de l'UE.

2.218. Le représentant de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Compte tenu des périodes de récolte, des phases d'application des produits phytopharmaceutiques et du temps nécessaire à la mise au point et à l'enregistrement de substances de remplacement, dans la pratique, les périodes de transition accordées par l'Union européenne dans les dispositions modifiant les LMR de substances actives ne laissent pas suffisamment de temps pour procéder aux ajustements nécessaires de la production et pour assurer la conformité des produits agricoles, particulièrement dans le cas des produits transformés ou congelés, aux nouvelles LMR, qui ont été abaissées. Comme d'autres Membres, l'Uruguay ne considère pas que six mois constituent une période suffisante à cet égard. Selon nous, toute modification devrait être progressive et un délai raisonnable, d'au moins deux ans ou deux récoltes, devrait être accordé pour sensibiliser le secteur de la production et les conseillers techniques, et garantir que des substituts efficaces aux ingrédients actifs pour lesquels une baisse des LMR est demandée sont disponibles sur le marché. Il n'est pas approprié de changer radicalement les règles au beau milieu de la saison des récoltes, compte tenu de l'incidence que cela peut avoir sur la commercialisation sur le marché international et sur le marché intérieur. Ma délégation demande une nouvelle fois aux Membres d'adopter des décisions de réglementation qui soient fondées sur des normes internationalement reconnues ou de fournir des preuves scientifiques concluantes lorsqu'il leur est strictement nécessaire de s'écarter de ces normes pour atteindre leurs objectifs légitimes, conformément aux Accords de l'OMC applicables. Même dans les cas où l'Union européenne décide, sur la base d'une évaluation complète des risques, qu'il est nécessaire de réduire les LMR pour les substances actives utilisées dans la production agricole des autres Membres, l'Uruguay l'encourage à prendre en considération la nécessité d'accorder des périodes de transition suffisamment longues pour procéder aux ajustements pertinents.

2.219. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. Le Chili se fait l'écho des PCS soulevées par le Costa Rica, les États-Unis, la Colombie et le Guatemala concernant les tolérances fixées par l'UE pour différentes substances phytosanitaires, qui ont une incidence sur la production agricole du Chili et le commerce extérieur de ces produits.

2.220. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE a donné des renseignements détaillés sur les périodes de transition pour les limites maximales de résidus (LMR) lors de précédentes réunions du Comité, en particulier celle de mai 2020. L'UE estime que les préoccupations relatives à l'établissement des LMR pour les pesticides – et tous les détails afférents à leur mise en œuvre – sont des questions dont il convient de discuter dans le cadre du Comité SPS plutôt que dans celui du Comité OTC. En revanche, toutes les mesures relatives au non-renouvellement ou à la restriction des substances actives utilisées dans l'UE dans les produits phytopharmaceutiques sont notifiées au Comité OTC. Ces mesures n'ont pas de conséquences directes sur les questions sanitaires et phytosanitaires. Toutefois, dans un souci de transparence et

à la suite des demandes de certains Membres, lorsqu'elle notifie ces mesures par le biais du système de notification OTC de l'OMC, l'UE en informe ensuite le Comité SPS. En pratique, les projets d'actes relatifs à la non-approbation ou à la restriction de l'approbation d'une substance active sont notifiés aux deux Comités. Les observations, cependant, devraient être exclusivement présentées via le système de présentation des notifications OTC. L'Union européenne aimerait souligner à cet égard que les délais établis en vue de la présentation d'observations sont toujours respectés et que celles reçues dans ces délais sont dûment prises en compte dans le processus décisionnel de l'UE. Dans l'intérêt de l'efficacité des travaux des deux Comités, et conformément aux accords correspondants, les questions relatives à l'approbation des substances actives devraient être discutées exclusivement au sein du Comité OTC, tandis que les questions relatives à la fixation des LMR pour les pesticides devraient être discutées exclusivement au sein du Comité SPS. En ce qui concerne la demande conjointe de suspension des processus de réduction des limites maximales de résidus (LMR) de produits phytosanitaires et de l'entrée en vigueur des réductions de ces LMR compte tenu de la pandémie de COVID-19 présentée dans les documents [G/SPS/GEN/1778](#) et [G/TBT/GEN/296](#) et les révisions ultérieures, la position de l'UE est indiquée dans le document du 28 mai 2021 publié sous la double cote [G/SPS/GEN/1814/Rev.2](#) et [G/TBT/GEN/315](#) qui a été distribué aux deux Comités.

**2.1.3.26 Chine – Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et Règlement sur la notification de cosmétiques non spéciaux,** [G/TBT/N/CHN/1310](#), [G/TBT/N/CHN/1311](#), [G/TBT/N/CHN/1331](#), [G/TBT/N/CHN/1453](#), [G/TBT/N/CHN/1454](#), [G/TBT/N/CHN/1459](#), [G/TBT/N/CHN/1460](#), [G/TBT/N/CHN/1515](#), [G/TBT/N/CHN/1524](#), [G/TBT/N/CHN/1525](#), [G/TBT/N/CHN/1526](#), [G/TBT/N/CHN/1527](#), [G/TBT/N/CHN/1539](#), [G/TBT/N/CHN/1615](#), [G/TBT/N/CHN/1626](#) (ID 576<sup>66</sup>)

2.221. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis réitèrent leurs préoccupations au sujet des mesures d'application du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques. Les mesures d'application finales du Règlement, telles que publiées, créeront des risques importants pour la propriété intellectuelle des entreprises, ne sont pas proportionnées au faible risque que présentent les cosmétiques par rapport aux produits médicaux, et les États-Unis se demandent avec inquiétude si elles entraînent un traitement inéquitable des importations. Il semble que les projets de mesures aussi bien que les mesures publiées en tant que mesures finales continuent d'exiger une large divulgation de secrets commerciaux et de renseignements commerciaux confidentiels qui ne se limiterait pas à ce qui est nécessaire pour évaluer la conformité et réaliser les objectifs réglementaires du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques. Les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC ont demandé à la Chine de réfléchir à la manière dont ce Règlement pourrait être plus proche des approches adoptées par les organismes de réglementation d'autres grands marchés de produits cosmétiques, qui veulent que les entreprises cosmétiques demeurent responsables de leurs produits et mettent leurs données et d'autres documents à la disposition des organismes de réglementation sur demande. Cela permet aux entreprises de protéger leurs informations. Nous demandons instamment à l'Administration nationale des produits médicaux (NMPA) de répondre à ces préoccupations. En ce qui concerne les projets de mesures actuels, nos préoccupations et questions sont les suivantes. Nous demandons à la Chine de donner des précisions sur les procédures d'homologation des nouveaux ingrédients des dentifrices du projet de normes relatives au dossier d'informations pour le dentifrice (G/TBT/N/CHN/1539). Les entreprises seront-elles autorisées à appliquer les mêmes procédures que celles énoncées dans le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques pour les ingrédients cosmétiques?

2.222. Nous reconnaissons que la Chine a notifié à l'OMC en septembre une version actualisée du projet de Bonnes pratiques de fabrication (BPF) pour les produits cosmétiques (G/TBT/N/CHN/1626) pour observations, en raison des mises à jour apportées sur le fond. Nous demandons à la Chine de confirmer qu'aux fins des inspections à l'étranger, les fabricants étrangers seront considérés comme se conformant à la norme chinoise relative aux BPF pour autant que, ainsi qu'il est prévu à l'article 17 des Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques (dont un projet a été notifié dans le document [G/TBT/N/CHN/1524](#)), ils se conforment aux normes relatives aux BPF de leur pays ou aux normes internationales en la matière. Nous prenons note également de la notification que la Chine a présentée à l'OMC au mois de juillet (G/TBT/N/CHN/1615) au sujet du projet de Dispositions concernant la surveillance et la gestion de produits cosmétiques pour enfants; nous avons communiqué des observations le 20 septembre 2021 et attendons avec intérêt la réponse de la Chine, ainsi que des éclaircissements pour la branche de production des

<sup>66</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 576](#).

États-Unis. Outre les préoccupations susmentionnées concernant les projets de mesures, malgré la forte implication des États-Unis, de la branche de production étasunienne et d'autres parties prenantes, les mesures d'application du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques récemment finalisées suscitent toujours d'importantes préoccupations. Nous prenons acte de la déclaration faite par la Chine à la réunion de juin du Comité OTC, dans laquelle il a été précisé que la NMPA exigerait uniquement un résumé des allégations relatives à l'efficacité dans le résumé concernant le produit publié sur le site Web de la NMPA. La Chine peut-elle confirmer que le déclarant ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément écrira le résumé, et préciser qui du déclarant ou de la NMPA téléchargera le résumé sur le site Web public? Nous déplorons que les Normes finalisées concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques, qui ont été notifiées à l'état de projet au moyen du document [G/TBT/N/CHN/1526](#), puissent exiger des essais qui paraissent plus contraignants, s'ils font double emploi, par rapport à ce qui ressort de l'utilisation et des essais du produit effectués dans d'autres marchés.

2.223. Nous demandons instamment à la Chine de reconnaître les rapports d'essai des laboratoires étrangers qui n'ont pas obtenu l'accréditation de la Chine en métrologie (CMA), si ces laboratoires suivent les bonnes pratiques de laboratoire ou les bonnes pratiques cliniques visées par les lignes directrices de l'ICH, et sont en conformité avec les prescriptions de la Chine. La Chine envisagera-t-elle d'autres moyens de valider ces allégations, qui ne figurent pas dans les directives relatives aux critères régissant les allégations relatives aux produits cosmétiques, si ces moyens sont conformes aux prescriptions établies par la Chine? Les entreprises étasuniennes nous font de nouveau part de leurs préoccupations selon lesquelles la NMPA n'a pas mis en place de procédures adéquates pour empêcher la divulgation de renseignements commerciaux confidentiels et de secrets commerciaux. À titre d'exemple, la NMPA n'a pas précisé quels renseignements provenant des demandes d'agrément des ingrédients seront accessibles au public ou aux sociétés qui présentent des demandes d'agrément de produits. Nous demandons à nouveau si la Chine entend mettre en place un mécanisme spécifique qui permettrait aux entreprises d'indiquer à la NMPA dans quels cas les renseignements communiqués en conformité avec le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et des règlements, mesures, spécifications et normes connexes, devraient être considérés comme des secrets commerciaux ou des renseignements commerciaux confidentiels. Nous demandons que ce mécanisme prévoie un dispositif permettant de contrôler et de rendre juridiquement contraignantes, en Chine et à l'étranger, les protections mises en place contre la divulgation non autorisée de renseignements. Nous déplorons toujours que la Chine n'ait pas tenu compte des préoccupations soulevées par plusieurs Membres du Comité OTC de l'OMC eu égard au fait que les dispositions relatives à l'enregistrement de nouveaux ingrédients cosmétiques et au dossier d'informations pour la notification (dont le projet a été notifié sous la cote [G/TBT/N/CHN/1525](#)) pourraient avoir pour effet d'exiger des importateurs qu'ils réalisent des essais sur les animaux s'ils ne peuvent pas fournir un certificat de bonnes pratiques de fabrication (BPF) délivré par un organisme de réglementation. Nous avons expliqué que l'Agence des médicaments et des produits alimentaires (FDA) des États-Unis ne délivrait pas de certificats BPF. Nous demandons par conséquent à nouveau que la Chine envisage des moyens moins contraignants d'établir la conformité aux BPF. Par exemple, aux États-Unis, les associations professionnelles et d'autres tierces parties peuvent délivrer des certifications conformes à la norme internationale ISO 22716 sur les BPF, qui est une référence pour la FDA et les organismes de réglementation d'autres grands marchés cosmétiques.

2.224. À ce jour, ni la délégation de la Chine au Comité OTC de l'OMC ni la NMPA n'ont répondu aux demandes de précisions supplémentaires du gouvernement ou de la branche de production des États-Unis concernant les raisons par lesquelles la Chine justifie le recours aux essais sur les animaux pour établir la conformité avec les BPF, ni n'ont fourni de renseignements actualisés pour déterminer quels certificats des Membres de l'OMC et des états des États-Unis seront acceptés dans les provinces chinoises. En ce qui concerne les Mesures administratives de la Chine concernant l'étiquetage des produits cosmétiques (G/TBT/N/CHN/1515), nous saluons la communication de la Chine datée du 3 juin à l'intention de la branche de production des États-Unis, mais nous demeurons préoccupés par le fait que l'exigence de la Chine en matière de "compatibilité" entre l'étiquette étrangère et l'étiquette chinoise est excessivement contraignante, puisqu'elle pourrait nécessiter un emballage propre à la Chine. Nous demandons à la Chine d'indiquer clairement qu'il n'est pas nécessaire que l'étiquette en langue étrangère corresponde exactement à l'étiquette en chinois pour la sécurité des produits et les allégations, pour autant que leurs contenus ne soient pas contradictoires. Nous sommes également préoccupés par le fait que la Chine n'a pas notifié en vue de la présentation d'observations, ni en Chine ni à l'OMC, l'ensemble des périodes de transition pour la mise en conformité des produits cosmétiques déjà enregistrés avec les nouvelles prescriptions énoncées dans

les mesures d'application du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques. La Chine n'ayant pas présenté de notification, les entreprises n'ont pas pu communiquer d'observations quant à la possibilité de respecter les délais. Par exemple, il est peut-être impossible pour les entreprises de mettre à jour certaines évaluations de la sécurité de produits cosmétiques spéciaux en moins d'une année, en particulier si tous les essais requis doivent être réalisés en Chine, sans qu'il soit autorisé de procéder à des recoupements avec des essais effectués sur d'autres marchés. Nous demandons à la Chine de notifier ces délais afin que le public puisse présenter des observations et, compte tenu de l'ampleur des modifications, d'accorder aux fabricants un délai d'au moins deux à trois ans pour mettre les enregistrements à jour et à écouler les stocks existants des produits déjà sur le marché. Les États-Unis accueillent avec satisfaction les notifications les plus récentes de la Chine concernant les mesures d'application du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques, ainsi que la possibilité de présenter des observations; ils demeurent cependant profondément préoccupés par le fait que plusieurs questions importantes, comme les protections accordées aux titulaires de droits et les possibles inégalités de traitement entre importateurs et fabricants nationaux, qui ont été soulevées par plusieurs Membres de l'OMC, sont restées sans réponse.

2.225. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée remercie la Chine d'avoir répondu à ses observations sur les spécifications et la réglementation au titre de cette PCS. Cependant, la Chine n'a pas directement répondu aux questions formulées par la Corée, mais a seulement donné une explication générale de la mise en œuvre des mesures. Étant donné que les préoccupations de la Corée n'ont pas été dûment prises en compte dans les versions finales des spécifications et réglementations, la Corée souhaite malheureusement soulever une nouvelle fois cette PCS. Premièrement, les exportateurs vers la Chine sont tenus de spécifier dans leurs demandes d'agrément les données relatives aux sources et à la qualité de tous les ingrédients entrant dans la composition des produits cosmétiques, les renseignements exigés étant plus nombreux que ceux requis par d'autres pays. Ces renseignements peuvent comprendre un certain nombre de secrets commerciaux qui sont essentiels pour les entreprises et cette prescription est plus rigoureuse qu'il n'est nécessaire pour atteindre les objectifs visant à garantir la sécurité des produits et la conformité avec les normes du marché intérieur de la Chine. La Corée souhaite par conséquent demander à la Chine de fournir une explication de cette prescription, qui soit fondée sur des données concrètes. En outre, selon les appendices 12 à 14, les entreprises sont tenues de divulguer des renseignements sur l'innocuité des ingrédients, ce qui fait craindre que les renseignements sensibles sur le plan commercial et la propriété intellectuelle des entreprises ne soient pas protégés. Deuxièmement, le Règlement prévoit que les résultats des essais requis pour l'enregistrement des produits cosmétiques doivent être délivrés par les laboratoires d'essai qui ont obtenu l'accréditation de la Chine en métrologie (CMA). À l'heure actuelle cependant, à notre connaissance, seuls des laboratoires chinois ont obtenu une telle accréditation. La Corée demande par conséquent à la Chine de permettre une certaine souplesse afin que des laboratoires étrangers puissent obtenir l'accréditation CMA et de reconnaître les résultats des essais délivrés par des laboratoires étrangers ou des laboratoires reconnus au niveau international qui respectent les normes internationales telles que les bonnes pratiques cliniques ou les bonnes pratiques de laboratoire.

2.226. Troisièmement, en vertu de l'article 13 du Règlement concernant l'autorisation et l'enregistrement de nouveaux ingrédients cosmétiques, les entreprises exportatrices sont tenues de démontrer que les résultats de leurs essais sont équivalents aux résultats obtenus par la méthode d'essai de la toxicité *in vivo* ou des essais sur les animaux lorsque d'autres méthodes d'essai sont utilisées. La Corée souhaite demander que les autres méthodes d'essai approuvées par l'OCDE et reconnues au niveau international soient également admises sans qu'il soit besoin de démontrer l'équivalence des résultats. Quatrièmement, s'agissant des mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques, la Corée demande à la Chine de veiller à ce que les prescriptions en matière d'étiquetage soient conformes aux pratiques reconnues sur le plan international de manière à ne pas être plus restrictives pour le commerce que nécessaire. En particulier, en ce qui concerne les prescriptions en matière d'étiquetage de tous les ingrédients entrant dans la composition des produits cosmétiques, la Corée demande à la Chine de maintenir sa réglementation actuelle. Dans la plupart des pays, les ingrédients de produits cosmétiques sont soumis à déclaration lorsque la concentration des substances est égale ou supérieure à 1%. Selon le règlement proposé par la Chine, cependant, la déclaration des ingrédients est obligatoire lorsque la concentration des substances est égale ou supérieure à 0,1%, et les substances dont la concentration est inférieure à 0,1% doivent être déclarées sous la mention "autres ingrédients présents en petites quantités". Cette prescription est en contradiction avec les normes internationales harmonisées. Cinquièmement, en vertu de la



réglementation concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques, la Chine exige la divulgation du résumé des preuves scientifiques de l'efficacité annoncée des produits cosmétiques sur les sites Web désignés par la NMPA. Cependant, les renseignements soumis à divulgation peuvent contenir un certain nombre de secrets commerciaux ou de renseignements commerciaux non divulgués qui sont essentiels pour la branche de production de la Corée. La Corée invite donc la Chine à supprimer les dispositions exigeant la divulgation de ces renseignements. Compte tenu des préoccupations susmentionnées, la Corée demande à la Chine de tenir compte de l'article 2.2 de l'Accord OTC, qui dispose que les Membres feront en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international.

2.227. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et ses règlements d'application, le Japon tient à exprimer de nouveau les préoccupations suivantes. 1. Les Règles de gestion des essais exigés pour procéder à l'enregistrement des produits cosmétiques et les notifier, qui ont été promulguées le 12 septembre 2019, prévoient que les essais microbiologiques, physiques, chimiques et toxicologiques et les essais d'évaluation de la sécurité et de l'efficacité pour l'homme pertinents pour l'enregistrement et l'agrément des produits cosmétiques sont réalisés par les laboratoires d'essais en Chine qui ont obtenu une approbation obligatoire de laboratoire délivrée par l'Organe d'inspection chinois. Le Japon se félicite que la Chine ait pris, dans une certaine mesure, en considération la demande répétée du Japon au sujet des Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques, promulguées le 4 mars 2021, qui prévoient que les rapports d'essais physiques, chimiques et microbiologiques requis pour l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques peuvent être délivrés par les déclarants ou les déposants eux-mêmes ou par un organisme doté des capacités correspondantes à qui ils ont été confiés. Le Japon souhaite demander, en ce qui concerne l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques, l'établissement d'un cadre plus souple dans lequel seraient acceptés les résultats des essais obtenus par des laboratoires étrangers ayant des qualifications et des capacités équivalentes à celles des laboratoires d'essais chinois. En outre, en ce qui concerne les méthodes d'essai, les règlements d'application du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques prévoient que les méthodes d'essai, y compris les critères d'essai autres que ceux qui sont mentionnés ci-dessus, peuvent être appliquées conformément à la norme nationale chinoise ou aux règlements pertinents, et que diverses restrictions et conditions sont imposées en cas d'application d'une méthode d'essai qui n'est pas spécifiée dans les règlements. Le Japon souhaiterait demander à la Chine d'accepter les méthodes reconnues sur le plan international, telles que les autres méthodes d'essai établies par l'OCDE ou l'ISO.

2.228. 2. Les certificats de vente prouvant que les produits ont été vendus sur le marché du pays de production sont imposés uniquement pour les cosmétiques importés. Le Japon demande que la Chine accorde aux produits importés un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits fabriqués en Chine. En outre, s'agissant des mesures administratives concernant l'étiquetage des produits cosmétiques, promulguées le 3 juin 2021, le Japon souhaiterait exprimer les quatre préoccupations suivantes. 3. L'article 5 prévoit que le contenu des étiquettes supplémentaires en chinois, notamment les renseignements relatifs à l'innocuité et à l'efficacité des produits, concorde avec celui des étiquettes originales. Toutefois, les étiquettes originales sont conçues en conformité avec la réglementation du pays de production et il est normal que leur contenu ne soit pas toujours conforme à la réglementation chinoise. Par conséquent, le Japon aimerait demander à la Chine de faire en sorte que cette prescription ne s'applique pas au contenu des étiquettes exigé par la réglementation du pays de production et qu'elle ne soit pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser des objectifs légitimes. 4. En ce qui concerne l'article 6, le Japon craint que la multiplicité de noms et d'adresses d'entreprises indiqués sur l'étiquette n'occasionne des malentendus chez le consommateur au lieu de servir les objectifs de cet article, qui sont d'informer le consommateur au sujet des personnes responsables de la qualité et de l'efficacité du produit. Pour éviter toute confusion chez les consommateurs, le Japon aimerait demander à la Chine que l'étiquette indique un seul responsable ("déclarant ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques" ou, dans le cas de produits importés, "personne responsable en Chine"); le Japon considère en outre que les prescriptions en matière d'étiquetage visant les producteurs ne sont pas nécessaires.

2.229. 5. Quant aux règles relatives à la mention de tous les ingrédients sur les étiquetages de cosmétiques, il existe une pratique internationalement reconnue en matière d'établissement de

listes, en vertu de laquelle les ingrédients qui forment 1% ou moins de la composition du produit peuvent figurer dans la liste sans ordre particulier. Or, l'article 12 prévoit que seuls les ingrédients formant 0,1% ou moins de la composition peuvent figurer dans la liste sans ordre particulier. Cet article prévoit également que les ingrédients qui représentent entre 0,1% et 1% de la composition du produit doivent être indiqués par ordre décroissant. Le Japon aimerait demander à la Chine de faire en sorte que les règles en matière d'étiquetage suivent les pratiques reconnues sur le plan international de manière à ne pas être plus restrictives pour le commerce que nécessaire. En outre, les dispositions relatives à l'enregistrement des cosmétiques prévoient que les inspections à l'étranger doivent être menées conformément à la réglementation pertinente en la matière. S'agissant des mesures intérimaires relatives à l'administration des inspections des produits cosmétiques à l'étranger, le Japon souhaiterait continuer d'exprimer ses préoccupations concernant les trois points suivants. 6. Le Japon souhaiterait demander à la Chine d'indiquer les lois et règlements qui sont appliqués pour déterminer la conformité des inspections à l'étranger et de préciser la raison d'être de ces dernières. Le Japon demande également à la Chine de s'assurer que les inspections ne seront pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire et ainsi de garantir la réalisation des objectifs légitimes de l'Accord OTC. 7. La portée de l'inspection, qui comprend le stade de recherche-développement concernant le produit, est plus vaste que nécessaire et impose une charge inutile aux entreprises. Le principal objectif de l'inspection semble être de garantir la sécurité des produits, mais les renseignements sur la recherche-développement ne sont pas nécessairement essentiels à cette fin. Il s'agit des informations les plus confidentielles pour les entreprises. Les services de R-D des entreprises ne devraient donc pas faire l'objet des inspections à l'étranger. De plus, seuls les sites de production des entreprises nationales chinoises sont inspectés. Le Japon aimerait demander à la Chine de traiter de manière égale les entreprises nationales et les entreprises étrangères.

2.230. 8. Le Japon demande à la Chine de garantir que les renseignements confidentiels seront uniquement divulgués aux personnes qui en ont besoin pour réaliser l'objectif légitime de l'inspection, étant donné que les sites de production contiennent également un grand nombre de renseignements confidentiels des entreprises. En outre, le Japon tient à exprimer les préoccupations suivantes au sujet d'autres règlements d'application. 9. Les Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques contiennent des prescriptions spécifiques sur les nano-ingrédients, lesquels sont définis à l'Annexe 5. L'article 29 des Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques énonce la règle relative à la mention des nano-ingrédients se trouvant dans les formulations des produits aux fins de l'enregistrement ou de la demande d'agrément, et l'article 27 des Normes relatives au dossier d'informations pour la notification du dentifrice (projet présenté aux fins d'observations) énonce de même la règle relative à la mention des nano-ingrédients dans le tableau de formulation des produits. Le Japon considère qu'une norme plus détaillée et plus concrète est nécessaire pour déterminer quels ingrédients entrent dans la définition des nano-ingrédients. En outre, il aimerait demander que la norme soit formulée de manière à tenir compte des tendances internationales et des observations de toutes les parties prenantes. 10. En ce qui concerne l'article 33 II) (Exemption de l'obligation de présenter des documents relatifs aux essais toxicologiques) des Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques, étant donné que le système juridique et le système d'application des règles pour les cosmétiques diffèrent selon les pays ou les régions, certains pays pourraient ne pas disposer du pouvoir approprié. Par conséquent, le Japon souhaiterait que la Chine accepte un document de certification de la qualification du système de gestion de la qualité ou des bonnes pratiques de fabrication délivré par une organisation internationale autorisée ou une association professionnelle autorisée à délivrer les certifications provenant d'organismes gouvernementaux du pays ou de la région où se trouve la société qui demande l'enregistrement ou l'agrément du produit, au lieu d'une institution nationale.

2.231. 11. En ce qui concerne les essais des produits antitaches/produits blanchissants, le Japon souhaiterait demander à la Chine d'adopter la méthode des références croisées qui était prévue à l'article 16 (référence croisée de l'effet antitaches/blanchissant) des Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques (projet présenté aux fins d'observations) en septembre dernier. L'effet antitaches/blanchissant est assuré par des ingrédients actifs contenus dans les cosmétiques, et la méthode des références croisées permettra de raccourcir le processus, depuis le dépôt de la demande jusqu'à l'agrément. 12. Le Japon souhaiterait demander des précisions de manière à s'assurer que les personnes ayant présenté une demande d'agrément pour le dentifrice ne pourront utiliser de nouveaux ingrédients dans les dentifrices que lorsque les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément auront confirmé

préalablement leur utilisation, au cours de la période de contrôle de l'innocuité de trois ans suivant la présentation de la demande d'enregistrement ou d'agrément de nouveaux ingrédients, de la même manière que celle qui est énoncée à l'article 29 des Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques, qui traite de la manipulation des nouveaux ingrédients cosmétiques. 13. L'article 32 des Normes relatives au dossier d'informations pour la notification du dentifrice (projet présenté aux fins d'observations) indique que le résumé du rapport d'évaluation de l'efficacité du produit doit être présenté au cours de la procédure d'agrément. Le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques dispose que "les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques" sont responsables de l'efficacité des produits cosmétiques, mais les règlements d'application de ce texte ne prescrivent pas la présentation du résumé du rapport d'évaluation de l'efficacité. Le Japon souhaiterait connaître la raison d'être de l'obligation de présenter le résumé d'un rapport d'évaluation de l'efficacité pour le dentifrice. 14. L'article 36 des Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques exige désormais que les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques conservent des échantillons de chaque lot de cosmétiques produits en vue d'une inspection future. Il prévoit également que le nombre d'échantillons conservés doit permettre de répondre aux prescriptions relatives aux essais devant être réalisés en vue de l'enregistrement et de l'agrément. Conserver des échantillons de chaque lot requiert des capacités de stockage excessivement importantes et impose des charges substantielles. Le Japon souhaiterait demander à la Chine d'établir des règles détaillées ménageant une certaine souplesse, qui prévoient, par exemple, que la période de stockage s'achève à la date de péremption des échantillons, vu que ceux dont la date de péremption est dépassée ne pourront pas être utilisés comme échantillons.

2.232. 15. Les Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques disposent que les produits qui feront l'objet d'une demande d'enregistrement ou d'agrément à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022 devront être conformes à la réglementation. Elles prévoient également que les produits qui ont fait l'objet d'une telle demande avant le 1<sup>er</sup> mai 2022 doivent être mis en conformité avec la réglementation au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 2023. Les déclarants qui ont présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément ont besoin de règles et de lignes directrices détaillées pour s'adapter au nouveau système d'étiquetage des cosmétiques. Le Japon souhaiterait demander à la Chine de ménager un délai de grâce approprié, d'au moins un an après la promulgation de tous les règlements concernés. 16. L'article 29 des Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques dispose que les "renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques" publiés par un fabricant d'ingrédients cosmétiques et les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément doivent comprendre à la fois des renseignements sur les matières premières utilisées dans les produits cosmétiques et des "renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques". Par conséquent, lorsque les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément changent de fabricant d'ingrédients cosmétiques, ils doivent présenter de nouveau le document, même s'ils confirment que la qualité et la sécurité de ces ingrédients sont comparables. Cela impose une charge inutile aux déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément. Par conséquent, comme dans la pratique internationale, le Japon considère que les renseignements sur les ingrédients devraient être présentés lorsque la NMPA en fait la demande après le lancement des produits, et non au moment de l'enregistrement ou de la demande d'agrément. Le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et les Dispositions concernant l'enregistrement des produits cosmétiques prescrivent que les renseignements pertinents sur la gestion de l'enregistrement et de la notification des cosmétiques et des nouveaux ingrédients cosmétiques soient communiqués au public. Le Japon souhaite demander à la Chine de ne pas divulguer au public les renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques dans le cas des matières premières utilisées dans les produits cosmétiques, dans la mesure où les renseignements relatifs à l'achat d'ingrédients cosmétiques constituent des renseignements confidentiels des entreprises. Le calendrier de mise en œuvre de la réglementation relative aux renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques a été fourni dans l'avis correspondant. Il prévoit que ces renseignements seront présentés pour les agents de conservation, les préparations antisolaire, les colorants, les teintures capillaires et les ingrédients actifs permettant de blanchir la peau contenus dans les produits dont l'enregistrement et l'agrément ont été demandés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, et dispose également que ces renseignements seront soumis par le biais du système en ligne. Or ce système n'est pas encore accessible et sa date de lancement demeure indéterminée à ce jour. S'agissant de la présentation des renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques, le Japon souhaite demander à la Chine de ménager un délai de grâce approprié.

2.233. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie respecte le droit des Membres de mettre en œuvre des mesures techniques pour réaliser des objectifs politiques légitimes, dans le respect des obligations au titre de l'Accord OTC. Comme nous l'avons dit lors de précédentes déclarations au Comité OTC, l'Australie craint que les mesures prévues par le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques de la Chine et ses divers règlements d'application, qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2021, ne soient plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour assurer la sécurité et la qualité des produits cosmétiques importés. L'Australie note que la Chine a présenté une nouvelle notification (G/TBT/N/CHN/1626) sur bonnes pratiques de fabrication (BPF) pour les produits cosmétiques, qui porte sur les obligations de la Chine en matière de BPF au titre du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques. L'Australie procède actuellement à l'examen de cette notification et présentera des observations écrites à la Chine en temps voulu. Elle souhaiterait tout d'abord que la Chine fournisse davantage de renseignements sur les raisons pour lesquelles elle exige la certification BPF, en particulier en tant que solution de substitution aux essais sur les animaux pour garantir la sécurité. Nos principaux intérêts sont de faire en sorte que les exportateurs australiens de produits cosmétiques connaissent avec clarté et certitude les prescriptions auxquelles ils doivent se conformer et que ces prescriptions ne perturbent pas inutilement les échanges. Nous souhaiterions également savoir pourquoi la Chine continue d'exiger que des essais sur les animaux obligatoires soient réalisés pour les produits cosmétiques destinés aux enfants (comme cela a été notifié le 23 juillet 2021 dans le document [G/TBT/N/CHN/1615](#)), indépendamment du niveau de risque présenté par chaque produit. L'Australie est un fournisseur fiable de produits cosmétiques sûrs et de grande qualité, tant sur son marché intérieur qu'au niveau mondial. Comme déjà indiqué précédemment, le gouvernement australien est prêt à collaborer avec la Chine et à examiner le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques, y compris les règlements d'application tels que ceux qui portent sur les BPF et les produits cosmétiques pour enfants. Nous nous réjouissons à l'idée d'échanger des renseignements et de promouvoir une meilleure compréhension de nos systèmes réglementaires respectifs en matière de cosmétiques.

2.234. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande se félicite des efforts entrepris par la Chine en vue de moderniser son système de réglementation pour les cosmétiques, ainsi que de la possibilité de formuler des observations sur des points spécifiques du Règlement de la Chine. Nous saluons la volonté de la Chine de renforcer la sécurité sanitaire et l'assurance de la qualité, mais nous aimerions l'encourager à faire en sorte que la facilitation des échanges soit prise en compte dans la mise en œuvre de la réglementation. La Nouvelle-Zélande note qu'en vertu de ces mesures, les cosmétiques n'ayant pas fait l'objet d'essais sur les animaux ne peuvent entrer sur le marché chinois que s'ils sont accompagnés d'une certification BPF délivrée par un organisme de réglementation. Or les cosmétiques non destinés à un usage spécial sont considérés comme des produits à faible risque dans de nombreux pays, dont la Nouvelle-Zélande, et n'y sont donc pas soumis à une certification BPF délivrée par un organisme de réglementation. Nous saluons avec enthousiasme l'instauration de solutions de substitution aux essais sur les animaux obligatoires pour les cosmétiques importés. Toutefois, la Nouvelle-Zélande déplore comme d'autres que les mesures ne prévoient pas que la certification BPF puisse être délivrée par un organisme autre qu'un organisme de réglementation ou par d'autres mécanismes de facilitation des échanges afin de fournir des garanties concernant les produits, ce qui signifie que des obstacles importants et non nécessaires au commerce des produits cosmétiques importés continuent de s'appliquer aux Membres qui ne disposent pas d'une certification BPF délivrée par un organisme de réglementation. À cet égard, nous encourageons la Chine à dialoguer directement avec les Membres affectés, y compris la Nouvelle-Zélande, afin d'identifier un mécanisme de facilitation des échanges qui permettrait de démontrer la conformité des produits aux BPF, sans imposer de prescriptions relatives aux essais sur les animaux. Plus précisément, et suite à la réponse de la Chine à la question posée par la Nouvelle-Zélande lors du récent examen de sa politique commerciale effectué dans le cadre de l'OMC, la Nouvelle-Zélande souhaite obtenir des éclaircissements sur la question de savoir si la prescription relative à l'obtention d'un certificat BPF délivré par un organisme de réglementation comme solution de substitution aux essais sur les animaux requis peut être levée dans les cas suivants: le produit est pleinement conforme à la norme ISO 22716 pertinente ou à une norme plus élevée, ce qui atteste de sa sécurité; ou bien le résultat de l'évaluation des risques en matière de sécurité du produit est délivré par un laboratoire agréé par un organisme national d'accréditation, ce qui atteste de sa sécurité.

2.235. En outre, la Nouvelle-Zélande demande à la Chine de faire également preuve de flexibilité en ce qui concerne les prescriptions relatives aux essais de produits. En particulier, nous l'encourageons à accepter les rapports d'essai émanant de laboratoires agréés installés hors du

territoire chinois. Si tel n'est pas le cas, cela crée un obstacle au commerce important et inutile pour les exportateurs qui envoient des produits en Chine et sur plusieurs autres marchés. Ménager une telle flexibilité faciliterait les échanges et serait conforme aux meilleures pratiques internationales. La Nouvelle-Zélande est également préoccupée, à l'instar de nombreux Membres, par le fait que la Chine exige une divulgation plus détaillée de la formule des produits que ce qui est exigé sur d'autres marchés, y compris les sources spécifiques de chaque ingrédient. Elle encourage la Chine à limiter de telles prescriptions en matière de divulgation, en particulier celles qui concernent les renseignements sensibles, à ce qui est nécessaire pour garantir la sécurité des produits sur le marché intérieur chinois et pour ne pas compromettre la propriété intellectuelle. La Nouvelle-Zélande se félicite des discussions bilatérales constructives qui se sont tenues récemment sur les questions relatives aux cosmétiques et attend avec intérêt de poursuivre le dialogue avec la Chine sur les mesures concernant le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques, afin de régler ces questions. Nous aimerions que la Chine apporte une réponse aux préoccupations exprimées par la Nouvelle-Zélande et d'autres Membres, dans le cadre du Comité ou dans d'autres enceintes.

2.236. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite renvoyer à ses déclarations antérieures sur ce sujet, en particulier à la déclaration faite à la réunion de juin du Comité OTC, étant donné que les préoccupations qu'elle avait alors exposées restent inchangées. Le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques a pour principal objectif d'assurer la sécurité des consommateurs. L'Union européenne est favorable à cet objectif, mais est toutefois très préoccupée au sujet de l'obligation de transmettre des renseignements confidentiels sur les nouveaux produits et leurs ingrédients aux autorités chinoises. La divulgation obligatoire de renseignements commercialement sensibles requise dans le cadre du processus de notification et d'enregistrement, touchant aux droits de propriété intellectuelle (DPI) des entreprises concernées, demeure la plus grande préoccupation de l'UE. L'UE estime que les prescriptions du Règlement vont au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer la sécurité des consommateurs et la traçabilité des ingrédients utilisés dans les cosmétiques. Elles s'éloignent aussi de la pratique internationale, puisque des renseignements aussi détaillés ne sont requis nulle part ailleurs dans le monde à des fins de notification et d'enregistrement. Les autres préoccupations importantes de l'UE sont les suivantes. S'agissant de l'enregistrement des produits: les entreprises doivent fournir une liste complète des matières premières utilisées dans le produit fini. Les fournisseurs de matières premières doivent communiquer des renseignements détaillés sur les matières premières, y compris sur le processus de production. En ce qui concerne la notification des nouveaux ingrédients: la quantité de renseignements à présenter dans le cadre du nouveau système de notification et les problèmes potentiels liés à la divulgation de ces renseignements après un certain temps suscitent des inquiétudes. Pour ce qui est des allégations relatives à l'efficacité: les fabricants sont tenus de rendre public un résumé détaillé de l'évaluation de l'efficacité, ce qui peut donner lieu à la divulgation de renseignements commerciaux sensibles. Enfin, l'UE souhaite réitérer son observation selon laquelle une approche différenciée est nécessaire entre les nouveaux produits et les produits déjà mis sur le marché. Cela permettrait d'éviter une situation où l'approvisionnement des produits pourrait être interrompu pendant une longue période en raison d'un temps de préparation insuffisant tant pour la branche de production que pour les autorités de surveillance.

2.237. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Lors d'une réunion bilatérale tenue avant la dernière réunion du Comité OTC, la délégation de la Chine a partagé avec le Brésil des renseignements précieux au sujet du cadre réglementaire applicable aux produits cosmétiques. À cette occasion, la partie chinoise a déclaré qu'elle était disposée à recevoir des suggestions concernant des méthodes d'essai de substitution aux essais sur les animaux, afin d'améliorer encore ses prescriptions réglementaires. Compte tenu de ces éléments, le Brésil s'est efforcé de transmettre une liste d'essais de l'OCDE applicables aux produits cosmétiques qui peuvent contribuer à l'objectif de réduction ou d'élimination de l'utilisation des essais sur les animaux. Les Lignes directrices de l'OCDE pour les essais de produits chimiques constituent des méthodes largement utilisées dans d'autres pays ayant les normes sanitaires les plus élevées. Nous demandons à la Chine de bien vouloir envisager d'accepter ces méthodes d'essai approuvées par l'OCDE, sans qu'il soit nécessaire de fournir une quelconque preuve d'équivalence ou de présenter un quelconque certificat de bonnes pratiques de fabrication (BPF) délivré par un organisme gouvernemental et qui serait superflu.

2.238. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. Le fait d'exiger des renseignements ayant trait à la sécurité des produits est une pratique courante de par le monde dans le cadre de l'examen de la sécurité des produits liés à la santé. Des renseignements tels que la description succincte du processus de production et du processus de production des

matières premières requises ne feront pas l'objet d'une divulgation d'informations gouvernementales. D'après la réglementation sur la divulgation d'informations gouvernementales, les autorités ne doivent pas rendre publics de renseignements contenant des secrets commerciaux ni de données relevant de la sphère privée susceptibles de porter atteinte aux droits et intérêts légitimes des tierces parties. Par conséquent, il ne sera porté atteinte ni aux secrets commerciaux ni aux droits de propriété intellectuelle en la matière. La Chine attache une grande importance à la protection des secrets commerciaux des entreprises. Selon les articles 47 et 56 du Règlement sur la supervision et l'administration des cosmétiques, ainsi que les Mesures relatives à l'administration de l'enregistrement et de l'agrément des cosmétiques publiées le 7 janvier 2021, les secrets commerciaux des parties resteront confidentiels. 2. Quant aux renseignements relatifs à l'évaluation de l'efficacité, c'est dans le but même de protéger la propriété intellectuelle que seul un résumé est requis, et non le texte intégral des éléments de preuve à l'appui. Les documents techniques requis pour les nouvelles matières premières soumises à divulgation ne comprennent que certains aspects fondamentaux, et non les renseignements complets. Les autorités protégeront aussi strictement les secrets d'affaires dans l'administration de l'enregistrement et de l'agrément des cosmétiques.

2.239. 3. Il est nécessaire de renforcer la supervision de la production de cosmétiques pour garantir la qualité et la sécurité des produits, ce qui constitue une pratique courante à l'échelle mondiale. Conformément au principe de non-discrimination de l'OMC, les dispositions régissant l'administration des données pour l'enregistrement et l'agrément des cosmétiques établissent exactement les mêmes prescriptions pour les cosmétiques importés que pour les produits nationaux en ce qui concerne un programme de substitution aux essais sur les animaux destiné à évaluer la sécurité. S'agissant de la certification requise des systèmes de gestion de la qualité délivrée par l'organisme gouvernemental du lieu de production, si elle n'établit aucune discrimination entre les produits nationaux et les produits importés, elle a également pour but de garantir la qualité et la sécurité des produits. 4. La sécurité des produits est étroitement liée à la sécurité des matières premières. Il est important d'exiger que soient précisés les renseignements relatifs à la sécurité des matières premières lors du traitement des demandes d'enregistrement et d'agrément, afin de garantir la sécurité des produits. En cas de changement des fournisseurs de matières premières, la réglementation prévoit plusieurs cas de figure. Par exemple, s'il n'y a pas de changements importants dans la proportion de la matière première dans la formule, ni de changements dans la composition de la matière première en elle-même, la réglementation exige uniquement des renseignements actualisés sur les changements de fournisseurs. Si des modifications sont apportées à certains additifs d'une matière première, sans que la proportion et la fonction de la matière première dans la formule ne soient altérées, seules les informations relatives aux modifications sont requises. 5. La prescription relative aux rapports d'inspection émis par des organismes d'inspection agréés vise à protéger les droits et intérêts légitimes des consommateurs. Les organismes d'inspections peuvent être financés par des capitaux étrangers. À l'heure actuelle, de nombreux laboratoires d'organismes d'inspection étrangers installés en Chine ont obtenu la certification CMA des cosmétiques. 6. Le projet de Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques n'exige pas que le contenu de l'étiquette en chinois corresponde exactement au contenu de l'étiquette originale, mais requiert seulement que la teneur des allégations relatives à la sécurité et à l'efficacité du produit figurant sur l'étiquette en chinois corresponde à celle indiquée sur l'étiquette originale.

2.240. 7. Faire figurer des informations des fabricants sur l'étiquette d'un produit est une mesure importante pour protéger le droit des consommateurs à l'information, promouvoir la cogouvernance sociale et lutter contre la contrefaçon. Les Mesures administratives concernant l'étiquetage des produits cosmétiques n'exigent pas que l'étiquette comprenne des renseignements sur le pays d'origine. Ces renseignements ne sont pas censés être en contradiction avec les renseignements concernant le fabricant qui figurent sur l'étiquette. Dans les cas où les fabricants changent d'installations de production, aucune modification des renseignements ne sera nécessaire pour autant que les fabricants respectent les prescriptions en matière de qualité de la production. 8. L'efficacité des produits est étroitement liée à celle de leurs ingrédients. En général, il y a une relation quantité-effet positive entre l'efficacité des ingrédients et la quantité ajoutée dans la formule. Par conséquent, afin d'empêcher l'"ajout conceptuel" d'ingrédients cosmétiques, les projets de mesures proposés, fondés sur la notion de supervision scientifique, prévoient que les ingrédients dont la concentration dans la formule n'excède pas 0,1% (en poids) soient indiqués sur l'étiquette sous la rubrique "autres ingrédients résiduels". 9. La Chine a publié le 29 juin 2020 une nouvelle révision de la réglementation sur la supervision et l'administration des cosmétiques, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Des périodes de transition raisonnables ont été ou seront également prévues pour les autres règlements sur les cosmétiques.



**2.1.3.27 Union européenne – Chlorothalonil (substance active de pesticide), G/TBT/N/EU/625 (ID 579<sup>67</sup>)**

2.241. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica appuie de nouveau pleinement les observations formulées par la Colombie et se déclare de nouveau préoccupé par la mesure notifiée par l'Union européenne dans le document [G/TBT/N/EU/625](#) qui a trait au non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil. Les préoccupations du Costa Rica ont été soulevées lors de précédentes réunions de ce comité et s'appuient sur le manque de preuves scientifiques concluantes et l'application d'une approche de précaution dans le cadre de la procédure de renouvellement des approbations de commercialisation, ces deux éléments influençant ensuite l'établissement des LMR. Le chlorothalonil a fait l'objet d'une telle procédure et le règlement relatif à cette substance est entré en vigueur en mai 2020 malgré les nombreuses préoccupations soulevées dans divers organes de l'OMC aux niveaux bilatéral et régional à une époque extrêmement difficile pour les pays tropicaux exportateurs de produits agricoles, comme le Costa Rica, qui continuent de subir les effets défavorables de la pandémie. Dans ce contexte, nous défendons l'appel que nous avons lancé avec la Colombie et 37 autres Membres de l'OMC dans le document [G/TBT/GEN/296/Rev.3](#) pour que l'UE suspende temporairement tous les processus d'examen des approbations de la commercialisation des substances phytopharmaceutiques, ainsi que l'entrée en vigueur de la réglementation en la matière, prévue pour 2020 et 2021, y compris le non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil.

2.242. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie fait de nouveau part de sa préoccupation concernant la mesure notifiée par l'Union européenne dans le document [G/TBT/N/EU/625](#) qui a trait au non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil. Je profite de cette occasion pour indiquer que ma délégation porte de l'intérêt à cette question et qu'elle effectuera un suivi des préoccupations soulevées précédemment au sujet du phosmet et de l'alpha-cyperméthrine, étant donné que l'approche adoptée est très similaire à celle utilisée dans le cadre de cette préoccupation. Malgré les nombreuses observations techniques et scientifiques présentées dans les délais applicables aux consultations, le règlement en vertu duquel l'approbation de la commercialisation de la substance active chlorothalonil n'est pas renouvelée est entré en vigueur en mai 2020. Cette décision commence déjà à avoir des implications et des conséquences considérables pour les producteurs de bananes en Colombie et a des répercussions sur une vaste chaîne de production agricole nationale. De plus, la Commission a décidé d'établir les LMR au niveau minimum de détection, ce qui crée de nouveaux défis pour les producteurs agricoles. Dans le cas présent, l'UE n'a pas pris en considération les observations techniques soumises et les demandes de prolongation de la période de transition en vue d'adapter les processus de production. Elle n'a pas non plus tenu compte des préoccupations soulevées par plusieurs Membres dans cette Organisation et aucune réponse n'a été donnée aux demandes de dialogue présentées à plusieurs reprises. Plusieurs de ces demandes ont déjà été formulées par mon collègue du Costa Rica, je n'y ferai donc pas de nouveau référence.

2.243. L'UE a pris des mesures au titre desquelles elle ne renouvelle pas l'approbation de l'utilisation ou de la commercialisation de produits phytopharmaceutiques, et réduit ultérieurement les LMR. Non seulement ces mesures ont été prises sans se fonder sur des preuves scientifiques solides et de manière incompatible avec les normes internationales, mais elles sont également appliquées de manière discriminatoire puisque, dans la pratique, leur mise en œuvre crée une nette distinction entre les producteurs des États membres de l'UE et les producteurs étrangers. Bien que nous reconnaissons les objectifs de protection de la santé et de l'environnement en jeu, ces mesures sont adoptées sans qu'il ait été démontré qu'elles constituent effectivement le moyen le moins restrictif pour le commerce d'assurer un niveau approprié de protection. En Colombie, l'utilisation de substances phytopharmaceutiques – telles que le chlorothalonil – est indispensable pour la production agricole. Cette substance est particulièrement importante pour la production de bananes car elle permet de lutter contre la cercosporiose noire, un champignon qui peut dévaster cette culture. Il importe de rappeler que les mesures établies par l'UE devraient être fondées sur des preuves scientifiques et des normes internationales et qu'elles devraient tenir compte de la diversité de l'agriculture de pays tropicaux comme la Colombie.

2.244. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil appuie la PCS n° 579 et renvoie à ses précédentes déclarations à ce sujet. Nous marquons respectueusement

---

<sup>67</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 579](#).

notre désaccord avec la décision de l'UE de fonder les mesures sur une approche reposant sur les dangers, sans réaliser une analyse appropriée des risques ni se conformer à des principes scientifiques solidement établis. Le non-renouvellement de l'approbation du chlorothalonil par l'UE n'a pas tenu dûment compte du fait que cette substance était actuellement autorisée dans plus de 100 pays et que les LMR autorisées par le Codex pouvaient aller jusqu'à 70 mg/kg. Nous insistons sur notre préoccupation systémique quant au fait que certaines analyses fondées sur les dangers menées par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) ont conduit au non-renouvellement de l'approbation de certaines substances et, par la suite, à la réduction de leurs LMR. L'Agence nationale pour la santé du Brésil a fixé des LMR du chlorothalonil pour plus de 30 cultures. La question du chlorothalonil porte particulièrement atteinte aux producteurs brésiliens de bananes, de café, d'agrumes, de papayes et de pastèques, entre autres choses.

2.245. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Cette préoccupation et le non-renouvellement de l'approbation du chlorothalonil et d'autres substances ont déjà été largement examinés au sein de ce comité et du Comité SPS en raison de la réduction ultérieure des LMR. Le Paraguay renvoie donc à ses précédentes déclarations et réitère sa préoccupation transversale à l'égard de la décision de l'UE de ne pas renouveler l'approbation de ces substances sans réaliser une analyse des risques appropriée et sans respecter les principes scientifiques. Dans le cas particulier du chlorothalonil, cette substance à faible risque est en vente libre au Paraguay et est utilisée dans divers produits d'exportation, dans le cadre d'une rotation des substances visant à éviter la résistance aux parasites. Elle constitue également le substitut le plus courant au mancozèbe, une autre substance dont l'approbation n'a pas été renouvelée par l'UE, bien que ces deux substances ne présentent aucun risque pour la santé humaine ou pour l'environnement si elles sont utilisées conformément aux bonnes pratiques agricoles. Bien que nous partagions les objectifs que l'UE cherche à atteindre avec ces politiques, nous ne souscrivons pas à l'approche adoptée pour les réaliser, car elle n'est pas fondée sur des preuves scientifiques concluantes. Nous prions instamment l'UE d'envisager d'autres solutions moins restrictives pour le commerce et de fonder ses mesures sur des preuves scientifiques concluantes.

2.246. Le représentant de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. L'Équateur souhaite réitérer sa préoccupation relative à la notification [G/TBT/N/EU/625](#) concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil et au document SANTE/10186/2018 Rev 1, par l'intermédiaire duquel l'UE confirme le non-renouvellement de l'approbation de la substance. Le chlorothalonil est l'un des principaux outils pour lutter contre la cercosporiose noire dans les cultures de bananes, car il est efficace, coûte peu cher et est multisite, ce qui signifie que le risque de résistance est faible. Dans le pays, on peut se le procurer facilement, sous de nombreuses formes, auprès de bien des fournisseurs. La lutte contre la cercosporiose noire (*Mycosphaerella fijiensis*) est le principal défi pour la production de bananes en Amérique latine. Pour lutter contre la maladie, des stratégies de rotation de fongicides ayant différents modes d'action ont été recherchées afin d'éviter la résistance fongique à ces composés. Il existe un nombre limité de molécules permettant d'alterner la fréquence des pulvérisations. La restriction de l'utilisation du chlorothalonil entravera davantage les efforts déployés pour éviter la résistance des parasites. La réduction des LMR pour le chlorothalonil pourrait avoir de très graves conséquences économiques pour les petits, moyens et grands producteurs en Équateur, ainsi que pour les consommateurs de l'UE, car elle affecterait l'offre de nos produits. De plus, aucun produit de remplacement ou produit phytosanitaire analogue avec le même profil environnemental ou toxicologique n'est actuellement disponible étant donné que les produits de substitution au chlorothalonil (mancozèbe, métirame) font déjà actuellement l'objet d'un examen par l'UE, et que certains ont été interdits. Le secteur de la banane fait travailler 2,5 millions de personnes. Les exportations de bananes génèrent 2,1 milliards en recettes pour le pays, soit 2% du PIB et 35% du PIB agricole. L'Équateur souhaite par ailleurs demander à l'UE si, lorsque des autorisations d'urgence ont été délivrées pour l'utilisation de cette substance, les États membres de l'UE ont notifié et justifié l'application de LMR différentes de celles établies dans la réglementation existante de l'UE sur les LMR. Dans l'affirmative, quelle est la LMR appliquée par les pays membres et comment le respect de cette LMR est-il contrôlé dans les échanges intra-européens?

2.247. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Le Guatemala réitère la préoccupation déjà examinée au cours de précédentes réunions, à savoir les effets négatifs du non-renouvellement sur les exportations agricoles et l'incidence minimale en termes de LMR, en particulier alors même que l'approbation des substances de remplacement n'a pas été renouvelée et qu'il n'existe pas de substance similaire efficace sur le marché pour la production agricole, en particulier le secteur de la banane, compte tenu des conditions climatiques tropicales.

2.248. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme cela a été expliqué à de précédentes réunions, l'UE a proposé de ne pas renouveler l'approbation du chlorothalonil par le Règlement d'exécution (UE) 2019/677<sup>68</sup>, adopté le 29 avril 2019, et précédemment notifié au Comité OTC. Le chlorothalonil a fait l'objet d'une évaluation conformément au Règlement (CE) n° 1107/2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques.<sup>69</sup> Les conclusions<sup>70</sup> de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) sur cette substance ont été publiées en janvier 2018. Au cours du processus d'examen par des pairs, il n'a pas été établi que les critères d'approbation prévus à l'article 4 de ce règlement étaient remplis concernant une ou plusieurs utilisations représentatives d'au moins un produit phytopharmaceutique. Une fois prise la décision de non-renouvellement de l'approbation, l'UE a établi un projet de règlement abaissant les limites maximales de résidus (LMR) pour le chlorothalonil, qui a été notifié au Comité SPS de l'OMC ([G/SPS/N/EU/394](#)). Compte tenu des préoccupations mises au jour par l'EFSA, l'UE a baissé toutes les LMR pour le chlorothalonil aux limites de quantification pertinentes par l'intermédiaire du Règlement (UE) 2021/155 du 9 février 2021.<sup>71</sup> Les nouvelles valeurs s'appliquent à tous les produits alimentaires depuis le 2 septembre 2021 (après expiration de la période de report de la date d'application de six mois qui avait été consentie). À compter de cette date, tous les produits alimentaires fabriqués avant que les mesures deviennent applicables doivent également respecter les nouvelles LMR. Les demandes de tolérance à l'importation, qui doivent être étayées par de nouvelles données substantielles répondant aux préoccupations, restent possibles et seront évaluées au cas par cas par l'État membre rapporteur et par l'EFSA. À moins que de nouvelles données répondant aux préoccupations de l'EFSA ne soient soumises, la position de l'UE ne changera pas en ce qui concerne cette substance. S'agissant de la demande conjointe de suspension des processus de réduction des limites maximales de résidus (LMR) de produits phytosanitaires et de l'entrée en vigueur des réductions de ces LMR compte tenu de la pandémie de COVID-19 formulée dans les documents [G/SPS/GEN/1778](#) et [G/TBT/GEN/296](#) et leurs révisions ultérieures, la position de l'UE est exposée dans le document du 28 mai 2021 portant la double cote [G/SPS/GEN/1814/Rev.2](#) et [G/TBT/GEN/315](#) qui a été distribué aux deux Comités.

**2.1.3.28 République de Corée – Modification de la Loi sur la promotion de l'utilisation économe et du recyclage des ressources, [G/TBT/N/KOR/843](#), [G/TBT/N/KOR/844](#), [G/TBT/N/KOR/857](#), [G/TBT/N/KOR/918](#), [G/TBT/N/KOR/919](#), [G/TBT/N/KOR/937](#) (ID 588<sup>72</sup>)**

2.249. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE soutient fermement les mesures prises pour protéger l'environnement et reconnaît les efforts déployés par la République de Corée pour faciliter le processus de recyclage en encourageant les producteurs à mettre sur le marché des produits favorables au recyclage. En ce qui concerne les notifications OTC [G/TBT/N/KOR/918](#), [G/TBT/N/KOR/919](#) et [G/TBT/N/KOR/937](#), la Corée pourrait-elle fournir des renseignements actualisés sur toute nouvelle législation révisée relative aux applications de codes QR, etc., et confirmer la date de mise en œuvre de ces mesures? S'agissant de la notification OTC [G/TBT/N/KOR/956](#), qui porte sur l'étiquetage et un modèle de marquage distinct, l'UE souhaite demander un report de la date de mise en œuvre fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour les nouveaux produits. Compte tenu du retard pris dans la publication du modèle d'étiquette, il ne reste que cinq mois pour mettre en œuvre ces modifications, ce qui constitue un délai insuffisant. Il faut généralement compter 12 à 18 mois pour modifier l'étiquetage des nouveaux produits.

2.250. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît le droit qu'a la République de Corée de mettre en œuvre des règlements qui favorisent la réduction des déchets et la production de matières d'emballage facilement recyclables. Elle remercie la Corée d'avoir exclu les bouteilles de vin du champ de l'obligation d'apposer les résultats de l'évaluation de recyclabilité sur les étiquettes ("exemption d'étiquetage"). L'Australie remercie également la Corée d'avoir précisé que les bouteilles de vin ne sont pas exemptées de la taxe environnementale. Consciente du fait que ces modifications auront une incidence sur son industrie vitivinicole, l'Australie demande davantage de renseignements sur le calendrier prévu pour la mise en œuvre de ces

<sup>68</sup> J.O. L 114 du 30 avril 2019, page 15.

<sup>69</sup> <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1489747880535&uri=CELEX%3A32009R1107>.

<sup>70</sup> EFSA 2018 Conclusion on the peer review of the pesticide risk assessment of the active substance chlorothalonil. Journal de l'EFSA 2018;16(1):5126. <https://www.efsa.europa.eu/fr/efsajournal/pub/5126>.

<sup>71</sup> J.O. L 46 du 10 février 2021, page 5.

<sup>72</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 588](#).

mesures et souhaite savoir si des dispositions seront prises pour faciliter l'adaptation à ces nouvelles prescriptions.

2.251. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis appuient cette PCS.

2.252. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. Le Chili s'associe aux déclarations faites par l'UE et par l'Australie. Comme il a été indiqué lors de réunions précédentes du Comité, le Chili reconnaît le droit qu'a la République de Corée de mettre en œuvre des règlements qui favorisent la réduction des déchets et la production de matériaux d'emballage facilement recyclables, et demande qu'il soit tenu compte des périodes de mise en œuvre nécessaires pour ce type de réglementation.

2.253. En réponse, le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. *À l'attention de l'UE*: les directives sur les marquages distincts pour le recyclage (notification n° 2021-140 du Ministère de l'environnement) annoncées le 7 juillet 2021 indiquent que le délai nécessaire pour le remplacement des plaques ou moules en cuivre d'un emballage est généralement de 6 à 12 mois. La réglementation révisée s'appliquera aux nouveaux produits à compter de 2022, et aux produits existants dès 2024. La date de prise d'effet de la réglementation modifiée dépend de la date de fabrication aussi bien pour les produits nationaux que pour les produits importés. Toutefois, dans le cas de nouveaux produits, étant donné que moins de six mois sont ménagés entre la date de l'annonce finale de la modification et la date de prise d'effet, cette date doit être réexaminée en vue d'accorder un délai de grâce supplémentaire pour chaque produit et matériau d'emballage après avoir vérifié le délai nécessaire à l'application de la nouvelle étiquette, qui peut notamment correspondre à l'épuisement des stocks. *À l'attention de l'Australie*: la surtaxe de participation au recyclage, souvent désignée sous le nom de taxe environnementale, qui vise les bouteilles en verre utilisées comme emballage pour le vin et le whisky s'applique aux produits fabriqués ou importés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, et les producteurs ou importateurs seront invités à payer la surtaxe de cette année vers le mois de septembre de l'année prochaine. Nous recommandons aux producteurs ou importateurs qui souhaitent obtenir des renseignements spécifiques sur le paiement de la participation au recyclage de contacter la Coopérative coréenne de recyclage des emballages (KPRC), une institution établie par les producteurs et importateurs pour remplir conjointement leurs obligations en matière de recyclage conformément à la Loi sur la promotion de l'utilisation économe et du recyclage des ressources.

#### **2.1.3.29 Chine – Projet de mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés, [G/TBT/N/CHN/1522](#) (ID 611)<sup>73</sup>**

2.254. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis notent que la Chine a publié la version finale de cette mesure sous la forme du Décret n° 248 du 12 avril 2021, avec une date de mise en œuvre fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Nous restons préoccupés par un règlement ayant une telle incidence sur le commerce, qui ne semble pas apporter de bénéfices clairs en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de santé publique. Cette mesure semble s'appliquer à tous les produits alimentaires, indépendamment du risque ou de la question de savoir si ces produits sont déjà assujettis à d'autres prescriptions relatives à la certification des importations. Nous prévoyons que cette mesure, lorsqu'elle sera mise en œuvre, entraînera probablement des perturbations majeures des échanges pour les États-Unis et pour tous les autres pays exportant des produits alimentaires et agricoles vers la Chine. Toute mesure de cette ampleur exige pour la branche de production beaucoup plus de temps en vue de sa mise en œuvre. C'est pourquoi nous demandons à la Chine de suspendre immédiatement cette mesure ou de reporter sa mise en œuvre jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2023, lorsque des orientations suffisantes auront été données, que les questions des pays exportateurs auront reçu une réponse et que les entreprises exportatrices auront eu suffisamment de temps pour s'enregistrer auprès des autorités compétentes.

2.255. Le représentant du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu suit de près les développements relatifs à cette mesure depuis que la Chine en a notifié le projet (document G/TBT/N/CHN/1522 du 16 novembre 2020). Étant donné que cette mesure aura une incidence sur un large éventail de nos industries liées à l'alimentation et qu'elle comporte un haut degré d'incertitude, ainsi qu'il est indiqué ci-après, nous avons précédemment, à plusieurs

<sup>73</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 611](#).

reprises, exprimé nos préoccupations. Nous avons également communiqué des observations détaillées pour demander des confirmations et des éclaircissements. Toutefois, nous n'avons pas encore reçu de réponse suffisante et détaillée de la part de la Chine. La Chine a publié la mesure en avril. Cependant, et y compris jusqu'à l'heure actuelle, où la Chine a commencé à appliquer ses prescriptions en matière d'enregistrement, de nombreuses incertitudes demeurent quant à l'interprétation et à la mise en œuvre de la mesure, y compris en ce qui concerne le champ des produits et des installations visés par la mesure, les prescriptions relatives à l'enregistrement et les directives sur la manière de remplir les documents de demande (en particulier pour les producteurs de produits alimentaires qui doivent déposer leur demande eux-mêmes), les procédures et délais pour les audits, les réévaluations et le renouvellement de l'enregistrement. Une question plus essentielle encore est de savoir comment les catégories de risques liés aux produits sont établies dans cette mesure, sans parler de nos préoccupations concernant son incompatibilité avec l'Accord OTC. Selon la mesure, un producteur de produits alimentaires est tenu d'obtenir son enregistrement auprès de l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC) et de marquer le numéro d'enregistrement sur l'emballage de son produit, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Néanmoins, tandis que la GACC a le droit d'examiner les demandes d'enregistrement, et que le calendrier de cet examen n'est pas précisé, nos entreprises s'inquiètent de savoir si elles peuvent obtenir l'approbation à temps et si elles disposent d'assez de temps pour se conformer aux prescriptions en matière d'étiquetage. De plus, la Chine n'a ni fourni d'explication suffisante quant à la justification des mesures ni ménagé une période de transition suffisante ni fourni des indications détaillées sur leur mise en œuvre. Ces éléments aggraveront les risques de perturbation des échanges; c'est pourquoi nous demandons instamment à la Chine de ménager une période de transition suffisante. De plus, afin que soit assurée la compréhension claire et nécessaire de la mesure et pour faciliter les demandes d'enregistrement, nous exhortons également la Chine à fournir des renseignements suffisants et de tenir une séance d'information complète dans le cadre du Comité ou de communiquer des réponses plus détaillées à nos observations.

2.256. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE se doit d'exprimer sa préoccupation au sujet du Décret n° 248 de l'Administration chinoise des douanes. L'UE ne conteste pas le moins du monde le droit de la Chine de s'assurer que les produits alimentaires importés soient de provenance légitime. Nous partageons et soutenons cet objectif. Toutefois, l'UE est très préoccupée par la manière dont la Chine met en œuvre l'enregistrement prévu pour les entreprises exportatrices. La Chine et l'UE échangent des volumes importants de produits alimentaires et de boissons, par l'intermédiaire de dizaines de milliers d'entreprises, dont certaines sont grandes mais beaucoup sont petites. Afin que l'enregistrement des entreprises soit efficace, des indications claires, des modèles normalisés et des périodes de transition réalistes sont indispensables pour réduire au minimum les perturbations des relations économiques entre les entreprises des deux parties. Toutefois, au lieu d'organiser des séances d'information ou des séminaires en ligne, ou tout au moins de communiquer des règles de présentation détaillées et d'indiquer l'adresse d'un site Web comportant des questions fréquemment posées, la Chine a adressé aux États membres de l'UE et à d'autres partenaires commerciaux une lettre demandant l'identification et l'enregistrement des entreprises pour 14 catégories de produits qui ne sont pas clairement définies, dans un délai de 5 semaines. Cette tâche est manifestement impossible, étant donné qu'il s'agit de dizaines de milliers d'entreprises. Du fait que les marchandises devant être importées en Chine au début de l'année prochaine ont déjà été produites, si les délais existants sont maintenus, les décrets n° 248 et 249 risquent de perturber les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales et d'entraîner des retards dans l'approvisionnement alimentaire de la Chine.

2.257. L'UE se doit de relever que la Chine reçoit de l'UE un traitement très différent lorsque notre législation évolue. L'UE demande instamment à la Chine de reporter la mise en œuvre du Décret n° 248 jusqu'à ce que des lignes directrices détaillées, des modèles et des sites Web opérationnels soient disponibles, et de prévoir des périodes de transition réalistes et applicables d'au moins 18 mois pour que les entreprises puissent s'auto-enregistrer conformément à l'article 9 du Décret n° 248. Le commerce avec les entreprises non encore enregistrées devrait se poursuivre sans perturbation; une fois les enregistrements approuvés et les numéros d'enregistrement attribués, les dispositions relatives à l'étiquetage au titre de l'article 15 doivent être mises en œuvre avec des périodes de transition adéquates. En particulier, les produits ayant une longue durée de conservation, tels que les spiritueux, peuvent demeurer en stock au point de vente au détail pendant de nombreux mois et doivent être protégés par des périodes de transition d'au moins 36 mois. Enfin, nous demandons instamment à la Chine d'organiser des séances d'information à l'intention des partenaires commerciaux et des entreprises de manière à ce que nous puissions mieux comprendre les nouvelles prescriptions en matière d'enregistrement.

2.258. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil souhaite soulever à nouveau la PCS n° 611 concernant les nouvelles prescriptions pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés. Jusqu'à présent, tant au niveau bilatéral que dans le cadre du Comité OTC, le gouvernement chinois n'a pas été en mesure de clarifier l'analyse des risques qui a motivé des exigences si disproportionnées pour un large éventail de produits alimentaires. À notre sens, ces exigences constituent des obstacles non nécessaires, non seulement pour notre secteur privé mais aussi pour nos organismes de réglementation, lesquels doivent agir en tant qu'autorité nationale compétente pour un éventail de produits beaucoup plus large. Le fait nouveau le plus récent concernant ce processus réglementaire a été la publication, en avril 2021, par l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC), des décrets n° 248 et 249, qui portent respectivement sur l'administration de l'enregistrement des établissements étrangers et la gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés et exportés. L'article 7 du Décret n° 248 définit les produits dont l'enregistrement exige la recommandation des autorités nationales compétentes. La Chine pourrait-elle préciser les numéros de code du Système harmonisé (SH) pour les produits alimentaires visés par cet article? La Chine pourrait-elle préciser si certains produits relevant du chapitre 19 du SH, notamment les lignes concernant les biscuits, gâteaux et autres produits à base de blé (1901.20, 1902.11, 1902.19, 1902.20, 1902.30, 1905.20, 1905.31, 1905.32, 1905.40 et 1905.90), devraient suivre des procédures d'enregistrement plus complexes?

2.259. L'article 5 du Décret n° 248 dispose que le système de gestion de l'innocuité des produits alimentaires du pays où se trouve le producteur doit avoir fait l'objet d'une évaluation ou d'un examen de l'équivalence effectué par la GACC. La Chine pourrait-elle expliquer comment et quand elle entend procéder à ces évaluations? La Chine pourrait-elle indiquer les critères et procédures utilisés pour établir cette équivalence, en particulier pour les organismes de réglementation qui réglementent les aliments transformés et les "aliments diététiques"? En outre, le secteur privé brésilien s'est déclaré préoccupé par les prescriptions en matière d'emballage énoncées à l'article 15 du Décret n° 248. La Chine pourrait-elle préciser si une période d'adaptation spécifique sera prévue en ce qui concerne les prescriptions en matière d'étiquetage? En cas de retard dans la délivrance du numéro d'enregistrement par la GACC, le gouvernement chinois autorisera-t-il l'importation de produits ne portant pas mention du numéro d'enregistrement? Compte tenu de la nécessité de concevoir et d'imprimer des étiquettes, le gouvernement chinois publiera-t-il à l'avance des prescriptions supplémentaires en matière d'étiquetage, telles que la taille et la couleur des caractères, le format, la visibilité, l'emplacement et l'utilisation des autocollants? En septembre 2021, le gouvernement brésilien a reçu une lettre de la GACC l'informant de l'existence d'une procédure d'enregistrement accélérée pour les produits alimentaires exportés vers la Chine depuis 2017. En annexe de la communication figurait une liste spécifique de produits de cette catégorie dont l'importation en provenance du Brésil a été prise en compte par les douanes chinoises. Toutefois, cette liste ne comprenait pas les catégories de produits alimentaires transformés exportés vers la Chine depuis 2017. S'agissant des aliments transformés en particulier, le gouvernement brésilien n'a pas été en mesure de respecter le délai serré imparti pour la soumission des documents aux fins de cet enregistrement accéléré.

2.260. La Chine pourrait-elle expliquer pourquoi certains produits exportés vers la Chine depuis 2017 ne figurent pas sur la liste des produits faisant l'objet d'un enregistrement accéléré? Étant donné que ces produits ne sont pas dûment mentionnés dans cette liste, la Chine envisagera-t-elle de prolonger les délais concernant l'enregistrement accéléré? Enfin, alors que les Décrets n° 248 et 249 sont sur le point d'entrer en vigueur, la GACC n'a pas encore fait connaître les modèles de documents devant être envoyés par les autorités brésiliennes pour enregistrement au titre de l'article 8 du Décret n° 248. Le gouvernement chinois serait-il en mesure d'indiquer des délais concernant la publication de ces documents? Serait-il possible d'accorder une période d'adaptation plus longue?

2.261. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie respecte le droit des Membres de l'OMC de considérer l'innocuité et de la qualité des produits alimentaires importés de manière conforme à l'Accord OTC et sans restreindre inutilement le commerce. L'Australie remercie la Chine d'avoir récemment donné des indications sur la mise en œuvre de mesures au titre de son Règlement sur l'enregistrement et l'administration des fabricants étrangers de produits alimentaires importés, (Décret n° 248) visant les producteurs de produits alimentaires qui exportent déjà vers la Chine. Toutefois, l'Australie reste préoccupée par le fait que les mesures prévues par le Règlement chinois sur l'enregistrement et l'administration des fabricants étrangers de produits alimentaires importés, promulgué en tant que Décret n° 248, perturberont fortement le commerce des produits alimentaires à destination de la Chine. La Chine a prévu pour les Membres de l'OMC un délai extrêmement court entre la notification initiale de ces mesures, en avril 2021, les



conseils de mise en œuvre, en octobre 2021 seulement, et l'entrée en vigueur du Décret n° 248, prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Afin de limiter autant que possible les perturbations des échanges, tant pour la Chine que pour les pays exportateurs, il sera nécessaire que la Chine accorde aux autorités compétentes et aux entreprises assez de temps pour se conformer au Règlement. L'Australie craint que ces mesures ne perturbent les échanges si une période de transition adéquate n'est pas mise en place avant leur entrée en vigueur. L'Australie demande que la Chine accorde aux Membres une prolongation d'au moins 18 mois pour permettre aux gouvernements et aux entreprises de s'adapter, de se préparer et de s'enregistrer avant l'entrée en vigueur des mesures. La mise en place d'une période de transition est particulièrement importante pour les nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage des produits alimentaires. À moins de deux mois de la mise en œuvre prévue, les prescriptions en matière d'étiquetage pour les produits destinés à l'exportation en 2022 ne sont toujours pas claires pour les Membres. De nombreuses entreprises produisent et étiquettent déjà des produits en vue de leur exportation en 2022 et auraient besoin de temps pour effectuer les réglages nécessaires et écouler les produits existants. Le retard pris par la Chine pour apporter des précisions sur le traitement de ces produits est source d'incertitude pour les exportateurs.

2.262. Selon l'article 2.7 de l'Accord OTC, les Membres envisageront de manière positive d'accepter comme équivalents les règlements techniques des autres Membres, même si ces règlements diffèrent des leurs. L'Australie souhaiterait discuter avec la Chine de la manière dont les systèmes australiens régissant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de grande qualité, peuvent répondre de façon adéquate aux objectifs de la Chine concernant les produits alimentaires importés. L'Australie a également exprimé ses préoccupations lors de récentes réunions du Comité SPS concernant la nécessité de garantir que les mesures de sécurité sanitaire des produits alimentaires, prévues par le Décret n° 248 satisfassent aux obligations découlant de l'Accord SPS, soient fondées sur des données scientifiques, tiennent compte des risques réels en matière de sécurité alimentaire et ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire aux fins de la gestion des risques liés à certains aliments importés (y compris des aliments à faible risque) en matière de sécurité alimentaire. Une fois de plus, l'Australie est prête à travailler avec la Chine et à discuter des moyens de répondre aux besoins de la Chine en matière de sécurité alimentaire, tout en veillant à ce que les perturbations commerciales soient réduites au minimum.

2.263. Le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie remercie la Chine d'avoir notifié le Projet de Règlement de la République populaire de Chine sur l'enregistrement et l'administration des produits alimentaires manufacturés étrangers importés (G/TBT/N/CHN/1522) le 16 novembre 2020. L'Indonésie respecte pleinement le droit des autorités chinoises de protéger la santé et la sécurité de sa population en garantissant l'innocuité des produits alimentaires consommés sur le marché chinois. Toutefois, l'Indonésie est d'avis que le Décret n° 248 établi par l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (GACC) est plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser son objectif légitime. Étant l'un des plus grands pays exportateurs de produits alimentaires vers la Chine, ses exportations ayant une valeur commerciale supérieure à 5,2 millions de dollars EU en 2020, l'Indonésie a de nombreuses préoccupations concernant la mise en œuvre de ce Règlement. L'Indonésie a envoyé sa demande au point d'information OTC de la Chine pour l'OMC le 29 septembre 2021. Malheureusement, l'Indonésie n'a reçu aucune réponse jusqu'à présent. L'Indonésie souhaite demander à la Chine de respecter son engagement au titre de l'Accord OTC et de faire en sorte que ces mesures ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce international.

2.264. L'Indonésie souhaite donc demander à la Chine ce qui suit: premièrement, préciser la justification de ces mesures au regard de l'objectif en matière de santé et de sécurité que la Chine souhaite atteindre en les mettant en œuvre; deuxièmement, fournir des renseignements détaillés sur les produits qui seront visés par cette mesure en indiquant les six à huit chiffres du code SH correspondant; troisièmement, mettre à jour le site Web officiel, avec sa version anglaise, et fournir une directive de mise en œuvre complète et approfondie portant sur le mécanisme et les procédures d'enregistrement, soit par le biais de l'autorité compétente, soit de manière indépendante, ainsi que le calendrier d'enregistrement et les prescriptions en matière d'étiquetage; quatrièmement, réfléchir à la nécessité d'enregistrer des produits à faible risque et, enfin, accorder aux fabricants une période de transition raisonnable d'au moins 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour la mise en œuvre des mesures. La Chine a été un partenaire commercial apprécié et stratégique pour l'Indonésie en ce qui concerne un large éventail de produits, y compris les produits alimentaires et les boissons. L'Indonésie souhaite continuer de devenir un partenaire commercial stratégique pour la Chine. L'Indonésie espère vivement que la Chine examinera de nouveau le calendrier de mise en œuvre de

cette mesure. L'Indonésie attend avec intérêt la réponse de la Chine et se félicite de la discussion bilatérale qui aura lieu prochainement sur ce sujet important.

2.265. Le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Mexique renvoie au Décret n° 248 de l'Administration générale des douanes de la Chine relatif à l'enregistrement et l'administration des fabricants étrangers de produits alimentaires importés, notifié aux Membres du Comité le 16 novembre 2020 dans le document [G/TBT/N/CHN/1522](#). Bien que le gouvernement mexicain reconnaisse le droit souverain de chaque pays de déterminer les mesures réglementaires permettant d'atteindre ses objectifs légitimes et qu'il partage l'objectif du gouvernement chinois de garantir l'origine légale des produits alimentaires importés dans le pays, nous attachons également une grande importance à la nécessité d'envisager d'autres solutions qui ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire et qui respectent et se conforment aux engagements internationaux lorsqu'il s'agit de décider de telles mesures. La délégation du Mexique réitère les préoccupations exprimées au Comité lors des réunions précédentes, en février et juin de cette année, concernant le Décret n° 248 et son processus de mise en œuvre, y compris la demande d'enregistrement des entreprises exportatrices. Elle demande donc à la délégation de la Chine de reconsidérer la date projetée pour l'entrée en vigueur en janvier 2022, en raison des préoccupations et de l'incertitude que cette mesure a suscitées parmi les Membres de cette instance, en vue de permettre un dialogue avec les parties prenantes pour trouver un équilibre entre l'objectif poursuivi et la meilleure façon de procéder sans affecter les importateurs. En outre, elle réaffirme la nécessité de définir le champ d'application du Décret n° 248 afin de clarifier le type d'exportateurs soumis à l'obligation d'enregistrement et de proroger le délai applicable pour l'enregistrement. La délégation du Mexique remercie la délégation de la Chine d'accorder son attention à cette déclaration et rappelle l'importance de respecter les engagements internationaux auxquels nous sommes liés en tant que Membres de l'Organisation, dans le but de mettre en œuvre des mesures qui facilitent le commerce international et ne créent pas d'obstacles non nécessaires à celui-ci.

2.266. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada et d'autres Membres continuent de soulever des préoccupations et d'évoquer des difficultés importantes en ce qui concerne les mesures administratives prises par la Chine concernant l'enregistrement des fabricants étrangers de produits alimentaires importés. Le Canada craint que le Décret n° 248 n'ait une incidence négative sur le commerce. Au fil des ans, le Canada et la Chine ont mis en œuvre de nombreux arrangements bilatéraux qui ont permis de maintenir la sécurité du commerce des produits alimentaires entre nos deux pays. Le Canada reste préoccupé par le fait que les mesures administratives appliquées par la Chine sont trop contraignantes et injustifiées. Ces mesures ont une portée large et générale et auront une incidence notable sur les exportations vers la Chine. On ne sait toujours pas comment le Décret n° 248 contribuera à assurer le niveau de protection jugé approprié par la Chine et, s'il est mis en œuvre sous sa forme actuelle, le nouveau Décret est susceptible de créer d'importants obstacles au commerce, y compris des répercussions financières considérables tant sur le secteur concerné que sur les autorités compétentes étrangères. Le Canada est déçu que le Décret n° 248 ait été adopté et publié par l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (douanes chinoises) immédiatement après la date limite pour la présentation d'observations par les Membres de l'OMC, sans tenir suffisamment compte des observations et des préoccupations des Membres. S'agissant du nouveau Décret, l'absence de discussions et de renseignements émanant de la Chine est source d'incertitude et d'inquiétude pour les partenaires commerciaux. Une plus grande clarté et des renseignements plus précis sont nécessaires pour que les acteurs du secteur et les autorités compétentes étrangères comprennent ces prescriptions et soient en mesure de s'y conformer.

2.267. Le Canada demeure profondément préoccupé par le fait que ces mesures engendreront de la confusion pour les autorités compétentes et le secteur en raison du manque de précisions et de transparence de la part de la Chine concernant la mise en œuvre de ces nouvelles prescriptions. Le Canada prie instamment la Chine de différer la mise en œuvre du Décret n° 248 de 18 mois pour permettre tant aux gouvernements étrangers qu'à la branche de production de comprendre et respecter pleinement les nouvelles prescriptions énoncées dans le Décret. Pendant le délai en question, le Canada appelle la Chine à apporter plus de clarté et à tenir des discussions avec les Membres en temps opportun afin que les partenaires commerciaux, y compris les autorités compétentes et le secteur concerné, disposent de suffisamment de temps pour se conformer aux nouvelles mesures de la Chine. Bien que le Canada ait répondu à la requête de la Chine concernant la présentation de renseignements sur les produits de base à "risque moyen" dans le cadre des prescriptions du Décret n° 248, présentation dont l'échéance était fixée au 31 octobre 2021, l'objet

de cette demande reste flou, ce qui crée une incertitude supplémentaire au sein de la branche de production canadienne. En conclusion, le Canada exhorte la Chine à fournir aux Membres des renseignements et des précisions supplémentaires sur la mise en œuvre du Décret n° 248 et de différer celle-ci afin de ménager un délai suffisant pour pallier cette incertitude et permettre aux partenaires commerciaux de se conformer aux nouvelles prescriptions.

2.268. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée comprend les efforts déployés par la Chine pour garantir l'innocuité des produits alimentaires afin de protéger la santé de sa population, mais elle tient à réitérer sa préoccupation car la Chine n'a pas apporté de réponse claire aux préoccupations que n'ont cessé d'exprimer la Corée et un certain nombre d'états Membres concernant cette mesure administrative depuis la première notification de son projet en 2019. Que les autorités compétentes soient obligées de procéder à l'enregistrement des fabricants, transformateurs et installations de stockage de produits alimentaires auprès du gouvernement chinois, même pour les produits alimentaires à faible risque énumérés à l'article 7 du Décret n° 248, est une mesure plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis. Cette mesure est même incompatible avec les pratiques mondiales, dans lesquelles la plupart des pays exigent que les autorités compétentes des pays exportateurs soient responsables de l'enregistrement des établissements uniquement pour les produits d'origine animale. Rappelant l'obligation de la Chine en tant que partie à l'Accord OTC de l'OMC, la Corée demande à la Chine de fournir des preuves scientifiques à l'appui de l'article 7 susmentionné. D'après ce que nous savons, le Décret n° 248 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Or la Chine a demandé à la Corée de lui soumettre la liste des fabricants devant être enregistrés par le gouvernement avant le 31 octobre 2021. Toutefois, à ce jour, la Chine n'a pas fourni de directives détaillées, telles que les codes SH des 14 articles supplémentaires, ce qui pose des difficultés pour identifier les produits d'exportation visés par le règlement chinois et pour présenter la liste requise.

2.269. Par conséquent, la Corée voudrait demander à la Chine de fournir des directives détaillées dans les meilleurs délais en ce qui concerne les produits d'exportation pour lesquels un enregistrement est exigé des autorités compétentes des pays exportateurs et les produits doivent être enregistrés par des entreprises privées. Nous souhaiterions également reporter la date de mise en œuvre de la mesure administrative afin de laisser aux pays exportateurs et aux fabricants le temps de s'y préparer. La Chine est un partenaire commercial très important pour la Corée, car elle est le deuxième débouché majeur des produits agricoles coréens. Et les modifications apportées à la réglementation chinoise auront une incidence considérable sur le commerce bilatéral. En conséquence, la Corée demande à la Chine de tenir compte de son point de vue et attendra la réponse de cette dernière à son observation.

2.270. Le représentant de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse partage les préoccupations exprimées par les autres Membres concernant les décrets n° 248 et 249 publiés par l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (GACC). La Suisse comprend et soutient l'objectif de la Chine de garantir que seuls des produits alimentaires sûrs soient importés. Nous regrettons que ces mesures englobent encore toutes les catégories de produits alimentaires, indépendamment de leur profil de risque, et semblent être plus restrictives pour le commerce que nécessaire pour garantir l'innocuité des produits alimentaires importés. Nous réitérons donc nos préoccupations déjà soulevées lors des réunions antérieures. La Suisse note qu'il existe encore de nombreuses questions ouvertes sur lesquelles elle ne dispose pas de renseignements suffisants, ainsi que son secteur concerné. Parmi les exemples de renseignements incomplets, on peut citer les catégories de produits (selon leurs codes SH), les types d'opérations devant être enregistrées et les questions relatives à l'étiquetage. La Suisse encourage la Chine à communiquer à tous les Membres de l'OMC intéressés des lignes directrices détaillées, des règles d'application et des formulaires types le plus tôt possible. Il est important que nous ayons tous accès aux mêmes renseignements, qui pourront ensuite être transmis aux autorités compétentes et à la branche de production. En outre, la Suisse invite la Chine à prévoir des périodes de mise en œuvre et de transition réalistes et applicables et demande une prorogation d'au moins 18 mois.

2.271. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon partage les préoccupations des autres Membres au sujet du règlement de la Chine relatif à l'enregistrement et à l'administration des fabricants étrangers de produits alimentaires importés (Décret N° 248 de la GACC). Nous croyons comprendre que la Chine a publié l'annotation explicative article par article sur son site Web. Nous croyons également comprendre que la Chine a tenu à Shanghai la réunion explicative sur ce règlement. Nous nous félicitons des efforts déployés par la Chine pour fournir des renseignements supplémentaires et informer les personnes concernées, mais nous avons reçu une

nouvelle lettre de la GACC à la fin du mois de septembre. Ce courrier demandait de fournir à la GACC la liste d'entreprises au plus tard à la fin du mois d'octobre, le mois dernier. Ce délai n'était pas réaliste. De surcroît, les précisions restent insuffisantes. Nous sommes profondément déçus du manque d'information, en particulier s'agissant de l'ambiguïté du champ d'application du règlement visant les produits alimentaires. Étant donné que la Chine spécifie le champ d'application du règlement uniquement par des noms de produits et non par des codes SH, la question de savoir s'il sera applicable n'est pas claire pour divers produits alimentaires. L'annotation explicative laissait entendre que les codes SH seraient annoncés sur le site Web, mais cette information n'a pas encore été mise en ligne. Le Japon suggère que les "denrées alimentaires" visées à l'article 9 soient désignées par les codes du SH, et que ces positions précises du SH soient communiquées dès que possible. En outre, la GACC a ouvert un site Web afin que les entreprises privées puissent demander elles-mêmes leur enregistrement. Cependant, ce site Web est encore en phase de test, ce qui crée une grande confusion dans le secteur privé au Japon.

2.272. De plus, nous n'avons pas connaissance du délai précis entre la présentation de la demande et l'enregistrement par la GACC. Nous pensons que cette mesure manque de la transparence nécessaire à cet égard. Le manque de transparence aura des répercussions négatives importantes sur le commerce avec tous les autres Membres de l'OMC. De nombreuses entreprises nous ont déjà fait part de leur inquiétude quant à leur manque de temps pour se préparer à l'application de ce règlement et au fait que celui-ci pourrait interrompre le commerce existant après son entrée en vigueur. Cela montre que la mesure proposée a déjà créé des obstacles non nécessaires au commerce entre la Chine et les autres Membres de l'OMC. Nous suggérons que la Chine tienne compte des observations et des préoccupations des Membres de l'OMC et reconsidère la date de promulgation du règlement. Étant donné que nous avons déjà présenté avec plusieurs autres Membres une lettre conjointe à la GACC, le Japon demande également à la Chine de ménager une période de transition suffisante de 18 mois après la fourniture aux Membres de l'OMC de renseignements satisfaisants pour éviter que ce règlement n'ait une incidence négative sur le commerce entre la Chine et les autres Membres de l'OMC.

2.273. Le représentant de la Turquie a communiqué la déclaration suivante. La Turquie remercie les autres délégations d'avoir porté cette question à l'ordre du jour et partage les préoccupations exprimées dans leurs déclarations au sujet du projet de mesures administratives de la Chine pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés. La Turquie estime que le Décret n° 248 couvre un large éventail de produits alimentaires et que les produits visés et les détails de la mise en œuvre doivent encore être précisés. En outre, le système prévu pour l'enregistrement les entreprises exportatrices est fastidieux, non seulement pour les producteurs étrangers de produits alimentaires donnés mais aussi pour les autorités compétentes des pays exportateurs, compte tenu en particulier de la complexité du nouveau système d'enregistrement et de la brièveté des délais prévus. Par conséquent, la Turquie souhaiterait demander à la Chine de fournir des renseignements et des éclaircissements supplémentaires concernant la mise en œuvre du Décret n° 248 et de reporter la mise en œuvre du nouveau système d'enregistrement d'au moins 18 mois afin de permettre aux gouvernements et aux entreprises d'adopter le nouveau système.

2.274. Le représentant des Philippines a communiqué la déclaration suivante. Nous constatons que les deux principales suggestions effectuées, dont nous espérons que la Chine tiendra compte, sont de communiquer des renseignements et de prévoir des séances d'information suffisants sur la mesure considérée et de prolonger la période de transition. Nous avons présenté des observations et demandé des clarifications à la Chine, d'abord le 2 février 2021, puis à nouveau le 11 mai 2021. Nous avons ensuite reçu des réponses après la réunion de juin du Comité. Nous continuons d'évaluer ces réponses car elles semblent simplement reformuler les dispositions textuelles du Décret n° 248. Nous avons également demandé une prolongation du délai fixé au 31 octobre 2021 pour la présentation de la liste des fabricants faisant l'objet d'un enregistrement public. La Chine n'a pas répondu à cette question. Nous respectons le droit de la Chine de réglementer afin de garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Néanmoins, les Philippines, se joignent aux autres Membres de l'OMC pour demander à la Chine de respecter les règles claires de l'Accord OTC et de faire en sorte que ses règlements ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce et ne soient pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser ses objectifs légitimes.

2.275. Le représentant du Pérou a communiqué la déclaration suivante. Le Pérou reprend les préoccupations exprimées par les Membres précédents. À cet égard, le Pérou souhaite exprimer sa préoccupation au sujet de l'incidence négative que le Décret n° 248 pourrait avoir sur le commerce international. Nous soutenons également la proposition faite par d'autres Membres demandant à la

Chine de différer la mise en œuvre du Décret n° 248 car les entreprises et les autorités ont besoin de temps pour s'adapter aux nouvelles dispositions. En outre, nous demandons instamment à la Chine de fournir des renseignements suffisants au sujet de ce Décret et de sa mise en œuvre. Enfin, nous réaffirmons l'importance de se conformer aux engagements internationaux pris au titre de l'Accord OTC en vue de mettre en œuvre des mesures qui ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce.

2.276. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Afin de mettre effectivement en œuvre la Loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires de la République populaire de Chine et son règlement d'application, la Chine a révisé les Mesures administratives sur l'enregistrement des fabricants étrangers de produits alimentaires importés. La nouvelle version du Décret n° 248 a été publiée le 12 avril 2021 et prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Avant la publication du Décret n° 248 par la Chine, une notification avait été présentée à l'OMC. Les observations des Membres avaient été reçues, des suggestions et des recommandations raisonnables avaient été acceptées. La Chine avait également établi une période de transition avant sa mise en œuvre. Ces dispositions permettent d'optimiser les procédures d'enregistrement, d'instaurer une gestion classifiée pour différentes catégories d'entreprises productrices étrangères, de clarifier les responsabilités des entreprises et les responsabilités des autorités compétentes du pays (de la région) où l'entreprise est située en matière de surveillance et de préciser l'application des dispositions. Les dispositions ci-dessus n'affecteront pas la mise en œuvre des accords conclus entre les Membres et la Chine. Afin d'assurer que le commerce des produits alimentaires se déroule normalement après la mise en œuvre du Décret n° 248, l'Administration Générale des Douanes a, en septembre, informé par écrit les Membres concernés de la demande d'enregistrement des entreprises de production alimentaire étrangères de différentes catégories et des prescriptions relatives aux documents à présenter. L'interprétation du Décret n° 248 et les modalités de mise en œuvre des documents d'orientation seront publiées prochainement. Nous en informerons toutes les parties en temps utile.

#### **2.1.3.30 Pérou – Décret suprême n° 015-2019-SA modifiant le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA (ID 618<sup>74</sup>)**

2.277. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica tient à remercier le Pérou de l'avoir tenu informé des progrès réalisés dans le processus de mise en œuvre du projet de règlement établi au titre du Décret suprême n° 015-2019-SA, qui modifie le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA. Récemment, le Pérou nous a fait savoir que l'entrée en vigueur de ce règlement avait été reportée au 30 mars 2022. Même si ce report laisse quelque répit à nos exportateurs, nous souhaitons rappeler notre préoccupation et prier respectueusement les autorités péruviennes d'envisager d'autoriser l'utilisation des étiquettes adhésives sur une base réciproque, étant donné que ces étiquettes peuvent être utilisées sur les produits alimentaires péruviens destinés à être commercialisés en Amérique centrale. Le secteur alimentaire nous a informés des répercussions négatives qu'aurait pour le commerce une éventuelle interruption de l'utilisation des étiquettes adhésives. Il convient de noter que l'utilisation de ces étiquettes est largement acceptée au niveau international, celles-ci permettant d'atteindre les mêmes objectifs de protection de la santé publique et d'information des consommateurs que les étiquettes permanentes. Au niveau du Codex par exemple, les articles 8.1.1 et 8.2.1 de la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CODEX STAN 1-1985) permettent l'utilisation d'étiquettes supplémentaires ou adhésives, à condition qu'il soit garanti qu'elles ne se détacheront pas du récipient ou si la langue employée sur l'étiquette originale n'est pas acceptable par le consommateur auquel le produit est destiné. Nous notons également que les pays dont les systèmes d'étiquetage exigent un avertissement concernant la teneur en matières grasses, en sodium ou en sucre, comme celui du Pérou, ont envisagé un étiquetage supplémentaire au moyen d'autocollants, qui non seulement assure le niveau de protection requis, mais permet aussi aux exportateurs de se conformer plus facilement aux prescriptions internationales non harmonisées. Les produits alimentaires péruviens commercialisés sur le marché du Costa Rica peuvent être adaptés aux prescriptions du pays en matière d'étiquetage par l'utilisation d'étiquettes adhésives supplémentaires, ce qui évite de devoir apposer des étiquettes permanentes dans le pays d'origine exclusivement pour le marché costaricien. Cela favorise incontestablement le commerce et est adapté au niveau de protection recherché. Nous demandons donc la réciprocité de traitement.

<sup>74</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 618](#).

2.278. Par ailleurs, nous constatons que d'autres instruments du Pérou, comme le Décret suprême n° 007-98-SA portant approbation du Règlement sur la surveillance et le contrôle sanitaire des produits alimentaires et des boissons, permettent l'utilisation d'autocollants pour se conformer aux prescriptions en matière d'étiquetage, étant donné qu'il s'agit d'un moyen approprié pour atteindre les objectifs légitimes proposés. Le fait que la législation péruvienne, dans le cadre d'autres instruments, autorise l'utilisation d'une étiquette adhésive ou d'une étiquette supplémentaire constitue la preuve manifeste de l'existence de mesures moins restrictives pour le commerce qui permettent d'atteindre les objectifs légitimes proposés tout en respectant les obligations relatives aux obstacles techniques au commerce prévues par l'accord pertinent de l'Organisation mondiale du commerce et l'accord existant entre nos pays. Le Costa Rica tient à souligner une fois de plus, comme il l'a déjà fait devant le Comité, que, compte tenu de la situation mondiale actuelle engendrée par la COVID-19, la coopération internationale dans tous les domaines est essentielle pour surmonter la crise et jeter les bases d'une reprise économique rapide après la pandémie en favorisant les mesures qui facilitent les échanges, par opposition aux mesures susceptibles de créer des obstacles techniques au commerce et d'entraver la relance de l'économie. Compte tenu de ce qui précède, nous prions les autorités péruviennes de supprimer la proposition d'interdire l'utilisation d'autocollants et de maintenir la possibilité d'autoriser leur utilisation permanente.

2.279. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie remercie le Pérou de prêter attention à la préoccupation concernant l'utilisation d'adhésifs contenant des messages d'avertissement au titre du paragraphe 8.3 de l'article 8 du Manuel sur les messages d'avertissement, approuvé par le Décret Suprême n° 012-2018-SA. Compte tenu de la récente publication du Décret suprême n° 018-2021-SA, prolongeant le délai d'utilisation des autocollants jusqu'au 31 mars 2022, la Colombie remercie le Pérou pour ce délai supplémentaire mais considère que cette prescription devrait être maintenue à titre permanent et que le délai ne devrait pas continuer à être prolongé par des échéances spécifiques ou pour des périodes assez limitées. La Colombie réaffirme que cette politique, bien que visant à promouvoir et à protéger la santé publique, devrait être mise en œuvre d'une manière qui ne soit pas plus restrictive qu'il n'est nécessaire et ne crée pas par la suite un obstacle non nécessaire au commerce. La Colombie considère également que le fait d'autoriser l'utilisation d'étiquettes adhésives ne fausse pas l'objectif des normes péruviennes, étant donné que les messages d'avertissement, qu'ils soient inclus dans les étiquettes adhésives ou imprimés directement sur l'emballage des produits, restent clairs, lisibles, mis en évidence et compréhensibles, comme le prescrit la réglementation. Nous réaffirmons que cette norme relative à l'étiquetage, qui est si spécifique à un marché donné et est contraignante pour le pays d'origine, constitue un obstacle majeur à l'accès aux marchés, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, et ne tient pas compte des processus complexes de distribution et de logistique, qui exigent une certitude quant aux règles applicables pour la commercialisation des produits à moyen et long terme. En outre, la prolongation de l'utilisation d'étiquettes adhésives pour des périodes de six mois entraîne une incertitude et crée des difficultés de gestion pour les entreprises qui exportent vers le Pérou. Nous saurions donc gré au Pérou de tenir compte de ces considérations et d'étudier la possibilité de modifier la réglementation de manière à permettre l'utilisation permanente d'étiquettes adhésives. Nous saluons les discussions bilatérales qui ont eu lieu à différents niveaux et des progrès dûment signalés.

2.280. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne (UE) remercie le Pérou d'avoir prolongé la possibilité d'utiliser des autocollants pour se conformer aux prescriptions en matière d'étiquetage des aliments transformés jusqu'au 31 mars 2022. Néanmoins, l'UE aimerait de nouveau inviter instamment le Pérou à prévoir la possibilité permanente d'utiliser des autocollants. Elle reconnaît que la fourniture de renseignements fiables au consommateur péruvien est un objectif légitime. Toutefois, l'obligation d'imprimer des renseignements sur l'emballage du produit est restrictive pour le commerce et représente une charge disproportionnée pour les producteurs étrangers, en particulier les PME. Dans l'UE et la plupart des pays du monde, les autocollants sont autorisés pour les produits alimentaires, pour autant que les renseignements soient exacts et que les autocollants ne se détachent pas facilement. Nous sommes déterminés à travailler au niveau bilatéral avec le Pérou sur cette question.

2.281. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil regrette de devoir une nouvelle fois faire part de ses préoccupations au sujet des prescriptions en matière d'étiquetage figurant dans le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA (notifié sous la cote [G/TBT/N/PER/97/Add.1](#) et modifié par le Décret suprême n° 015-2019-SA (non notifié). L'utilisation d'autocollants est une pratique largement répandue au niveau international, car elle n'entrave pas la communication de renseignements fiables



aux consommateurs. Les articles 8.1.1 et 8.2.1 de la norme du Codex relative aux produits préemballés (CODEX STAN 1-1985) prévoient expressément la possibilité d'utiliser des étiquettes ou autocollants supplémentaires, à condition qu'ils soient fixés à l'emballage et si la langue de l'étiquette originale n'est pas nécessairement celle du consommateur auquel elle est destinée. Le Brésil adhère à l'action menée par le Pérou en vue de garantir les normes sanitaires les plus élevées par l'adoption d'une réglementation technique qui contribue à mieux informer les consommateurs. Malgré les préoccupations légitimes du Pérou au sujet des pratiques de nature à induire en erreur, les progrès réalisés en matière de technologie d'étiquetage permettent d'apposer les étiquettes en toute sécurité. Nous prenons acte du fait que, selon le Décret suprême n° 018-2021-SA, l'entrée en vigueur de l'interdiction des autocollants a été reportée au 31 mars 2022. Toutefois, nous prions le Pérou d'aligner de manière permanente ses prescriptions en matière d'étiquetage sur les normes internationales actuelles établies dans le cadre du Codex et de supprimer l'interdiction des autocollants pour les produits entrant dans le champ d'application du Manuel sur les messages d'avertissement. Le Brésil considère ce report comme une solution provisoire et continuera de soulever cette PCS jusqu'à ce que le Pérou supprime de manière permanente ses prescriptions contraignantes pour l'étiquetage des denrées alimentaires.

2.282. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. Le Chili se félicite de l'occasion qui lui est donnée de formuler des observations sur le processus de mise en œuvre du projet de règlement énoncé dans le Décret suprême n° 015-2019-SA, qui modifie le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé par le Pérou. Comme l'ont indiqué les délégations qui ont pris la parole avant moi, les entreprises exportatrices de produits alimentaires et les associations professionnelles sont préoccupées par le fait que les étiquettes/autocollants d'avertissement ne seront acceptés que jusqu'à la fin de mars 2022, et non à titre permanent.

En réponse, le représentant du Pérou a communiqué la déclaration suivante. Comme il l'a fait lors des précédentes réunions, le Pérou tient à réaffirmer qu'il est déterminé à œuvrer pour protéger la santé de ses citoyens et des groupes vulnérables, tels que les enfants et les adolescents, grâce à des politiques publiques conçues pour atteindre cet objectif et conformément à ses engagements commerciaux internationaux dans ce domaine. À cet égard, il s'efforce de veiller à ce que les informations contenues dans le Manuel sur les messages d'avertissement (MAP) parviennent aux consommateurs de manière claire et efficace, afin qu'ils puissent faire des choix éclairés. En réponse aux préoccupations exprimées par certains Membres, le Pérou a, par le Décret suprême n° 018-2021-SA, prorogé jusqu'au 31 mars 2022 la période pendant laquelle l'utilisation d'autocollants d'avertissement est autorisée, prévue au paragraphe 8.3 de l'article 8 du Décret suprême n° 012-2018-SA portant approbation du MAP, en vertu de la Loi n° 30021 sur la promotion d'une alimentation saine chez les enfants et les adolescents. Enfin, nous répétons que le Pérou souhaite honorer ses engagements dans le cadre de l'OMC et, à cet égard, réaffirme sa détermination à ne pas élaborer, adopter ou appliquer des règlements techniques susceptibles de créer des obstacles non nécessaires au commerce, comme le prévoit l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

#### **2.1.3.31 Royaume d'Arabie saoudite – Règlement technique relatif aux limitations et aux restrictions concernant les substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, [G/TBT/N/SAU/1166](#) (ID 666<sup>75</sup>)**

2.284. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon partage les préoccupations relatives au Règlement technique relatif aux restrictions concernant les substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (EEE). Il croit comprendre que ce règlement a été promulgué le 9 juillet 2021. Lors des réunions précédentes du Comité OTC de l'OMC, le Royaume d'Arabie saoudite a déclaré qu'il rendrait les procédures d'évaluation de la conformité raisonnables, en réponse aux observations formulées par de nombreux pays. Toutefois, la norme internationale d'homologation ISO/CEI 17067, que de nombreux pays jugent problématique, a été adoptée pour l'octroi des certificats de conformité en vertu du règlement promulgué. Par ailleurs, si le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite procède à la modification de la procédure d'évaluation de la conformité, il est possible que les importations soient suspendues du fait que les entreprises n'auront pas disposé d'un délai suffisant pour se préparer avant la date de mise en œuvre, dont on suppose qu'elle sera au mois de janvier 2022. En outre, étant donné que les détails des procédures d'évaluation de la conformité n'ont pas encore été communiqués, les fabricants qui importent de nombreux types de produits sont dans l'impossibilité d'achever les procédures de

<sup>75</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 666](#).

certification d'ici à la date d'entrée en vigueur. Le Japon demande qu'une période de transition suffisante soit ménagée pour l'obtention de la certification avant la date d'entrée en vigueur et que ce règlement technique soit harmonisé avec les normes et pratiques internationales, que les préoccupations susmentionnées soient dissipées et que des éclaircissements soient rapidement fournis au sujet de la mise en œuvre de cette réglementation, afin qu'elle ne crée pas d'obstacles non nécessaires au commerce international.

2.285. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne voudrait à nouveau faire part de ses préoccupations au sujet du projet de Règlement technique relatif aux restrictions concernant les substances dangereuses, notifié par l'Arabie saoudite le 1<sup>er</sup> décembre 2020. L'UE souhaite renvoyer pour plus de détails aux observations qu'elle a présentées par écrit en mars 2021 et aux comptes rendus des réunions précédentes du Comité OTC. En particulier, elle souhaite de nouveau inviter l'Arabie saoudite à réexaminer la prescription relative à la certification de la conformité par une tierce partie, qui s'écarte de la pratique internationale courante fondée sur la déclaration de conformité de la première partie. L'UE invite aussi l'Arabie saoudite à ménager une période de transition suffisamment longue pour assurer une mise en œuvre et une adaptation sans heurts pour les opérateurs économiques. L'UE souhaite demander à l'Arabie saoudite de fournir des renseignements sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la mesure et sur toute ligne directrice envisagée pour le secteur. Enfin, elle souhaite de nouveau souligner à quel point il importe de promouvoir les prescriptions harmonisées du CCG, ce qui devrait aussi permettre de garantir leur application uniforme et une reconnaissance mutuelle des résultats des évaluations de la conformité dans la région. L'UE reste disposée à discuter de cette question avec l'Arabie saoudite au niveau bilatéral.

2.286. Le représentant du Royaume-Uni a communiqué la déclaration suivante. Le Royaume-Uni remercie l'Arabie saoudite de maintenir un dialogue suivi sur ce règlement technique. Nous continuons d'encourager l'Arabie saoudite à accepter l'autodéclaration, dont la branche de production du Royaume-Uni a précédemment démontré qu'elle était proportionnelle au risque du produit, comme moyen de démontrer la conformité des produits. L'acceptation de l'autodéclaration constituerait un moyen moins restrictif pour le commerce d'atteindre l'objectif légitime de l'Arabie saoudite. Nous croyons maintenant comprendre que l'Arabie saoudite a l'intention d'élaborer des lignes directrices pour favoriser le respect des procédures de certification par une tierce partie. Nous croyons également comprendre que ces lignes directrices tiendront compte des observations soulevées au sujet du champ d'application de cette mesure et des exemptions portant sur certains produits. Le Royaume-Uni prend note de cette intention avec intérêt et demande que soient confirmés le processus d'élaboration, les délais et les projets de consultation avec les entreprises internationales. Il se félicite du dialogue constructif qui a eu lieu jusqu'à présent, de la volonté de l'Arabie saoudite d'examiner cette question et de la poursuite d'échanges productifs sur ce sujet.

2.287. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis réitèrent leurs préoccupations au sujet de la notification du Royaume d'Arabie saoudite portant sur son "Règlement technique relatif aux restrictions concernant les substances dangereuses (RoHS)", dont nous croyons comprendre qu'il a été publié au Journal officiel en juillet et qu'il entrera en vigueur le 5 janvier 2022. Bien que nous apprécions la volonté dont a fait preuve l'Organisation saoudienne des normes (SASO) à ce jour de dialoguer avec nous et d'autres parties prenantes au sujet de ce règlement, une grande confusion demeure en ce qui concerne plusieurs détails relatifs à la mesure. En outre, en l'absence d'éclaircissements et de lignes directrices détaillées, les fabricants et les organismes d'évaluation de la conformité rencontreront de nombreuses difficultés pour mettre en œuvre la mesure projetée, d'autant que cette dernière s'écarte considérablement des pratiques internationales en matière de législation RoHS, qui s'appuient sur la déclaration de conformité du fournisseur. L'Arabie saoudite a proposé au lieu de cela une procédure d'évaluation de la conformité obligatoire reposant sur un dossier technique de pièces justificatives pour la déclaration de conformité d'un fournisseur, une évaluation de la conformité par une tierce partie effectuée par des organismes agréés et des rapports d'essai établis par un laboratoire accrédité.

2.288. Point le plus important, le régime d'essai et de certification et les certifications d'usine obligatoires au titre de l'évaluation de la conformité par homologation indiqués dans le projet de règlement suscitent des inquiétudes car cette mesure pourrait créer des obstacles non nécessaires au commerce. Les États-Unis demandent à l'Arabie saoudite d'aligner sa réglementation projetée sur la pratique internationale, de donner des éclaircissements au sujet des procédures requises et d'éviter de créer des prescriptions en matière d'évaluation de la conformité faisant double emploi ou étant inutilement restrictives pour le commerce. Nous souhaitons également toujours que l'Arabie

saoudite communique davantage de renseignements dans plusieurs domaines. Premièrement, nous continuons de l'exhorter à fournir des éclaircissements sur le champ d'application précis du règlement. Par exemple, certains des codes du SH figurant dans l'appendice correspondent à des produits, comme les piles, qui ne relèvent pas des catégories visées par le règlement final. Par ailleurs, la définition des substances dangereuses fait référence aux substances radioactives, alors que certaines des substances réglementées ne sont en réalité pas des substances radioactives. Il manque également des exemptions pour certaines utilisations nécessaires des substances réglementées pour les produits relevant de la catégorie des équipements de surveillance et de contrôle. Deuxièmement, nous demandons des indications supplémentaires sur le processus d'essai de l'équipement tout entier et/ou des composants essentiels d'un produit. Nous croyons comprendre qu'en général, les autres Membres de l'OMC n'ont pas demandé à la branche de production de fournir des rapports d'essai sur les composants essentiels car ces essais nécessitent le démantèlement du produit et la destruction de ses pièces. L'Arabie saoudite propose une approche qui peut être plus stricte qu'il n'est nécessaire pour lui donner une assurance suffisante de la conformité des produits et qui peut entraîner des coûts supplémentaires et des retards dans la mise des produits sur le marché. Nous demandons à l'Arabie saoudite de mettre en place un processus permettant aux fabricants de satisfaire aux prescriptions RoHS sans fournir de rapports d'essai sur les composants essentiels.

2.289. Troisièmement, nous demandons que l'obligation pour les fournisseurs de joindre à leurs produits l'ensemble du dossier technique de pièces justificatives prouvant la conformité soit modifiée et que soit à la place exigée une copie du certificat de conformité délivré par l'organisme d'évaluation de la conformité, étant donné que les consommateurs ne seront pas en mesure de discerner la conformité à partir d'un dossier technique et que ce dernier contiendra probablement des renseignements commerciaux exclusifs. Quatrièmement, nous demandons à l'Arabie saoudite de communiquer dès que possible les lignes directrices qu'elle entend fournir aux organismes notifiés au sujet de cette mesure et d'indiquer comment elle envisage de dialoguer avec ses partenaires commerciaux et les parties prenantes du secteur privé pour faire en sorte que ces lignes directrices soient aussi claires que possible pour ceux qui doivent se conformer aux règles et les faire respecter, éventuellement sous la forme de foire aux questions (FAQ), comme cela a été fait dans le cadre des régimes RoHS d'autres Membres de l'OMC. Compte tenu du nombre et de l'importance de ces préoccupations, il est difficile de comprendre comment cette mesure proposée pourrait être mise en œuvre à la date projetée pour l'entrée en vigueur, soit le 5 janvier 2022. Par conséquent, les États-Unis demandent à l'Arabie saoudite de différer la mise en œuvre de la mesure projetée jusqu'à ce que les diverses préoccupations soient dûment prises en compte. Cette pause permettra une poursuite des échanges entre les États-Unis et la SASO, dans le but d'éviter la création d'obstacles non nécessaires au commerce. Les États-Unis se réjouissent à la perspective de la poursuite du dialogue avec l'Arabie saoudite et de la présentation de renseignements additionnels dans les cas où cela sera nécessaire pour travailler sur les domaines qui nécessitent que des lignes directrices supplémentaires soient fournies afin de réduire au minimum les effets de restriction des échanges sur l'industrie.

2.290. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Nous sommes favorables aux restrictions visant les substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques qui sont envisagées par l'Arabie saoudite, mais le projet de règlement qu'elle propose reste incompatible avec la pratique internationale, en particulier les dispositions relatives aux procédures d'évaluation de la conformité qui créeront des obstacles non nécessaires au commerce. La Chine souhaite soulever les préoccupations suivantes. 1. Aux termes de l'article 5 et de l'appendice 3, les fournisseurs doivent obtenir un certificat de conformité (de type 1a) auprès d'un organisme de certification agréé. Cependant, conformément à la pratique de mise en œuvre de la réglementation RoHS au niveau mondial, il appartient généralement au fabricant de préparer les documents techniques pour les produits en vue d'attester de leur conformité suivant la norme internationale CEI 63000 et de présenter une déclaration de conformité. Afin de satisfaire aux prescriptions concernant les rapports d'essai décrites dans la réglementation notifiée, un rapport d'essai sur un produit tout entier signifie que les sociétés doivent faire des essais sur chaque composant, au niveau des matériaux homogènes, ce qui est extrêmement chronophage et requiert beaucoup de ressources. À l'inverse, la norme internationale CEI 63000 permet aux fabricants de collaborer avec leurs chaînes d'approvisionnement afin de rassembler les documents techniques destinés à prouver la conformité, ce qui constitue une méthode ou procédure communément acceptée et appliquée au niveau international en ce qui concerne les restrictions concernant les substances dangereuses. Par conséquent, il est recommandé de faire en sorte que la procédure d'évaluation de la conformité soit

conforme aux pratiques actuellement suivies à l'échelle mondiale et que l'élaboration de documents techniques satisfasse à la norme CEI 63000.

2.291. 2. Bien que le projet de règlement faisant l'objet de cette notification porte sur les équipements électriques et électroniques, l'appendice vise les piles et accumulateurs (codes 8506 et 8507 du SH). Compte tenu des différences existant entre les piles et les équipements électriques et électroniques et de la méthode actuelle de gestion et de contrôle au niveau mondial, il est recommandé que ce règlement exclue les piles et les accumulateurs du champ du contrôle. 3. En ce qui concerne le pourcentage de substances dangereuses admissible dans les équipements ou dispositifs électriques et électroniques indiqué dans l'appendice, le pourcentage de nombreux matériaux (alliages de cuivre, alliages d'acier et matériaux de soudure à haute température, etc.) ne peut actuellement satisfaire aux limites fixées dans la réglementation en raison de l'immaturité des technologies ou de l'absence de matériaux de remplacement. Il est recommandé de se référer à l'Annexe III de la Directive européenne 2011/65/EU (RoHS) ou à la "Liste d'exemption pour l'utilisation de substances faisant l'objet de restrictions dans le cadre du catalogue de gestion de la conformité" publiée par le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information de la Chine afin de préciser les exemptions correspondantes. 4. Compte tenu de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, nous suggérons que la période de transition pour la mise en œuvre de la réglementation soit portée de 6 à 12 mois après sa publication, afin de donner aux fabricants suffisamment de temps pour remplacer des matières premières et améliorer les produits conformément aux exigences réglementaires.

2.292. Le représentant de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse souhaite appuyer les interventions des intervenants précédents sur le Règlement technique relatif aux limitations et aux restrictions concernant les substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques du Royaume d'Arabie saoudite. Bien qu'elle partage l'objectif légitime du Royaume d'Arabie saoudite qui est de protéger l'environnement ainsi que la santé et la sécurité publiques, la Suisse demeure préoccupée par le fait que ces prescriptions peuvent avoir une incidence négative sur le commerce d'une large gamme de produits. Les prescriptions en matière d'essais et de certification continuent de s'écarter des pratiques internationales courantes, parmi lesquelles figurent l'établissement de la déclaration de conformité du fournisseur et de documents techniques conformes à la norme internationale pertinente appropriée. Nous encourageons le Royaume d'Arabie saoudite à envisager des options moins restrictives pour le commerce et à tenir compte de ces meilleures pratiques. Nous souhaitons également lui demander une nouvelle fois de ménager une période de mise en œuvre suffisante pour permettre à la branche de production de s'adapter à ces nouvelles exigences. Nous croyons comprendre que des incertitudes demeurent quant à la portée de ces prescriptions. Nous encourageons le Royaume d'Arabie saoudite à appliquer des lignes directrices claires et transparentes et à aligner la portée de ces prescriptions sur les prescriptions en matière de RoHS acceptées au niveau international, telles que celles qui sont utilisées en Suisse et ailleurs en Europe. Enfin, la Suisse saurait gré au Royaume d'Arabie saoudite de préciser l'état d'avancement de la mise en œuvre de ces mesures.

2.293. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada partage l'objectif légitime du Royaume d'Arabie saoudite visé par cette mesure en ce qui concerne la protection de l'environnement, ainsi que la santé et la sécurité publiques. Il souhaite cependant formuler les préoccupations suivantes au sujet du Règlement technique relatif aux restrictions concernant les substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, tel qu'il a été publié au Journal officiel du Royaume d'Arabie saoudite le 9 juillet 2021: les prescriptions en matière d'essais et de certification semblent s'écarter de la Directive RoHS de l'UE largement acceptée, dont les autres aspects sont très similaires aux dispositions de la mesure proposée par l'Arabie saoudite. Les meilleures pratiques de la Directive de l'UE comprennent l'acceptation de la déclaration de conformité du fournisseur et des documents techniques conformes à la norme internationale pertinente appropriée (ISO 63000). Contrairement à ce qui est prescrit par l'UE, la directive de l'Arabie saoudite requiert des exportateurs qu'ils fournissent un échantillon de leur produit afin que des essais soient réalisés par un organisme d'évaluation de la conformité saoudien notifié, ce qui occasionnerait des coûts importants pour la chaîne d'approvisionnement. Nous saurions gré à l'Arabie saoudite de fournir aux Membres un éclairage plus précis sur les objectifs que ces essais permettraient d'atteindre. Nous encourageons aussi le Royaume d'Arabie saoudite à adopter les meilleures pratiques acceptées au niveau international. En outre, le Canada demande au Royaume d'Arabie saoudite de ménager une période de mise en œuvre suffisante pour permettre à la branche de production de s'adapter à ces nouvelles exigences. Le Canada espère poursuivre les discussions avec le Royaume d'Arabie saoudite sur cette question.

2.294. En réponse, le représentant du Royaume d'Arabie saoudite a communiqué la déclaration suivante. L'Arabie saoudite veut protéger la santé et la sécurité des personnes, ainsi que l'environnement, afin de garantir que les substances dangereuses ne dépassent pas certains niveaux dans les produits de consommation tels que les équipements électriques et électroniques. Aussi, l'Arabie saoudite tient à apporter les précisions suivantes: elle a notifié la mesure en décembre 2020 et a reçu des observations jusqu'en mai 2021. La période de transition est fixée à 180 jours à compter de la publication du Règlement au Journal officiel pour permettre aux fabricants de prendre des mesures correctives. L'Arabie saoudite a aligné la dernière version de son règlement technique sur les pratiques internationales, telles que la Directive RoHS de l'UE. En ce qui concerne les procédures d'évaluation de la conformité, la SASO a choisi d'appliquer la norme internationale ISO/IEC 17067 pour l'octroi de certificats de conformité (homologation) pour les produits, délivrés par des organismes d'évaluation de la conformité notifiés. En outre, le rapport d'essai est considéré comme valable à moins d'un changement dans les matériaux utilisés pour la fabrication du produit. S'il n'est pas possible d'effectuer l'essai sur le produit tout entier, les composants essentiels du dispositif, déterminés par le fabricant sur la base de l'évaluation des risques et des documents établissant le niveau de risque de ces composants sur le produit final conformément à la norme CEI 63000, devront être testés.

2.295. Dans ce cadre, la SASO élabore des activités d'évaluation de la conformité (certification, audit et inspection, et activités d'essai) en Arabie saoudite en tant qu'instrument visant à accroître le niveau de qualité dans la branche de production nationale et la sécurité des produits importés présentés sur le marché saoudien. En acceptant les organismes d'évaluation de la conformité dans les différentes activités d'évaluation de la conformité, ce processus vise à garantir l'efficacité des résultats obtenus par ces organismes agréés qui exercent des activités de vérification de la conformité dans le cadre des systèmes et des prescriptions des règlements techniques approuvés, afin de mettre en place les activités nécessaires selon la nature de l'approbation de ces organismes. Par conséquent, la SASO a choisi d'engager une tierce partie notifiée chargée de l'octroi des certificats de conformité, en application de la norme internationale ISO/IEC 17067, dans le cadre de l'approche adoptée par le Royaume en matière de mise sur le marché. L'Arabie saoudite est très intéressée par la participation du public, notamment des personnes inquiètes et désireuses d'exprimer leur opinion sur la réglementation. Par conséquent, des lignes directrices seront communiquées à toutes les parties prenantes dès que possible, en tenant compte des précieuses observations reçues des partenaires commerciaux et des parties prenantes du secteur privé afin de faire en sorte que ces lignes directrices soient claires pour ceux qui doivent se conformer aux règles et les faire respecter. Les prescriptions du Règlement technique relatif à la limitation des substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques sont conformes aux pratiques internationales. Par conséquent, la période de transition fixée à 180 jours à compter de la publication du Règlement au Journal officiel est suffisante pour satisfaire à toutes les prescriptions.

**2.1.3.32 Inde – Pneumatiques et chambres à air pour véhicules automobiles,**  
[G/TBT/N/IND/20](#), [G/TBT/N/IND/20/Add.1](#), [G/TBT/N/IND/40](#),  
[G/TBT/N/IND/40/Rev.1](#) (ID 133<sup>76</sup>)

2.296. Le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie tient à réitérer la préoccupation qu'elle a déjà soulevée en juin 2021 au sujet des pneumatiques et chambres à air pour véhicules automobiles. Bien que l'Indonésie ait également fait part de sa préoccupation à la Mission permanente de l'Inde à Genève, l'Inde n'a pas fourni de réponse de fond à cette préoccupation. L'Indonésie croit comprendre que l'Inde a imposé des redevances de fidélité ou de marquage pour les produits à base de pneumatiques portant la marque de conformité du BIS. L'Indonésie reste préoccupée par le fait que l'imposition de redevances de marquage est contraignante et est devenue un obstacle non nécessaire au commerce. L'imposition de redevances de marquage est également dépourvue de justification légitime, n'étant pas étroitement liée à la protection de la santé et de la sécurité des personnes, ni à la prévention de pratiques de nature à induire en erreur. L'Indonésie déplore également les mesures prises par l'Inde pour imposer des restrictions à l'importation de certains types de pneumatiques. Les dispositions concernant ces restrictions à l'importation ont été publiées peu après que l'Inde a interdit l'importation sur son territoire de produits à base de pneumatiques pendant une période de six mois, comme indiqué dans la notification n° 12/2015-2020 datée du 12 juin 2020 sur la modification de la politique relative à l'importation de pneumatiques. Ces mesures ont eu une incidence sur les exportations de l'Indonésie et ont perturbé les flux de marchandises à destination de l'Inde. L'Indonésie demande instamment

<sup>76</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 133](#).

à l'Inde de veiller à ce que la mise en œuvre de la réglementation et des prescriptions techniques applicables aux pneumatiques ne crée pas de discrimination entre les produits importés et les produits nationaux. D'après les renseignements fournis par nos exportateurs, l'Inde interdit actuellement l'importation de pneumatiques produits dans le pays. L'Indonésie estime que cette politique n'est pas conforme au principe de non-discrimination énoncé à l'article 2.1 de l'Accord OTC. Elle attend avec intérêt la réponse de l'Inde sur ce point et lui demande de réexaminer sa politique pour garantir le respect du principe de non-discrimination.

2.297. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Bien que nous ayons organisé une réunion bilatérale au cours de laquelle nous nous sommes efforcés d'apporter des clarifications sur ce point, nous répéterons notre réponse devant le Comité. Le BIS a mis en place un programme de certification des produits au titre du système I du Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) du BIS découlant de la Loi de 2016 portant création du BIS. Dans le cadre de ce système, des licences pour la certification des produits sont accordées tant aux fabricants nationaux qu'aux fabricants étrangers. Ces fabricants doivent tous acquitter les redevances nécessaires et aucune discrimination n'est faite entre fabricants nationaux et étrangers. La redevance couvre le marquage pour chacun des produits et la redevance de marquage pour chaque produit est composée des éléments suivants: a) redevance de marquage minimale annuelle; et b) unité et taux unitaire. Le fabricant est tenu de payer à l'avance une redevance de marquage minimale pour la période de validité de la licence. Le montant réel de la redevance de marquage est calculé chaque année sur la base du taux unitaire. Le fabricant doit s'acquitter pour l'année de la redevance de marquage effective ou de la redevance de marquage minimale, le montant le plus élevé étant retenu. La redevance de marquage est perçue sur toute la production de pneumatiques portant les marques ISI.

#### **2.1.3.33 Fédération de Russie – Projet de règlement technique sur la sécurité sanitaire des boissons alcooliques (publié le 24 octobre 2011), [G/TBT/N/RUS/2 \(ID 332](#)<sup>77</sup>)**

2.298. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. En 2012, la Fédération de Russie a notifié un projet de règlement technique sur la sécurité sanitaire des boissons alcooliques devant être adopté par l'Union économique eurasiennne. Une version actualisée a été adoptée en décembre 2018 et son entrée en vigueur est actuellement prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Le processus de révision semble avoir pris du retard suite à la dernière réunion du Comité consultatif de la CEE et il semble par conséquent très difficile de respecter cette date prévue (à moins que le règlement technique n'entre en vigueur dans sa version de 2018, sans révision). Il apparaît que l'on ne saura qu'en janvier 2022 si les nouvelles règles entreront en vigueur, ce qui ajoute encore à l'imprévisibilité qui règne déjà sur le marché. La Russie pourrait-elle fournir des éclaircissements au sujet du processus de révision actuel: ce processus est-il toujours en cours et une nouvelle modification est-elle en cours d'élaboration? La Russie pourrait-elle préciser le calendrier prévu? L'UE a saisi l'occasion que représentait le processus de révision du règlement technique de l'Union économique eurasiennne n° 047/2018 "sur la sécurité des produits alcooliques" en cours et a soumis, le 19 mai, une série de propositions de libellé à la Commission économique eurasiennne. Dans un souci de transparence et compte tenu de l'incidence de ce règlement sur les échanges commerciaux, nous croyons comprendre que le projet de règlement technique révisé sera soumis à une consultation publique et qu'il sera notifié à l'OMC au titre de l'Accord OTC.

2.299. Nous sommes fermement convaincus que la proposition de l'UE, dont l'objectif est de mieux aligner certaines dispositions sur les normes et pratiques internationales concernant les produits alcooliques, ainsi que sur les obligations découlant de l'OMC, pourrait permettre de faciliter la mise en œuvre et l'application du règlement technique par tous les exploitants, de favoriser le commerce international des produits alcooliques dans les deux sens et, ainsi, de contribuer à la réalisation de l'objectif poursuivi par la Commission économique eurasiennne à travers ce texte. L'Union européenne souhaite demander à la Russie de prendre en compte ces commentaires dans le nouveau libellé, le cas échéant, et de notifier la nouvelle version de la mesure au titre de l'Accord OTC et de l'Accord sur les ADPIC.

2.300. En réponse, le représentant de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. Comme la délégation de l'UE l'a fait observer à juste titre, des modifications du règlement technique sur la sécurité sanitaire des boissons alcooliques sont en cours d'élaboration. Malheureusement, aucun calendrier précis pour la finalisation du processus d'élaboration ne peut

<sup>77</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 332](#).



être communiqué à ce jour. Une fois les modifications achevées, le projet sera notifié au titre de l'Accord OTC. Il est actuellement prévu que le règlement technique, dans sa version actuelle, entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**2.1.3.34 Union européenne – Projet de règlement d'exécution portant modification du Règlement (CE) n° 607/2009 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole, [G/TBT/N/EU/44](#), [G/TBT/N/EEC/264](#), [G/TBT/N/EEC/264/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/570](#), [G/TBT/N/EU/571](#) (ID 345<sup>78</sup>)**

2.301. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis sont très déçus de se trouver une fois de plus dans l'obligation de soulever des préoccupations concernant les modifications qu'a apportées l'Union européenne (UE) à son projet de règlement relatif aux indications géographiques et aux mentions traditionnelles pour le vin; et, plus particulièrement, de réitérer les demandes en suspens de leur branche de production au sujet des mentions traditionnelles, qui ont été soumises à l'UE il y a plus de 11 ans. L'UE n'a pas offert un niveau de transparence suffisant au sujet de ce processus et elle entrave depuis plus de 10 ans l'accès de nos producteurs aux marchés. L'UE persistant à ne fournir aucun renseignement, les États-Unis n'ont pas d'autre choix que de soulever une nouvelle fois cette question devant le Comité OTC de l'OMC, ainsi que devant le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC. Depuis la réunion du Comité OTC de juin 2018, l'UE dit que les demandes en attente concernant des mentions traditionnelles sont encore en cours d'examen mais qu'elle ne peut pas fournir de délai précis pour l'approbation. Pourquoi l'UE n'est-elle toujours pas en mesure de fournir une estimation ou de nous renseigner sur le stade du processus auquel se trouvent ces demandes après trois ans? Qu'entend-elle par "en cours d'examen"? Ces demandes sont-elles activement prises en considération, ou ont-elles été laissées en suspens? Si les demandes ont été laissées en suspens, je vous remercie de bien vouloir expliquer pourquoi. À chaque réunion du Comité OTC depuis novembre 2019, nous avons demandé de la transparence quant à la situation d'autres demandes afin que nous puissions la comparer avec la situation de nos demandes.

2.302. Comme ils l'ont demandé lors des cinq réunions précédentes du Comité OTC, les États-Unis souhaitent obtenir les renseignements suivants: combien de demandes de mentions traditionnelles ont été déposées au cours des 11 dernières années? Combien de ces demandes ont été approuvées, rejetées ou restent en suspens? Quel est le délai moyen entre la demande et une décision finale? Pour les demandes en suspens, depuis combien de temps sont-elles en attente? Pour les demandes en suspens, combien de demandes proviennent des États membres? Comment le traitement de ces demandes a-t-il été modifié, si tant est qu'il ait modifié, au cours des deux dernières années qui ont suivi l'adoption du Règlement d'exécution n° 2019/34? L'UE a-t-elle l'intention de répondre à ces questions, qui ont été posées à de multiples reprises depuis novembre 2019? Nous avons également d'autres questions qui sont restées sans réponse, notamment les suivantes: l'UE pourrait-elle confirmer que les producteurs des États-Unis pourront continuer d'utiliser un terme générique, tel que le nom d'une variété de raisin, qui fait partie d'un terme composé protégé en tant qu'indication géographique par l'UE? Par exemple, les producteurs des États-Unis pourront-ils toujours utiliser le nom de la variété de raisin "Dolcetto" même si l'UE protège le nom composé "Dolcetto d'Alba"? Comment les pays tiers sont-ils informés des changements apportés aux appellations d'origine protégées et aux indications géographiques protégées de l'UE? Dans sa réponse à nos observations relatives aux OTC, l'UE a indiqué que les parties " ... peuvent présenter une demande à la Commission pour contester [une] demande ... dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au Journal officiel de l'Union européenne." Nous souhaiterions rappeler à l'UE l'obligation qui lui incombe au titre de l'article 2.9 de l'Accord TBT de notifier ces changements à l'état de projet à l'OMC pour que les parties puissent présenter des observations dans le cadre de la procédure formelle de l'OMC. Quelle est la définition de "générique"? Enfin, nous souhaitons toujours confirmation que le règlement révisé n'altérera pas la capacité des producteurs des États-Unis d'utiliser des termes tels que "vieilli en fût", comme prévu à l'Appendice II du protocole relatif à l'étiquetage de l'accord de 2006 entre les États-Unis et l'Union européenne relatif au vin. Dans sa réponse à nos observations relatives aux OTC, l'UE a indiqué que "les attentes des consommateurs avaient été prises en considération en protégeant certaines indications d'étiquetage concernant des méthodes de production particulières". Au vu de cette réponse, nous ne sommes toujours pas

<sup>78</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 345](#).

certaines de pouvoir continuer à utiliser le terme "vieilli en fût" et nous prions l'UE de bien vouloir éclaircir ce point.

2.303. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. Nous renvoyons l'Union européenne à notre déclaration sur cette préoccupation commerciale faite à la réunion du Comité OTC de juin 2021, ainsi qu'aux réunions antérieures.

2.304. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE comprend que les États-Unis et d'autres Membres continuent de s'intéresser à cette question. Elle a achevé la révision de sa législation interne sur les mentions traditionnelles, qui a fait l'objet de discussions lors des réunions précédentes du Comité OTC et qui a abouti à l'adoption du Règlement délégué (UE) n° 2019/33 de la Commission et du Règlement d'exécution (UE) n° 2019/34 de la Commission. L'UE estime que sa législation interne offre un système constructif et transparent de protection des mentions traditionnelles utilisées sur les produits vinicoles provenant de l'UE ainsi que sur les produits de pays tiers. L'UE a démontré qu'elle était à même de répondre aux préoccupations spécifiques des Membres dans ce domaine, que ce soit par le biais de sa législation interne ou d'accords bilatéraux.

#### **2.1.3.35 Chine – Règlement relatif à la surveillance et à l'administration des dispositifs médicaux (Ordonnance n° 650 du Conseil d'État), [G/TBT/N/CHN/1313](#) (ID 428<sup>79</sup>)**

2.305. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée reconnaît les efforts déployés par la Chine pour garantir la sécurité et l'efficacité des dispositifs médicaux et pour renforcer le contrôle de la qualité en procédant à la révision du Règlement relatif à la surveillance et à l'administration des dispositifs médicaux. La Corée note toutefois que la définition des "laboratoires d'essai qualifiés" qui figure dans la réglementation révisée publiée le 1<sup>er</sup> juin 2021 manque toujours de clarté. Au sujet de notre précédente demande de renseignements sur la portée des "laboratoires d'essai qualifiés", la Chine a répondu lors de la dernière réunion tenue avec la Corée que les règles d'application de la réglementation étaient en cours d'élaboration et que la Chine notifierait la Corée de leur achèvement. La Corée n'a toutefois reçu aucune communication de la Chine à ce jour et demande par conséquent à la Chine de faire part de l'état d'avancement actuel de l'élaboration des règles d'application. Par ailleurs, si les laboratoires accrédités au niveau international font partie des laboratoires d'essai qualifiés, cela permettra de réduire considérablement le temps et les coûts liés aux essais inutiles faisant double emploi qui sont actuellement exigés pour que les exportateurs soient autorisés ou enregistrés en Chine. En outre, la Chine bénéficiera d'une distribution en temps voulu de dispositifs médicaux de qualité, ce qui favorisera la santé publique.

2.306. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La nouvelle révision du règlement relatif à la surveillance et à l'administration des dispositifs médicaux a été publiée et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2021. Le nouveau règlement définit des exigences raisonnables en matière d'évaluation clinique, simplifie les procédures d'examen et encourage davantage l'innovation. Parallèlement, le règlement met pleinement en œuvre le système de déclarants et renforce la responsabilité des entreprises et la surveillance de l'intégralité du processus des dispositifs médicaux.

#### **2.1.3.36 Chine – Droits d'enregistrement des médicaments et des dispositifs médicaux (ID 466<sup>80</sup>)**

2.307. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. Comme lors des précédentes réunions du Comité OTC, la République de Corée souhaite soulever cette PCS concernant les droits d'enregistrement des médicaments et des dispositifs médicaux de la Chine. L'imposition par la Chine de droits d'enregistrement pour les dispositifs médicaux demeure un sujet de préoccupation pour la Corée. Lors de la précédente réunion, la Corée a fait part de sa préoccupation concernant les disparités entre les droits appliqués aux producteurs nationaux et ceux qui frappent les importateurs, en demandant à la Chine d'assurer un traitement juste et équitable dans l'imposition des droits d'enregistrement. Toutefois, la Chine a seulement répondu que les droits d'enregistrement qu'elle appliquait pour les médicaments étaient similaires ou inférieurs à ceux qui étaient perçus par d'autres pays Membres, et n'a fait aucune remarque au sujet des droits

<sup>79</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 428](#).

<sup>80</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 466](#).

d'enregistrement des dispositifs médicaux. Étant donné qu'il est jugé inapproprié d'imposer des droits d'enregistrement deux fois plus élevés aux importateurs qu'aux fabricants nationaux, la Corée souhaite demander que le même montant de droits d'enregistrement soit imposé aux fabricants nationaux et étrangers.

2.308. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La perception de droits d'enregistrement pour les médicaments et les dispositifs médicaux est une pratique internationale courante. En 2013, par exemple, les droits d'enregistrement pour les nouveaux médicaments appliqués par les Membres s'élevaient pour nombre d'entre eux à 1 million de yuan et même à plus de 10 millions de yuan chez certains Membres, alors qu'ils n'étaient que de 35 000 yuan en Chine. Ils ont par la suite été ajustés à 624 000 yuan en Chine, ce qui reste nettement inférieur au niveau moyen sur le plan international. Les droits sont fixés principalement en fonction du coût des travaux d'évaluation de conformité. L'écart minime entre les droits d'enregistrement s'explique par les différences en termes de volumes de travail et de niveaux de prix.

**2.1.3.37 Fédération de Russie – Règles relatives à la certification du ciment, [G/TBT/N/RUS/48](#), [G/TBT/N/RUS/49](#) (ID 497<sup>81</sup>)**

2.309. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite renvoyer aux précédentes déclarations sur cette question qu'elle a faite devant le Comité OTC. Elle souhaite également remercier la Fédération de Russie pour la réunion bilatérale tenue en marge du Comité. L'UE rappelle que les observations qu'elle a adressées en mai et en juin 2016 à la Fédération de Russie concernant les deux notifications russes [G/TBT/N/RUS/48](#) et [G/TBT/N/RUS/49](#) sont restées sans réponse, malgré de nombreux rappels. L'UE regrette profondément que la Russie continue d'adopter dans le domaine de la certification du ciment des mesures restrictives qui sont disproportionnées, injustifiées et non notifiées à l'OMC avant leur entrée en vigueur. En outre, elle regrette que la Russie ne soit pas disposée à fournir des informations sur l'état d'avancement de la nouvelle norme sur le ciment. Elle souhaite demander à la Fédération de Russie d'expliquer l'incidence des nouvelles Règles régissant l'évaluation de la conformité, adoptées le 24 juillet 2021, sur les règles relatives à la certification du ciment et la norme GOST 56836 de 2016. Les nouvelles Règles régissant l'évaluation de la conformité (Décision du gouvernement n° 1265 du 24 juillet 2021) facilitent dans une certaine mesure les procédures d'évaluation de la conformité pour les fabricants étrangers. Néanmoins, la principale préoccupation des entreprises de l'UE qui exportent du ciment vers la Fédération de Russie, concernant les contrôles de l'inspection des produits certifiés, n'est toujours pas résolue.

2.310. L'article 60 du chapitre XIV des nouvelles règles dispose clairement que le contrôle de l'inspection des produits certifiés doit être effectué conformément aux normes nationales. "60. Le contrôle de l'inspection des produits certifiés est réalisé conformément à la norme nationale de la Fédération de Russie GOST R 58984-2020 intitulée "Évaluation de la conformité. Procédure de contrôle de l'inspection dans le cadre des procédures de certification", à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans les documents relatifs à la normalisation figurant dans l'annexe des présentes règles". S'agissant du ciment, il est fait référence dans l'annexe des règles à la norme nationale GOST R 56836-2016 intitulée "Évaluation de la conformité. Règles relatives à la certification du ciment", qui est la même norme nationale, celle qui restreint concrètement les exportations de ciment de l'UE vers la Russie depuis 2016. Cela signifie que malgré l'adoption de nouvelles Règles régissant l'évaluation de la conformité, chaque cargaison de ciment entrant en Russie doit toujours être échantillonnée et testée à la frontière. D'après les entreprises de l'UE, cela représente un coût d'environ 1 500 euros par cargaison, ainsi qu'un retard de 28 jours (avec en sus des coûts de transport ferroviaire liés au retard de 210 euros par tonne), ce qui rend l'exportation de ciment vers la Russie quasiment impossible. L'UE est d'avis que les dispositions du paragraphe 8.2 de la norme GOST notifiée précédemment instaurent une discrimination claire au niveau du ciment importé en introduisant un contrôle de l'inspection supplémentaire pour chaque cargaison de ciment en provenance d'un pays tiers (non membre de l'UE), bien que les produits soient déjà certifiés. L'UE a le regret de constater que les nouvelles Règles régissant l'évaluation de la conformité n'ont pas permis de remédier au traitement discriminatoire en lien avec la certification et les inspections qui visent le ciment. Elle souhaite demander à la Fédération de Russie de fournir des renseignements au sujet des nouvelles Règles régissant l'évaluation de la conformité et de l'élaboration de la nouvelle

---

<sup>81</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 497](#).

norme précédemment annoncée pour le ciment, ainsi que d'indiquer la date prévue à laquelle elle prévoit de présenter sa notification OTC.

2.311. En réponse, le représentant de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. La Fédération de Russie réaffirme que la norme GOST R concernant les règles relatives à la certification du ciment a été élaborée dans le but de garantir la sécurité et la qualité des produits commercialisés en Russie. Nous faisons remarquer que certaines dispositions de cette norme sont en cours de révision. Aucun calendrier relatif à ce processus ne peut être fourni pour l'heure. En ce qui concerne les nouvelles Règles régissant l'évaluation de la conformité mentionnées par l'UE, nous faisons observer que ces règles définissent des procédures générales uniformisées d'évaluation de la conformité pour tous les produits visés par lesdites procédures.

**2.1.3.38 Inde – Projet de règlement de 2015 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Normes pour les boissons alcooliques), [G/TBT/N/IND/51](#), [G/TBT/N/IND/104](#) (ID 494<sup>82</sup>)**

2.312. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaiterait de nouveau faire part de quelques préoccupations persistantes concernant cette mesure. Nous avons pris acte du nouveau texte modifiant les normes concernant les boissons alcooliques qui a été publié le 18 décembre 2020 et est appliqué depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021. Plusieurs de nos préoccupations concernant le vin ont été prises en compte, et on observe, pour une large part, un alignement avec les normes de l'OIV. Il s'agit d'un grand pas dans la bonne direction. Certaines préoccupations, décrites dans les observations de l'UE sur la notification [G/TBT/N/IND/104](#), persistent toutefois, et nous serions heureux de recevoir une réponse. Nous demandons aux autorités indiennes d'envisager la mise en conformité avec les normes de l'OIV. Par ailleurs, nous souhaiterions que l'Inde tienne compte des préoccupations suivantes: l'absence de clause d'épuisement des stocks (afin de permettre la vente de produits déjà mis sur le marché indien jusqu'à épuisement des stocks pour réduire au maximum les incidences pour les opérateurs économiques) et la période de transition; la présence de certaines spécifications techniques (teneur maximale en alcool, certaines définitions des spiritueux) susceptibles de ne pas être conformes aux normes internationales ou aux pratiques couramment acceptées sur le plan international et de se traduire par des effets néfastes sur le commerce international. En ce qui concerne l'utilisation de combinaisons de colorants, nous avons appris que la FSSAI avait récemment organisé une réunion en interne pour examiner la situation. Il semble que l'utilisation de combinaisons de colorants ait été autorisée sous certaines conditions. Nous aimerions obtenir des éclaircissements sur ce qui a été convenu exactement et sur la date à laquelle cela sera rendu public. Nous espérons pouvoir poursuivre notre discussion et trouver une solution acceptable à ces questions en suspens. Dans ce contexte, nous demandons à la FSSAI d'envisager de prolonger la période de mise en œuvre jusqu'au prochain exercice, soit jusqu'en juillet 2022.

2.313. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. La majorité des normes figurant dans les réglementations de 2018 de la FSSAI sur les boissons alcoolisées ont été alignées sur les normes de l'OIV, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'OMC. En outre, l'harmonisation des méthodes d'analyse des boissons alcoolisées avec les normes de l'OIV est en cours. La FSSAI, dans une directive en date du 22 juin 2020, a opérationnalisé l'utilisation des colorants alimentaires "Tartrazine, Carmoisine, Bleu brillant, Jaune soleil et Ponceau 4R" dans la catégorie de produits alimentaires 14.2.6-boissons spiritueuses distillées. Par ailleurs, dans une directive en date du 7 décembre 2020, des dispositions révisées sur l'utilisation de ces colorants, et d'un colorant additionnel, Rouge allura, ont été opérationnalisées pour une utilisation dans la catégorie de produits alimentaires 14.2.6-boissons spiritueuses distillées. De plus, conformément à l'annexe A, les colorants, à savoir le caramel, le bêta-carotène et l'extrait de peau de raisin, sont autorisés dans les boissons alcooliques aromatisées.

**2.1.3.39 Égypte – Système d'enregistrement du fabricant (Décret n° 43/2016 et Décret n° 992/2015), [G/TBT/N/EGY/114](#), [G/TBT/N/EGY/115](#) (ID 505<sup>83</sup>)**

2.314. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaiterait exprimer de nouveau ses préoccupations concernant l'enregistrement des sociétés exportant vers l'Égypte prévu par les Décrets n° 991/2015, n° 43/216 et n° 44/2019. Cette

<sup>82</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 494](#).

<sup>83</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 505](#).

procédure d'enregistrement constitue un obstacle considérable au commerce, impose une charge administrative inutile et bloque ou retarde considérablement les exportations de l'UE. Nous continuons donc de nous interroger sur la mesure et sur la justification par l'Égypte de cet enregistrement obligatoire des entreprises de l'UE. Nous notons avec préoccupation que les demandes d'enregistrement dont l'UE a connaissance n'ont pas encore été traitées et que certains secteurs (comme les carreaux de céramique) continuent d'être affectés de manière disproportionnée par l'application discrétionnaire du Décret n° 43. En outre, nous souhaitons mettre en évidence les problèmes structurels liés au Décret n° 43/2016 tels que le manque de transparence du processus d'enregistrement, l'absence de calendrier précis pour le traitement des demandes, l'absence d'une procédure d'appel clairement définie et le large pouvoir discrétionnaire à l'œuvre dans l'octroi des enregistrements. Nous sommes prêts à collaborer avec l'Égypte pour mettre fin à cette mesure.

2.315. Le représentant de la Turquie a communiqué la déclaration suivante. Nous nous joignons à l'Union européenne pour souligner nos préoccupations constantes au sujet du Décret sur le système d'enregistrement du fabricant de l'Égypte. La Turquie souhaite remercier l'Égypte pour la poursuite de discussions bilatérales constructives sur cette question. Toutefois, elle demeure préoccupée par les décrets égyptiens relatifs au système d'enregistrement des fabricants, compte tenu de la persistance des problèmes structurels relatifs au Décret n° 43/2016 – tels que le manque de transparence du processus d'enregistrement et le manque de clarté quant aux délais de traitement des demandes. Par ailleurs, la Turquie a des préoccupations supplémentaires liées à la mise en œuvre du système d'enregistrement car le nouveau Décret n° 273 de 2021 du Ministère du commerce et de l'industrie prévoit l'interdiction des parties démontées de marchandises visées par les Décrets n° 43/2016 et 44/2019. En outre, nous avons appris lors de la dernière réunion du CCM (Conseil du commerce des marchandises) que le Décret n° 273/2021 avait été suspendu pour un certain temps par le Ministère en question et nous avons accueilli cette décision favorablement. À cet égard, la Turquie souhaite demander à l'Égypte si cette suspension a été annoncée publiquement et par écrit, et si l'Égypte accepterait de nous communiquer l'annonce de suspension pertinente en fournissant les motifs pour lesquels le Décret a été suspendu, ainsi que des renseignements concernant le processus à suivre après la suspension. Nous croyons également comprendre que l'Égypte n'a pas notifié le nouveau décret à l'OMC. Par conséquent, nous demandons instamment à l'Égypte de notifier la mesure à l'OMC, de mener une procédure de consultation pendant au moins 60 jours à compter de cette notification et de tenir compte des observations avant de finaliser la mesure. En conclusion, la Turquie souhaite inviter l'Égypte à abroger le processus d'enregistrement afin de supprimer les obstacles non nécessaires au commerce, et à faire en sorte que le nouveau décret ne soit pas mis en œuvre en tant que mesure finale, compte tenu des principes et obligations énoncés dans les Accords de l'OMC.

En réponse, le représentant de l'Égypte a communiqué la déclaration suivante. L'Égypte et l'UE ont mené des discussions sur cette question à de nombreuses reprises et dans divers forums; dans le cadre de ces réunions et échanges, l'Égypte a expliqué comment elle comprenait les questions soulevées par l'UE et a indiqué que plus de 90% des entreprises européennes avaient bien été enregistrées. Les demandes des entreprises restantes sont en cours d'examen et pour nombre de ces entreprises, l'état d'avancement de l'examen a été communiqué à l'UE. S'agissant des questions systémiques soulevées par l'UE et la Turquie au sujet de la transparence et du manque de clarté quant aux délais, et de celles qui concernent la mise en œuvre en Égypte du système d'enregistrement, l'Égypte a effectivement pris à cet égard un certain nombre de mesures positives allant dans la bonne direction et continuera à travailler à l'amélioration du système. Je tiens à indiquer qu'une liste d'entreprises a été publiée sur le site Web de l'Organisation générale du contrôle des exportations et des importations, et qu'un délai a été accordé à ces entreprises pour le renouvellement de leurs certificats de contrôle de la qualité. Comme cela a été expliqué précédemment, le Décret n° 273 de 2021 a été suspendu sur la base des résultats de plusieurs études portant sur son incidence potentielle sur les consommateurs et les entreprises; il fait actuellement l'objet d'un examen. Toute nouvelle mise à jour éventuelle sera notifiée au Comité OTC.

#### **2.1.3.40 Inde – Certification obligatoire pour les produits en acier, [G/TBT/N/IND/32](#), [G/TBT/N/IND/32/Add.1](#), [G/TBT/N/IND/32/Add.2](#) (ID 224<sup>84</sup>)**

2.317. Le représentant du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et

<sup>84</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 224](#).

Matsu voudrait exprimer sa préoccupation au sujet du Décret de 2020 relatif au contrôle de la qualité des aciers et des produits en acier publié par le Ministère indien de la sidérurgie, qui porte sur les barres et produits plats en acier inoxydable (IS 6603:2001) et les tôles et feuillards en acier électro zingués, laminés à chaud et à froid (IS 17404:2020). Nous souhaitons tout d'abord remercier le Bureau indien de normalisation d'avoir approuvé début octobre la demande de licence présentée par notre entreprise pour l'utilisation du marquage ISI sur les barres et produits plats en acier inoxydable. Cela facilite le commerce bilatéral des aciers et des produits en acier. Nous souhaitons ensuite remercier l'Inde d'avoir reporté la date de mise en œuvre pour les tôles et feuillards en acier électro zingués, laminés à chaud et à froid (IS 17404:2020) au 21 septembre 2021. Cependant, compte tenu de l'incidence persistante de la COVID-19, la plupart des pays continuent d'imposer des restrictions aux déplacements internationaux et des politiques nationales de quarantaine. Dans ce contexte, les inspections d'usines sur site restent difficiles à mener dans la pratique. Par conséquent, nous souhaitons exhorter l'Inde à reporter une nouvelle fois la mise en œuvre de la norme IS 17404:2020. Nous lui suggérons par ailleurs vivement d'envisager d'autres mesures de facilitation, par exemple d'autoriser les inspections virtuelles dans le cadre du processus de certification, ou encore d'accepter les résultats des évaluations de la conformité émanant de laboratoires d'essai et d'organismes d'inspection établis hors de l'Inde, comme solutions de remplacement.

2.318. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Tout d'abord, le Japon se félicite que l'Inde lui ait donné la possibilité de discuter de cette question au niveau bilatéral avant la réunion du Comité. Toutefois, nous avons encore un certain nombre de préoccupations, que nous souhaiterions soulever. Le Japon remercie une nouvelle fois l'Inde pour les observations qu'elle a formulées à la précédente réunion du Comité OTC au sujet de l'examen de la question de l'introduction d'une inspection virtuelle/à distance dans le cadre des activités d'évaluation de la conformité du BIS dans le secteur de l'acier. Nous aimerions savoir où en est actuellement l'examen de cette question et quel est le calendrier possible pour l'introduction de ces autres méthodes d'inspection. Par ailleurs, la procédure d'approbation dans le cadre de l'évaluation de la conformité par le BIS reste excessivement longue. Nous demandons à l'Inde d'accélérer sa procédure d'examen et de raccourcir son délai d'examen. En outre, nous avons appris que l'Inde continue de demander aux utilisateurs finaux de passer à l'approvisionnement local ou de présenter des projets futurs de production nationale en Inde, au lieu d'importer certains produits, ce qui n'a pas de rapport avec les procédures d'évaluation de la conformité. Nous demandons à nouveau instamment la suppression immédiate de ces demandes inappropriées. Enfin, nous accueillons avec satisfaction la décision qu'a prise l'Inde de reporter la mise en œuvre de certaines normes portant sur l'acier. Nous souhaitons lui demander qu'elle prenne en compte les opinions de toutes les parties prenantes et fasse preuve de souplesse en reportant la mise en œuvre d'autres normes dans le secteur de l'acier.

2.319. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée souhaite appuyer les déclarations faites par le Japon et le Taipei chinois. En ce qui concerne la certification obligatoire pour les produits en acier de l'Inde, compte tenu des retards intervenus dans le processus de certification, il a été demandé que l'Inde reporte la mise en œuvre des normes obligatoires jusqu'à décembre 2021. Toutefois, il n'y a pas eu de réponse à cette demande ni aucune mesure de dédouanement. Nous demandons donc à l'Inde de mettre en place d'autres mesures pour rétablir le processus de certification jusqu'à ce que la situation actuelle s'améliore, telles qu'une exemption de l'audit d'usine, le passage à un audit sur documents ou l'introduction rapide des inspections virtuelles/hors site qui sont actuellement examinées par le gouvernement indien.

2.320. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite apporter son soutien aux délégations de la Corée, du Japon et du Taipei chinois. L'Inde a élaboré et introduit des normes spécifiques et des prescriptions en matière de certification pour un certain nombre de produits dans des secteurs qui nécessitent des audits sur place et en personne. Les ordonnances relatives au contrôle de la qualité ont une orientation protectionniste et envoient des signaux inquiétants à la branche de production, aux investisseurs et aux États membres de l'UE. Une fois en vigueur, elles entraînent une charge et un coût économique supplémentaires pour la branche de production de l'UE, laquelle doit se soumettre à des procédures fastidieuses en vue d'obtenir les permissions et/ou licences nécessaires pour des produits déjà certifiés conformément aux normes internationales établies. En outre, en vertu des ordonnances relatives au contrôle de la qualité, un audit physique doit être réalisé par un auditeur du Bureau indien de normalisation pour que les fabricants de produits de pays tiers obtiennent l'autorisation d'exporter vers l'Inde. La pandémie actuelle de COVID-19 et les restrictions qui en découlent ont une incidence négative sur le processus de certification en Inde, en particulier pour les entreprises étrangères qui ont des



installations de production hors du territoire indien. L'UE souhaite appuyer l'introduction des inspections à distance virtuelles pour l'évaluation de la conformité par le BIS dans le secteur de l'acier. Il est essentiel de disposer d'autres méthodes d'inspection pour maintenir l'accès aux marchés de l'Inde. Le Décret de 2020 relatif au contrôle de la qualité des aciers et des produits en acier vise 145 produits. Des ordonnances relatives au contrôle de la qualité sont déjà en vigueur pour la plupart d'entre eux, mais l'UE ne parvient toujours pas à discerner quelles ordonnances parmi celles qui portent sur les produits en acier sont déjà en vigueur. L'Inde repousse de temps à autre la date de mise en œuvre pour certains produits en acier. L'UE lui serait donc reconnaissante de bien vouloir fournir une liste actualisée des aciers et produits en acier pour lesquels des ordonnances relatives au contrôle de la qualité sont déjà en vigueur, ainsi que la liste des produits en acier pour lesquels la mise en œuvre de ces ordonnances a été repoussée. L'UE souhaite par ailleurs savoir si l'Inde a l'intention d'élargir encore le champ d'application du Décret de 2020 relatif au contrôle de la qualité des aciers et des produits en acier. Enfin, l'Inde prévoit-elle d'accepter les aciers et produits en acier fabriqués conformément aux normes acceptées sur le plan international et de restreindre la liste des aciers et produits en acier visés par les ordonnances relatives au contrôle de la qualité?

2.321. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde a commencé à octroyer des licences aux fabricants dont l'audit avait été achevé avant la pandémie. Si des sujets de préoccupation spécifiques existent, prière de donner des précisions. En ce qui concerne l'audit à distance, l'Inde s'est saisie de la question. Le Règlement (évaluation de la conformité) du BIS de 2018 ne comporte aucune disposition concernant la réalisation d'une inspection virtuelle ou le recours à la certification de sociétés par une tierce partie reconnue dans le pays du fabricant pour satisfaire aux exigences d'audit en personne qui figurent dans le décret relatif au contrôle de la qualité pour les installations manufacturières étrangères. Cependant, le gouvernement indien envisage d'introduire des dispositions pertinentes permettant de réaliser une inspection virtuelle/à distance dans le cadre des activités d'évaluation de la conformité du BIS. Le document [G/TBT/N/IND/90](#) du 25 mars 2019 concerne la clause d'exigences essentielles du décret relatif au contrôle de la qualité pour "l'estampage/le laminage/les noyaux de transformateurs (avec ou sans bobinage)" et "les tuyaux et tubes en acier inoxydable". À cet égard, il convient de noter que la date d'entrée en vigueur pour "l'estampage/le laminage/les noyaux de transformateurs (avec ou sans bobinage)" a été repoussée de trois mois à compter du 30 juin 2021 et que l'entrée en vigueur s'est faite le 1<sup>er</sup> octobre 2021, tandis qu'en ce qui concerne "les tuyaux et tubes en acier inoxydable", elle s'est faite le 16 juin 2020. Au sujet de l'application de la norme IS 17404:2020 (tôles et feuillards en acier électrozingués, laminés à chaud et à froid), signalons que l'entrée en vigueur s'est faite le 22 juin 2021.

#### **2.1.3.41 Chine – Loi sur la cybersécurité (ID 526<sup>85</sup>)**

2.322. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé au sujet de la Loi sur la cybersécurité de la Chine et renvoie à la déclaration qu'il a faite précédemment à la dernière réunion du Comité OTC, en juin 2021. Il est également préoccupé par la réglementation d'application connexe. Il souhaiterait demander à la Chine de notifier les règlements d'application au Comité OTC et de prendre en compte les observations faites par les parties prenantes. De plus, il souhaiterait demander à la Chine de ménager un délai suffisant entre la finalisation des règlements et leur entrée en vigueur, et de mettre en œuvre ces mesures de manière transparente.

2.323. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis demeurent préoccupés au sujet de cette mesure et renvoient à leurs précédentes déclarations.

2.324. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaiterait rappeler les déclarations qu'elle a formulées lors de réunions précédentes du Comité OTC au sujet de la Loi sur la cybersécurité: la portée des prescriptions est vague, étant donné que les termes essentiels n'ont toujours pas été définis de façon suffisamment détaillée. L'UE souhaiterait demander des éclaircissements concernant plusieurs des mesures d'application de la Loi sur la cybersécurité de la Chine. Par exemple, l'Administration du cyberspace présentée dans les Règles de transfert de données transfrontières de la Chine continue de susciter des inquiétudes quant à l'étendue du champ d'application de ces règlements en ce qui concerne ce que l'on considère comme constituant une infrastructure d'information essentielle et les types de transferts de données

<sup>85</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 526](#).

transfrontières touchés. Il apparaît que la définition des infrastructures d'information essentielles couvre de nombreuses activités commerciales et des secteurs entiers qui n'ont aucun lien avec la sécurité nationale. En outre, la liste des données considérées comme importantes n'est pas limitative et aucune précision à cet égard n'a été apportée dans le cadre du projet de loi sur la sécurité des données publié en juillet 2020. Du fait des prescriptions en matière de localisation des données et d'évaluation de la sécurité, les entreprises étrangères opérant en Chine pourraient se retrouver dans une position moins concurrentielle par rapport aux opérateurs nationaux. L'UE appelle la Chine à appliquer ces dispositions de manière non discriminatoire en respectant les principes de proportionnalité, de nécessité et de neutralité technologique et en garantissant une protection adéquate de la propriété intellectuelle (PI). En outre, l'UE tient à réitérer ses précédentes demandes d'éclaircissements sur la relation avec les systèmes de protection multiniveaux (MLPS) existants et sur le calendrier prévu pour la mise en œuvre. Elle demande à la Chine de notifier à l'OMC les projets de mesures concernant toute mise en œuvre sectorielle afin de permettre aux Membres et à leurs parties prenantes de présenter des observations sur tout développement ultérieur.

2.325. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada demeure très préoccupé au sujet de la série de lois et règlements d'application connexes de la Chine en matière de cybersécurité et de cryptographie/cryptage. Cela comprend notamment la Loi sur la cybersécurité et ses mesures de soutien, à savoir les mesures d'examen de la cybersécurité, dont une nouvelle version a été publiée pour observations le 10 juillet 2021, ainsi que le Règlement relatif à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles, plus récent, dont une version finale a été publiée le 17 août 2021. Le Canada demeure préoccupé, entre autres choses, par le manque de précisions au sujet de la portée des deux mesures d'application et de leur conformité avec les principes énoncés dans l'Accord OTC. S'agissant des mesures d'examen de la cybersécurité révisées, le Canada a eu le plaisir de présenter à la Chine des observations écrites le 23 juillet pour lui faire part de ses préoccupations. Le nouveau Règlement de la Chine relatif à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles soulève plusieurs préoccupations et questions pour le Canada: bien qu'il apprécie qu'une définition large des infrastructures d'information essentielles ait été incluse, le Canada est d'avis qu'elle constitue une liste non limitative et imprécise de secteurs qui ne permet pas aux entreprises d'apprécier correctement si leurs infrastructures constituent ou non des infrastructures d'information essentielles. Le Ministère de la sécurité publique va-t-il aider les opérateurs d'infrastructures d'information essentielles en consolidant et en rendant publiques les diverses déterminations de ce qui constitue des infrastructures d'information essentielles émanant des différents ministères responsables de la protection de la sécurité?

2.326. Le Canada est aussi préoccupé par le fait que les termes employés dans le règlement pourraient permettre des objectifs autres que les objectifs légitimes en matière de sécurité nationale, et rendre la protection de la propriété intellectuelle incertaine. On trouvera des exemples de ces termes dans les dispositions suivantes du règlement: à l'article 4, la responsabilité qui incombe à l'opérateur d'infrastructures d'information essentielles de "permettre au gouvernement et à tous les aspects de la société de jouer pleinement leur rôle"; à l'article 11, l'obligation qu'a l'opérateur d'infrastructures d'information essentielles de "déclarer en temps voulu" toute "modification importante" de son infrastructure d'information essentielle; et aux articles 30 et 40, la responsabilité juridique de l'opérateur d'infrastructures d'information essentielles lorsqu'il "menace la cybersécurité ou provoque d'autres conséquences". Le Règlement de la Chine relatif à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2021, alors qu'il n'avait été publié que le 17 août 2021 et n'a jamais été notifié à l'OMC. Cette période de deux semaines environ est bien inférieure à la période de six mois considérée comme constituant un délai raisonnable entre la publication finale et l'entrée en vigueur. Pour conclure, le Canada est d'avis que tant les mesures d'examen de la cybersécurité que le Règlement relatif à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles soulèvent plusieurs autres préoccupations persistantes: l'absence de critère défini que les opérateurs d'infrastructures d'information essentielles doivent utiliser pour évaluer une menace pour la sécurité; et le manque d'engagement clair en ce qui concerne le traitement national, le traitement NPF et l'utilisation des normes internationales.

2.327. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie salue la Chine pour les efforts qu'elle met en œuvre afin de consulter les parties intéressées sur ses mesures liées à la cybersécurité, y compris sur le processus de consultation publique chinois de mai 2021 relatif au projet de loi révisé sur la sécurité des données et au projet de loi révisé sur la protection des renseignements personnels. Nous avons eu le plaisir de présenter des communications au gouvernement chinois dans le cadre de ces consultations publiques. Nous nous félicitons de plusieurs

des révisions apportées à ces lois, mais nous continuons d'encourager la Chine à fournir autant de détails que possible, en particulier sur les questions comme le champ d'application de ces lois. L'Australie réitère que, conformément à l'Accord OTC, elle espère que les mesures seront mises en œuvre de manière non discriminatoire et sans être plus restrictives que nécessaire pour le commerce. Elle prie à nouveau instamment la Chine d'envisager, pour atteindre ses objectifs, des mesures moins restrictives pour le commerce et raisonnablement disponibles.

2.328. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Loi sur la cybersécurité est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2017. Il s'agit d'une loi globale qui crée un cadre fondamental dans le domaine de la cybersécurité en Chine. Cette loi précise les responsabilités et les obligations des autorités gouvernementales à tous les niveaux et des ministères compétents, des fournisseurs d'accès, des usagers, etc. Depuis sa mise en œuvre, elle a joué un rôle important dans la sauvegarde de la cybersécurité nationale. L'objectif de l'adoption et de la mise en œuvre de la Loi sur la cybersécurité est de préserver la souveraineté nationale dans le cyberspace, ainsi que la sécurité nationale et les intérêts sociaux et publics, et de protéger les droits et intérêts des citoyens, des personnes morales et des autres organismes.

#### **2.1.3.42 Chine – Loi sur le cryptage de la République populaire de Chine par l'Office national de la cryptographie commerciale (OSCCA) (ID 534<sup>86</sup>)**

2.329. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous demeurons préoccupés au sujet de cette mesure et renvoyons à nos déclarations.

2.330. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé au sujet de la Loi sur le cryptage de la Chine entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020, et renvoie à la déclaration qu'il a faite précédemment à la dernière réunion du Comité OTC, en juin 2021. Le Japon souhaiterait demander que la réglementation chinoise n'entrave pas les activités des entreprises étrangères et l'accès de ces dernières au marché chinois.

2.331. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne tient à réitérer sa préoccupation concernant la Loi sur le cryptage qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Elle demeure préoccupée par le vaste champ d'application de cette loi, ainsi que par le manque de clarté de certains concepts fondamentaux et les procédures administratives décrites dans le texte. Ces facteurs vont entamer la confiance des milieux d'affaires. L'UE fait également observer avec préoccupation que la nouvelle loi ne reconnaît pas l'engagement précédemment pris en 2000 par la Chine selon lequel la réglementation relative à la cryptographie ne s'appliquerait qu'aux produits dont la fonction principale est de fournir du cryptage – la "Clarification de l'an 2000" par l'Administration nationale de la cryptographie (SCA). L'UE demande à la Chine de veiller à ce que les prescriptions légales et réglementaires soient non discriminatoires, qu'elles ne favorisent pas une technologie en particulier, qu'elles ne limitent pas l'accès au marché et qu'elles ne conduisent pas à un transfert forcé de propriété intellectuelle. Elle prie instamment la Chine de garantir aux entreprises à participation étrangère la possibilité de participer à égalité avec les entreprises nationales à la production, à la recherche, au développement et à la vente de produits de cryptage sur son marché.

2.332. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Loi sur le cryptage de la Chine est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Elle dispose clairement que les gouvernements à tous les niveaux et les ministères compétents doivent respecter le principe de non-discrimination et traiter toutes les parties à égalité, y compris les entreprises à participation étrangère qui sont engagées dans la recherche, la production, la vente, le service, l'importation, l'exportation, etc. dans le secteur du cryptage commercial. Dans ce secteur, la Chine encourage la coopération technique volontaire sur la base des règles commerciales en vigueur dans le processus d'investissement étranger. Les agences administratives et leur personnel ont interdiction de forcer le transfert de technologies de cryptage commercial par l'application de mesures administratives.

---

<sup>86</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 534](#).

### **2.1.3.43 Union européenne – Production biologique et étiquetage – Maté (erva-mate), G/TBT/N/EU/738 (ID 524<sup>87</sup>)**

2.333. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil regrette de devoir soulever la PCS n° 524 après que l'UE lui a invariablement assuré que le Règlement (UE) 2018/848 entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Il avait soulevé cette PCS pour la dernière fois lors de la réunion du Comité OTC de novembre 2019, au cours de laquelle l'Union européenne avait souligné que l'erva-mate ne relevait pas du champ du Règlement actuel sur la production biologique (Règlement (CE) n° 834/2007) et qu'il était impossible de modifier cela. Toutefois, l'UE a fait remarquer que, comme l'avait proposé la Commission européenne, le nouveau Règlement (UE) 2018/848 sur la production biologique et l'étiquetage adopté le 30 mai 2018 par le Parlement européen et le Conseil incluait le maté dans son champ d'application. En septembre 2020, l'UE a notifié une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil visant à modifier la date d'entrée en vigueur du Règlement (UE) 2018/848 relatif à la production biologique et certaines autres dates (G/TBT/N/EU/738). Après l'adoption de cette proposition, le Règlement (UE) 2018/848 entrera en application le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et non plus le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Ce report montre que l'UE ne tient pas compte des questions présentées par le Brésil au sujet de cette PCS déjà ancienne. Comme indiqué lors de réunions antérieures, le fait de ne pas inclure l'erva-mate dans la liste des produits biologiques sans fournir aucune justification technique ou scientifique était discriminatoire, plus restrictif pour le commerce qu'il n'était nécessaire et donc incompatible avec l'Accord OTC. Jusqu'en janvier 2022, pour autant qu'aucun autre report ne soit accordé, les producteurs brésiliens se verront refuser un accès équitable aux marchés de l'UE et leurs pertes ne devraient donner lieu à aucune compensation.

2.334. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne a répondu au Brésil sur ce point lors de précédentes réunions du Comité OTC, ainsi que dans un cadre bilatéral. Le nouveau Règlement (UE) 2018/848 sur la production biologique et l'étiquetage adopté le 30 mai 2018 par le Parlement européen et le Conseil inclut l'erva-mate dans son champ d'application. Il devait entrer en application le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Néanmoins, à la suite de l'actuelle crise liée à la COVID-19, le secteur de l'agriculture biologique a eu besoin de temps supplémentaire pour s'adapter aux nouvelles règles en matière de production, de contrôle et de commerce. L'UE a récemment notifié au Comité OTC un projet de règlement reportant d'un an l'entrée en application du Règlement sur la production biologique (G/TBT/N/EU/738). Le Règlement (UE) 2020/1693 du 11 novembre 2020 visant à modifier la date d'entrée en vigueur du Règlement (UE) 2018/848 relatif à la production biologique et l'étiquetage des produits biologiques ainsi que d'autres dates a été publié au Journal officiel de l'Union européenne le 13 novembre 2020.<sup>88</sup> Les nouvelles règles relatives à la production biologique entreront donc en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022. À compter de cette date, l'erva-maté sera inclus dans le champ d'application du Règlement (UE) 2018/848, tel qu'il figure dans son annexe I.

### **2.1.3.44 Fédération de Russie – Loi fédérale n° 487-FZ prévoyant un cadre pour l'utilisation globale d'un étiquetage spécial et la traçabilité des marchandises et Décision n° 792-r spécifiant les marchandises auxquelles l'étiquetage s'applique et les dates d'introduction de l'étiquetage obligatoire (ID 567<sup>89</sup>)**

2.335. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Le 28 avril 2018, le gouvernement russe a adopté la Décision n° 792-R, laquelle énumère les marchandises qui seront assujetties au marquage obligatoire. L'UE est profondément préoccupée par la proportionnalité de la mesure: l'étiquetage et l'enregistrement individuels constituent une charge considérable et engendrent des coûts importants qui dépassent largement le coût des étiquettes individuelles. Cela peut être justifié pour certains produits de forte valeur qui font régulièrement l'objet de contrefaçon ou sont souvent soustraits à la fiscalité, tels que les produits du tabac ou les fourrures. Par conséquent, l'UE demande à la Russie de revoir l'éventail de produits visés par la mesure afin que celle-ci mette l'accent sur les produits ayant une valeur élevée et pour lesquels il existe des éléments de preuve des niveaux notables de contrefaçon ou d'évasion fiscale. Nous félicitons le gouvernement russe pour ses efforts de lutte contre la contrefaçon, mais notons que la mesure comprend des règlements techniques et aura une incidence notable sur les importations en provenance de l'UE et d'autres Membres de l'OMC vers la Russie. En vertu de la

<sup>87</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 524](#).

<sup>88</sup> J.O. L 381 du 13 novembre 2020, page 1.

<sup>89</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 567](#).

Décision de 1995 du Comité OTC, "les Membres sont tenus de notifier toutes les prescriptions obligatoires en matière d'étiquetage qui ne sont pas fondées en substance sur une norme internationale pertinente et qui peuvent avoir un effet notable sur le commerce d'autres Membres". Il en découle que cette mesure aurait dû être notifiée au titre de l'Accord OTC avant son adoption. Le gouvernement russe a adopté, le 26 avril 2019, la Résolution n° 515 sur le marquage des marchandises soumises à un étiquetage obligatoire pour l'identification. Cette mesure relève également de l'Accord OTC et doit être notifiée à l'OMC.

2.336. Plusieurs catégories de produits ont été couvertes jusqu'à présent. Nous aimerions que les prochaines catégories de produits qui le seront nous soient confirmées. Cela fera bientôt plus d'un an que le régime est opérationnel pour certaines catégories de marchandises. L'UE souhaite donc savoir s'il est prévu de réaliser une évaluation réglementaire qui pondère les coûts et les avantages de l'application du régime à ce jour. Conformément aux bonnes pratiques réglementaires, il faut absolument procéder à une telle évaluation avant d'envisager une éventuelle extension des exigences d'étiquetage et de suivi à d'autres catégories de marchandises. Nous demandons à la Fédération de Russie de prendre en considération les observations de l'Union européenne pour veiller à ce que la mise en œuvre de cette mesure n'ait pas d'effets plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire conformément à l'Accord OTC de l'OMC.

2.337. En réponse, le représentant de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. La Russie a déjà expliqué sa position sur cette question devant ce comité et le Conseil du commerce des marchandises. Cette position demeure inchangée. Le système de localisation et de suivi a pour but de lutter contre le commerce illicite et de veiller au paiement des impôts dus. Il est nécessaire au respect des lois. Aucune société respectueuse de la législation n'est en mesure de concurrencer une société qui ne paie pas les impôts dus. En ce sens, le système de localisation et de suivi uniformise les règles du jeu, ce qui profite aux sociétés respectueuses de la législation. Le concept lié à chaque catégorie de produit est élaboré avec les sociétés impliquées dans la fabrication, l'importation et la distribution des produits en question. Des consultations approfondies sont menées auprès des milieux d'affaires avant l'approbation du système pour chaque produit. En amont de la mise en œuvre obligatoire du système pour chaque catégorie de produit, une phase d'expérimentation volontaire est menée avec les importateurs, fabricants et représentants des parties prenantes étrangères en vue de garantir la performance du système et de l'adapter aux particularités du processus de production et de distribution de chaque produit. Ces étapes permettent aux sociétés intéressées de participer à la formulation de nouvelles prescriptions et de s'y préparer à l'avance.

**2.1.3.45 Union européenne – Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR) et Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (IVDR), G/TBT/N/EU/71/Add.1, G/TBT/N/EU/72/Add.1, G/TBT/N/EU/845 (ID 594<sup>90</sup>)**

2.338. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Comme nous le soulignons depuis longtemps, les États-Unis soutiennent l'élaboration et l'application d'un système de réglementation des dispositifs médicaux bien défini qui garantisse la sécurité et la performance des dispositifs médicaux, surtout maintenant, compte tenu de la crise sanitaire mondiale que nous traversons. Le report d'une année, jusqu'à mai 2021, de la mise en œuvre du Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR) a apporté un certain soulagement, qui était nécessaire. Par ailleurs, nous apprécions et soutenons le maintien du recours aux audits à distance en vue de réduire le retard dans les évaluations et, en fin de compte, de garantir aux patients un accès continu aux dispositifs médicaux et aux outils de diagnostic *in vitro* dont ils ont tant besoin. Les États-Unis ont précédemment fait part de leurs préoccupations au sujet de la mise en œuvre du Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (IVDR) et du maintien de l'accès des entreprises étasuniennes au marché européen. En particulier, nous sommes préoccupés par le nombre d'organismes notifiés approuvés pour évaluer la conformité avec l'IVDR, à savoir seulement six organismes en octobre 2021. Nous prenons toutefois note de la récente notification que l'UE a présentée au Comité OTC pour proposer le report de la mise en œuvre de l'IVDR. Nous nous félicitons que les difficultés liées au renforcement de capacités de certification adéquates dans le cadre du calendrier prévu par la législation aient été reconnues. Nous sommes encore en train d'examiner le calendrier proposé et l'éventail des produits visés par la nouvelle notification, et nous croyons comprendre que la mise en œuvre reportée se fera de manière échelonnée, en fonction de la catégorie d'IVDR. Pouvez-vous fournir une brève explication au sujet des nouveaux délais proposés?

<sup>90</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 594](#).

Nous espérons que la Commission continuera de collaborer avec les États-Unis et les parties prenantes pour résoudre tout problème qui pourrait surgir en lien avec la mise en œuvre de l'IVDR, afin d'éviter les effets indésirables et involontaires pour les patients.

2.339. Nous croyons comprendre que la Commission a l'intention de créer des normes européennes harmonisées pour démontrer la conformité avec la législation de l'UE plutôt que d'utiliser les normes internationales existantes. Nous demandons instamment à la Commission d'utiliser dans la mesure du possible des normes reconnues au niveau international afin d'éviter la duplication des efforts et l'imposition de charges supplémentaires pour les fabricants, qui devraient se conformer à des normes harmonisées distinctes – une norme pour l'UE et d'autres pour les autres autorités de réglementation internationales. Nous notons qu'en vue de la mise en œuvre du MDR, la Commission a annoncé en janvier 2020 qu'un nouveau système de nomenclature appelé système de nomenclature européenne des dispositifs médicaux (EMDN) serait créé pour servir de socle à la base de données européenne sur les dispositifs médicaux (EUDAMED). L'EUDAMED comprendra un module concernant l'identification unique des dispositifs (IUD). L'EMDN repose sur la CND (*Classificazione nazionale e internazionale*), qui n'est pas harmonisée avec la Nomenclature mondiale des dispositifs médicaux (GMDN)<sup>91</sup> bien établie. Les États-Unis utilisent la GMDN comme socle pour leur base de données mondiale pour l'identification unique des dispositifs (*Global Unique Device Identification Database – GUDID*). La GMDN a été élaborée avec l'aide de l'ISO et du Groupe de travail sur l'harmonisation mondiale de l'époque (devenu aujourd'hui le Forum international des autorités chargées de réglementer les dispositifs médicaux); elle est largement adoptée par la branche de production des dispositifs médicaux et est utilisée par plus de 70 autorités nationales chargées de réglementer ces dispositifs à l'appui de leurs activités.

2.340. Nous craignons que la sélection de l'EMDN par la Commission ne compromette l'interopérabilité des deux systèmes UDI (EUDAMED et GUDID) à des fins de suivi et de signalement et ne crée plusieurs difficultés importantes pour le secteur des dispositifs médicaux et des soins de santé. En outre, la Commission n'a pas abordé les problèmes d'interopérabilité et n'a pas avancé dans l'établissement de correspondances entre l'EMDN et la GMDN en vue d'harmoniser les systèmes UDI et de réduire les doubles emplois pour l'industrie. L'adoption de l'EMDN par la Commission a en outre comme conséquence d'avoir encouragé d'autres organismes de réglementation et entités, comme l'Organisation mondiale de la santé, à adopter l'EMDN, ce qui crée des prescriptions redondantes pour la branche de production des dispositifs médicaux et peut donc porter atteinte à la sécurité publique. L'UE a déclaré à plusieurs reprises lors de discussions bilatérales et dans des documents publiés qu'elle a l'intention de faire correspondre son système de nomenclature avec la GMDN, mais nous attendons toujours de voir les actions de l'UE démontrant ses efforts pour aller dans ce sens. En fait, l'UE a récemment publié la Nomenclature européenne des dispositifs médicaux pour consultation publique, qui ne propose aucune mesure allant dans le sens d'établir une correspondance avec la GMDN. L'UE pourrait-elle expliquer quelles mesures elle met en œuvre pour faire correspondre l'EMDN avec la GMDN?

2.341. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. 1. Nous accueillons avec satisfaction la mise à jour de juin du plan de publication de directives du GCDM. Nous demandons que des consultations publiques soient menées avant la publication de ces directives et que les directives publiées soient rendues obligatoires avec une période de transition. Le plan de correspondance entre l'EMDN (Nomenclature européenne des dispositifs médicaux) et la GMDN (Nomenclature mondiale des dispositifs médicaux) auquel il est fait référence dans le plan de publication de directives du GCDM a toujours le statut "s.o." (sans objet). Nous demandons qu'un calendrier de publication soit établi et qu'il soit respecté. Le MDR requiert une surveillance et un contrôle après mise sur le marché. Le plan de publication de directives sur la surveillance et le contrôle après mise sur le marché a certes été décrit, mais nous demandons que ces directives soient publiées rapidement. 2. Nous avons déclaré en juin que nous avons reçu des rapports de nombreuses entreprises soumises à un examen des documents techniques qui indiquaient qu'il n'y avait pas eu de progrès depuis le début de l'examen, ce qui représentait en tout état de cause une longue période, et qu'il n'était pas possible de prévoir si l'examen serait terminé et des certificats délivrés d'ici à la date d'application du MDR. De nombreuses entreprises ont également indiqué que bien que plus d'une année se soit écoulée depuis le début de l'examen des documents techniques, cet examen n'était toujours pas achevé; nous avons également demandé que la cause de ce retard

---

<sup>91</sup> La Commission européenne a annoncé sa décision d'adopter la CND par le biais du document d'orientation suivant: [https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/md\\_topics-interest/docs/md\\_emdn\\_eudamed\\_nomenclature\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/md_topics-interest/docs/md_emdn_eudamed_nomenclature_en.pdf)



soit examinée et que les mesures prises pour améliorer la situation soient expliquées. Cependant, aucune amélioration n'a été constatée. Nous souhaiterions que l'autorité chargée de la réglementation continue d'examiner cette cause et prenne des mesures pour améliorer la situation.

2.342. 3. En juin, nous avons déclaré que le MDR imposait une évaluation clinique stricte des dispositifs médicaux de classe I, IIa et IIb. Afin d'éviter que le MDR ne devienne plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire, nous vous avons demandé d'envisager de simplifier les prescriptions d'évaluation clinique pour les dispositifs médicaux de classe I, IIa et IIb, en prenant exemple sur les réglementations relatives à la certification avant mise sur le marché du Japon ou à la notification 510(k) des États-Unis. Nous vous demandons de continuer de réfléchir à cette question. 4. Nous nous félicitons que l'Union européenne ait proposé le 14 octobre 2021 un règlement portant modification de la période de transition pour l'IVDR. Nous apprécions grandement cette proposition de proroger la période de transition de trois à cinq ans en fonction de la catégorie de risque des produits devant être certifiés par des organismes notifiés. Nous sommes convaincus que cette proposition permettrait de chasser nos craintes de voir nombre des dispositifs de diagnostic *in vitro* mis sur le marché ne pas être certifiés d'ici à la fin de la période de transition, du fait que les organismes notifiés ne disposent pas des capacités nécessaires pour faire face à la situation. En attendant, étant donné qu'un seul document d'orientation sur les dispositifs de diagnostic *in vitro* a été publié depuis juin 2021, nous demandons de nouveau la publication rapide des documents d'orientation et la communication du calendrier de leur publication dès que possible, comme nous l'avions demandé lors de la précédente réunion du Comité OTC de l'OMC. 5. S'agissant des normes harmonisées des règlements européens, bien que le plan de publication n'ait pas été annoncé dans le Journal officiel de l'UE, elles ont été promulguées de manière soudaine. En conséquence, les entreprises japonaises doivent élaborer à la hâte un plan de mise en conformité et prendre des mesures à la suite de cette promulgation. Nous demandons la publication du plan d'élaboration et de publication de ces normes harmonisées pour le MDR et l'IVDR.

2.343. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine remercie l'UE pour la nouvelle notification mais reste préoccupée au sujet de l'IVDR. Nous attendons avec intérêt que nos suggestions ci-après soient prises en considération et que des réponses y soient apportées. 1. Il est recommandé que la nouvelle proposition visant à proroger la période de transition pour l'IVDR entre en vigueur et que le processus législatif aboutisse sans délai. 2. Il est recommandé d'annoncer l'autorisation et la préparation du laboratoire. Selon les prescriptions relatives à la classification qui figurent dans l'IVDR, outre la demande de certificat CE pour les produits d'exportation vers l'UE qui présentent un risque élevé, il est également requis d'effectuer une inspection dans un laboratoire autorisé. Par conséquent, les fabricants doivent examiner par avance l'allocation des ressources des laboratoires lorsqu'ils demandent la certification d'un produit. Toutefois, l'UE n'a pas annoncé à quels laboratoires une autorisation a été octroyée. En outre, la certification de produits à haut risque est relativement longue et les fabricants ne sont pas en mesure de choisir la configuration de laboratoire appropriée et de l'optimiser, ce qui rend la certification plus difficile. 3. Il est recommandé d'introduire des lignes directrices dans le cadre de l'IVDR. Par exemple: 1) lignes directrices sur les codes et la classification pour le diagnostic *in vitro* pour permettre aux entreprises de réaliser un échantillonnage de classification et de déterminer le numéro en conséquence; 2) lignes directrices techniques dans le cadre de l'IVDR, telles que des lignes directrices techniques détaillées sur l'évaluation des performances cliniques, l'analyse des performances des produits spéciaux, la certification des systèmes et des consommables de soutien, etc.; et 3) lignes directrices détaillées sur la façon dont les modifications sont déterminées.

2.344. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite de nouveau reprendre à son compte les points soulevés par d'autres Membres concernant la mise en œuvre de cette mesure. Nous restons préoccupés par le fait que le nombre d'organismes notifiés semble toujours insuffisant pour mener les activités de certification et d'approbation prévues dans les règlements. Le Canada est favorable à la normalisation de la classification et de la nomenclature internationales des dispositifs médicaux. Toutefois, nous sommes préoccupés par le fait que cette nouvelle Nomenclature européenne des dispositifs médicaux (EMDN) n'est pas harmonisée avec la Nomenclature mondiale des dispositifs médicaux (GMDN) existante, qui est actuellement utilisée par plusieurs grandes autorités de réglementation. Nous sommes également préoccupés par le fait que la nouvelle EMND pourrait ne pas constituer une source appropriée pour le système de Classification, codage et nomenclature internationaux de l'OMS. Le Canada s'inquiète du manque de transparence et de la participation limitée des responsables de la réglementation, des fabricants de dispositifs médicaux et des parties prenantes de la branche de production à l'analyse comparative, ainsi que des incidences d'une nouvelle nomenclature, y compris tout obstacle technique au commerce. Le

Canada souhaite également souligner que l'EMDN est relativement peu utilisée au niveau mondial et réaffirme la position de Santé Canada selon laquelle la proposition de l'OMS visant à sélectionner l'EMDN en tant que système de nomenclature mondiale pour les dispositifs médicaux est prématurée et devrait à tout le moins être accompagnée d'un exercice de mise en correspondance visant à aider les États membres qui utilisent actuellement d'autres systèmes de nomenclature. Le Canada souhaite faire prendre conscience des risques qu'entraîne la création d'un système additionnel et redondant, à savoir, incidemment, une complexification, des coûts et une certaine confusion dans les secteurs de la technologie des dispositifs médicaux et des soins de santé.

2.345. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Le MDR est officiellement entré en vigueur le 26 mai 2021. Ce nouveau Règlement améliore et modernise de façon significative le système de réglementation des dispositifs médicaux, en remplaçant les deux directives précédentes. Il importe de souligner que le passage des directives au MDR est graduel et qu'il est facilité par un mécanisme de grâce, qui est une approche semblable à celle de l'exemption pour antériorité mais plus rigoureuse. Ce mécanisme permet aux produits qui sont conformes aux directives de rester en circulation jusqu'en mai 2025. En ce qui concerne l'IVDR, la Commission a évalué de près la situation sur le terrain. Il est devenu manifeste qu'en raison des ressources supplémentaires qui ont dû être déployées pour faire face à la pandémie de la COVID-19, les autorités nationales, les établissements de santé, les organismes notifiés et les opérateurs économiques ne seront pas en mesure de garantir la mise en œuvre correcte et l'application du règlement à la date d'application prévue. Avec seulement six organismes notifiés désignés à ce jour, les capacités sont grandement insuffisantes, ce qui rend impossible pour les fabricants l'achèvement en temps utile des procédures d'évaluation de la conformité requises par la législation. En outre, compte tenu des restrictions de déplacement liées à la COVID-19, les organismes notifiés n'ont pas été en mesure d'effectuer les audits sur place requis des locaux des fabricants afin de vérifier les processus de fabrication et les autres processus pertinents. Cette situation pourrait causer d'importantes perturbations dans l'approvisionnement de nombreux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (par exemple, des tests de dépistage du VIH, des tests de grossesse ou des tests de dépistage du SARS-CoV-2) sur le marché de l'Union européenne.

2.346. Ainsi, un projet de mesure proposant un ensemble échelonné de périodes transitoires pour les dispositifs devant faire l'objet d'une procédure d'évaluation de la conformité impliquant un organisme notifié a été soumis au Comité OTC. La durée des périodes transitoires dépend de la catégorie de risque des dispositifs (périodes de transition plus courtes pour les dispositifs à plus haut risque et périodes de transition plus longues pour les dispositifs à moindre risque). En outre, le projet notifié propose l'application différée des exigences applicables aux "dispositifs internes", c'est-à-dire les dispositifs fabriqués et utilisés au sein d'un même établissement de santé. Actuellement, nous avons 23 organismes notifiés désignés au titre du MDR et 6 organismes notifiés au titre de l'IVDR, et davantage sont prévus. De plus, conformément à une communication de la Commission de janvier 2021 sur les audits et les évaluations de la surveillance dans le cadre du MDR et de l'IVDR, une plus grande flexibilité est prévue pour les États membres afin de permettre la réalisation d'audits à distance par des organismes notifiés, si les conditions énoncées dans la communication sont remplies. Parmi les organismes notifiés qui disposent également d'un organe d'audit désigné dans le cadre du Programme d'audit unique des dispositifs médicaux (MDSAP), 11 sur 13 ont été désignés jusqu'à présent dans le cadre du MDR. Ces organes couvrent certains des partenaires commerciaux de l'UE tels que l'Australie, le Brésil, le Canada, les États-Unis et le Japon. Il est important de souligner que l'UE ne prévoit pas de maintenir le nombre actuel d'organismes notifiés dans le cadre des directives. Par conséquent, dans le cadre du MDR/IVDR, les chiffres vont baisser. La quantité ne constitue pas et n'a jamais constitué un indicateur de la capacité. Comme pour tout ce qui est lié à l'offre et à la demande, le marché s'adaptera et il l'a en fait déjà fait puisque les 29 organismes notifiés déjà désignés au titre des règlements détiendraient une part plus que significative du marché et auraient en outre considérablement augmenté leurs capacités.

2.347. En ce qui concerne les travaux de mise en œuvre, la Commission et les États membres poursuivent les travaux relatifs aux textes d'application et aux directives. À ce jour, plus de 70 documents d'orientation ont été publiés, y compris plusieurs lignes directrices essentielles sur les prescriptions cliniques. Concernant la normalisation, nous sommes heureux d'annoncer une avancée de taille avec les premières publications au J.O. de l'UE en juillet 2021 des références des normes harmonisées dans le cadre des nouveaux règlements. De nouvelles publications sont prévues et devraient se faire d'ici à la fin de l'année 2021. Par ailleurs, les groupes d'experts, qui jouent un rôle dans les procédures d'évaluation de la conformité de certains produits à haut risque, sont officiellement en train de passer en revue et de traiter les demandes. Très récemment, le groupe

d'experts dans le domaine du diagnostic *in vitro* a été créé et il est maintenant opérationnel. En outre, le module d'enregistrement de la base de données EUDAMED a été mis en marche en décembre 2020 et l'entrée en service du module d'enregistrement de l'identification unique des dispositifs (UDI) a eu lieu en septembre 2021. Les trois autres modules de la base de données EUDAMED seront mis en marche une fois que le système sera pleinement opérationnel. Concernant l'identification unique des dispositifs, permettez-nous de souligner qu'il existe une différence fondamentale entre cette identification unique et la Nomenclature, alors que ces deux sujets semblent être confondus dans les discussions de haut niveau. Le système UDI mis en œuvre au sein de l'UE est fondé sur des principes convenus au niveau international mais la Nomenclature, également appelée langue d'usage, sera différente. Cette décision a été prise après une évaluation et un examen minutieux. L'UE tient à souligner, une fois de plus, que son choix de créer la Nomenclature européenne des dispositifs médicaux repose sur la nécessité d'une nomenclature bien structurée, transparente, ouverte, complètement accessible au public et qui puisse être téléchargée gratuitement. Il n'existe actuellement pas d'autre système de nomenclature qui offre ces caractéristiques. Il est important de préciser que le choix de cette nomenclature ne constitue pas un obstacle et d'éviter les fausses informations et la confusion à cet égard. L'UE est pleinement résolue à faire en sorte que le nouveau système assure un niveau plus élevé de protection des patients et elle compte sur les partenaires commerciaux pour encourager leurs fabricants à respecter ces nouvelles prescriptions afin de garantir la continuité des échanges.

#### **2.1.3.46 Qatar – Circulaire du Ministère de la santé publique concernant la durée de conservation du fromage (ID 602<sup>92</sup>)**

2.348. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite de nouveau faire référence à la Circulaire du Ministère de la santé publique du Qatar du 30 mai 2019 établissant de nouvelles prescriptions en matière d'importation pour le lait UHT et le fromage blanc qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2019. Plus récemment, le Conseil des ministres du Qatar a publié des instructions visant les importations de produits laitiers, le 22 août 2021. Ces instructions ont encore élargi la gamme des produits laitiers visés par la Circulaire de 2019, de telle sorte que les mesures de restriction des échanges visent désormais presque tous les produits laitiers. L'UE regrette que le Qatar n'ait notifié aucune de ces mesures à l'OMC, ni au titre de l'Accord OTC ni au titre de l'Accord SPS. Elle souhaite rappeler que la mesure de 2019 est en vigueur depuis maintenant plus de deux ans et que le Qatar n'a fourni aucune précision sur la question de savoir quand elle sera levée. En outre, les nouvelles mesures publiées en août 2021 créent des obstacles supplémentaires pour une gamme plus large de produits laitiers, ce qui a une incidence encore plus négative sur les exportations européennes de produits laitiers vers le Qatar. Par conséquent, la mise en œuvre de ces règles est considérée comme plus perturbante pour le commerce qu'il n'est nécessaire, car la mise en conformité avec ces prescriptions n'est pas possible pour une large gamme de fromages et de produits laitiers exportés depuis l'UE vers le Qatar.

2.349. L'UE est particulièrement préoccupée par les restrictions astreignantes sur la durée de conservation qui pénalisent les produits importés par rapport aux produits locaux; et par certaines caractéristiques des produits laitiers et des fromages, en particulier l'ajout obligatoire de vitamines dans le lait et les prescriptions en matière de faible teneur en matières grasses pour certains fromages. Ces prescriptions ne sont pas compatibles avec les normes internationales pertinentes du Codex Alimentarius, ne sont pas fondées sur des données scientifiques et ne sont pas requises pour garantir la sécurité des produits importés. Les mesures apparaissent donc comme plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre l'objectif légitime de la protection de la santé publique. Dans ce contexte, l'UE souhaite appeler l'attention sur l'article 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord OTC. Elle prie instamment le Qatar de suspendre l'application des deux mesures sans plus tarder, de les aligner sur les règles de l'OMC et de se mettre en conformité avec ses obligations en matière de notification. Elle tient à remercier le Qatar pour les échanges bilatéraux des derniers mois, qui n'ont malheureusement pas encore débouché sur une solution efficace. Elle est disposée à continuer de travailler de manière constructive avec lui pour régler cette question importante.

2.350. Le représentant du Qatar n'a pas fourni de réponse aux préoccupations soulevées. Une déclaration technique a été distribuée à l'issue de la réunion.<sup>93</sup>

<sup>92</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 602](#).

<sup>93</sup> [G/TBT/W/760](#).

**2.1.3.47 Royaume d'Arabie saoudite – Plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité Saber/Programme de sécurité des produits SALEEM (ID 615<sup>94</sup>)**

2.351. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. La mise en œuvre du système de certification électronique SALEEM dans le cadre du portail en ligne SABER demeure un sujet de préoccupation pour l'Union européenne. Nous tenons à remercier le Royaume d'Arabie saoudite pour sa participation constructive aux discussions bilatérales, mais signalons que les difficultés continuent d'avoir des effets négatifs majeurs sur les importations saoudiennes de plusieurs produits provenant de l'Union européenne. Le secteur des jouets est particulièrement affecté, mais le système s'étend progressivement à d'autres produits. Si les prescriptions en matière d'évaluation de la conformité diffèrent d'un secteur à l'autre, plusieurs branches de production de l'UE s'accordent à dire qu'elles sont excessivement coûteuses, astreignantes et chronophages. Les fabricants de jouets de l'UE continuent de faire état de difficultés liées à l'obtention du symbole CCG de contrôle de la conformité (appelé GCTS) auprès des organismes notifiés autorisés par l'Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité (SASO). Comme indiqué dans les déclarations précédentes, auxquelles nous renvoyons pour plus de détails, l'Union européenne souhaite rappeler les préoccupations principales qui portent sur les questions suivantes: demande de rapports d'essai; choix de l'article représentatif; et produit importé sans GCTS. Nous souhaiterions par ailleurs obtenir des renseignements actualisés sur les possibles révisions des directives existantes sur le processus d'obtention du GCTS. En conclusion, l'Union européenne prie le Royaume d'Arabie saoudite de garantir des procédures efficaces et moins coûteuses pour tous les produits relevant du nouveau système d'évaluation de la conformité. Elle reste à disposition poursuivre les discussions bilatérales.

2.352. Le représentant de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse demeure préoccupée au sujet de l'impact négatif de la plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité Saber sur ses échanges bilatéraux avec le Royaume d'Arabie saoudite. Nous souhaitons souscrire à l'intervention de l'UE sur cette question. Le processus d'enregistrement et de certification reste coûteux, complexe et chronophage pour nos exportateurs. La branche de production continue de signaler que les organismes reconnus demandent une rémunération excessive pour la réalisation des procédures d'évaluation de la conformité. Selon le secteur, des procédures d'évaluation de la conformité strictes sont appliquées à des produits qui, pour la plupart, sont considérés comme présentant un risque faible. En outre, une certification supplémentaire par un tiers et un nouvel enregistrement sont exigés pour les mêmes produits à faible risque qui ont déjà été certifiés et enregistrés dans le système. Le processus d'enregistrement et de certification se traduit par des coûts et des prescriptions en matière de documentation qui sont disproportionnés et qui dissuadent les entreprises d'entrer sur le marché, en particulier celles qui exportent des produits de qualité en petites quantités. La Suisse apprécierait que le Royaume d'Arabie saoudite fasse en sorte que le processus d'enregistrement et de certification ne soit pas plus stricte qu'il n'est nécessaire pour donner une assurance suffisante que les produits sont conformes aux prescriptions applicables. Par ailleurs, nous encourageons le Royaume d'Arabie saoudite à fonder les prescriptions en matière de documentation et de certification sur des normes internationales, à mettre en œuvre des lignes directrices claires et transparentes et à veiller à ce que les règles s'appliquent de manière égale et uniforme.

2.353. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis partagent les préoccupations de l'UE et de la Suisse concernant cette question et communiqueront une déclaration qu'ils ont faite au Conseil du commerce des marchandises.<sup>95</sup> Nous nous félicitons de la coordination bilatérale qui a eu lieu cette semaine entre les États-Unis et l'Arabie saoudite.

2.354. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite exprimer son soutien à l'objectif de l'Arabie saoudite de créer des systèmes intégrés permettant d'évaluer efficacement la sécurité des produits importés. Il est toutefois préoccupé au sujet des difficultés liées à la mise en œuvre du système de certification électronique SALEEM au moyen du portail en ligne Saber, qui présente selon lui certaines caractéristiques excessivement coûteuses, astreignantes, chronophages et inutiles. Les acteurs de notre branche de production indiquent que les organismes d'évaluation de la conformité notifiés, certifiés par l'Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité (SASO), ont appliqué les prescriptions en matière de fourniture d'échantillons de produits d'une manière incohérente. Alors que, dans certains cas, des

<sup>94</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 615](#).

<sup>95</sup> [G/TBT/W/762](#).

échantillons physiques doivent être fournis pour tous les produits du groupe devant être testé, dans d'autres seul un échantillon représentatif du groupe est requis. Les acteurs de la branche de production ont par ailleurs indiqué que les organismes notifiés facturent les entreprises pour la sélection des articles représentatifs. Nous croyons comprendre que les organismes notifiés ont également souvent exigé des importateurs qu'ils fournissent des renseignements redondants, tels que des photos additionnelles de produits déjà certifiés, ce qui accroît inutilement les contraintes de temps et les lourdeurs administratives. Nous demandons à l'Arabie saoudite d'envisager de fournir des directives plus détaillées aux organismes notifiés sur la manière d'utiliser la plate-forme Saber pour accroître l'efficacité du système, réduire les coûts de mise en conformité et garantir la cohérence.

2.355. En réponse, le représentant du Royaume d'Arabie saoudite a communiqué la déclaration suivante. Le programme SALEEM s'appuie sur le développement d'un système intégré de règlements et de normes compatibles avec les pratiques professionnelles reconnues sur le plan international, grâce à l'élaboration d'un système très efficace de mesure des indicateurs de la sécurité des produits sur le marché au moyen de mécanismes et de procédures qui respectent les règlements techniques de chaque produit, en particulier les prescriptions essentielles relatives à la santé des personnes et des animaux, la protection de l'environnement, et le fait de garantir l'efficacité des services fournis par les organismes législatifs et réglementaires afin d'assurer la sécurité de ces produits en garantissant leur conformité avec les normes de la SASO. Dans ce contexte, la SASO élabore des activités d'évaluation de la conformité (certification, audit et inspection, et activités d'essai) dans le Royaume d'Arabie saoudite en tant qu'instrument visant à accroître le niveau de qualité dans la branche de production nationale et la sécurité des produits importés présentés sur le marché saoudien. En acceptant les organismes d'évaluation de la conformité dans les différentes activités d'évaluation de la conformité, ce processus vise à garantir l'efficacité des résultats obtenus par ces organismes agréés qui exercent des activités de vérification de la conformité dans le cadre des systèmes et des prescriptions des règlements techniques approuvés, afin de mettre en place les activités nécessaires selon le domaine de compétence de ces organismes.

2.356. Par conséquent, la SASO a choisi d'engager une tierce partie notifiée chargée de l'octroi des certificats de conformité, en application de la norme internationale ISO/IEC 17067, dans le cadre de l'approche adoptée par le Royaume en matière de mise sur le marché. Le portail SABER a comme objectif principal d'améliorer les importations et d'obtenir les certificats de conformité et d'expédition grâce à une plate-forme reliée à d'autres entités. Il a réduit les délais, qui étaient de 7 à 15 jours ouvrables et sont désormais de 1 à 7 jours ouvrables. En outre, il est en lien direct avec les douanes saoudiennes, ce qui permet un dédouanement des produits en 24 heures. Par ailleurs, il mène un projet de conception de l'expérience utilisateur en vue d'améliorer l'expérience de l'importateur en matière d'enregistrement de son produit et de demande des certifications exigées. Il permet désormais d'ajouter des produits par groupes et de déposer des demandes groupées de certificats de conformité; et d'autres améliorations de l'expérience utilisateur sont prévues. Conformément à la réglementation des jouets établie par la GSO, le symbole de contrôle GCTS doit être délivré à travers la plate-forme de la GSO. Une fois le GCTS obtenu, les certificats d'expédition peuvent être aisément émis sur la plate-forme SABER. Veuillez noter que les douanes saoudiennes sont l'entité responsable des codes du SH et que tous ces codes sont disponibles sur leur site Web. Par conséquent, nous recommandons de consulter leur site Web pour trouver le bon code du SH correspondant à la désignation du produit. Pour trouver les prescriptions liées à chaque code du SH, nous recommandons de consulter le site Web <https://SABER.sa/home/hscodes>; il est intéressant de noter que les utilisateurs de ce site peuvent lancer une recherche à l'aide des six premiers chiffres, qui correspondent au code international du SH.

#### **2.1.3.48 Mexique – Projet de modification de la norme officielle mexicaine NOM-051-SCFI/SSA1-2010: Spécifications générales pour l'étiquetage des aliments et des boissons non alcooliques préemballés (ID 608<sup>96</sup>)**

2.357. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica maintient sa préoccupation commerciale concernant la proposition du Mexique relative à l'étiquetage nutritionnel sur la face avant des emballages des produits alimentaires. Ces dernières années, le Costa Rica a été hautement convaincu de l'importance aux travaux menés dans le cadre du Codex Alimentarius et en a été un fervent défenseur, et accorde la même importance à la justification scientifique des mesures adoptées par chaque pays, qu'elles soient fondées sur le Codex ou sur

<sup>96</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 608](#).

d'autres preuves techniques ou scientifiques, comme l'exige l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Étant donné que le Codex Alimentarius élabore actuellement des documents de travail sur l'étiquetage nutritionnel sur la face avant des emballages, le Costa Rica souhaite demander une nouvelle fois à la délégation mexicaine de clarifier sa position concernant les travaux menés dans le cadre du Codex dans ce domaine. Il renouvelle la demande adressée à la délégation mexicaine à la réunion antérieure du Comité, d'indiquer le fondement scientifique ou la norme internationale de référence utilisé pour définir les principaux paramètres de la norme en question et de fournir une justification pertinente de la présence d'une mise en garde sur la face avant de l'emballage à titre d'information nutritionnelle supplémentaire, ainsi que le fondement scientifique justifiant l'établissement des paramètres de classification, selon lesquels un produit dont la teneur en calories, en sucre, en acides gras saturés, en acides gras trans ou en sodium est considérée comme excessive, car ils ne sont pas fondés sur le Codex.

2.358. En ce qui concerne la consommation par les enfants de produits auxquels on a ajouté de la caféine ou des produits de substitution du sucre, le Costa Rica demande à la délégation mexicaine soit d'indiquer la norme internationale de référence utilisée, soit de fournir l'analyse des risques établissant les risques que présente pour les enfants la consommation de produits contenant ces ingrédients. Le Costa Rica estime que la mesure adoptée par le Mexique pourrait aller à l'encontre des obligations découlant de l'Accord OTC, en particulier celles établies aux articles 2.2 et 2.4. Le Costa Rica indique au Comité qu'il est toujours d'avis qu'en l'état actuel des choses dans le monde, avec en toile de fond la pandémie de COVID-19, la mise en œuvre de certaines mesures sanitaires et phytosanitaires qui créent des restrictions ou des charges supplémentaires constitue un défi qui entrave les efforts de relance économique à l'échelle mondiale, en particulier dans les pays en développement tributaires du commerce international, comme le Costa Rica. Cela est sans préjudice du pouvoir qu'ont les Membres d'adopter les mesures qu'ils jugent nécessaires. Le Costa Rica serait reconnaissant à la délégation mexicaine de bien vouloir l'informer de l'état d'avancement de ce projet de modification.

2.359. En réponse, le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. Comme cela a été indiqué aux réunions antérieures du Comité, la délégation du Mexique participe activement aux travaux d'établissement des normes relatives à l'étiquetage nutritionnel sur la face avant des emballages dans le cadre du Codex Alimentarius. Toutefois, l'absence de norme internationale en la matière n'empêche pas un Membre de publier des règlements techniques relatifs à l'étiquetage des aliments et des boissons non alcooliques préemballés sur la face avant des emballages ni de réaliser ses objectifs légitimes d'intérêt public. Les éléments de preuve techniques et scientifiques demandés figurent dans la bibliographie accompagnant la norme officielle mexicaine NOM-051-SCFI/SSA1-2010. En ce qui concerne les questions se rapportant à cette mesure, nous invitons les personnes concernées à prendre connaissance des renseignements fournis lors des débats antérieurs du Comité et dont il est fait état dans les comptes rendus figurant dans les documents [G/TBT/M/80](#), [G/TBT/M/81](#), [G/TBT/M/82](#) et [G/TBT/M/83](#). En outre, il est particulièrement pertinent de rappeler que le gouvernement du Mexique a autorisé la commercialisation, sans application de sanctions, des produits ne satisfaisant qu'au nouveau système d'étiquetage sur la face avant de l'emballage et ne contenant pas les autres renseignements d'ordre commercial et sanitaire requis depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 mai 2021, et ce afin de tenir compte de la nécessité d'assurer la rotation des stocks de produits qui se trouvaient déjà au point final de vente au consommateur final avant la date du 1<sup>er</sup> avril 2021. En outre, l'utilisation de matières adhésives couvrant l'étiquette d'origine est autorisée, pour autant qu'elles satisfassent à toutes les prescriptions relatives aux renseignements commerciaux et sanitaires requises au titre de la norme NOM-051-SCFI/SSA1-2010. La délégation du Mexique réaffirme sa volonté de lever tous les doutes que les Membres du Comité pourraient nourrir concernant la mise en œuvre de cette mesure. Ces préoccupations peuvent être adressées par écrit par l'intermédiaire du point d'information compétent.

**2.1.3.49 Inde – Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité) ([G/TBT/N/IND/131](#)); Modification des conditions (n° 2 iii)) applicables au chapitre 95 du Code tarifaire de l'Inde (SH), 2017 – Annexe I (Politique d'importation) [G/TBT/N/IND/131](#), [G/TBT/N/IND/143](#), [G/TBT/N/IND/68](#) (ID 632)<sup>97</sup>**

2.360. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne demeure préoccupée par le Décret de l'Inde relatif au contrôle de la qualité des

<sup>97</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 632](#).



jouets et en particulier par les prescriptions en matière de certification introduites par le Bureau indien de normalisation (BIS). Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, date d'entrée en vigueur du Décret, toutes les importations de jouets étaient au point mort. Le décret prescrit que seuls les jouets accompagnés d'un marquage BIS pourront entrer dans le pays à compter de cette date. Les audits d'usine par les auditeurs du BIS constituent une condition préalable à l'obtention du marquage BIS requis. Les fabricants indiens de jouets ont certes eu la possibilité de se mettre en conformité avec le Décret et les auditeurs du BIS ont inspecté les installations indiennes, mais on ne peut pas en dire autant des usines situées dans des pays tiers. Les entreprises de l'UE ont présenté bien avant l'expiration des délais les demandes requises afin de fournir aux autorités indiennes les renseignements nécessaires pour permettre les audits d'usine par les auditeurs du BIS. Bien qu'il soit désormais officiellement possible de réaliser des audits d'usine à l'étranger, cela reste subordonné aux restrictions en matière de voyage et les auditeurs du BIS ne se rendent pas dans les pays soumis à des prescriptions en matière de tests de dépistage ou de quarantaine. Cela constitue un problème majeur pour les entreprises européennes, car cela signifie qu'il n'est pas possible, à ce jour, d'obtenir de certification en Europe. L'Union européenne avait précédemment suggéré d'autoriser les audits d'usine par des tierces parties ou sous forme virtuelle (cette flexibilité est accordée aux fabricants indiens). Nous croyons cependant comprendre qu'aucun progrès n'a été réalisé en ce sens. En l'absence d'une mesure de rechange, la prescription relative à la certification/aux audits d'usine restera extrêmement problématique et les entreprises européennes continueront à faire face à une concurrence déloyale avec les fabricants locaux. L'UE serait reconnaissante à l'Inde si elle pouvait répondre directement aux préoccupations soulevées.

2.361. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Lors des trois réunions antérieures du Comité OTC de l'OMC, les États-Unis ont demandé instamment à l'Inde de donner le moyen aux entreprises étrangères de se conformer aux prescriptions relatives à l'audit des usines étrangères établies par le Décret de 2020 sur le contrôle de la qualité des jouets. Les entreprises états-uniennes ne peuvent toujours pas expédier de jouets en Inde car elles ne sont pas en mesure de se conformer à cette disposition du Décret, étant donné que l'Inde n'a pas voulu accepter d'audits virtuels et n'effectuera pas d'audits en personne en raison des restrictions en matière de voyage liées à la COVID-19 émises par les autorités du Bureau indien de normalisation (BIS). Une entreprise états-unienne fait savoir que sa dernière expédition de jouets remonte à plus d'un an. À la réunion de juin, le gouvernement de l'Inde a indiqué ce qui suit: "Aucune disposition du Règlement du BIS (évaluation de la conformité) de 2018 ne prévoit la réalisation d'une inspection sous forme virtuelle ni le recours à d'autres sociétés de certification reconnues dans le pays de fabrication afin qu'il soit satisfait aux prescriptions relatives à la réalisation d'un audit en personne établies par le Décret sur le contrôle de la qualité des jouets pour les installations de fabrication étrangères. Cependant, le gouvernement de l'Inde envisage d'introduire les dispositions pertinentes afin de permettre la réalisation d'une inspection sous forme virtuelle/à distance dans le cadre des activités d'évaluation de la conformité du BIS." Nous demandons à l'Inde de donner des renseignements actualisés sur cette initiative.

2.362. La branche de production états-unienne indique que les installations de fabrication nationales ont obtenu des autorisations du BIS que des inspections soient menées, leur permettant ainsi de se conformer aux prescriptions en matière d'audit établies par le Décret sur le contrôle de la qualité des jouets, même si les entreprises étrangères n'ont pas pu organiser d'inspections à l'étranger. La branche de production états-unienne a fait savoir que le BIS avait commencé, ou s'apprêtait, à mener des audits d'usine dans les pays qui ont levé les mesures de quarantaine, bien que cette politique n'ait apparemment pas d'effet sur les principaux pays producteurs de jouets. Les États-Unis demandent à l'Inde de veiller à ce que ses procédures d'évaluation de la conformité soient appliquées de telle sorte que les fournisseurs de jouets importés y aient accès dans des conditions similaires à celles accordées aux fournisseurs de jouets produits en Inde. Cela peut se faire soit en levant temporairement la prescription relative à l'audit d'usines étrangères émise par le Bureau indien de normalisation (BIS) jusqu'à ce que les inspecteurs indiens puissent se rendre dans toutes les installations étrangères, soit en mettant en place un système permettant de réaliser et d'accepter les audits sous forme virtuelle au lieu des audits en personne. Comme l'a indiqué le gouvernement de l'Inde en juin, le délai moyen d'octroi d'une licence pour l'importation de jouets est "généralement de quatre à six mois après l'audit d'usine prévu". En conséquence, il est peu probable que les exportateurs étrangers pourront reprendre les exportations de jouets vers l'Inde avant 2022, même si une solution à ce problème était appliquée immédiatement. Nous demandons instamment à l'Inde de répondre aux préoccupations soulevées par plusieurs Membres et d'autoriser les inspections sous forme virtuelle dès que possible.

2.363. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. Aux termes du Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité), les jouets utilisés par les enfants âgés de moins de 14 ans doivent être conformes aux normes indiennes correspondantes. Toutes les entreprises de jouets exportant en Inde sont soumises à des essais répétés, à des inspections d'usine et à d'autres prescriptions. Le coût de la certification est élevé, ce qui crée des difficultés supplémentaires pour les petits et moyens fabricants. Les entreprises sont soumises, pendant le processus de certification, au paiement d'un dépôt additionnel de 10 000 dollars EU, à des frais de dossier, à un droit de licence annuel et à une redevance pour l'utilisation du logo de l'ISI, qui accroissent le coût supporté par les entreprises et créent des obstacles au commerce international, ce qui est contraire à l'article 5.1.2 de l'Accord OTC. Il est recommandé au gouvernement indien d'envisager, dans la mesure du possible, de ne pas augmenter de façon trop importante les coûts pour les entreprises et de ne soumettre à la certification obligatoire que les catégories de jouets qui présentent un risque élevé. 2. Selon le Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité), le processus de certification est soumis à des essais de conformité effectués par des laboratoires de tierces parties. Mais pour l'heure, les laboratoires de tierces parties du BIS qui ont approuvé les normes relatives aux jouets IS 9873 et IS 15644 sont tous situés en Inde. Il est difficile pour les entreprises chinoises d'envoyer des échantillons aux fins d'inspection, ce qui nuit à l'efficacité des essais. Il est recommandé que les laboratoires de tierces parties puissent englober tous les laboratoires agréés par l'ILAC.

2.364. 3. Le Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et d'importantes modifications ont été apportées à la certification obligatoire. Le processus de certification est complexe et s'accompagne de nombreuses procédures. Les entreprises doivent établir un grand nombre de documents pour la certification des produits. Les usines doivent être inspectées et le cycle d'audit est long. De plus, l'épidémie de COVID-19 a eu pour conséquence de compliquer les inspections d'usine. En conséquence, la certification des jouets étrangers est suspendue en Inde. La période de transition est trop courte, ce qui est contraire à l'article 5.9 de l'Accord OTC. Il est recommandé à l'Inde d'accorder une période de transition d'au moins deux ans et d'autoriser les audits en ligne d'usines étrangères pour les inspections d'usine. 4. En octobre 2020, le BIS a publié sur son site officiel le document présentant les 10 étapes nécessaires en vue de l'obtention d'une licence du BIS pour les jouets, dont l'étape 4 qui précise que les usines fabriquant des jouets électriques doivent être équipées des instruments requis par les clauses 8, 9 et 10 de la norme IS 15644:2006. Cependant, certains essais souvent effectués par les laboratoires de tierces parties requièrent un équipement coûteux et techniquement complexe qui outrepassent les capacités des petites et moyennes entreprises. Les prescriptions en matière d'équipement sont donc non nécessaires et déraisonnables. Conformément à l'article 5.1.2 de l'Accord OTC, il est suggéré à l'Inde de supprimer les prescriptions relatives aux équipements des jouets électriques et d'autres projets. 5. Selon la modification des conditions (n° 2 iii)) applicables au chapitre 95 du Code tarifaire de l'Inde (SH), 2017, les échantillons sont envoyés de manière aléatoire à des laboratoires accrédités par le NABL aux fins d'analyse et le dédouanement s'effectue pendant que les échantillons sont mis à l'essai et jugés conformes. Cela nuit grandement à l'efficacité des douanes et a fait augmenter les coûts d'entreposage pour l'importateur, ce qui est contraire aux articles 5.1.2, 5.2.1 et 6.1 de l'Accord OTC. Il est recommandé au gouvernement indien d'effectuer la mainlevée des produits sur la base du certificat de conformité délivré par un laboratoire agréé par le NABL ou l'ILAC.

2.365. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada continue de s'interroger sur l'objectif de la prescription de l'Inde exigeant que les sites de fabrication de jouets soient inspectés par le personnel du Bureau indien de normalisation afin de contrôler, entre autres, les processus de production et l'aménagement de l'usine et de prélever des échantillons de produits. Outre qu'elle est coûteuse et chronophage, la prescription relative à l'inspection empêche toute expédition de jouets en Inde, car les inspecteurs indiens ne peuvent pas voyager du fait de la COVID-19. Le Canada souhaiterait que l'Inde accepte les inspections d'usines sous forme virtuelle jusqu'à ce que les inspecteurs soient au moins en mesure d'effectuer de nouveau des voyages internationaux. De plus, nous cherchons encore à obtenir des réponses aux questions écrites que le Canada a adressées à l'Inde en avril 2020 et qui soulèvent les préoccupations suivantes: – la nécessité de tester les produits dans le pays lorsque des essais effectués par des laboratoires agréés par l'ILAC sont possibles; – la non-application des normes internationales; – la prescription exigeant la désignation d'un représentant indien dans le pays; – la nécessité de fournir une garantie d'exécution délivrée par une banque; et – l'utilité de fournir une lettre de garantie. Le Canada attend avec intérêt de coopérer avec l'Inde afin de garantir l'accès à des jouets sûrs et de haute qualité fabriqués par les entreprises canadiennes.

2.366. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les visites d'inspection à l'étranger sont en suspens en raison des restrictions en matière de voyages internationaux dues à la pandémie en cours. Dès que la situation liée à la COVID-19 s'améliorera et que les restrictions en matière de voyage seront levées, l'Inde planifiera les inspections (visite d'usine). Le BIS a reconnu plusieurs laboratoires autorisés à effectuer les essais de jouets en vertu de différentes sections des normes IS 9873 et IS 15644 (Sécurité des jouets électriques). Actuellement, tous ces laboratoires fonctionnent normalement. La liste IS de laboratoires reconnus est régulièrement actualisée et peut être consultée sur le site Web du BIS. Le Département de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur du Ministère du commerce et de l'industrie, a publié le Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité), 2020, en vertu des dispositions de la Loi de 2016 portant création du BIS et des normes et règlements qui en découlent, qui établissent le système I d'évaluation de la conformité du Règlement de 2018 relatif à l'évaluation de la conformité du BIS. Selon le système I de l'annexe II du Règlement de 2018 relatif à l'évaluation de la conformité du BIS, le demandeur doit présenter un rapport d'essai complet du produit établi par le laboratoire de tierces parties ainsi que la demande. Les essais des échantillons prélevés lors de l'inspection d'usine sont également effectués dans le laboratoire de tierces parties. Au sens du système I, le laboratoire de tierces parties est défini comme "un laboratoire établi, maintenu ou reconnu par le Bureau, des laboratoires gouvernementaux constitués par le Bureau ou tout autre laboratoire désigné sur décision du comité exécutif du Bureau".

2.367. En ce qui concerne les prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage, en vertu du système I, la licence du BIS sera délivrée à un fabricant de jouets conformément à la norme indienne et toutes les variétés (articles/modèles/UGS, etc.) de jouets visées par la norme seront couvertes par la même licence. Aucune demande distincte ni aucun label de conformité n'est nécessaire pour que des familles de jouets similaires soient couvertes par la licence. En outre, afin que toutes les variétés visées par une norme soient couvertes par la licence, le BIS publiera des lignes directrices relatives au groupement des produits dans le but de spécifier le nombre minimal de variétés de jouets à soumettre à des essais afin qu'il soit prévu de faire couvrir un plus grand nombre de variétés par la licence. Cela se fera en vue de soumettre à des essais le nombre optimal de jouets qui permettra de réaliser l'objectif de garantie de la sécurité de tous les jouets pour enfants. Le marquage du label de conformité à la norme et au numéro de licence est une prescription établie par le Règlement du BIS (évaluation de la conformité) qui s'applique également à tous les fabricants en Inde. Le label de conformité est essentiel pour permettre au consommateur lambda de savoir que les produits sont certifiés et peuvent être utilisés sans danger et qu'il puisse les identifier. Ce système est déjà utilisé pour plus de 200 produits dans le cadre de la certification obligatoire et est mis en œuvre par plus de 1 000 fabricants de différents pays dans le cadre du système FMCS du BIS. Conformément au Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité), chaque jouet doit être conforme aux normes indiennes correspondantes spécifiées dans ledit Décret et porter le label de conformité prévu au titre de la licence délivrée par le BIS ainsi qu'en dispose le système I du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité). En vertu des dispositions du système I, le BIS accorde une licence pour l'utilisation ou l'application du label de conformité (label ISI) sur les produits et articles qui sont conformes aux normes indiennes et non aux normes internationales. La norme IS 9873 (sections 1, 2, 3, 4 et 7) spécifiée dans le Décret sur l'évaluation de la conformité des jouets est identique à la norme internationale ISO 8124 (sections 1, 2, 3, 4 et 7). La section 9) de la norme IS 9873 est une norme nationale publiée afin de restreindre certains esters de phtalate dans les jouets et les produits pour enfants. La méthode d'essai utilisée est néanmoins identique à la norme ISO. De plus, la norme IS 15644 est également identique à la norme internationale IEC 62115.

#### **2.1.3.50 Australie – Prescriptions en matière de maturation pour l'alcool importé (ID 636<sup>98</sup>)**

2.368. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil continue de suivre de près la proposition de l'Australie tendant à modifier la réglementation actuelle relative aux boissons alcooliques. Aux réunions antérieures du Comité, nous avons fait part de nos préoccupations concernant les prescriptions techniques australiennes applicables à la cachaça, l'Avis n° 2007/19 de l'Administration des douanes australiennes, qui exige que certaines boissons alcooliques soient élevées sous-bois pendant deux ans au moins avant leur sortie de la zone sous contrôle douanier. Cela concerne toutes les boissons relevant des positions tarifaires 2208.20.10, 2208.30.00 et 2208.40.00. Bien que ledit avis ne fasse directement référence qu'au brandy, au rhum

<sup>98</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 636](#).

et au whisky, il englobe la position tarifaire 2208.40.00 ([r]hum et autres eaux-de-vie provenant de la distillation, après fermentation, de produits de cannes à sucre), dont relève la cachaça en Australie. En accordant le même traitement à la cachaça et au rhum, le gouvernement australien n'autorise pas les importations de la cachaça qui n'est pas élevée sous-bois pendant deux ans au moins. Une telle prescription n'est liée à aucune norme de qualité ou prescription sanitaire pour la cachaça.

2.369. À la suite d'une consultation publique engagée à la fin de 2019, les Forces frontalières australiennes (ABF) ont étudié plus avant la possibilité de modifier la Loi douanière de 1901 afin d'autoriser l'importation légitime de certains produits alcooliques en Australie tout en maintenant les prescriptions en matière de maturation pour le brandy, le whisky et le rhum. Selon une consultation publique plus récente, le gouvernement australien est en train de définir une approche consistant à maintenir la prescription australienne existante en matière de maturation pour le brandy, le whisky et le rhum importés, mais à dresser une liste de produits exemptés de cette prescription. La liste de produits exemptés proposée comprendrait la cachaça, le pisco et le bourbon. Le Brésil reconnaît les progrès qui marquent la démarche proposée dans le cadre de la dernière consultation publique. Nous sommes favorables à la création d'une liste d'exceptions aux règles établies à l'article 105A de manière à permettre l'importation sur le marché australien de certaines indications culturelles et géographiques (par exemple, la cachaça) qui ne sont pas traditionnellement décrites comme du brandy, du whisky ou du rhum. Afin d'éviter toute confusion sur le marché australien ou parmi les consommateurs australiens, nous sommes d'avis qu'aucun des produits de canne à sucre importés en Australie (avec maturation ou non) et n'étant pas spécifiquement du "rhum" ne doit être étiqueté ou marqué en tant que "rhum". Nous demandons instamment à l'Australie de répondre aux questions suivantes, qui n'ont pas été abordées dans ses déclarations antérieures. L'Australie pourrait-elle préciser si cette nouvelle réglementation instaurera également de nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage pour les produits autres que le rhum, le brandy et le whisky? L'Australie pourrait-elle indiquer dans quels délais le texte final sera publié?

2.370. En réponse, le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions le Brésil de l'intérêt qu'il porte à l'examen par l'Australie des prescriptions en matière de maturation pour l'alcool importé et nous fournissons la mise à jour suivante concernant la question soulevée par le Brésil à ce sujet. L'Australie applique des prescriptions équivalentes aux produits de fabrication nationale et aux produits importés qui sont classés comme whisky, brandy ou rhum devant être élevés sous-bois pendant deux ans au moins. Ces prescriptions sont appliquées respectivement par le biais de la Loi de 1901 sur les droits d'accise et de la Loi douanière de 1901. L'Australie continue d'examiner son cadre législatif relatif à l'importation de produits alcooliques non vieillis au titre de l'article 105A de la Loi douanière. En novembre 2020, le gouvernement australien a engagé une consultation des parties prenantes via la publication d'un document de consultation afin de recueillir les avis concernant une proposition d'approche affinée en vue de la modification de l'article 105A de la Loi douanière. Ce document de consultation a été envoyé directement aux participants qui avaient pris part aux séances de consultation antérieures, y compris à l'Ambassade brésilienne à Canberra, et est également disponible sur le site Web du Département de l'intérieur.<sup>99</sup> L'Australie reconnaît la collaboration du Brésil à l'examen des prescriptions australiennes en matière de maturation pour l'alcool. Des représentants de l'Ambassade brésilienne ont participé aux séances de consultation de 2019 et de 2020 menées par les ABF. Celles-ci tiennent compte des points et des questions spécifiques soulevés par le Brésil. Le gouvernement examine actuellement les possibilités de réforme potentielles. Toute modification proposée sera notifiée au Comité conformément aux obligations incombant à l'Australie au titre de l'Accord OTC une fois que le gouvernement australien aura mené à bien toutes les procédures nécessaires en lien avec d'éventuelles modifications législatives. L'Australie se félicite du dialogue positif noué avec le Brésil à ce jour, y compris les récentes discussions bilatérales menées sur cette question.

#### **2.1.3.51 Inde – Règlement de 2011 de la FSSAI sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Normes pour les produits alimentaires et les additifs alimentaires), et mise en œuvre du nouveau certificat vétérinaire pour les produits laitiers ID 633<sup>100</sup>)**

2.371. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. En décembre 2019, l'Inde a adopté un nouveau certificat d'importation vétérinaire pour le lait et les

<sup>99</sup> [www.homeaffairs.gov.au/reports-and-publications/submissions-and-discussion-papers](http://www.homeaffairs.gov.au/reports-and-publications/submissions-and-discussion-papers).

<sup>100</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 633](#).

produits laitiers sur la base du Règlement de 2011 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires, qui préoccupe grandement l'UE. Les dispositions du Règlement de la FSSAI définissent le fromage comme un "produit obtenu à partir de présure non animale ou d'un autre agent coagulant approprié, qui s'applique de la même manière aux produits alimentaires nationaux et importés". Il était, toutefois, toujours possible que le fromage contenant de la présure animale ait accès au marché indien à condition qu'il soit correctement étiqueté comme tel. Le nouveau certificat vétérinaire exige que les produits laitiers n'aient pas été fabriqués avec de la présure animale. Comme la plupart des fromages européens sont traditionnellement fabriqués avec de la présure animale, cela signifie qu'il existe une interdiction *de facto* à l'entrée des fromages européens sur le marché indien. Des difficultés semblables se posent pour les sous-produits du fromage, comme le lactosérum ou le lactose. Bien que l'UE souscrive totalement à l'importance de l'étiquetage de la présence de présure animale, elle considère que le nouveau certificat n'est pas proportionné et n'est pas conforme aux dispositions de l'Accord OTC. Les certificats vétérinaires visent à répondre à des questions de santé (des personnes ou des animaux). Il n'existe pas de preuves scientifiques démontrant que les fromages fabriqués avec de la présure animale sont nocifs pour la santé, ou plus nocifs que ceux fabriqués avec de la présure artificielle/végétale. Nous demandons par conséquent à l'Inde de modifier les dispositions de ce certificat vétérinaire et d'autoriser l'apposition d'un étiquetage mentionnant clairement la présence de présure animale dans le fromage et ses sous-produits, comme cela était le cas auparavant. Cet étiquetage permettrait aux consommateurs de faire un choix éclairé.

2.372. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. La disposition relative à la présure non animale dans la fabrication du fromage n'est pas nouvellement introduite dans notre réglementation. Cette disposition existe déjà dans notre Règlement sur la sécurité et les normes alimentaires (FSSR) notifié en 2011 et dans l'ancien règlement sur la prévention de la falsification des aliments. Lors d'une récente révision des normes relatives au lait et aux produits laitiers dans le FSSR, ces dispositions ont été conservées telles quelles et continuent d'être une prescription spécifique. La prescription relative à un certificat vétérinaire a été récemment alignée avec notre FSSR concernant l'interdiction de l'utilisation de présure animale. Par conséquent, la FSSAI n'a pas introduit de nouvelle prescription.

**2.1.3.52 Inde – Décret relatif à l'exigence prévoyant que les lots de produits alimentaires importés soient accompagnés d'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM, [G/TBT/N/IND/168](#) (ID 651<sup>101</sup>)**

2.373. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis rappellent une fois de plus qu'ils sont vivement préoccupés par la mesure de l'Inde qui exige que certains produits agricoles importés en Inde soient accompagnés d'un certificat attestant qu'ils sont "non génétiquement modifiés et sans OGM", mesure notifiée le 2 septembre 2020 dans le document [G/TBT/N/IND/168](#) et dont la date d'entrée en vigueur fixée au 1<sup>er</sup> mars 2021 a été ultérieurement notifiée. Les États-Unis ont présenté à l'OMC des observations concernant le document [G/TBT/N/IND/168](#) le 30 octobre 2020. Nous aimerions rappeler à l'Inde les déclarations antérieures que nous avons faites aux réunions du Comité OTC d'octobre 2020 et de février et juin 2021, qui exposaient de façon détaillée les préoccupations que continuait de susciter la mise en œuvre de cette mesure par l'Inde. Nous avons également proposé une coopération technique avec l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI) afin d'étudier d'autres possibilités, une proposition qui n'a pas été acceptée. Les États-Unis demandent à nouveau instamment à l'Inde de retirer cette prescription. L'Inde n'a pas fourni de justification scientifique ni fait référence à aucune norme internationale concernant cette mesure, en dépit des nombreuses demandes formulées par plusieurs partenaires commerciaux.

2.374. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Le 21 août 2020, l'Inde a publié un Décret relatif à la prescription prévoyant que les lots de produits alimentaires importés soient accompagnés d'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM, notifié le 2 septembre 2020. Ce décret est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2021. L'UE partage les préoccupations de l'Inde en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Nous aimerions cependant mettre en exergue les préoccupations suivantes: 1. Le critère de sélection des 24 cultures alimentaires énumérées à l'Annexe 1 n'est pas clair. L'UE invite l'Inde à expliquer les raisons qui justifient cette sélection. 2. La certification attestant, pour chaque lot, que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM ne devrait pas être

<sup>101</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 651](#).

exigée, au moins pour les cultures figurant sur la liste des cultures pour lesquelles les OGM ne sont pas autorisés à des fins alimentaires dans le pays exportateur. En ce qui concerne l'UE, cela vaut pour 19 des 24 cultures figurant à l'Annexe I. Les OGM ne sont autorisés pour aucune de ces 19 cultures dans l'UE. En conséquence, pour éviter d'imposer une charge administrative non nécessaire, aucun certificat ne devrait être exigé. 3. Quant aux cultures figurant sur la liste pour lesquelles des variétés génétiquement modifiées sont autorisées dans le pays exportateur (dans l'UE, c'est le cas du maïs, des fèves de soja, du coton, du colza argentin et de la betterave à sucre), la prescription imposant de produire un certificat pour chaque lot n'est pas justifiée. Une mesure aussi astreignante et coûteuse ne devrait être imposée que lorsque les contrôles officiels ont fait apparaître une non-conformité récurrente. À ce jour, nous n'avons reçu de la part de l'Inde aucun renseignement indiquant que des cas de non-respect par l'UE des prescriptions relatives aux OGM ont été identifiés.

2.375. 4. L'Inde devrait expliquer pourquoi elle juge nécessaire d'imposer une telle charge aux partenaires commerciaux ayant une forte prévalence de produits alimentaires non génétiquement modifiés sur leur marché intérieur et un solide cadre réglementaire régissant l'utilisation des OGM. L'UE souligne qu'outre le fait que seul un nombre limité des cultures alimentaires auxquelles il est fait référence dans l'Annexe sont autorisées à contenir des OGM, les produits génétiquement modifiés sont soumis à des règles très strictes en matière de traçabilité et d'étiquetage. Cela permet de faire une distinction stricte et efficace entre la production génétiquement modifiée et la production qui ne l'est pas, à l'exception des produits alimentaires dont la part autorisée à être issue d'organismes génétiquement modifiés est inférieure à 0,9%, et à condition que leur présence soit fortuite et inévitable sur le plan technique. En d'autres termes, le seuil de tolérance de l'UE est encore plus strict que celui indiqué par la FSSAI dans sa clarification du 8 février 2021, c'est-à-dire 1%. L'UE et l'Inde sont l'une et l'autre parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique. L'UE a adopté le Règlement 1946/2006 relatif aux mouvements transfrontières des organismes génétiquement modifiés. En vertu du paragraphe 2 de l'article 12 de ce règlement, les exportateurs d'OGM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformés doivent accompagner leurs exportations d'un document attestant que les produits exportés consistent en OGM ou en contiennent. Cette obligation d'accompagner les OGM de documents complémentaires fournit la réassurance nécessaire aux importateurs et aux autorités. Nous considérons donc que la certification additionnelle des produits alimentaires non génétiquement modifiés n'est ni nécessaire ni justifiée. En conclusion, les dispositions réglementaires européennes existantes garantissent déjà de manière satisfaisante que les produits européens exportés vers l'Inde sont conformes aux prescriptions de l'Inde. La prescription établie par l'Inde va bien au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif affiché et représente une charge supplémentaire et des coûts pour les exportateurs de l'UE. L'UE considère que le Décret est disproportionné et crée des obstacles injustifiés au commerce. Elle apprécierait que les observations ci-dessus soient prises en compte et qu'il y soit répondu.

2.376. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande reconnaît et soutient les mesures qui privilégient des objectifs légitimes, y compris la protection de la santé et de la sécurité des personnes. La Nouvelle-Zélande continue de craindre que les prescriptions de l'Inde en matière de certification "non génétiquement modifié" pour des aliments spécifiques imposent de nouvelles restrictions et des coûts additionnels sur les échanges de marchandises visées par la mesure. Elle encourage l'Inde à accepter une garantie à l'échelle d'un pays plutôt qu'une certification "non génétiquement modifié" par lot. Nous aimerions savoir exactement dans quelle mesure l'Inde a envisagé d'autres solutions moins restrictives pour le commerce dans le cas des pays qui n'ont pas approuvé la mise en circulation de variétés génétiquement modifiées dans l'environnement. La Nouvelle-Zélande note une fois de plus que la mesure est mise en œuvre dans le cadre de la législation en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Si l'objectif est, intégralement ou en partie, la protection de la santé humaine, l'Inde peut-elle indiquer si elle a l'intention de notifier également les mesures au Comité SPS, étant donné leur lien avec des dispositions de l'Accord SPS, en particulier s'agissant du Codex Alimentarius? Nous renvoyons à la communication écrite plus détaillée de la Nouvelle-Zélande datée du 2 septembre 2020 concernant la notification [G/TBT/N/IND/168](#) de l'Inde, où sont exposées les craintes qu'elle continue d'avoir. Nous renvoyons l'Inde aux observations que la Nouvelle-Zélande a faites au sujet de cette mesure à la dernière réunion du Comité SPS. Elle demande instamment à l'Inde d'adopter la solution ou les solutions restreignant le moins le commerce à l'égard des pays qui n'ont pas approuvé la mise en circulation de cultures génétiquement modifiées dans l'environnement.



2.377. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie appuie la préoccupation commerciale au sujet de la prescription exigeant un certificat démontrant que les importations de divers produits, y compris les légumes, les fruits frais et les céréales, ne contiennent pas d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Le certificat doit être délivré par l'autorité nationale compétente du pays exportateur. Nous nous déclarons de nouveau préoccupés par cette mesure et, en particulier, par la manière dont elle sera appliquée. Il faudrait tenir compte du fait que toutes les techniques d'analyse permettant d'identifier les aliments génétiquement modifiés n'ont pas encore été mises au point ou certifiées, ce qui signifie que cette mesure pourrait devenir un obstacle non nécessaire au commerce. Il convient de noter que les pays en développement, en particulier, ne disposent ni des capacités techniques ni des technologies requises pour effectuer les analyses pertinentes concernant les OGM. En outre, nous notons un manque de clarté en ce qui concerne les produits visés et les conditions d'accès au marché. Nous demandons à l'Inde de fournir des renseignements sur l'entrée en vigueur de ce règlement, et nous réaffirmons qu'un délai raisonnable doit être ménagé entre la publication des règlements techniques et leur entrée en vigueur, afin de laisser le temps aux exportateurs, et en particulier à ceux des pays en développement, d'adapter leurs produits ou leurs méthodes de production. Enfin, nous invitons l'Inde à envisager d'autres solutions pour éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce international et à notifier de nouveau le Règlement afin que nous ayons accès aux renseignements pertinents.

2.378. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada tient à rappeler les préoccupations qu'il a exprimées aux réunions antérieures du Comité OTC et du Comité SPS ainsi que devant le Conseil du commerce des marchandises concernant la mise en œuvre du Décret de l'Inde d'août 2020, qui exige qu'un certificat accompagne les envois de 24 produits alimentaires importés attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés et qu'ils ne contiennent pas d'OGM. Comme cela est indiqué en détail dans les observations que le Canada a présentées par l'intermédiaire du point d'information OTC de l'Inde en octobre 2020, nous craignons que ce décret ait un effet disproportionné sur la capacité des pays producteurs d'OGM à exporter vers l'Inde et qu'il aura des effets restrictifs non nécessaires sur le commerce international. On ne sait toujours pas très bien en quoi ce décret permettra à l'Inde de respecter son engagement à garantir la santé et la sécurité de sa population, étant donné l'insuffisance de renseignements scientifiques disponibles et/ou de justifications à l'appui de sa mise en œuvre. À ce jour, l'Inde n'a pas fourni de réponse satisfaisante à nos questions et préoccupations. Le Canada encourage l'Inde à envisager une approche moins contraignante pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire énoncés dans le Décret. Comme nous l'avons déjà indiqué, les cadres réglementaires solides et fondés sur des données scientifiques mis en place par des pays dans le monde entier, y compris le Canada, devraient être pris en considération attendu qu'ils évaluent les risques liés aux produits génétiquement modifiés avant leur homologation et leur commercialisation. La commercialisation de ces produits n'est autorisée qu'une fois qu'ils ont reçu l'homologation appropriée en matière de sécurité sanitaire. Le Canada demande une nouvelle fois à l'Inde de suspendre la mise en œuvre de cette mesure et de permettre la poursuite des échanges sans la formalité du certificat jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante soit trouvée et afin de réduire autant que possible les perturbations potentielles du commerce. Cela permettrait de poursuivre le dialogue avec les Membres afin d'examiner et d'envisager une autre mesure moins restrictive pour le commerce permettant à l'Inde d'atteindre l'objectif visé. Enfin, compte tenu de l'objectif déclaré du Décret, qui est de "garantir la sécurité et l'intégrité sanitaires des produits alimentaires importés en Inde", le Canada demande une fois encore à l'Inde de notifier au Comité SPS le Décret sur les produits non génétiquement modifiés.

2.379. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie remercie l'Inde pour son engagement et sa coopération constants au sujet du recours aux certificats attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM. L'Australie reconnaît le droit du gouvernement indien de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et l'intégrité sanitaire des produits alimentaires importés en Inde. Toutefois, l'Australie reste préoccupée par cette mesure et réaffirme que les mesures doivent être fondées sur les risques et ne pas être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. L'Australie craint que certains aspects du Règlement n'ajoutent des coûts inutiles et ne créent une charge réglementaire supplémentaire tant pour les exportateurs australiens que pour les importateurs indiens. L'Australie suggère à l'Inde d'envisager d'adopter un autre arrangement pour atteindre son objectif d'une manière moins restrictive pour le commerce. Nous serions heureux de travailler avec elle pour trouver une autre solution mutuellement avantageuse. L'Australie se félicite des discussions qu'elle a eues avec l'Inde sur cette question et se réjouit à l'idée de les poursuivre.

2.380. Le représentant de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. L'Argentine souhaite exprimer une nouvelle fois sa préoccupation face au nouveau Décret publié par l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI), notifié dans le document [G/TBT/N/IND/168](#), qui exige que les produits alimentaires importés soient munis d'un certificat attestant qu'ils ne sont pas génétiquement modifiés. Nous soulignons l'importance de fonder toute mesure de ce type sur des principes scientifiques afin qu'elle ne devienne pas un obstacle non nécessaire au commerce. Les preuves scientifiques démontrent que les produits génétiquement modifiés dûment autorisés sont aussi sûrs que leurs équivalents classiques et que rien ne justifie de faire une différence entre les uns et les autres. Nous espérons que l'Inde modifiera le Décret notifié dans les meilleurs délais. Nous rappelons que nous avons déjà présenté des observations plus détaillées et des questions spécifiques par l'intermédiaire du point d'information OTC et nous espérons qu'elles seront examinées par les autorités indiennes en vue de préserver les flux normaux d'échanges de produits agroalimentaires.

2.381. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay réaffirme qu'il s'associe à la préoccupation commerciale concernant le Décret publié par l'Autorité de la sécurité sanitaire et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI) qui exige que les produits alimentaires importés soient munis d'un certificat attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés. Ces règles s'appliquent à 24 produits alimentaires, pour lesquels il faut présenter un certificat officiel attestant que les produits importés n'ont pas été génétiquement modifiés, mais nous ne sommes pas parvenus à identifier les critères utilisés par l'Inde pour sélectionner ces produits. En outre, nous souscrivons également aux observations d'autres Membres selon lesquelles l'Inde n'a ni présenté ni identifié d'évaluation de l'impact réglementaire, de preuves scientifiques ni d'analyse des risques sur lesquelles la mesure est fondée. De plus, nous craignons également que cette mesure encourage l'opinion injustifiée selon laquelle les aliments génétiquement modifiés sont moins sûrs que les produits alimentaires non génétiquement modifiés, malgré le fait que les produits génétiquement modifiés ont été évalués et autorisés sur la base de solides processus réglementaires. Les produits génétiquement modifiés ont fait l'objet d'évaluations scientifiques rigoureuses de leur sécurité conformément aux normes, directives et recommandations internationales, afin de garantir qu'ils sont considérés aussi sûrs que leurs équivalents classiques. Au vu de ce qui précède, le Paraguay est d'avis que les règles établies par l'Inde pourraient restreindre les échanges en créant des obstacles non nécessaires au commerce et lui demande donc de réexaminer cette mesure. Le Paraguay rappelle également qu'en janvier, avec d'autres Membres, il a adressé au gouvernement indien une note présentant les préoccupations susmentionnées et attend avec intérêt de recevoir une réponse de l'Inde après son examen de ladite note.

2.382. Le représentant de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. L'Uruguay tient à remercier la délégation de l'Inde d'avoir publié sa réponse dans eAgenda en amont de la réunion en cours. L'Uruguay reconnaît le droit de l'Inde de prendre des mesures pour garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la santé de sa population. Toutefois, l'Uruguay souhaite rappeler le fait que les produits génétiquement modifiés qui sont approuvés par les pays exportateurs sur la base des recommandations du Codex en lien avec la méthode d'évaluation des risques sont équivalents aux produits classiques correspondants fait l'objet d'un consensus à l'échelle internationale. Par conséquent, selon l'Uruguay, il ne semble pas exister de raison technique qui justifierait la mise en œuvre de la mesure de certification proposée par l'Inde, compte tenu de l'objectif légitime, mentionné dans le Décret en question, de garantir la sécurité et l'intégrité sanitaires des produits alimentaires importés. À la lumière de l'objectif susmentionné, nous aimerions inviter de nouveau la délégation de l'Inde à notifier cette mesure au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC. L'Uruguay tient à souligner l'importance pour les Membres d'établir des mesures fondées sur des principes scientifiques, et en particulier de veiller à ce que ces mesures soient mises en œuvre dans le but de réduire au maximum les effets négatifs sur le commerce, conformément aux dispositions des Accords OTC et SPS. Enfin, nous souhaitons rappeler que nous attendons toujours une réponse à la note conjointe transmise par un certain nombre de pays, dont l'Uruguay, à New Delhi en janvier de cette année.

2.383. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon partage les préoccupations concernant la mesure de l'Inde prescrivant que 24 produits agricoles importés en Inde doivent être munis d'un certificat attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés et sans OGM, car cette mesure pourrait créer des obstacles non nécessaires au commerce et voir des effets négatifs sur les échanges de produits agricoles entre l'Inde et d'autres Membres de l'OMC. Le Japon juge très regrettable que le Décret soit entré en vigueur en mars, bien qu'il ait demandé à l'Inde de prendre en compte les observations et les préoccupations des pays Membres. Si les produits

alimentaires sont déjà gérés de manière appropriée dans les Membres exportateurs, la prescription voulant qu'ils soient accompagnés d'un certificat attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés et sans OGM est une mesure inutile et excessive, étant donné que l'Inde n'aurait pas la possibilité d'importer des aliments dangereux par l'intermédiaire du système d'inspection de la sécurité sanitaire des produits alimentaires des Membres exportateurs. Le Japon garantit la sécurité sanitaire des produits alimentaires génétiquement modifiés en contrôlant l'importation, la distribution et également la culture en vertu de sa réglementation nationale. Les races génétiquement modifiées non autorisées par ce système d'inspection de la sécurité sanitaire ne sont pas importées au Japon ni distribuées dans le pays. En conséquence, le Japon souhaiterait que l'Inde lève la prescription relative aux certificats devant accompagner les produits alimentaires à l'égard des Membres qui gèrent de manière appropriée les produits alimentaires génétiquement modifiés.

2.384. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. La prescription relative à la réglementation des produits alimentaires génétiquement modifiés importés n'est pas nouvelle. Elle figure déjà dans la Loi sur la protection de l'environnement (1986). Cette prescription a déjà été notifiée à l'OMC et n'a pas d'effet restrictif sur le commerce puisqu'elle s'applique uniformément aux importations en provenance de tous les pays. Le Décret du FSSAI du 21 août 2020 a rendu obligatoire le certificat délivré par une autorité nationale compétente du pays exportateur attestant que les 24 produits de base identifiés sont non génétiquement modifiés et sans OGM. Dans le même esprit, l'Inde délivre ces certificats pour ses exportations vers d'autres pays. Le gouvernement indien a autorisé le Conseil d'inspection des exportations (EIC) à faire office d'organisme chargé de délivrer les certificats attestant que les envois de produits destinés à l'exportation sont sans OGM. L'EIC délivre plus de 9 000 certificats de ce type en vue de l'exportation des cultures vivrières primaires ainsi que des produits alimentaires transformés vers plusieurs pays. Il convient de noter que ledit décret n'a pas d'effet restrictif sur le commerce car les envois des produits de base identifiés peuvent déjà être importés en Inde s'ils sont munis d'un certificat attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés et sans OGM dans la forme prescrite. L'article 7 de la Loi sur la protection de l'environnement (1986) et son Règlement d'application précisent que nul ne peut importer ou exporter des organismes/substances ou cellules génétiquement modifiés sans autorisation du Comité d'approbation chargé du génie génétique (GEAC). La notification n° 2 (RE-2006)/2004-2009 de la Direction générale du commerce extérieur (DGFT), datée du 7 avril 2006, relative à l'importation de produits alimentaires génétiquement modifiés, indique expressément que l'importation d'OGM et d'OVM destinés à l'alimentation est régie par les dispositions de la Loi sur la protection de l'environnement de 1986 et son Règlement d'application. Le GEAC n'a à ce jour approuvé aucune des variétés de cultures génétiquement modifiées/d'origine génétiquement modifiée énumérées dans le Décret susmentionné. La prescription exigeant que l'importation de 24 cultures vivrières soit munie d'un certificat attestant qu'elles sont sans OGM est une assurance requise des autorités compétentes des pays exportateurs que les productions vivrières exportées vers l'Inde sont non génétiquement modifiées et sans OGM.

### **2.1.3.53 Fédération de Russie – Loi fédérale n° 468 sur la viniculture et la viticulture dans la Fédération de Russie (ID 650<sup>102</sup>)**

2.385. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. La Russie a adopté la "Loi fédérale n° 468-FZ du 27 décembre 2019 sur la viniculture et la viticulture dans la Fédération de Russie". Cette mesure n'a pas été notifiée à l'OMC. Le 2 juillet 2021, un nouvel ensemble de normes est entré en vigueur après la signature par le Président de la Fédération de Russie de la Loi fédérale n° 345-FZ. Celle-ci porte modification de trois lois fédérales, dont la Loi n° 468 sur la vinification. Cette nouvelle loi a été adoptée très rapidement par la Douma et est entrée en vigueur dans la foulée, sans période de transition. Cela a perturbé les échanges immédiatement après et créé une incertitude juridique pour les opérateurs, tant au niveau national qu'international. La résolution gouvernementale n° 1807 du 22 octobre 2021, qui a été publiée, semble conduire à une suspension des inspections et du contrôle de la conformité en ce qui concerne la classification des produits. Nous aimerions obtenir des précisions sur les effets que cette résolution a eus sur les importations de produits qui n'ont pas encore passé la douane russe. Nous demandons instamment à la Russie de s'engager à instaurer des règles commerciales prévisibles et transparentes, y compris dans le secteur des vins et spiritueux.

2.386. Un processus d'harmonisation du Règlement technique TR47 de l'UEE est en cours. L'UE a soumis des propositions de modification qui visent à améliorer son harmonisation avec les normes

<sup>102</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 650](#).

internationales. L'UE espère que ces propositions seront prises en considération et retenues de manière à faciliter le commerce international dans les deux sens. Aujourd'hui, une quantité très limitée de vins et de spiritueux produits par les membres de l'UEE est exportée vers l'UE. L'UE tient à souligner que l'amélioration de la qualité des produits, la participation accrue aux organisations de normalisation, et en particulier à l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), et l'établissement d'un système opérationnel d'indications géographiques, sont autant de facteurs qui contribuent à une plus grande ouverture du marché de l'UE. Loin d'être combattus, tous ces facteurs qui contribuent à faciliter la circulation des produits dans les deux sens, sont très bien accueillis par l'UE. Enfin, il semblerait que la Loi fédérale contienne également des dispositions couvertes par l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. L'UE invite la Russie à notifier cette mesure au Conseil des ADPIC et à notifier la nouvelle mesure relative au vin au titre de l'Accord OTC ainsi qu'au titre de l'Accord sur les ADPIC. Dans l'intervalle, l'Union européenne demande à la Russie de tenir compte de ces observations lors de la procédure de modification en cours, tout en gardant à l'esprit les éventuelles perspectives d'évolution dans l'intérêt des consommateurs des deux pays.

2.387. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie remercie le gouvernement et la branche de production russes pour leur coopération récente sur cette question. Cependant, l'Australie tient à faire de nouveau part de ses préoccupations concernant la "Loi fédérale n° 468 du 27 décembre 2019 sur la viticulture et la viticulture dans la Fédération de Russie". La Loi fédérale crée plusieurs obstacles à l'importation de vin en Russie qui, associés aux courts délais pour la mise en œuvre de la Loi, constituent une préoccupation pour l'industrie vitivinicole australienne. La déclaration obligatoire du millésime et de la variété exigée au titre de la nouvelle loi est l'une des principales sources de préoccupations. Elle ne reflète pas les pratiques de l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), dont la Russie est membre. L'article 18 de la Loi fédérale de la Russie sur le vin fixe la date de début du processus de vieillissement du vin au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la récolte, ce qui place les producteurs d'Australie et du reste de l'hémisphère sud en situation de net désavantage étant donné que, dans ces régions, la récolte du raisin obéit à une période de végétation et à une récolte biologiques différentes. Ainsi, le 1<sup>er</sup> janvier dans l'hémisphère nord correspond à l'hiver, tandis que les raisins d'Australie et du Nouveau Monde sont récoltés au début de l'année, après le 1<sup>er</sup> janvier. En ce qui concerne le processus de vieillissement, l'article 18 contient une catégorie appelée vin "de marque" pour laquelle sont exigés 18 mois de vieillissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la récolte. Si cela signifie qu'un vin ne peut pas recevoir de marque à moins qu'il ait été vieilli pendant 18 mois, seuls les vins australiens de 2018 et antérieurs à cette année-là pourraient porter une marque en Russie.

2.388. L'article 24 interdit l'ajout d'eau dans le vin, ce qui constitue un obstacle important au commerce pour les producteurs du Nouveau Monde. Les règlements australiens sur les produits alimentaires autorisent l'ajout d'eau pour diluer les moûts à forte teneur en sucre afin de favoriser la fermentation. Un ajout minime d'eau favorise la fermentation lorsque les conditions saisonnières sont difficiles, y compris en période de sécheresse. Par ailleurs, l'Australie note que plusieurs obligations figurant dans la Loi fédérale sur le vin sont incompatibles avec le Règlement technique de l'Union économique eurasiatique n° 047/2018 "sur la sécurité sanitaire des produits alcooliques". L'Australie croit comprendre que la mise en œuvre du Règlement technique a été reportée au 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour permettre d'entreprendre des travaux d'harmonisation avec la Loi fédérale russe. La Fédération de Russie pourrait-elle fournir des renseignements actualisés sur ces travaux d'harmonisation et confirmer que le Règlement technique entrera bien en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022? L'Australie encourage la Russie à prendre en compte les préoccupations des Membres au sujet de la Loi fédérale pendant la phase d'harmonisation avec les règlements techniques de l'UEE, y compris en veillant à ce que le Règlement technique s'aligne sur les normes de production internationales. Enfin, nous notons que la Russie n'a pas encore notifié la Loi fédérale à l'OMC alors qu'elle est en vigueur depuis plus d'un an (entrée en vigueur le 26 juin 2020). Nous demandons que la Loi fédérale et le Règlement technique révisé de l'UEE soient notifiés à l'OMC en conséquence dès que possible.

2.389. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous souscrivons aux observations formulées par l'UE et l'Australie.

2.390. Le représentant de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. L'Argentine tient une fois encore à faire valoir la préoccupation que lui inspire la mise en œuvre de la Loi sur la production viticole de la Fédération de Russie (Loi fédérale n° 468-FZ). Nous sommes en particulier préoccupés par les modifications unilatérales du nom du produit qui pourraient déboucher sur des informations

erronées sur celui-ci et créer la confusion chez le consommateur. En vertu de la nouvelle loi, le "vin en vrac" est considéré comme du "matériel de vinification" et le produit ne peut pas être appelé "vin" une fois qu'il a été réparti en lots et emballé, même s'il n'est qu'emballé sans subir aucun autre processus ou procédure œnologique et sans être mélangé avec d'autres boissons ou substances. Nous sommes certains qu'un dialogue constructif avec les parties prenantes permettra d'apporter les modifications appropriées aux règlements pour éviter que des obstacles non nécessaires au commerce soient érigés.

2.391. En réponse, le représentant de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. La Loi fédérale sur la viticulture et la viticulture vise à régler des questions spécifiques dans le domaine de la fabrication des matières premières du vin et des produits vinicoles dans la Fédération de Russie. En outre, cette loi a pour objet de définir le mandat du gouvernement et des organisations autogérées, ainsi que le statut juridique des opérateurs économiques dans le domaine de la viticulture et de la vinification afin de lutter contre la contrefaçon et d'éliminer les obstacles administratifs non nécessaires que rencontre la branche de production. En outre, la Loi fédérale a pour but de créer et de développer la marque "vin de Russie" en améliorant la qualité des produits vinicoles fabriqués en Russie. Nous constatons que la valeur des importations de vin est restée stable après l'entrée en vigueur de la Loi fédérale. Comme cela a été expliqué par le passé au Comité, la Loi en question n'établit pas de cadre réglementaire régissant la protection des droits de propriété intellectuelle et n'a donc pas à être notifiée au titre de l'Accord sur les ADPIC. En ce qui concerne la résolution gouvernementale n° 1807 mentionnée, l'acte législatif établit une période de transition jusqu'au 31 décembre 2021 pour les dispositions de la Loi fédérale relatives à la viticulture et à la viticulture applicables à la classification des vins. Il suspend les inspections et la surveillance du marché pour la conformité des produits fabriqués en Russie et/ou importés en Russie avant l'entrée en vigueur de la Loi fédérale n° 345. En ce qui concerne la fourniture de renseignements actualisés sur les modifications apportées au Règlement technique de l'UEE, nous renvoyons à la déclaration que nous avons faite au titre de la PCS 60.<sup>103</sup> Les préoccupations des Membres seront transmises à la capitale pour un examen plus approfondi.

#### **2.1.3.54 Panama – Prescriptions relatives à la récolte et à la germination des oignons et pommes de terre, [G/TBT/N/PAN/86](#), [G/TBT/N/PAN/102](#), [G/TBT/N/PAN/102/Add.1 \(ID 662\)](#)<sup>104</sup>**

2.392. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis remercient le Panama de poursuivre les discussions bilatérales sur la mise en œuvre des règlements techniques du Panama relatifs aux pommes de terre et aux oignons. Nous le remercions également d'avoir reporté de six mois la mise en œuvre du règlement relatif aux pommes de terre. Nous nous félicitons certes de la flexibilité dont le Panama a fait preuve au sujet du règlement relatif aux pommes de terre, mais les exportateurs bénéficieraient d'une plus grande certitude économique si la mesure était suspendue jusqu'à la fin des discussions techniques. Compte tenu de ces considérations, nous demandons une nouvelle fois au Panama de suspendre la mise en œuvre des règlements relatifs aux pommes de terre et aux oignons en attendant que les discussions techniques soient terminées. Durant nos discussions bilatérales, nous avons indiqué qu'il semblerait que les règlements techniques du Panama relatifs aux pommes de terre et aux oignons s'écartent des normes internationales pertinentes et avons également fait savoir que ses prescriptions étaient injustifiées, inapplicables et problématiques. Comment ces renseignements sont-ils pris en compte par le Panama dans la mise en œuvre et l'examen de la réglementation? Le règlement du Panama relatif aux oignons continue de provoquer des perturbations pour les exportateurs états-uniens. Le règlement relatif aux pommes de terre, qui est beaucoup plus restrictif, aura probablement des conséquences plus graves une fois mis en œuvre. C'est pourquoi nous demandons à nouveau au Panama de suspendre ces mesures à titre permanent en l'absence de justification technique.

2.393. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Nous voudrions nous associer aux préoccupations commerciales exprimées par les États-Unis. Les exportateurs de l'UE font également face à des difficultés similaires concernant le commerce agricole avec le Panama. L'Union européenne tient à souligner qu'il est important que les procédures SPS soient rapides, cohérentes et transparentes et qu'elles soient appliquées par des autorités

<sup>103</sup> Fédération de Russie – Projet de règlement technique sur la sécurité sanitaire des boissons alcooliques (publié le 24 octobre 2011) ([ID 332](#))

<sup>104</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 662](#).

indépendantes, et qu'il faut éviter les obstacles non nécessaires au commerce. L'UE se tient prête à travailler avec le Panama dans un cadre bilatéral pour trouver une solution satisfaisante.

2.394. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. En tant que fournisseur de longue date et tout au long de l'année de pommes de terre fraîches au Panama, le Canada continue de partager certaines des préoccupations exprimées par les États-Unis. Lors de sa dernière intervention à la réunion de juin du Comité OTC de l'OMC, le Canada a indiqué que la mise en œuvre de ces nouvelles prescriptions en matière de qualité pourrait avoir une incidence directe sur sa capacité à exporter des pommes de terre vers le Panama. Le Canada reconnaît que le Panama a depuis lors reporté à deux reprises la mise en œuvre de ces mesures – la dernière fois jusqu'au 2 avril 2022 – afin que de nouvelles consultations puissent avoir lieu avec les partenaires commerciaux. Le fait que le Panama soit disposé à discuter de cette question dans le but de trouver une solution viable était également de fait, depuis la réunion antérieure du Comité OTC de l'OMC, le Canada et le Panama ont tenu une réunion technique au niveau bilatéral afin de répondre aux éléments préoccupants à cet égard. Le Canada a jugé ces discussions constructives et espère trouver une solution à long terme qui permettra de mettre en place un environnement réglementaire plus prévisible pour les importateurs comme pour les exportateurs moyennant la poursuite d'un dialogue technique. Le Canada demande au Panama de bien vouloir suspendre indéfiniment l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement jusqu'à ce qu'intervienne une solution à long terme aux sources de préoccupation.

2.395. En réponse, le représentant du Panama a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Panama remercie les délégations des États-Unis, du Canada et de l'Union européenne et prend note de leurs préoccupations, qui seront transmises à l'administration nationale. À cet égard, nous souhaitons informer le Comité que le Panama a tenu compte des observations formulées par ses partenaires commerciaux, ce dont atteste le report de six mois de l'entrée en vigueur de la modification apportée à la réglementation sur les pommes de terre. Nous réaffirmons notre volonté de travailler avec nos partenaires commerciaux et de maintenir ouverte la communication entre les autorités.

#### **2.1.3.55 République de Corée – Révision des critères de certification de la sécurité applicables aux produits textiles pour jeunes enfants, [G/TBT/N/KOR/678](#) (ID 652)<sup>105</sup>**

2.396. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE voudrait remercier la République de Corée pour la réunion productive qui a eu lieu au mois de juillet précédent sur cette question. Pour y donner suite, la Corée peut-elle confirmer qu'elle est disposée à accepter que les essais de conformité aux normes coréennes propres aux vêtements pour jeunes enfants soient effectués hors de la Corée par des laboratoires accrédités au niveau international? Nous sommes disposés à poursuivre les discussions à ce sujet sur le plan bilatéral. En outre, s'agissant du statut d'"entreprises appliquant des bonnes pratiques", nous croyons comprendre qu'au titre de la "Directive relative à la désignation des marchandises soumises à confirmation par les douanes du respect des prescriptions en matière de dédouanement et aux méthodes de confirmation", en vertu de l'article 226 de la Loi douanière, le Service des douanes de la Corée doit consulter "l'organisme de confirmation des prescriptions" chaque fois qu'une entreprise sollicite ledit statut et déterminer si l'entreprise remplit ou non les conditions à cette fin. L'Office coréen des normes et de la technologie (KATS) est "l'organisme de confirmation des prescriptions" concernant les produits textiles pour jeunes enfants. Étant donné que la législation n'existe qu'en coréen, nous aimerions que la Corée donne confirmation de ce qui précède et indique la procédure qui doit être suivie pour obtenir le statut en question. Certaines branches de production de l'UE avaient demandé à être reconnues en tant qu'entreprises appliquant des bonnes pratiques, mais leur demande a été rejetée au mois de décembre précédent. Il serait très utile que la Corée fournisse une explication de ce rejet afin de faciliter le dépôt d'une nouvelle demande en ce sens.

2.397. En réponse, le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée souhaite saisir cette occasion pour répondre à la question relative aux prescriptions de la Corée du Sud concernant les produits textiles pour jeunes enfants, qui a été soulevée par l'UE devant le Comité OTC. Les fabricants et les importateurs peuvent demander à un laboratoire national ou étrangers de pays tiers de mettre à l'essai chaque modèle de produits textiles pour jeunes enfants âgés de plus de 36 mois afin de confirmer qu'ils sont conformes aux normes de sécurité. Toutefois, une évaluation des risques réalisée en Corée sur les produits textiles pour jeunes

<sup>105</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 652](#).



enfants a conclu qu'un tel risque était élevé chez les jeunes enfants, en particulier en raison des dommages causés par les fils, cordes, substances nocives, etc.. Dans cette optique, l'innocuité des produits d'habillement pour jeunes enfants doit être vérifiée et faire l'objet d'une inspection par un laboratoire désigné prescrit par la Loi spéciale sur la sécurité des articles pour enfants afin de vérifier que le produit concerné répond aux normes de sécurité spécifiques aux produits textiles pour jeunes enfants. Nous tenons à informer le Comité que dans de tels cas, un laboratoire désigné peut conclure un contrat de reconnaissance mutuelle avec tout laboratoire ou organisme étranger conformément à la Loi spéciale concernant les résultats des essais et des inspections effectués en vue de la vérification de l'innocuité des produits textiles pour jeunes enfants. En outre, nous aimerions souligner que le Service coréen des douanes est le seul organisme habilité à accorder le statut d'"entreprises appliquant des bonnes pratiques" en vertu de la Loi douanière. À cet égard, l'allégation de l'UE concernant la procédure de sélection des "entreprises appliquant des bonnes pratiques" devrait être examinée dans un comité compétent, autre que le Comité OTC. La Corée espère vivement répondre aux préoccupations soulevées par l'UE devant le Comité OTC d'une manière mutuellement avantageuse.

**2.1.3.56 Inde – Phase II de l'essai et de la certification obligatoires des équipements de télécommunication (MTCTE), mise en œuvre des Règles indiennes (modificatives) sur la télégraphie,** [G/TBT/N/IND/66](#), [G/TBT/N/IND/159](#), [G/TBT/N/IND/160](#), [G/TBT/N/IND/158 \(ID 646<sup>106</sup>\)](#)

2.398. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous croyons comprendre qu'en mai 2021, le Centre d'ingénierie des télécommunications de l'Inde a proposé de nouvelles procédures d'application de l'essai et de la certification obligatoires des équipements de télécommunication (MTCTE), qui visent à étendre le champ d'application du programme MTCTE aux "équipements de TIC pertinents" et aux "équipements de TIC connexes". Nous comprenons également que le 22 septembre 2021, le Centre d'ingénierie des télécommunications de l'Inde a publié les phases III et IV du programme MTCTE, qui en élargit la portée en y incorporant 46 catégories de produits supplémentaires. Il semble en outre que cette notification ait également prolongé jusqu'au 30 novembre 2021 la reconnaissance des résultats des essais menés par les laboratoires agréés par les membres de la Coopération internationale d'accréditation de laboratoires (ILAC) comme preuve de conformité au programme MTCTE pour les phases I et II, et jusqu'au 30 juin 2022 pour la phase III. Nous demandons à l'Inde de notifier les phases III et IV au Comité OTC de l'OMC; de prévoir une nouvelle période de présentation des observations d'au moins 60 jours après la notification; et de prendre en considération toute observation reçue avant la finalisation de la mesure, conformément aux obligations de l'Inde au titre de l'Accord OTC de l'OMC. Tout en nous félicitant que l'Inde ait étendu la reconnaissance des résultats des essais menés par les laboratoires étrangers agréés par les signataires de l'ILAC comme preuve de conformité à ses procédures de MTCTE, nous lui demandons instamment de reconnaître ces essais à titre permanent.

2.399. La branche de production états-unienne considère qu'étant donné que des règlements préexistants relevant de différents ministères régissaient déjà les produits relevant du champ d'application élargi, l'élargissement du programme MTCTE introduirait par conséquent des règlements inutilement astreignants, complexes et qui se chevauchent. Nous demandons à l'Inde d'envisager de limiter le champ d'application des produits visés par le programme MTCTE uniquement aux produits de télécommunication clefs qui se connectent directement aux réseaux de télécommunication. Nous croyons également comprendre que les procédures proposées en vue de la mise en œuvre du MTCTE introduisent des prescriptions en matière d'étiquetage qui sont spécifiques à l'Inde et qui exigent l'étiquetage et l'apposition de marques telles que "Inde" ainsi que le numéro correspondant aux prescriptions essentielles du Centre d'ingénierie des télécommunications, accompagnés de la date d'émission, de la durée de validité du certificat, du pays d'origine et du pays de fabrication du produit. La branche de production états-unienne note que l'obligation de faire figurer ces renseignements sur une étiquette serait coûteuse et astreignante sur le plan logistique et ne présenterait qu'une utilité limitée pour les utilisateurs finals. Selon elle, les prescriptions en matière d'étiquetage telles qu'actuellement libellées obligeraient également les fabricants à mettre à jour les étiquettes à chaque renouvellement du certificat de produit. En outre, elle fait observer qu'il n'est pas possible de faire figurer les logos du Centre d'ingénierie des télécommunications sur des produits fabriqués antérieurement et déjà stockés dans divers entrepôts et places de marché à l'étranger et en Inde. Les États-Unis demandent à l'Inde de modifier les prescriptions proposées en matière d'étiquetage afin que des codes QR puissent être utilisés pour

<sup>106</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 646](#).

les produits sans écran. L'Inde peut-elle envisager cette option ou d'autres solutions en lieu et place des prescriptions en matière d'étiquetage actuellement proposées? La branche de production états-unienne indique que les procédures proposées ont été élaborées et publiées sans que des consultations aient été menées avec les parties prenantes. Nous demandons à l'Inde de notifier ces procédures au Comité OTC de l'OMC en tant qu'addendum à sa notification des Règles sur la télégraphie de 2017. Nous demandons également à l'Inde de prévoir une nouvelle période d'au moins 60 jours pour la formulation d'observations à compter de la notification.

2.400. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada se félicite de la publication, le 22 septembre 2021, de la prolongation de la reconnaissance des résultats des essais menés par les laboratoires étrangers agréés par l'ILAC concernant les produits visés par les phases I et II, déjà mises en œuvre, du programme d'essai et de certification obligatoires des équipements de télécommunication (MTCTE) de l'Inde, qui passe du 30 juin 2021 au 30 novembre 2021. Cependant, nous espérons la reconnaissance des résultats des essais conduits à l'étranger sera accordée à titre permanent et élargie aux prescriptions en matière de compatibilité/brouillage électromagnétiques; nous espérons également que les modifications qui seront apportées à l'avenir aux conditions du programme relatives aux phases mises en œuvre seront communiquées bien en amont de leur application. En outre, le Canada a été surpris de constater que cette même publication du 22 septembre 2021, visible seulement sur le site Web du Centre d'ingénierie des télécommunications de l'Inde et qui n'a pas été notifiée au Comité, évoquait également la mise en œuvre des phases III et IV. Cela porte à 46 le nombre de catégories de produits auxquelles l'Inde a appliqué le programme. Nous notons avec une inquiétude particulière que l'acceptation des demandes d'homologation des produits visés dans la phase 3 a commencé moins d'un mois après, le 11 octobre 2021, et que les entreprises doivent avoir achevé la certification de leurs produits avant le 1er juillet 2022, huit mois plus tard seulement.

2.401. Nous nous félicitons que, pour les produits de la phase III, la reconnaissance des essais menés par les laboratoires étrangers agréés par l'ILAC concernant les prescriptions autres qu'en matière de sécurité et de compatibilité et de brouillage électromagnétiques soit prolongée jusqu'au 30 juin 2022, mais nous considérons que cette prorogation devrait être accordée à titre permanent. Le Canada tient toutefois à souligner qu'il sera particulièrement difficile d'achever les certifications en matière de sécurité et de compatibilité et de brouillage électromagnétiques d'ici au 1er juillet 2022. Nous avons des préoccupations similaires au sujet de la phase IV. Comme nous l'avons indiqué en juin, produire le produit destiné aux essais, l'expédier en Inde puis attendre qu'il fasse l'objet d'essais avant de pouvoir le mettre sur le marché indien est un processus très long et coûteux. Nous rappelons également que, compte tenu du temps dont nos exportateurs ont besoin pour se conformer aux nouvelles prescriptions, le Canada a demandé à la réunion antérieure du Comité une période de notification d'un an avant la mise en œuvre des phases futures. En ce qui concerne la déclaration faite par l'Inde à la réunion de juin du Comité dans laquelle elle a indiqué que les accords de reconnaissance mutuelle peuvent être utilisés par les Membres pour répondre aux prescriptions relatives aux essais dans le pays, le Canada note qu'il n'a reçu aucune réponse à sa déclaration de 2020 dans laquelle il se disait disposé à discuter d'un accord de reconnaissance mutuelle. En conclusion, nous souhaitons rappeler que la reconnaissance à titre permanent des résultats d'essais étrangers, conduits dans des laboratoires dûment agréés, est la façon la moins restrictive sur le plan commercial d'atteindre des objectifs légitimes en matière de sûreté et de sécurité. En outre, nous souhaitons souligner que l'utilisation de normes internationales, ainsi que les prescriptions en matière de transparence relatives à la publication et à la notification à l'OMC sont les pierres angulaires d'un accès aux marchés à des conditions mutuellement avantageuses.

2.402. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les capacités d'essai correspondant aux prescriptions établies dans les Règles indiennes (modificatives) sur la télégraphie de 2017 sont examinées périodiquement. S'agissant de la nécessité d'assouplir la liste des produits couverts par les futures phases du MTCTE, ils seront examinés lors de la transmission de la notification concernant les produits en question. En outre, l'Accord de reconnaissance mutuelle (ARM) avec l'Inde facilitera la capacité des fabricants d'équipements d'origine (FEO) à effectuer des essais dans un pays partenaire de l'ARM, ce qui pourrait alléger la charge en termes de coûts et de temps. Pour assurer la continuité de l'activité commerciale et veiller à ce que les chaînes d'approvisionnement commercial ne soient pas perturbées, la date d'entrée en vigueur pour les produits couverts par les futures phases du MTCTE devrait être portée de six à huit mois après la date de notification. Compte tenu de l'assouplissement de la prescription relative à l'étiquetage des produits certifiés MTCTE pendant six mois à compter de la date à partir de laquelle les essais et la certification deviendront obligatoires, les FEO bénéficieront d'une période de plus d'une année pour

se mettre en conformité avec la prescription relative à l'étiquetage du MTCTE pour ces produits. La demande de donner aux entreprises au moins une année pour se mettre en conformité avec les phases ultérieures du MTCTE sera examinée lors du lancement des phases en question. La phase III du MTCTE est en cours d'examen et les délais de mise en œuvre seront connus une fois la proposition finalisée.

#### **2.1.3.57 Inde – Ordonnance de 2020 sur le papier pour copieur ordinaire (Contrôle de la qualité), [G/TBT/N/IND/140](#) (ID 681<sup>107</sup>)**

2.403. Le représentant de l'[Indonésie](#) a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie souhaite rappeler les préoccupations qu'elle a exprimées en février et juin 2021 concernant l'ordonnance de 2020 sur le papier pour copieur ordinaire (contrôle de la qualité). L'Indonésie reste préoccupée par les dispositions de ce texte. La certification ne peut être effectuée que par le Bureau indien de normalisation (BIS) selon le système I de l'annexe II du Règlement de 2018 relatif à l'évaluation de la conformité, qui prévoit une visite d'usine, un échantillonnage et une analyse des produits, ainsi qu'une procédure d'octroi de licence. L'Indonésie regrette que l'Inde n'ait pas tenu compte de la situation effective liée à la pandémie qui rend impossible les visites d'usine du fait des interdictions en matière de voyage et de la politique de distanciation sociale. Par conséquent, l'Indonésie demande instamment à l'Inde d'envisager une évaluation à distance pour les visites d'usine ou toute autre politique d'assouplissement afin de faciliter les échanges et de réduire au minimum les obstacles techniques au commerce, en particulier en cette période difficile. L'Indonésie a largement communiqué sur ses préoccupations par le biais des points d'information OTC de l'OMC en janvier 2021, lors de la réunion bilatérale de février 2021, et les a même transmises à la Mission permanente de l'Inde à Genève. L'Indonésie regrette que l'Inde n'ait pas encore fourni de réponse de fond à ses préoccupations. Afin de garantir la compétence des laboratoires agréés par les signataires de l'ILAC, en particulier les méthodes d'essai utilisées dans le cadre de l'ordonnance sur le papier pour copieur ordinaire (contrôle de la qualité), l'Indonésie rappelle à l'Inde d'adopter les normes internationales existantes comme base de méthode d'essai, à savoir les référentiels ISO concernant le papier pour copieur ordinaire.

2.404. L'Indonésie aimerait également recevoir des précisions sur les points suivants: Le marquage d'un label écologique sur le papier est-il obligatoire ou facultatif? Par ailleurs, il est fait référence dans la norme IS 14990:2018 aux normes internationales comme méthode d'échantillonnage. L'Indonésie demande donc à l'Inde d'accepter les résultats d'essais conduits par les laboratoires agréés par l'ILAC lors de la mise en œuvre de ce règlement afin de faciliter les procédures d'évaluation de la conformité menées par les organismes d'évaluation de la conformité en Indonésie. À cet égard, un accord de reconnaissance mutuelle peut être conclu pour garantir que les résultats d'essais effectués par les organismes d'évaluation de la conformité accrédités en Indonésie puissent être acceptés par le BIS. Étant donné que certains produits ne peuvent pas être exportés pendant la pandémie de COVID-19 en raison des prescriptions strictes de la réglementation, l'Indonésie demande à l'Inde de reporter celle-ci ou de ménager une période de transition suffisante pour permettre aux branches de production de s'y conformer. L'Indonésie note également que l'Inde, par l'entremise du Ministère du commerce et de l'industrie, a publié le Règlement portant mise en œuvre obligatoire de l'ordonnance de 2020 sur le papier pour copieur ordinaire (contrôle de la qualité), qui est entré en vigueur le 5 décembre 2020. À cet égard, l'Indonésie rappelle à l'Inde de bien vouloir notifier ce règlement technique au Comité OTC de l'OMC, comme un addendum à la précédente notification.

2.405. En réponse, le représentant de l'[Inde](#) a communiqué la déclaration suivante. Le Règlement 2018 du BIS (évaluation de la conformité) ne contient pas de disposition relative à l'évaluation à distance ni à d'autre moyen d'inspection. Le gouvernement examine d'autres options pour les inspections sur place. La discussion ne fait que commencer. L'ordonnance sur le contrôle de la qualité énonce la norme prescrite et les procédures d'évaluation de la conformité requises.

#### **2.1.3.58 Émirats arabes unis – Obligation d'apposer la Marque de conformité CCG sur tous les jouets (ID 702<sup>108</sup>)**

2.406. Le représentant de l'[Inde](#) a communiqué la déclaration suivante. L'Inde est profondément préoccupée par la prescription des Émirats arabes unis exigeant que tous les jouets pour enfants

<sup>107</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 681](#).

<sup>108</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 702](#).

exportés vers les Émirats arabes unis portent la mention de la Marque de conformité CCG, qui ne peut être émise que par les organismes habilités par l'Organisation de normalisation du CCG. Cette prescription rend les produits indiens non compétitifs aux EAU car aucun organisme n'est autorisé à délivrer la Marque de conformité CCG en Inde. Pour que leurs produits soient certifiés moyennant la Marque de conformité CCG, les exportateurs indiens doivent envoyer l'ensemble du lot là où il peut être certifié. Conformément à la réglementation existante, cette Marque de conformité doit être obtenue pour chaque jouet. Ce processus entraîne des prescriptions procédurales additionnelles; il est également coûteux et rend les produits indiens non compétitifs sur le marché des EAU. De plus, lors de l'évaluation de la conformité, les organismes notifiés habilités à délivrer la Marque de conformité CCG demandent souvent des échantillons physiques de tous les produits d'un groupe, et non uniquement de l'article représentatif. Alors que les dernières directives de la GSO précisent que les rapports d'essais ne sont exigés que pour un article représentatif d'un groupe de produits, l'inspection matérielle de tous les articles d'un groupe de produits est astreignante, coûteuse et incompatible avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC. Conformément à cet article, il est exigé des Membres de l'OMC qu'ils n'élaborent, n'adoptent ni n'appliquent de PEC ayant pour objet ou pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Les PEC ne seront pas plus strictes ni appliquées de manière plus stricte qu'il n'est nécessaire pour donner au Membre importateur une assurance suffisante de la conformité des produits aux règlements techniques ou aux normes applicables, compte tenu des risques que la non-conformité entraînerait. Il est donc demandé aux EAU d'envisager de faire en sorte que l'échantillonnage physique de tous les produits d'un groupe ne soit pas exigé par les organismes notifiés lorsque la Marque de conformité CCG est obtenue pour chaque jouet. Une telle exigence a des effets restrictifs sur le commerce et accroît les coûts et les difficultés. En outre, elle est également incompatible avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC.

2.407. Le représentant des Émirats arabes unis n'a pas apporté de réponse aux préoccupations exprimées. Ces préoccupations ont ultérieurement été transmises aux autorités compétentes.

**2.1.3.59 Royaume d'Arabie saoudite – Règlement technique relatif aux matériaux de construction – Partie IV: Briques, tuiles, produits en céramique, appareils sanitaires et produits connexes (publié au Journal officiel le 22/03/2019) [G/TBT/N/SAU/993](#), [G/TBT/N/SAU/993/Rev.1](#) (ID 698<sup>109</sup>)**

2.408. Le représentant de l'Union européenne a fait la déclaration suivante. L'Union européenne demeure préoccupée par les difficultés liées à la mise en œuvre du Règlement technique relatif aux matériaux de construction et en particulier la marque de qualité saoudienne. Depuis que celle-ci a été établie, les entreprises européennes rencontrent d'importantes difficultés qui ont provoqué une restriction quantitative *de facto* des importations. L'Union européenne tient à rappeler les points suivants, qui constituent toujours une préoccupation importante: *Les audits sont disproportionnés* et dépassent les prescriptions fixées dans les normes ISO. Pour obtenir la marque de qualité saoudienne, les demandeurs doivent prouver qu'ils se conforment à la norme SASO ISO 13006, qui est basée, en théorie, sur la norme internationale ISO 13006 (pour des caractéristiques spécifiques des carreaux en céramique). Toutefois, les audits en vue de l'obtention de la marque de qualité saoudienne exigent que tous les essais soient réalisés pour les carreaux rectifiés et non rectifiés, ce qui semble non nécessaire et réclamé arbitrairement par la SASO. *Coûts élevés*. Alors que le système précédemment appliqué en Arabie saoudite reposait sur différents frais proportionnels à la valeur de l'envoi, la marque de qualité saoudienne actuelle a un prix fixe (très élevé) qui est prohibitif pour les PME, lesquelles ne peuvent tout simplement pas investir autant d'argent chaque année pour un volume d'exportation limité. Cela a exclu de fait de nombreux producteurs de l'UE du marché.

2.409. *Nombre limité d'organismes de certification*. Le nombre limité d'organismes de certification accrédités par la SASO en Europe crée des engorgements, les demandeurs étant confrontés à de longs délais d'attente avant de recevoir une date pour l'audit. Les entreprises de l'UE doivent renoncer à des transactions en raison de ces délais. *Procédures d'audit opaques*. La SASO n'a jamais publié de liste des documents requis pour l'audit; ainsi, il n'existe pas de procédure normalisée et il peut y avoir des divergences entre les prescriptions en matière d'audit fixées par différents organismes de certification. Par conséquent, les procédures pour l'obtention de la marque de qualité saoudienne sont imprévisibles et les demandeurs doivent remplir des conditions différentes en fonction de l'organisme de certification qu'ils utilisent. *Audits de surveillance annuels*. Le renouvellement annuel de la marque de qualité saoudienne devrait comporter moins de prescriptions car il s'agit d'une mesure de surveillance. Pourtant, les entreprises ont rapporté que la surveillance

<sup>109</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 698](#).

annuelle demande le même niveau de détail que le premier audit pour la marque de qualité saoudienne, ce qui est tout à fait excessif par rapport à l'objectif visé. L'Union européenne invite le Royaume d'Arabie saoudite à garantir que la marque de qualité saoudienne ne constituera pas un obstacle au commerce. Nous nous félicitons des discussions bilatérales sur cette question et demeurons disposés à poursuivre le dialogue et à répondre à cette préoccupation dans un avenir proche.

2.410. En réponse, le représentant du Royaume d'Arabie saoudite a communiqué la déclaration suivante. L'Arabie saoudite tient à remercier l'Union européenne d'avoir soulevé cette question et lui sait gré de la réunion bilatérale constructive qui a eu lieu durant la semaine en cours. Compte tenu de cette réunion bilatérale, l'autorité compétente en Arabie saoudite est en train d'élaborer une réponse plus complète associant différents services. Nous répondrons directement à l'UE.

#### **2.1.3.60 Colombie – Bonnes pratiques de fabrication de l'établissement fabricant à l'étranger, [G/TBT/N/COL/242](#) (ID 697<sup>110</sup>)**

2.411. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne remercie la Colombie pour sa réponse de novembre 2020 aux observations écrites de l'Union européenne et pour les discussions bilatérales approfondies qui ont eu lieu, et espère que le Décret n° 162 publié le 16 février 2021 ne créera pas de prescriptions inutilement astreignantes pour les exportateurs de vins et spiritueux de l'UE. L'Union européenne note que l'article 3 du décret adopté mentionne la possibilité de présenter d'autres documents que le certificat de bonnes pratiques de fabrication lors de l'importation en Colombie. Les exportateurs de vins et spiritueux de l'UE se conforment déjà à l'obligation existante de présenter des certificats de vente libre aux fins d'enregistrement sanitaire. Les certificats de vente libre indiquent que le produit est conforme aux prescriptions législatives de l'UE, qui englobent les bonnes pratiques de fabrication. Dès lors, l'Union européenne considère que les certificats de mise en vente libre émis par les États membres de l'UE répondront à la prescription colombienne de présenter un certificat de bonnes pratiques de fabrication lors de l'importation. L'Union européenne souhaiterait donc demander à la Colombie de confirmer cette interprétation. L'Union européenne se tient prête à poursuivre les travaux bilatéraux si des éclaircissements additionnels étaient nécessaires.

2.412. En réponse, le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie remercie l'Union européenne (UE) d'avoir coopéré avec les autorités sanitaires compétentes pour clarifier les préoccupations soulevées concernant le respect du Décret n° 162 de 2021. À cet égard, nous souhaitons faire savoir que les autorités pertinentes ont travaillé de concert avec l'Union européenne, par l'intermédiaire de la section du commerce de l'UE en Colombie, sur des questions relatives à l'application du Décret n° 162 de 2021, pour ce qui est en particulier de l'acceptation des certificats de bonnes pratiques de fabrication, répondant ainsi aux préoccupations soulevées au sujet de l'acceptation des certificats de vente libre (CVL). Le texte publié a modifié l'article 22 du Décret n° 1686 de 2012 afin d'égaliser les conditions afférentes au certificat de bonnes pratiques de fabrication (BPF) pour les producteurs nationaux et pour les producteurs situés hors du territoire national, et a établi les quatre (4) possibilités ci-après pour satisfaire aux dispositions du règlement technique: a) Certificat de bonnes pratiques de fabrication (BPF) de l'établissement fabricant et/ou conditionneur, délivré par l'autorité compétente du pays d'origine; b) Certificat du système HACCP (analyse des risques et maîtrise des points critiques) ou document attestant l'application de celui-ci, délivré par l'autorité compétente du pays d'origine; c) Certificat délivré par l'autorité compétente, par l'organisme de certification agréé ou par un tiers habilité dans le pays d'origine du produit, dans lequel il est constaté que la boisson alcoolique et le producteur satisfont aux règles, processus et procédures de caractère technique; d) Certificat de bonnes pratiques de fabrication de l'établissement fabricant et/ou conditionneur, délivré par l'Institut national de surveillance des médicaments et des aliments (INVIMA).

2.413. Ainsi, aux fins du respect des prescriptions dans le cas des boissons importées, le décret établit quatre options viables qui n'enfreignent pas les règles du pays d'origine des intéressés, de sorte que ceux-ci pourront évaluer chacune des options indiquées et en choisir une pour se conformer aux dispositions de la réglementation colombienne. L'autorité sanitaire a répété que le certificat de vente libre – auquel l'UE s'est référée – pourrait relever des dispositions de l'alinéa C, dès lors qu'il est satisfait aux conditions de celui-ci, à savoir: i) que le certificat est délivré par l'autorité compétente du pays d'origine, par l'organisme de certification agréé ou par un tiers habilité

<sup>110</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 697](#).



dans le pays d'origine du produit; et ii) qu'il est constaté que la boisson alcoolique et le producteur satisfont aux règles, processus et procédures de caractère technique ou font l'objet d'un contrôle ou d'une inspection. À cet égard, les autorités pertinentes ont examiné les documents fournis par l'Union européenne et se sont déclarées disposées à continuer de travailler de concert avec elle et avec la branche de production, de sorte à répondre aux préoccupations soulevées afin d'assurer l'application du règlement technique. Compte tenu de ce qui précède, nous invitons l'UE à poursuivre ses travaux bilatéraux avec notre autorité sanitaire.

#### **2.1.3.61 Argentine – Obligation de fournir une déclaration assermentée avec la certification par un organisme de certification pour l'exportation de panneaux dérivés du bois (ID 696<sup>111</sup>)**

2.414. Le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. En réponse à la question posée par l'Inde à la réunion antérieure du Comité OTC, l'Argentine a fourni une réponse, ce dont nous la remercions. Celle-ci ne répondant cependant pas aux questions que nous avons posées, nous rappelons dès lors notre préoccupation. L'Argentine a notifié l'obligation de fournir une déclaration assermentée en plus de la certification du produit par un organisme certifié en vue de l'exportation de panneaux dérivés du bois. L'Inde remercie l'Argentine pour sa notification publiée sous la cote [G/TBT/N/ARG/342/Add.6](#) en date du 22 février 2021 sur le projet de Décision proposé intitulé "Exigences techniques en matière de qualité et de sécurité applicables aux panneaux en bois". Conformément à l'article 2 du projet de Décision, une déclaration assermentée émanant d'un organisme de certification indiquant la conformité aux prescriptions établies doit être fournie en plus de la certification du produit. L'Inde a adressé ses questions au point d'information de l'Argentine afin de comprendre la pertinence d'une déclaration assermentée quant à la conformité du produit, surtout dans la mesure où une prescription en matière de certification est déjà appliquée. L'Inde est d'avis que cette prescription supplémentaire d'une déclaration assermentée alourdira à la fois le coût et le poids des formalités pesant sur les exportateurs, ce qui aura des répercussions négatives sur la compétitivité du produit en Argentine. En outre, l'Argentine n'a communiqué aucune évaluation des risques que présente la prescription supplémentaire d'une déclaration assermentée. Dès lors, la prescription de l'Argentine exigeant de fournir une déclaration assermentée en plus de celle relative à la certification apparaît *prima facie* comme restrictive pour le commerce. En outre, on ignore quelles autres mesures alternatives ou restrictives pour le commerce l'Argentine a envisagées avant de décider d'adopter la mesure en question. Compte tenu de ce qui précède, il est demandé à l'Argentine: de ne pas imposer les prescriptions supplémentaires de déclaration assermentée; de répondre aux demandes que l'Inde a adressées à son point d'information; et, s'il lui est impossible de supprimer la prescription supplémentaire de déclaration assermentée, d'indiquer l'évaluation des risques sur laquelle elle s'est fondée pour imposer une mesure aussi restrictive pour le commerce.

2.415. En réponse, le représentant de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. Nous regrettons que la réponse de l'Argentine n'ait pas suffi à notre collègue de l'Inde et nous transmettons donc cette nouvelle question à notre capitale.

#### **2.1.3.62 Chine – Normes nationales relatives aux limites concernant les composés organiques volatils applicables aux meubles, [G/TBT/N/CHN/1094](#), [G/TBT/N/CHN/1095](#), [G/TBT/N/CHN/1096](#) (ID 509<sup>112</sup>)**

2.416. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite se référer à ses déclarations antérieures concernant les notifications chinoises publiées sous les cotes [G/TBT/N/CHN/1094](#), [G/TBT/N/CHN/1095](#) et [G/TBT/N/CHN/1096](#). L'Union européenne souhaite exprimer des préoccupations au sujet du projet de norme chinoise relative aux "limites concernant les composés organiques volatils (COV) applicables aux meubles", qui est actuellement soumis à la présentation d'observations dans le cadre d'une consultation publique en Chine et qui remplacerait les normes GB 18584-2001, Matériaux pour la décoration et la rénovation intérieures – Teneur maximale en substances nocives des meubles en bois, et GB 28481-2012, Teneur maximale en substances nocives du mobilier en matière plastique. À notre connaissance, la norme devrait être publiée début 2022 et mise en œuvre dans les deux ans suivant son adoption. Le projet de norme vise à modifier celles notifiées à l'OMC en 2015 ([G/TBT/N/CHN/1094](#), [G/TBT/N/CHN/1095](#) et [G/TBT/N/CHN/1096](#)). Malheureusement, malgré la collaboration entre le secteur européen des meubles et les organismes de normalisation chinois sur

<sup>111</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 696](#).

<sup>112</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 509](#).



une nouvelle version améliorée de la norme, qui tiendrait compte des normes internationales appliquées pour mesurer les COV, le projet de norme chinoise "Limites applicables aux substances nocives dans les meubles" n'apporte pas les améliorations recherchées et suscite des préoccupations similaires à celles soulevées concernant le texte original notifié à l'OMC en 2015.

2.417. Une qualité élevée de l'air intérieur est fondamentale pour la santé et le bien-être des consommateurs européens et chinois. L'Union européenne comprend et soutient l'introduction de normes limitant les émissions de substances nocives par les meubles. Toutefois, plusieurs préoccupations importantes subsistent. L'approche suivie par le projet de norme concernant les meubles en bois n'est conforme ni aux normes ISO existantes (ISO 16000-9; -3; -6) ni aux écolabels connus tels que BIFMA, "fleur de l'UE", ou "Ange Bleu". L'UE considère qu'il est très important d'harmoniser les méthodes d'essai. L'utilisation de normes éprouvées comme fondement des mesures devrait être la référence de tous les pays et laboratoires d'essai correspondants. Les méthodes d'essai doivent être choisies en fonction de leur exactitude et être fondées sur des critères scientifiques. L'UE voudrait demander à la Chine d'envisager d'harmoniser les méthodes d'essai prescrites avec les normes ISO 16000-9, -3, -6. Cette méthode d'essai s'est révélée fiable et serait bénéfique pour le commerce international de meubles, les producteurs exportant dans le monde entier n'ayant qu'à se conformer qu'à une seule méthode d'essai. La nouvelle norme en question aura des répercussions économiques importantes sur les producteurs européens comme chinois, car elle constituera un obstacle aux exportations. La prescription proposée dans le projet de norme chinoise relative aux composés organiques volatils particuliers révèle une sélection arbitraire des seuils et n'est pas centrée sur les substances dangereuses. Le projet de norme surestime donc l'effet des substances naturelles normalement présentes dans le bois mais sous-estime l'effet des substances toxiques.

2.418. Les limites non scientifiques fixées concernant les COVT après une courte période d'essai surestiment les effets des substances naturelles normalement présentes dans le bois, de sorte que les meubles produits à partir de bois naturel non traité échoueront aux essais. Parallèlement, les quelques substances dangereuses particulières soumises à restriction sous-estiment les substances toxiques. L'UE considère que seules les substances pertinentes sur le plan toxicologique doivent être prises en compte comme base des essais. Pour que la norme n'empêche pas l'utilisation de matériaux en bois naturel ou de revêtements à base d'eau, il faut appliquer des critères basés sur la santé ciblant des substances dangereuses particulières (et non des COVT). En ce qui concerne la méthode d'essai fondée sur l'approche par unité de surface par opposition à l'approche par volume, la méthode d'essai pour les meubles en bois proposée par la Chine est basée sur le volume d'un meuble, alors que les normes internationales (ISO 16000-9) recommandent que les méthodes de mesure soient basées sur la surface d'émission. De même, les meubles rembourrés sont mis à l'essai au moyen de l'approche par unité de surface, alors qu'il est extrêmement difficile de déterminer la surface des meubles rembourrés et quelle est source d'erreurs du fait de sa forme. Le projet de norme chinoise promeut une approche en vertu de laquelle les producteurs simplifient la conception et la fonctionnalité des meubles produits pour le marché chinois afin de satisfaire à l'essai. La méthode d'essai basée sur le volume appliquée dans le projet de norme chinoise aboutirait à ce que les émissions finales du produit dépendent de sa conception et de ses fonctions (par exemple le nombre de tiroirs) plutôt que du choix de la matière première utilisée. Une conception plus simple limitera les options eu égard aux conceptions chinoise et européenne. En outre, les consommateurs chinois n'auront plus accès à des produits fabriqués à partir de matériaux naturels et/ou avec des revêtements à base d'eau. Le projet de norme chinoise poserait également des problèmes aux fabricants de meubles chinois désireux d'exporter vers l'UE. Il en irait de même pour les fabricants dans l'UE, qui seraient alors contraints d'utiliser des vernis à base de solvants organiques pour satisfaire aux essais.

2.419. En ce qui concerne les meubles en bois, la norme s'appuie sur les "émissions en fonction du volume", définies comme "le rapport entre le volume du mobilier en bois et le volume de la chambre d'essai environnementale". Cette approche diffère de celle par unité de surface utilisée dans les normes existantes reconnues au niveau international relatives aux émissions, telle que la norme ISO 16000-9. Pour veiller à ce que la norme incite le secteur des meubles à utiliser des matériaux à faible émission pour tous les meubles, il est recommandé d'utiliser l'approche par unité de surface. L'UE se félicite de la modification s'appliquant aux émissions de formaldéhyde, comme indiqué dans la version la plus récente de la norme, datant du 21 octobre. Il semble que celle-ci suive désormais la méthode approuvée au niveau international par la norme ISO 16000-3 (la méthode DNPH). L'UE espère que la Chine maintiendra cette approche et que la méthode DNPH continuera d'être celle

utilisée pour mesurer les émissions de formaldéhyde. L'UE apprécierait que la Chine donne des renseignements sur le calendrier de la notification de la nouvelle norme au Comité OTC.

2.420. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. En mai 2019, l'Administration chinoise de normalisation (SAC) a publié un plan visant à réviser la norme nationale obligatoire des Limites applicables aux substances dangereuses pour les meubles (plan n° 20190075-Q-339). La norme des Limites applicables aux substances dangereuses pour les meubles intégrera trois normes nationales obligatoires existantes, ainsi que le contenu pertinent des limites applicables aux substances dangereuses dans la norme nationale obligatoire des Limites applicables aux substances dangereuses dans les meubles en matières plastiques. La norme nationale obligatoire intégrée couvrira les meubles en bois, les matelas et canapés rembourrés, les meubles en matières plastiques, les meubles en pierre, etc. Les substances dangereuses comprennent le formaldéhyde, les composés organiques volatils, les éléments de métaux lourds, les amines aromatiques décomposées, et les retardateurs de flamme, entre autres. Nous respecterons les principes d'ouverture et de transparence, prendrons en considération les points de vue de tous horizons, et tiendrons dûment compte des normes ISO connexes dans le processus d'élaboration de la norme. Nous dialoguons activement avec des entreprises et des experts dans le cadre du processus d'élaboration et de révision de la norme afin de garantir qu'elle soit fondée sur des données scientifiques et qu'elle soit raisonnable. Le Comité technique national pour la normalisation concernant les meubles mobilise actuellement ses membres afin qu'ils se prononcent par vote sur cette norme. Celle-ci sera présentée pour approbation après le scrutin et devrait être approuvée par le Comité national pour la normalisation en 2022.

#### **2.1.3.63 Union européenne – Méthodes d'essai pour les substances chimiques interdites visées par le règlement relatif aux produits cosmétiques [G/TBT/N/EU/752](#) (ID 680<sup>113</sup>)**

2.421. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Nous recommandons à l'UE de fournir des éclaircissements sur les méthodes d'essai qui s'appliquent aux nitrosamines volatils dans les vernis à ongles.

2.422. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaiterait rappeler à la Chine qu'une réponse écrite à ses observations du 16 décembre 2020 a été soumise le 4 février 2021 par l'intermédiaire du point d'information sur les OTC et qui a été explicitée dans la déclaration que nous élaborée en vue de la réunion du Comité OTC de février 2021. A la réunion antérieure du Comité OTC de juin 2021, l'UE a renvoyé la Chine à cette déclaration et à la réponse faite le 4 février 2021. Durant cette réunion, cependant, la Chine a suggéré à l'UE de fournir des éclaircissements sur la méthode d'essai s'appliquant aux nitrosamines volatils dans les vernis à ongles. L'UE croit comprendre que la question a trait au projet de Règlement de la Commission modifiant le Règlement (CE) n° 1223/2009 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'utilisation de N-méthylanthranilate de méthyle dans les produits cosmétiques, notifié à l'OMC le 15 mars 2021 sous la cote [G/TBT/N/EU/785](#). À cet égard, l'UE n'a pas connaissance d'une large utilisation du N-méthylanthranilate de méthyle dans vernis à ongles. Le N-méthylanthranilate de méthyle est un ingrédient de parfum utilisé dans divers produits cosmétiques, notamment les parfums fins, les shampooings, les savons et autres articles de toilette, ainsi que dans des produits non cosmétiques tels que les produits de nettoyage domestiques et les détergents. Le N-méthylanthranilate de méthyle est une amine secondaire, et est donc susceptible de nitrosation. Il ne doit pas être utilisé en combinaison avec des substances nitrosantes. La teneur en nitrosamine doit être inférieure à 50 parties par milliard.

2.423. Les mesures en question ne régissent pas les méthodes d'essai permettant de détecter les nitrosamines volatils dans les vernis à ongles ou les produits cosmétiques. Il incombe au fabricant de veiller à ce qu'elles restent inférieures à la concentration autorisée. En ce qui concerne les méthodes d'essai, il existe la norme ISO/TR 14735:2013 Cosmétiques – Méthodes analytiques – Nitrosamines: Directives techniques qui vise à limiter la probabilité de formation de N-nitrosamines dans les produits cosmétiques et qui présente une description des méthodologies analytiques disponibles pour le dosage fiable des N-nitrosamines dans les produits cosmétiques (ISO/TR 14735:2013 Cosmétiques – Méthodes analytiques – Nitrosamines: Directives techniques concernant la limitation et le dosage des N-nitrosamines dans les produits cosmétiques). Enfin, Cosmetics Europe, une association commerciale européenne pour l'industrie des cosmétiques et des soins

<sup>113</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 680](#).

corporels, a élaboré en 2009 des directives techniques sur la limitation et le dosage des nitrosamines dans les cosmétiques.<sup>114</sup>

**2.1.3.64 Union européenne: Uniformité des procédures et spécifications techniques applicables à la réception par type des véhicules à moteur au regard de leur système d'urgence de maintien de la trajectoire (ELKS), G/TBT/N/EU/767 (ID 700<sup>115</sup>)**

2.424. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. En ce qui concerne l'article 1.4, il est suggéré de modifier le membre de phrase "contrôlent le mouvement latéral du véhicule" étant donné que l'objectif de l'ELKS est de maintenir et de contrôler la trajectoire et que la réglementation ne doit pas spécifier la technologie utilisée. 2. S'agissant de l'article 3.1.1.1, la Chine suggère de modifier la prescription relative aux essais automatiques comme suit: "Lorsqu'il est allumé, le système devrait être capable d'effectuer des essais automatiques, ce qui signifie que le système peut vérifier si les principaux composants électriques et capteurs pertinents pour le système fonctionnent normalement." Le but des essais automatiques est de s'assurer que le système peut satisfaire aux conditions fondamentales de fonctionnement et le nombre d'essais automatiques peut être défini par l'entreprise elle-même. 3. S'agissant de l'article 3.1.1.2, la Chine estime que la "défaillance non électrique" est contredite par la mention "par exemple, mauvais alignement d'un capteur", car l'écart d'alignement d'un capteur peut être causé par une défaillance électrique. 4. En ce qui concerne l'article 3.1.1.2, la Chine suggère de ne pas limiter les manières d'agir pour interrompre manuellement le système. Tant que l'objectif de maintien et de contrôle de la trajectoire est atteint, la technologie spécifique ne devrait pas être restreinte. 5. Pour ce qui est de l'article 3.6.2, selon les conclusions des recherches menées concernant la norme relative au système chinois d'aide au maintien de la trajectoire, l'écart de trajectoire suggéré devrait être de 0,4 m pour les véhicules M1 et N1, et de 0,75 m pour les véhicules d'autres catégories. 6. S'agissant de l'article 3.6.2 a), la définition est déraisonnable car le système, lorsqu'il est activé, devrait toujours maintenir le véhicule sur sa voie et n'a pas besoin de différencier les autres conditions. 7. La prescription établie à l'article 3.6.2 e), précisant "dans toutes les conditions d'éclairage en l'absence d'aveuglement des capteurs", est trop stricte. La prescription quantitative devrait être augmentée, par exemple à 500 lux. En ce qui concerne l'article 3.6.2, nous suggérons d'ajouter à l'ELKS les prescriptions pertinentes concernant les voies en trajectoire courbe en renvoyant aux parties pertinentes des normes chinoises relatives au système de maintien de la trajectoire pour les voitures de tourisme et les véhicules commerciaux.

2.425. 8. Pour ce qui est de l'article 3.6.3.1, nous suggérons que les prescriptions relatives à l'effort concernant la commande de direction soient supprimées. 9. Concernant l'article 3.6.4, les prescriptions relatives à l'indication de l'avertissement CDCF sont trop détaillées. Nous pensons que les conditions d'avertissement à elles seules suffisent. 10. S'agissant des articles 4 et 5, la Chine suggère que le scénario d'essai en trajectoire courbe soit ajouté en renvoyant aux parties pertinentes des normes chinoises relatives au système de maintien de la trajectoire pour les voitures de tourisme et les véhicules commerciaux. 11. En ce qui concerne les articles 4.2 b) et 5.2 b), la prescription relative aux conditions d'éclairage ambiant, 2 000 lx, est trop élevée et la Chine suggère de ramener ce nombre à 500 lx. 12. En ce qui concerne les articles 4.2 c) et 5.2 c), la Chine suggère de modifier la fourchette des températures ambiantes s'échelonnant de 5 °C à 45 °C et de les établir à des températures ambiantes s'échelonnant de 20 °C à 40 °C.

2.426. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite rappeler à la Chine qu'une réponse écrite à ses observations du 7 février 2021 a été adressée le 13 avril 2021 au point d'information OTC. Les principaux éléments de cette réponse ont également été repris dans la déclaration de l'UE à la réunion antérieure du Comité OTC en juin. Au cours de celle-ci, la Chine a proposé plusieurs suggestions de libellé. L'UE l'en remercie. Cependant, la mesure a été effectivement adoptée le 19 avril 2021 et l'on ne prévoit pas, pour l'heure, de la modifier. Il est néanmoins prévu de discuter de cette question dans le cadre du Groupe de travail des véhicules automatisés et connectés (GRVA), un organe subsidiaire du Forum mondial des règlements concernant les véhicules (WP29) des Nations Unies. Par exemple, les prescriptions relatives à l'ELKS pourraient être incluses dans le Règlement n° 79 de l'ONU concernant l'équipement de direction et le Règlement n° 130 de l'ONU sur les système d'avertissement de franchissement de

<sup>114</sup>

[https://cosmeticseurope.eu/files/9114/6407/6715/Technical\\_Guidance\\_Document\\_on\\_Minimising\\_and\\_Determining\\_Nitrosamines\\_in\\_Cosmetics\\_-\\_2009.pdf](https://cosmeticseurope.eu/files/9114/6407/6715/Technical_Guidance_Document_on_Minimising_and_Determining_Nitrosamines_in_Cosmetics_-_2009.pdf).

<sup>115</sup> Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 700](#).

ligne. L'UE participera de manière constructive à la discussion dans le cadre des Nations Unies et demande à la Chine de contribuer à ce processus au niveau des experts et d'appliquer ces règlements une fois qu'ils auront été modifiés.

## 2.2 Neuvième examen triennal

2.427. Le Comité a adopté son rapport sur le neuvième examen triennal, ultérieurement distribué sous la cote [G/TBT/46](#).

## 2.3 Echange de données d'expérience

### 2.3.1 Transparence

2.428. Le Secrétariat a donné des renseignements actualisés sur le projet d'intégration des outils en ligne. Comme cela avait été annoncé au cours de la séance thématique sur la transparence, tenue en février 2021, le Secrétariat travaille actuellement à l'élaboration d'une plate-forme intégrée, fusionnant plusieurs outils OTC en ligne, à savoir les systèmes SPS-IMS et TBT-IMS SGI OTC et le système ePing. L'objectif de ces travaux, a noté le Secrétariat, est d'améliorer les services en termes de facilité d'utilisation, de cohérence des données et d'efficacité des ressources. La nouvelle plate-forme est encore en phase d'élaboration et un aperçu de ses caractéristiques a été présenté aux délégations intéressées lors d'une réunion des Amis des outils en ligne tenue en octobre 2021. L'idée est de lancer la plate-forme en mars 2022. Le Secrétariat a également rappelé qu'au début de l'année 2021, il a mené une étude exhaustive parmi les utilisateurs d'ePing enregistrés et reçu plus de 1 400 réponses. Ces réponses ont attribué en moyenne la note de 8/10 à cet outil. Plus de 80% des répondants lisent les alertes qu'ils reçoivent par courrier électronique chaque jour ou chaque semaine – secteur public et secteur privé confondus. Plusieurs suggestions d'améliorations ont été faites; la nouvelle plate-forme tiendra compte de certaines d'entre elles. Il a été entre autres suggéré de développer une application ePing pour smartphone. Faisant suite à cela, le Secrétariat coopère avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DEAS/ONU) et l'ITC pour mettre au point un prototype de l'application au cours du premier semestre 2022. De plus amples informations sur le système ePing et les résultats de l'étude figurent dans le document [G/TBT/GEN/317](#).

2.429. Le Secrétariat a également fourni des renseignements actualisés sur les nouvelles notifications OTC liées à la COVID-19 présentées au Comité OTC. Depuis le début de la pandémie, en mars 2020, les Membres ont soumis au total 179 notifications OTC liées à la COVID-19. Ces notifications représentaient un peu plus de 40% de l'ensemble des notifications liées à la COVID-19 présentées à l'OMC. Depuis la réunion antérieure du Comité, un total de 26 notifications OTC liées à la COVID-19 ont été communiquées. Il a été noté que ces notifications couvraient un éventail de produits, dont les fournitures médicales et les équipements de protection individuelle, ainsi que des produits généraux. Nombre de mesures notifiées étaient des procédures d'évaluation de la conformité et certaines étaient, comme par le passé, des mesures de facilitation des échanges.

### 2.3.2 Procédures d'évaluation de la conformité

2.430. Le Président a résumé les travaux du Comité à ce jour et a rappelé qu'à la réunion antérieure du Comité, en juin, il avait été convenu que le Comité consacrerait une réunion informelle au début de 2022 à la discussion des travaux sur l'élaboration de lignes directrices relatives à l'évaluation de la conformité, et que cette réunion serait basée sur un recueil d'éléments qui serait établi par le Secrétariat.<sup>116</sup>

---

<sup>116</sup> [G/TBT/M/84](#), par 4.486. Dans une communication ultérieure, contenue dans le document [ICN/TBT/10](#) et publiée le 9 décembre 2021, le Président a confirmé la date de la réunion informelle du 10 février 2022 et a fait observer que le Secrétariat avait l'intention de distribuer le document sur le recueil d'éléments avant la réunion de février.

### 3 OBSERVATEURS

#### 3.1 Renseignements actualisés

3.1. Le représentant de la CEE a informé le Comité des travaux du Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation de la CEE (WP.6). Il a également noté la pertinence des travaux du Forum mondial de l'harmonisation des règlements concernant les véhicules (WP.29), du Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) et du Groupe de travail 6 pour le Comité OTC.

3.2. Le représentant du BIPM a présenté des renseignements actualisés. On trouvera [ici](#) l'intégralité de ces renseignements. Le Président a appelé l'attention du Comité sur les renseignements fournis par d'autres observateurs (Codex<sup>117</sup>, ISO<sup>118</sup> et CROSO<sup>119</sup>).

#### 3.2 Demandes en attente

3.3. En ce qui concerne les demandes de statut d'observateur en attente, le Président a noté qu'aucune nouvelle demande de statut d'observateur n'avait été reçue. Des renseignements actualisés figuraient dans les documents [G/TBT/GEN/2/Rev.16](#) et [RD/TBT/1/Rev.8](#).

3.4. Le représentant de la Turquie a rappelé que sa délégation soutenait la demande présentée par l'Institut de normalisation et de métrologie pour les pays islamiques (INMPI). Il a souligné que cet organisme ne devrait pas être considéré comme étant seulement spécialisé en métrologie, attendu qu'il était chargé de différentes responsabilités et objectifs en matière de normalisation, d'évaluation de la conformité, de métrologie, d'accréditation et de développement des infrastructures. La Turquie a noté, en outre, que sa délégation avait discuté de ces questions avec la délégation des États-Unis et avait fait part de sa volonté de continuer à travailler avec eux, ainsi qu'avec d'autres Membres, pour répondre à toute préoccupation en suspens concernant cette demande en attente. Il fallait veiller, a souligné la Turquie, à ce que l'absence de procédures claires et prévisibles n'empêche pas les Membres d'accepter les demandes de statut et à ce que chaque organisation soit évaluée sur la base de son intérêt intrinsèque.

### 4 RAPPORT ANNUEL (2021) DU COMITÉ AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES (CCM)

4.1. Le Comité OTC a adopté son rapport au CCM. Il a été distribué sous la cote [G/L/1420](#).

### 5 QUESTIONS DIVERSES

5.1. Le Secrétariat a proposé d'organiser un symposium OTC en 2022. Cette activité d'une demi-journée viserait à examiner la valeur des travaux du Comité OTC en ce qui concerne la réduction des goulets d'étranglement réglementaires dans l'économie mondiale. Seraient abordées dans ce cadre les questions relatives à l'incidence des travaux du Comité sur l'économie en général et à la valeur de ceux-ci, en particulier dans le domaine des préoccupations commerciales spécifiques (PCS). Le Secrétariat solliciterait la contribution des Membres, du secteur privé et des milieux universitaires, ainsi que d'autres organisations internationales concernées. Cet événement serait très probablement organisé en dehors de la semaine de réunion du Comité.

5.2. Les représentants du Brésil, des États-Unis et de l'Union européenne ont indiqué qu'ils soutenaient cette initiative et ont accueilli avec satisfaction l'idée de mieux faire connaître et comprendre les travaux du Comité.

### 6 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

6.1. La prochaine réunion ordinaire du Comité aura lieu du 9 au 11 mars 2022. Elle sera précédée de séances thématiques sur les procédures d'évaluation de la conformité, en particulier sur l'accréditation et les solutions numériques. Ces deux séances thématiques auront lieu le

---

<sup>117</sup> [G/TBT/GEN/319](#).

<sup>118</sup> [G/TBT/GEN/320](#).

<sup>119</sup> [G/TBT/GEN/321](#).

8 mars 2022. Il est rappelé qu'une réunion informelle consacrée aux Lignes directrices concernant les procédures d'évaluation de la conformité est prévue le 10 février 2022. Toutes les dates fixées pour les réunions en 2022 sont indiquées dans le document [JOB/TBT/408/Rev.1](#).

---